



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 19 mars 1960

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, March 19th, 1960

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces; Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502 — 1-52-0

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1 per dozen.

Subscriptions: \$7 per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Cazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS.

Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
41502 — 1-52-0

Lettres patentes

(P.G. 10365-60)

Aberman Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six janvier 1960, constituant en corporation: Harry Aronovitch, avocat, de Côte-St-Luc, Samuel Chait, Nathaniel H. Salomon, Nahum Gelber, tous trois avocats, John Hamilton et Freda Pomerance, fille majeure, toutes deux secrétaires, tous les cinq de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une corporation de portefeuille et de placements, sous le nom de "Aberman Investments Inc.", avec un capital total de \$402,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 1,000 actions privilégiées, catégorie "A", d'une valeur au pair de \$1 chacune et 400,000 actions privilégiées, catégorie "B", d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 460 ouest, rue Ste-Catherine, chambre 301, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Letters Patent

(A.G. 10365-60)

Aberman Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-sixth day of January, 1960, incorporating: Harry Aronovitch, advocate, of Côte-St-Luc, Samuel Chait, Nathaniel H. Salomon, Nahum Gelber, all three advocates, John Hamilton and Freda Pomerance, fille majeure, both secretaries, all five of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Aberman Investments Inc.", with a total capital stock of \$402,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each, 1,000 Class "A" preferred shares of a par value of \$1 each and 400,000 Class "B" preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 460 St. Catherine Street West, Room 301, Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 11734-59)

Acadia Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux février 1960, constituant en corporation: Katherine Ingledew, sténographe, célibataire, Samuel Godinsky, avocat, et Joseph Nuss, étudiant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immobiliers, sous le nom de "Acadia Investments Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux février 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10114-60)

Addington Development & Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze janvier 1960, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, Nathaniel Liebman, notaire, et Carl Rosen, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Addington Development & Construction Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 35,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10168-60)

Agences d'Assurance Brien Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze janvier 1960, constituant en corporation: Louis Robert Brien, directeur de funérailles, de Magog, Louise Bourdon et Lucille Roy, secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme courtiers et agents d'assurance, sous le nom de "Agence d'Assurance Brien Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11734-59)

Acadia Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of February, 1960, incorporating: Katherine Ingledew, stenographer, spinster, Samuel Godinsky, barrister, and Joseph Nuss, student, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Acadia Investments Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares of a par value of \$100 each and 100 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10114-60)

Addington Development & Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1960, incorporating: Abraham Shuster, advocate, Nathaniel Liebman, notary, and Carl Rosen, law-student, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Addington Development & Construction Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 35,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10168-60)

Agences d'Assurance Brien Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of January, 1960, incorporating: Louis Robert Brien, funeral director, of Magog, Louise Bourdon and Lucille Roy, secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To act as insurance brokers and agents, under the name "Agences d'Assurance Brien Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10033-60)

Agences d'Assurance J.-P. Marcoux Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre janvier 1960, constituant en corporation: J.-Paul Marcoux, directeur de funérailles, de Victoriaville, Louise Bourdon et Lucille Roy, toutes deux secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers et agents d'assurances, sous le nom de "Agences d'Assurance J.-P. Marcoux Inc.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 100 actions communes de \$10 chacune et en 400 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 61, rue Laurier, Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(A.G. 10033-60)

Agences d'Assurance J.-P. Marcoux Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1960, incorporating: J.-Paul Marcoux, general director, of Victoriaville, Louise Bourdon and Lucille Roy, both secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name "Agences d'Assurance J.-P. Marcoux Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 400 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 61 Laurier street, Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16945-59)

Aimé Dumas Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois décembre 1959, constituant en corporation: Robert Perron, conseil en loi de la Reine, Jacques Perron, tous deux avocats, de Sillery, et Jacqueline Larose, secrétaire, célibataire, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de transport, sous le nom de "Aimé Dumas Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Épiphan, comté de Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(A.G. 16945-59)

Aimé Dumas Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of December, 1959, incorporating: Robert Perron, Queen's Counsel, Jacques Perron, both lawyers, of Sillery, and Jacqueline Larose, secretary, spinster, of Quebec, for the following purposes:

To carry on business dealing in transportation, under the name "Aimé Dumas Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Épiphan, county of Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10199-60)

Allied Colour Film Service (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit janvier 1960, constituant en corporation: David Goodman, d'Hampstead, Melvin Leonard Rothman, de Westmount, Neil Phillips, de Montréal, et Godfroy Marin, de Pointe-Claire, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce en général de pellicules, sous le nom de "Allied Colour Film Service (Quebec) Limited", avec un capital divisé en 1,000 actions sans valeur nominale ou au pair et 9,000 actions privilégiées de \$10 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera d'au moins \$14,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(A.G. 10199-60)

Allied Colour Film Service (Quebec) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of January, 1960, incorporating: David Goodman, of Hampstead, Melvin Leonard Rothman, of Westmount, Neil Phillips, of Montreal, and Godfroy Marin, of Pointe-Claire, all advocates, for the following purposes:

To deal generally in films, under the name of "Allied Colour Film Service (Quebec) Limited", with a capital stock divided into 1,000 shares having no nominal or par value and 9,000 preferred shares of \$10 each, and the amount with which the company will commence its operations will be at least \$14,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10264-60)

Allied Radio-Electronics Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt janvier 1960, constituant en corporation: Maxwell Shenker, Max M. Teitelbaum, avocats, et Albert Liddell, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils de radio et de tous appareils électroniques, sous le nom de "Allied Radio-Electronics Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297- P. FRENETTE.

(A.G. 10264-60)

Allied Radio-Electronics Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1960, incorporating: Maxwell Shenker, Max M. Teitelbaum, advocates, and Albert Liddell, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in radios and all electronic appliances, under the name of "Allied Radio-Electronics Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$10 each and 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10220-60)

**Amicale des Frères de la Charité
(Drummondville) Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux février 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Hamel, agent d'assurances-générales, J.-Anatole Robidoux et Ubald Lahaie, agents d'assurances-vie, tous de Drummondville, pour les objets suivants:

Maintenir chez les anciens élèves des Frères de la Charité et chez les anciens élèves relevant des commissions scolaires du Grand Drummondville, les sentiments religieux et les entretenir dans les liens d'amitié et de fraternité, sous le nom de "Amicale des Frères de la Charité (Drummondville) Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Drummondville, district judiciaire de Drummondville.

Daté du bureau du Procureur général, le deux février 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(A.G. 10220-60)

**Amicale des Frères de la Charité
(Drummondville) Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of February, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Marcel Hamel, general insurance agent, J.-Anatole Robidoux, and Ubald Lahaie, life insurance agent, all of Drummondville, for the following purposes:

To maintain in former pupils of the Brothers of Charity and in former pupils within the jurisdiction of the school commissions of Grand Drummondville, religious sentiments and to keep them in the bonds of friendship and of fraternity, under the name "Amicale des Frères de la Charité (Drummondville) Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 17002-59)

Anatole Denis et Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente décembre 1959, constituant en corporation: Jean-Paul Bergeron, de Montréal-Ouest, Marcel Landry, de Beloeil, tous deux avocats, et Rita Gévry, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles et nouveautés d'ameublements, appareils et accessoires électriques, de vêtements et bijoux, de même que de tous articles de quincaillerie, sous le nom de "Anatole Denis et Fils Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 370 actions privilégiées classe "A" de \$100 chacune et en 2,000 actions privilégiées classe "B" de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Lazare, comté de Vaudreuil, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 17002-59)

Anatole Denis et Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1959, incorporating: Jean-Paul Bergeron, of Montreal-West, Marcel Landry, of Beloeil, both lawyers, and Rita Gévry, secretary, spinster of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in moveables, novelties, furniture, electrical apparatus and accessories, clothing and jewellery, as well as all hardware articles, under the name "Anatole Denis et Fils Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each, 370 preferred "A" shares of \$100 each and 2,000 preferred "B" shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Saint-Lazare, Vaudreuil county, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 13030-59)

André & Bruno Metal Works Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze janvier 1960, constituant en corporation: Andréa Mastropietro, Bruno Falvo et Alberto Mastropietro, tous manufacturiers, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tous produits, articles, machines et marchandises faits de bois, métal, métalloïde, plastique, verre et de tous les sous-produits d'iceux, ainsi que de minéraux, produits chimiques et produits de la terre, de la mer et des forêts, sous le nom de "André & Bruno Metal Works Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions communes de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10347-60)

Antenna Sales & Service Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six janvier 1960, constituant en corporation: Moe Ackman, de L'Abord-à-Plouffe, Irwin Gliserman, de Côte-St-Luc, et Sidney Cutler, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils de radio et d'électricité et d'instruments de musique, sous le nom de "Antenna Sales & Service Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10315-60)

A & P Cartage Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier février 1960, constituant en corporation: Andrew Russell, entrepreneur de transport, Elvira Maratta Russell, ménagère, épouse séparée de biens dudit Andrew Russell, tous deux de Montréal, et Stasys Dauksa, avocat, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer en général, le commerce qui consiste à transporter des marchandises, articles et effets, sous le nom de "A & P Cartage Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 40 actions ordinaires de \$100 chacune et 360 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13030-59)

André & Bruno Metal Works Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1960, incorporating: Andréa Mastropietro, Bruno Falvo and Alberto Mastropietro all manufacturers, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in all products, articles, machines and merchandise made of wood, metal, metalloid, plastic, glass and all the by-products thereof as well as minerals, chemical products and products of the land, sea, and forests, under the name "André & Bruno Metal Works Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10347-60)

Antenna Sales & Service Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of January, 1960, incorporating: Moe Ackman, of L'Abord-à-Plouffe, Irwin Gliserman, of Côte-St-Luc, and Sidney Cutler, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To deal in radios, electrical appliances and musical instruments, under the name of "Antenna Sales & Service Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10315-60)

A & P Cartage Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of February, 1960, incorporating: Andrew Russell, transporter, Elvira Maratta Russell, housewife, wife separate as to property of the said Andrew Russell; both of Montreal, and Stasys Dauksa, advocate, of St-Laurent, for the following purposes:

To carry on generally the business of transporting goods, wares and merchandise, under the name of "A & P Cartage Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40 common shares of \$100 each and 360 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier février 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 16893-59)

Arcraft Paper Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un décembre 1959, constituant en corporation: Boris Garmaise, avocat, Frank Kushner, comptable, et Honoria Sharpe, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de papier et produit d'ice-lui, sous le nom de "Arcraft Paper Co. Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10185-60)

Asphalt Maintenance Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize janvier 1960, constituant en corporation: Paul Archambault, notaire, Joseph-Alphonse Lemay et Georges-Auguste Prenovost, comptables agréés, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Asphalt Maintenance Co. Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pointe-aux-Tremblés, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10181-60)

**Association des Arbitres de Hockey
du Québec
Association of Hockey Referees**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize janvier 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond Perron, James (Jimmy) Slater, arbitres, Jean-Paul Massicotte, avocat, tous trois de Montréal, Denis (Dan) Murray, de St-Laurent, Thomas Lawson, de Notre-Dame-de-Grâce, Aimé Constantin, de Longue Pointe, et Charles (Charlie) Déziel, de Beaconsfield, tous quatre arbitres, pour les objets suivants:

Groupier en association, en vue de promouvoir leurs intérêts et l'avancement de ce sport, les arbitres de hockey de la province de Québec, sous le nom de "Association des Arbitres de Hockey du Québec — Association of Hockey Referees".

Dated at the office of the Attorney General this first day of February, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16893-59)

Arcraft Paper Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of December, 1959, incorporating: Boris Garmaise, attorney, Frank Kushner, accountant, and Honoria Sharpe, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in paper and paper products, under the name of "Arcraft Paper Co. Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10185-60)

Asphalt Maintenance Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of January, 1960, incorporating: Paul Archambault, notary, Joseph-Alphonse Lemay and Georges-Auguste Prenovost, chartered accountants, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in construction materials, under the name "Asphalt Maintenance Co. Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Pointe-aux-Tremblés, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10181-60)

**Association des Arbitres de Hockey
du Québec
Association of Hockey Referees**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of January, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Raymond Perron, James (Jimmy) Slater, referees, Jean-Paul Massicotte, lawyer, all three of Montreal, Denis (Dan) Murray, of St-Laurent, Thomas Lawson, of Notre-Dame-de-Grâce, Aimé Constantin, of Longue Pointe, and Charles (Charlie) Déziel, of Beaconsfield, all four referees, for the following purposes:

To group together, for the purposes of promoting their interests and the advancement of this sport, the hockey referees of the province of Quebec, under the name "Association des Arbitres de Hockey du Québec — Association of Hockey Referees".

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10283-60)

**Association des Bureaux Médicaux des
Hôpitaux de la Province de Québec
Incorporée**

**Association of Medical Boards of Hospitals
of the Province of Quebec Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un janvier 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Dr de la Broquerie Fortier, de Sillery, Dr J.-Émile Pelletier, de Québec, Dr Irenée Lapiere, de St-Romuald, Dr Julien Pesant, Dr Rolland Blais, Dr Yves Chaput, tous trois de Montréal, Dr Roland Decarie, de Mont-Royal, Dr Robert Lachance, de Verdun, Dr Richard Fortin, de St-Georges-Ouest, Dr Maurice Campbell, du Cap-de-la-Madeleine, Dr René Major, de Duvernay, Dr Willie Major, de Pointe-aux-Trembles, et Dr Gérard Boudreault, de Chicoutimi, tous médecins, pour les objets suivants:

Groupier en association, en vue de leurs intérêts, les membres des bureaux médicaux des hôpitaux de la province et améliorer les relations médico-hospitalières, sous le nom de "Association des Bureaux Médicaux des Hôpitaux de la Province de Québec Incorporée — Association of Medical Boards of Hospitals of the Province of Quebec Incorporated".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels que la corporation peut posséder et recevoir est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10329-60)

Avenue Advertising Art Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq janvier 1960, constituant en corporation: Donald William Seal, avocat, Abraham Harold Crestohl, gérant, tous deux de Montréal, et Harvey Crestohl, avocat, de Mont-Royal, pour les objets suivants:

Diriger un bureau de publicité générale, sous le nom de "Avenue Advertising Art Inc.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 15245-59)

**Azad Realities Investment
Estate Services Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10283-60)

**Association des Bureaux Médicaux des
Hôpitaux de la Province de Québec
Incorporée**

**Association of Medical Boards of Hospitals
of the Province of Quebec Incorporated**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of January, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Dr. de la Broquerie Fortier, of Sillery, Dr. J.-Émile Pelletier, of Quebec, Dr. Irenée Lapiere, of St-Romuald, Dr. Julien Pesant, Dr. Rolland Blais, Dr. Yves Chaput, all three of Montreal, Dr. Roland Decarie, of Mount Royal, Dr. Robert Lachance of Verdun, Dr. Richard Fortin, of St-Georges-West, Dr. Maurice Campbell, of Cap-de-la-Madeleine, Dr. René Major, of Duvernay, Dr. Willie Major of Pointe-aux-Trembles, and Dr. Gérard Boudreault, of Chicoutimi, all doctors, for the following purposes:

To group together, in view of their interests, the members of the Medical Boards of Hospitals of the province and to improve medico-hospital relations, under the name "Association des Bureaux Médicaux des Hôpitaux de la Province de Québec Incorporée — Association of Medical Boards of Hospitals of the Province of Quebec Incorporated".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10329-60)

Avenue Advertising Art Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of January, 1960, incorporating: Donald William Seal, advocate, Abraham Harold Crestohl, manager, both of Montreal, and Harvey Crestohl, advocate, of Mount Royal, for the following purposes:

To conduct a general advertising business, under the name of "Avenue Advertising Art Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15245-59)

**Azad Realities Investment
Estate Services Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit janvier 1960, constituant en corporation: Abraham Jacob Rosenstein, avocat, Earl Kruger, notaire, et Jacob Boaz Bobrove, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Azad Realities Investment Estate Services Inc.", avec un capital total de \$350,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10056-60)

Babco Chemicals Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1960, constituant en corporation: Murray Lapin, d'Hampstead, Alan B. Gold et Morris M. Weiner, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Sujet à la Loi de pharmacie de Québec, faire le commerce des produits pharmaceutiques et des préparations médicinales et chimiques, sous le nom de "Babco Chemicals Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6555 chemin Côte des Neiges, suite 240, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 16868-59)

Barclay Lumber Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois décembre 1959, constituant en corporation: Marcel Leroux, Joseph-M. Gosselin, agents, et Dame Rhéa Surprenant, veuve, couturière, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de bois, sous le nom de "Barclay Lumber Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9626, boulevard Saint-Michel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 13875-59)

Baron Films Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of January, 1960, incorporating: Abraham Jacob Rosenstein, advocate, Earl Kruger, notary, and Jacob Boaz Bobrove, barrister, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Azad Realities Investment Estate Services Inc.", with a total capital stock of \$350,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$100 each and 1,500 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10056-60)

Babco Chemicals Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1960, incorporating: Murray Lapin, of Hampstead, Alan B. Gold and Morris M. Weiner, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

Subject to the Quebec Pharmacy Act, to deal in pharmaceutical supplies and chemical and medicinal preparations, under the name of "Babco Chemicals Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 900 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 6555 Côte des Neiges Road, Suite 240, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16868-59)

Barclay Lumber Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of December, 1959, incorporating: Marcel Leroux, Joseph-M. Gosselin, agents, and Mrs. Rhéa Surprenant, widow, dressmaker, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as wood merchants, under the name "Barclay Lumber Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 9626 Saint Michael boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13875-59)

Baron Films Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du quatre février 1960, constituant en corporation: John Michael Schlesinger, Lionel Bagan et Jack Lightstone, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de pellicules cinématographique de toutes sortes, sous le nom de "Baron Films Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre février 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10294-60)

Base Maintenance Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux janvier 1960, constituant en corporation: Albert Malouf, avocat, Lily Malouf, secrétaire, célibataire, fille majeure, tous deux de Mont Royal, et Bruno Pateras, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Base Maintenance Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 20 rue Notre-Dame, St-Martin, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 16907-59)

Belosa Realty Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-et-un décembre 1959, constituant en corporation: Louis Landsman, constructeur, d'Hampstead, Avrom Podbere et Leonard H. Wisse, tous deux notaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Belosa Realty Inc.", avec un capital total de \$6,000, divisé en 600 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 29 chemin Cressy, Hampstead, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-et-un décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10349-60)

Bettano Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept janvier 1960, constituant en corporation: Joseph Bessette, comptable agréé, Dr L.-Armand Trudeau, irédécim, Jean Daigneault, comptable, tous trois de Sherbrooke, et Aurélien Noël, comptable agréé, de Montréal, pour les objets suivants:

Province of Quebec, bearing date the fourth day of February, 1960, incorporating: John Michael Schlesinger, Lionel Bagan and Jack Lightstone, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in cinematographic films of every kind, under the name of "Baron Films Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of February, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10294-60)

Base Maintenance Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1960, incorporating: Albert Malouf, advocate, Lily Malouf, secretary, spinster of the full age of majority, both of Mount Royal, and Bruno Pateras, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Base Maintenance Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 20 Notre-Dame Street, Saint-Martin, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16907-59)

Belosa Realty Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of December, 1959, incorporating: Louis Landsman, Builder, of Hampstead, Avrom Podbere and Leonard H. Wisse, both notaries, of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Belosa Realty Inc.", with a total capital stock of \$6,000, divided into 600 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 29 Cressy Road, Hampstead, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10349-60)

Bettano Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of January, 1960, incorporating: Joseph Bessette, chartered accountant, Dr. L.-Armand Trudeau, doctor, Jean Daigneault, accountant, all three of Sherbrooke, and Aurélien Noël, chartered accountant, of Montreal, for the following purposes:

Commerce d'immeubles, sous le nom de "Bettano Investments Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10105-60)

Blais Transport Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze janvier 1960, constituant en corporation: Victor Blais, journalier, Madeleine Simard Blais, ménagère, épouse commune en biens dudit Victor Blais, et J.-Wilfrid Turcotte, homme de bureau, tous de Thetford-Mines, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de transport, sous le nom de "Blais Transport Ltée", avec un capital total de \$20,000, divisé en 10,000 actions communes de \$1 chacune et en 10,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Robertsonville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le onze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10141-60)

Bluecrest Realities Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze janvier 1960, constituant en corporation: Irving Halperin, Daniel Morris, avocats, et Ernest Rashkovan, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie d'immeubles, de placement et de construction, sous le nom de "Bluecrest Realities Co.", avec un capital total de \$3,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$10 chacune et 150 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4542 avenue Esplanade, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10113-60)

Bocar Building Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze janvier 1960, constituant en corporation: Jacques Lalonde, avocat, Lise Parent et Gisèle Gélinas, secrétaires, filles majeures usant de leurs droits, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Bocar Building Corp.", avec

To carry on business dealing in real estate, under the name "Bettano Investments Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10105-60)

Blais Transport Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of January, 1960, incorporating: Victor Blais, day-labourer, Madeleine Simard Blais, housewife, wife common as to property of the said Victor Blais, and J.-Wilfrid Turcotte, office man, all of Thetford-Mines, for the following purposes:

To carry on business dealing in transportation, under the name "Blais Transport Ltée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 10,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Robertsonville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10141-60)

Bluecrest Realities Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1960, incorporating: Irving Halperin, Daniel Morris, advocates, and Ernest Rashkovan, notary, all of Montreal, for the following purposes:

To act as an investment, real estate and construction company, under the name of "Bluecrest Realities Co.", with a total capital stock of \$3,000, divided into 150 common shares of \$10 each and 150 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 4542 Esplanade Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10113-60)

Bocar Building Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1960, incorporating: Jacques Lalonde, lawyer, Lise Parent and Gisèle Gélinas, secretaries, spinsters of the full age of majority in use of their rights, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a real estate and construction business, under the name "Bocar Building

un capital divisé en 100 actions sans valeur au pair ou nominale et en 500 actions privilégiées de \$10 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$1,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10159-60)

Boivin Auto Électrique Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize janvier 1960, constituant en corporation: Jacques Lapointe, Jean Bérubé et Guy des Rivières, tous avocats, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et agir comme garagistes, sous le nom de "Boivin Auto Électrique Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 53, avenue Boisclerc, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le treize janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10108-60)

Boulevard Pie IX Plaza Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1960, constituant en corporation: Gérard Gignac, agent, Shirley Simon, Claude Morin, toutes deux secrétaires, et Ellen Haggemueller, commis, toutes trois filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Boulevard Pie IX Plaza Inc.", avec un capital total de \$2,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10207-60)

B. Perreault Service Station Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf janvier 1960, constituant en corporation: David Abraham Schwartz, de Valois, Abraham Cohen, de Montréal, tous deux avocats et procureurs, et Flora Muriel Crane, secrétaire, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles et opérer des garages, sous le nom de "B. Perreault Service Station Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Corp.", with a capital stock divided into 100 shares with neither par nor nominal value and 500 preferred shares of \$10 each, and the amount with which the company will begin its operations is \$1,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10159-60)

Boivin Auto Électrique Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of January, 1960, incorporating: Jacques Lapointe, Jean Bérubé and Guy des Rivières, all lawyers, of Quebec, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles and to act as garage-keepers, under the name "Boivin Auto Électrique Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 53 Boisclerc avenue, Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10108-60)

Boulevard Pie IX Plaza Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1960, incorporating: Gérard Gignac, agent, Shirley Simon, Claude Morin, both secretaries, and Ellen Haggemueller, clerk, all three filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Boulevard Pie IX Plaza Inc.", with a total capital stock of \$2,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 1,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10207-60)

B. Perreault Service Station Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1960, incorporating: David Abraham Schwartz, of Valois, Abraham Cohen, of Montreal, both barristers and solicitors, and Flora Muriel Crane, secretary, of Montreal, for the following purposes:

To deal in automobiles and to operate garages, under the name of "B. Perreault Service Station Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10152-60)

Britannia Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze janvier 1960, constituant en corporation: François Limoges, avocat, Monique Dubé Limoges, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit François Limoges, et dûment autorisée par lui, et Roger-R. Rondeau, ajusteur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et agir comme constructeurs, sous le nom de "Britannia Enterprises Ltd.", avec un capital total de \$60,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10145-60)

Brentray Investment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze janvier 1960, constituant en corporation: Gilles Beaupré, avocat, Lillian Lazare et Jeannette Mol, secrétaires, célibataires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placement, sous le nom de "Brentray Investment Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 190 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 12718-59)

Brighton Developments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept janvier 1960, constituant en corporation: Michael Greenblatt, conseiller de la Reine, Samuel Godinsky, tous deux avocats, et Katherine Ingledew, sténographe, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Brighton Developments Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

The head office of the company will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10152-60)

Britannia Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January, 1960, incorporating: François Limoges, lawyer, Monique Dubé Limoges, housewife, wife contractually separate as to property of the said François Limoges, and duly authorized by him, and Roger-R. Rondeau, adjuster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in real estate and to act as contractors, under the name "Britannia Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10145-60)

Brentray Investment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1960, incorporating: Gilles Beaupré, advocate, Lillian Lazare and Jeannette Mol, secretaries, spinsters of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Brentray Investment Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of a par value of \$10 each and 190 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12718-59)

Brighton Developments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of January, 1960, incorporating: Michael Greenblatt, Queen's Counsel, Samuel Godinsky, both advocates, and Katherine Ingledew, stenographer, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Brighton Developments Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each and 1,000 common shares of a par value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10204-60)

**Brookman Packers Inc.
Salaison Brookman Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf janvier 1960, constituant en corporation: Louis Brookman, marchand, Sophie Margolese Brookman, ménagère, épouse séparée de biens de Saul Brookman, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Louis Graff, manufacturier, tous d'Outremont, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'aliments et de produits alimentaires, sous le nom de "Brookman Packers Inc.—Salaison Brookman Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 800 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,200 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10072-58)

Brunet Phillips Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze février 1958, constituant en corporation: Boris Garmaise, Charles Wolfson, avocats, et Ida Larocque, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, construction et amélioration, sous le nom de "Brunet Phillips Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux février 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10143-60)

Cambridge Motors Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze janvier 1960, constituant en corporation: Abraham Jacob Rosenstein, avocat et conseiller de la Reine, David Abrams, notaire, tous deux de Montréal, et Paul Arnovitz, agent d'assurances, de Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles et opérer des garages, sous le nom de "Cambridge Motors Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$50 chacune et 400 actions privilégiées de \$50 chacune.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10204-60)

**Brookman Packers Inc.
Salaison Brookman Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1960, incorporating: Louis Brookman, merchant, Sophie Margolese Brookman, housewife, wife separate as to property of Saul Brookman, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Louis Graff, manufacturer, all of Outremont, for the following purposes:

To deal in foods and food products, under the name of "Brookman Packers Inc.—Salaison Brookman Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 800 common shares of \$10 each and 3,200 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10072-58)

Brunet Phillips Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of February, 1958, incorporating: Boris Garmaise, Charles Wolfson, Attorneys, and Ida Larocque, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and improvement company, under the name of "Brunet Phillips Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10143-60)

Cambridge Motors Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1960, incorporating: Abraham Jacob Rosenstein, advocate and Queen's Counsel, David Abrams, notary, both of Montreal, and Paul Arnovitz, insurance agent, of Côte-St-Luc, for the following purposes:

To deal in automobiles and to operate garages, under the name of "Cambridge Motors Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$50 each and 400 preferred shares of \$50 each.

Le siège social de la compagnie sera à Westmount, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 16641-59)

Camille Ouellet Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept décembre 1959, constituant en corporation: Maurice Gagné, conseil en loi de la Reine, Julien Chouinard, tous deux avocats, et Camille Ouellet, entrepreneur, tous de Québec, pour les objets suivants:

Commerce de construction, sous le nom de "Camille Ouellet Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 80, rue St-Pierre, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le sept décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10024-60)

Canex Realty Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente-et-un décembre 1959, constituant en corporation: Louis Coulter, marchand, de St-Laurent, Albert Fleishman, marchand, et Gladys MacLeod, secrétaire, célibataire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandise faite de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produit, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et périodiques, œuvres d'art, produits chimiques et de beauté, produits de la terre, de la mer et de la forêt, sous le nom de "Canex Realty Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 160 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$25 chacune et 360 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente-et-un décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10106-60)

Central Frosting Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1960, constituant en corporation: Gregory Charlap, Max Slapack, avocats, et Marguerite Dadd, secrétaire, célibataire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de verres, verreries, plastiques, métaux, produits et sous-produits du bois, sous le nom de "Central

The head office of the company will be at Westmount, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16641-59)

Camille Ouellet Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of December, 1959, incorporating: Maurice Gagné, Queen's Counsel, Julien Chouinard, both lawyers, and Camille Ouellet, contractor, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on business dealing in construction, under the name "Camille Ouellet Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 80 St. Peter street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10024-60)

Canex Realty Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of December, 1959, incorporating: Louis Coulter, merchant, of St-Laurent, Albert Fleishman, merchant, and Gladys MacLeod, secretary, spinster of the full age of majority, both of Montreal, for the following purposes:

To deal in merchandise made, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, works of art, chemical and beauty products, land, sea and forest products, under the name of "Canex Realty Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 160 common shares of the par value of \$25 each and 360 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10106-60)

Central Frosting Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1960, incorporating: Gregory Charlap, Max Slapack, advocates, and Marguerite Dadd, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of glass, glassware, plastic, metal, wood products and by-products, under the name of "Central Frosting Ltd.", with a

Frosting Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 90 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 69 place Eastern, Ville Saint-Pierre, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10289-60)

Cathy Realties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux janvier 1960, constituant en corporation: Nathan Levitsky, avocat, de Mont Royal, Arthur Garvis, étudiant en droit, et Carol Jones, secrétaire, fille majeure, toutes deux de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Cathy Realties Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10201-60)

Chapleau Street Plumbing & Heating Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf janvier 1960, constituant en corporation: Hyman Solomon, avocat, de Mont Royal, Louis Feigenbaum, avocat, et Morris Shuter, comptable, tous deux de St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'appareils à gaz et d'équipement et de systèmes de plomberie, sous le nom de "Chapleau Street Plumbing & Heating Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10156-60)

Chatham Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize janvier 1960, constituant en corporation: Joseph Lanza, Théobald Plamondon, tous deux administrateurs, de Montréal, et Archibald Harris, gérant de bureau, de Otterburn Park, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Chatham Realty Corp.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 90 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 69 Eastern Place, Town of Saint-Pierre, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10289-60)

Cathy Realties Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1960, incorporating: Nathan Levitsky, Attorney, of Mount Royal, Arthur Garvis, law-student, and Carol Jones, secretary, fille majeure, both of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Cathy Realties Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10201-60)

Chapleau Street Plumbing & Heating Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1960, incorporating: Hyman Solomon, advocate, of Mount Royal, Louis Feigenbaum, advocate, and Morris Shuter, accountant, both of St-Laurent, for the following purposes:

To deal in all types of gas appliances and plumbing equipment and systems, under the name of "Chapleau Street Plumbing & Heating Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10156-60)

Chatham Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of January, 1960, incorporating: Joseph Lanza, Théobald Plamondon, both executives, of Montreal, and Archibald Harris, office manager, of Otterburn Park, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Chatham Realty Corp.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 250 common shares of a par value of \$100 each and 250 preferred shares of a par value of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10318-60)

Charland Ave. Iron Works Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six janvier 1960, constituant en corporation: Vincenzo Musacchio, Pasquale Musacchio, manufacturiers, et Roger Beaulieu, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce du fer ornemental, sous le nom de "Charland Ave. Iron Works Company Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10063-60)

Chez Ma Hutte Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept janvier 1960, constituant en corporation: Leonard Liverman, Julius Briskin et Arthur Yanofsky, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurant, sous le nom de "Chez Ma Hutte Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000, actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 17013-59)

Clarendon Realty Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre janvier 1960, constituant en corporation: Guy Blain, gérant, Georges Bergeron, constructeur, et Rodolphe Gauthier, manufacturier, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et agir comme constructeurs, sous le nom de "Clarendon Realty Limited", avec un capital total de \$75,000, divisé en 750 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10318-60)

Charland Ave. Iron Works Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of January, 1960, incorporating: Vincenzo Musacchio, Pasquale Musacchio, manufacturers, and Roger Beaulieu, lawyer, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the industry and business dealing in ornamental iron, under the name of "Charland Ave. Iron Works Company Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of a par value of \$10 each and 250 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10063-60)

Chez Ma Hutte Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of January, 1960, incorporating: Leonard Liverman, Julius Briskin and Arthur Yanofsky, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a restaurant, under the name of "Chez Ma Hutte Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each and 2,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 17013-59)

Clarendon Realty Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1960 incorporating: Guy Blain, manager, Georges Bergeron, builder, and Rodolphe Gauthier, manufacturer, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in real estate and to act as contractors, under the name "Clarendon Realty Limited", with a total capital stock of \$75,000, divided into 750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10269-60)

Classic Investment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze janvier 1960, constituant en corporation: François Limoges, avocat, Monique Dubé Limoges, ménagère, épouse contractuellement séparée de bien dudit François Limoges, et dûment autorisée par lui, et Roger-R. Rondeau, ajusteur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et agir comme constructeur, sous le nom de "Classic Investment Inc.", avec un capital total de \$60,000 divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(A.G. 10269-60)

Classic Investment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January, 1960, incorporating: François Limoges, lawyer, Monique Dubé Limoges, housewife, wife contractually separate as to property of the said François Limoges, and duly authorized by him, and Roger-R. Rondeau, adjuster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in real estate and to act as builders, under the name "Classic Investment Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13204-59)

Club de Loisirs de Cowansville

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze février 1960, constituant en corporation sans capital-actions: François Allard, secrétaire de la commission scolaire, Mlle Yvette Racine, institutrice, et Claude Allard, comptable, tous de Cowansville, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs à Cowansville, sous le nom de "Club de Loisirs de Cowansville".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le onze février 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(A.G. 13204-59)

Club de Loisirs de Cowansville

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of February, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: François Allard, secretary of the school commission, Miss Yvette Racine, teacher, and Claude Allard, accountant, all of Cowansville, for the following purposes:

The organization of leisure centers at Cowansville, under the name "Club de Loisirs de Cowansville".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Cowansville, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of February, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10339-60)

Comité Sportif de Donnacona Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit janvier 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Guillemette, notaire, Orance Pépin, secrétaire-trésorier municipal, et Gilbert Bergeron, chef de gare, tous de Donnacona, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre sportif, sous le nom de "Comité Sportif de Donnacona Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Donnacona, comté de Portneuf, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(A.G. 10339-60)

Comité Sportif de Donnacona Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of January, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Guillemette, notary, Orance Pépin, municipal secretary-treasurer, and Gilbert Bergeron, station-master, all of Donnacona, for the following purposes:

To establish and direct a sports center, under the name "Comité Sportif de Donnacona Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Donnacona, county of Portneuf judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16628-59)

Compagnie Textile de l'Estrie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux décembre 1959, constituant en corporation: Jean-René-Roland Marot, Charles-Émile Audet, industriels, Alfred Marcoux, camionneur, Gérard Couillard, entrepreneur, et Dr Gilbert Germain, médecin, tous de Coaticook, pour les objets suivants:

Commerce et industrie de vêtements, sous le nom de "Compagnie Textile de l'Estrie Limitée", avec un capital total de \$60,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$20 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Coaticook, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(A.G. 16628-59)

Compagnie Textile de l'Estrie Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of December, 1959, incorporating: Jean-René-Roland Marot, Charles-Émile Audet, industrialists, Alfred Marcoux, carrier, Gérard Couillard, contractor, and Dr. Gilbert Germain, doctor, all of Coaticook, for the following purposes:

To carry on the business and industry dealing in clothing, under the name "Compagnie Textile de l'Estrie Limitée", with a total capital stock of \$60,000, divided into 1,000 common shares of \$20 each and 2,000 preferred shares of \$20 each.

The head office of the company will be at Coaticook, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10485-60)

**Construction St-Régis Ltée
St. Régis Construction Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre février 1960, constituant en corporation: Fernand Beauregard, avocat, Olga Pope, secrétaire, épouse séparée de biens de Ben Pope, et Hendrik Kooiman, commis, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, sous le nom de "Construction St-Régis Ltée — St-Régis Construction Ltd.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 150 actions de \$200 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4207, rue Harvard, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre février 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(A.G. 10485-60)

**Construction St-Régis Ltée
St. Régis Construction Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of February, 1960, incorporating: Fernand Beauregard, advocate, Olga Pope, secretary, wife separate as to property of Ben Pope, and Hendrik Kooiman, clerk, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors, under the name "Construction St-Régis Ltée — St-Régis Construction Ltd.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 150 shares of \$200 each.

The head office of the company will be at 4207 Harvard street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of February, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10157-60)

Constructive Realities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize janvier 1960, constituant en corporation: Gregory Charlap, Max Slapack, Arthur Shulman, tous trois avocats, et Marguerite Dadd, secrétaire, célibataire, fille majeure, tous le Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Constructive Realities Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1255 rue Université, suite 801, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(A.G. 10157-60)

Constructive Realities Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of January, 1960, incorporating: Gregory Charlap, Max Slapack, Arthur Shulman, all three advocates, and Marguerite Dadd, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Constructive Realities Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1255 University Street, Suite 801, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10404-60)

Coronet Electronics Supply Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept janvier 1960, constituant en corporation: Moe Ackman, de L'Abord-à-Plouffe, Irwin Gliserman, de Côte-St-Luc, et Sidney Cutler, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'électricité et d'électroniques, sous le nom de "Coronet Electronics Supply Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(A.G. 10404-60)

Coronet Electronics Supply Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of January, 1960, incorporating: Moe Ackman, of L'Abord-à-Plouffe, Irwin Gliserman, of Côte-St-Luc, and Sidney Cutler of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an electrical and electronics company, under the name of "Coronet Electronics Supply Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10147-60)

Coronette Handbag Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize janvier 1960, constituant en corporation: Leo Rosentzveig, Stanley Taviss et William Levitt, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de sacs à main, portefeuilles, bracelets de montre, nouveautés, vêtement, appareil vestimentaire, accessoires, articles de cuir, produits de cuir, textiles et plastiques, sous le nom de "Coronette Handbag Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(A.G. 10147-60)

Coronette Handbag Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of January, 1960, incorporating: Leo Rosentzveig, Stanley Taviss and William Levitt, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in handbags, billfolds, watch straps, novelties, clothing, wearing apparel, accessories, leather goods, leather products, textiles and plastics, under the name of "Coronette Handbag Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10067-60)

Corvair Creations Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept janvier 1960, constituant en corporation: Albert Marcus, Isidore Reuben Prazoff, Abraham Feiner, tous trois avocats, et Myrna Forman, secrétaire, épouse séparée de biens de Seymour Forman, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et articles vestimentaires, sous le nom de "Corvair Creations Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(A.G. 10067-60)

Corvair Creations Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of January, 1960, incorporating: Albert Marcus, Isidore Reuben Prazoff, Abraham Feiner, all three advocates, and Myrna Forman, secretary, wife separate as to property of Seymour Forman, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing and wearing apparel, under the name of "Corvair Creations Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10100-60)

Crown Motor Parts Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze janvier 1960, constituant en corporation: Bernard Desjarlais, Albert Ouellette, tous deux de Verdun, et Roma Cousineau, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et de leurs accessoires, sous le nom de "Crown Motor Parts Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(A.G. 10100-60)

Crown Motor Parts Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of January, 1960, incorporating: Bernard Desjarlais, Albert Ouellette, both of Verdun, and Roma Cousineau, of Montreal, all lawyers, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles and their accessories, under the name "Crown Motor Parts Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of January, 1960.

53297 P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10139-60)

Da Giovanni Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze janvier 1960, constituant en corporation: Pierre Verschelden, étudiant en droit, Jeanne Audet, secrétaire, célibataire, tous deux de Montréal, et Rémi Lussier, notaire, de St-Vincent-de-Paul, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de "Da Giovanni Inc.", avec un capital total de \$300,000, divisé en 1,500 actions communes de \$100 chacune et en 1,500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(A.G. 10139-60)

Da Giovanni Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January, 1960, incorporating: Pierre Verschelden, law student, Jeanne Audet, secretary, spinster, both of Montreal, and Rémi Lussier, notary, of St-Vincent-de-Paul, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-keepers, under the name "Da Giovanni Inc.", with a total capital stock of \$300,000, divided into 1,500 common shares of \$100 each and 1,500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1960.

53297 P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10293-60)

Daffodil Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux janvier 1960, constituant en corporation: Neil Phillips, avocat, Yvonne Bélanger et Sylvia Vineberg, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie d'immeubles, sous le nom de "Daffodil Investment Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(A.G. 10293-60)

Daffodil Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1960, incorporating: Neil Phillips, advocate, Yvonne Bélanger and Sylvia Vineberg, secretaries, filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate company, under the name of "Daffodil Investment Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1960.

53297-o P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10169-60)

Dave Ross Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

(A.G. 10169-60)

Dave Ross Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth

du quatorze janvier 1960, constituant en corporation: Max Sidney Kaufman, conseiller de la Reine, de Westmount, Joseph Roy Hoffman et Oscar Respitz, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de fourrures, sous le nom de "Dave Ross Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10517-60)

Davrose Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf février 1960, constituant en corporation: Bernard Gardner, avocat, de Rosemère, Gabriel Glazer, avocat, et Anne Zifkin, secrétaire, célibataire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Davrose Investment Corp.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune,

Le siège social de la compagnie sera 888 Montée de Liesse, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf février 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 17016-59)

Day-Park Service Station Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente décembre 1959, constituant en corporation: Irwin Gliserman, de Côte St-Luc, Moe Ackman, de L'Abord-à-Plouffe, et Sidney Cutler, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules moteurs et opérer des stations de service, sous le nom de "Day-Park Service Station Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10080-60)

Decarie Blvd Provisions Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze janvier 1960, constituant en corporation: Israel Altmejd, grossiste, Ahuva Almejd, ména-

day of January, 1960, incorporating: Max Sidney Kaufman, Queen's Counsel, of Westmount, Joseph Roy Hoffman and Oscar Respitz, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To deal in all kinds of furs, under the name of "Dave Ross Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 4,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10517-60)

Davrose Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of February, 1960, incorporating: Bernard Gardner, advocate, of Rosemère, Gabriel Glazer, advocate, and Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, both of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Davrose Investment Corp.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 888 Montée de Liesse, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of February, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 17016-59)

Day-Park Service Station Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1959, incorporating: Irwin Gliserman, of Côte St-Luc, Moe Ackman, of L'Abord-à-Plouffe, and Sidney Cutler, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To deal in motor vehicles and to operate service stations, under the name of "Day-Park Service Station Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 1,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10080-60)

Decarie Blvd Provisions Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of January, 1960, incorporating: Israel Altmejd, grocer, Ahuva Altmejd, housewife,

gère, épouse séparée de biens dudit Israel Altmejd, et Cynthia Barnak, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de grossiste, sous le nom de "Decarie Blvd Provisions Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 35,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5489 Blvd Décarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10476-60)

De Luxe Specialities Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six janvier 1960, constituant en corporation: Mlle Claire Bastien, secrétaire, Claude Thivierge, avocat, et Cécile Thivierge, ménagère, épouse commune en biens dudit Claude Thivierge, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits alimentaires, sous le nom de "De Luxe Specialities Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 16980-59)

Deschalets Électrique Cie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept décembre 1959, constituant en corporation: Charles Clément, Raymond Cloutier, avocats, et Pauline Boutin, comptable, fille majeure usant de ses droits, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électricien, sous le nom de "Deschalets Électrique Cie Ltée", avec un capital total de \$30,000, divisé en 3,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10332-60)

Dormac Associates Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq janvier 1960, constituant en corporation: Irwin S. Brodie, Theodore H. Polisuk et Cyril E. Schwisberg, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'équipement de construction, sous le nom de "Dormac Associates Com-

wife separate as to property of the said Israel Altmejd, and Cynthia Barnak, stenographer, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Decarie Blvd Provisions Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each and 35,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 5489 Decarie Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10476-60)

De Luxe Specialities Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of January, 1960 incorporating: Miss Claire Bastien, secretary, Claude Thivierge, lawyer, and Cécile Thivierge, housewife, wife common as to property of the said Claude Thivierge, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in alimentary products, under the name "De Luxe Specialities Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16980-59)

Deschalets Électrique Cie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of December, 1959, incorporating: Charles Clément, Raymond Cloutier, lawyers, and Pauline Boutin, accountant, spinster of the full age of majority in use of her rights, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name "Deschalets Électrique Cie Ltée", with a total capital stock of \$30,000, divided into 3,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Longueuil, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10332-60)

Dormac Associates Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of January, 1960, incorporating: Irwin S. Brodie, Theodore H. Polisuk and Cyril E. Schwisberg, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in construction equipment, under the name of "Dormac Associates Company", with

pany", avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4824 chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 4824 Côte-des-Neiges Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10115-60)

Durand Transport Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze janvier 1960, constituant en corporation: Roméo Durand, camionneur, Armand Dufresne, contremaître-gérant, et Berthélemy Durand, avocat, tous de Lac-Mégantic, pour les objets suivants:

Commerce de transport de marchandises de toutes sortes, sous le nom de "Durand Transport Incorporée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lac-Mégantic, comté de Frontenac, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(A.G. 10115-60)

Durand Transport Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1960, incorporating: Roméo Durand, carrier, Armand Dufresne, foreman-manager, and Berthélemy Durand, lawyer, all of Lake Megantic, for the following purposes:

To carry on business dealing in the transportation of all kinds of merchandise, under the name of "Durand Transport Incorporée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Lake Megantic, county of Frontenac, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16943-59)

Duvelan Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre décembre 1959, constituant en corporation: David Goodman, Melvin Rothman, avocats, Dorothea Calver et Yvonne Bélanger, secrétaires, filles majeures, toutes de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Duvelan Co. Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(A.G. 16943-59)

Duvelan Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of December, 1959, incorporating: David Goodman, Melvin Rothman, advocates, Dorothea Calver and Yvonne Bélanger, secretaries, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Duvelan Co. Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10019-60)

Edsa Enterprises Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier février 1960, constituant en corporation: William Alston Campbell, de Montréal Ouest, James Walter Hemens et William Desmond Thomas, tous deux de Beaconsfield, tous avocats, pour les objets suivants:

Équiper, opérer et maintenir des buanderies "Self-service", sous le nom de "Edsa Enterprises Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 10019-60)

Edsa Enterprises Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of February, 1960, incorporating: William Alston Campbell, of Montreal West, James Walter Hemens and William Desmond Thomas, both of Beaconsfield, all advocates, for the following purposes:

To equip, operate and maintain self-service laundries, under the name of "Edsa Enterprises Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier février 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10248-60)

Edsall Research Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-et-un janvier 1960, constituant en corporation: Albert Marcus, Abraham Feiner et Isidore Reuben Prazoff, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à faire des investigations et analyses concernant le marché, et celui de conseillers d'affaires de publicité, de gestion commerciale et experts-conseils dans le domaine des affaires, sous le nom de "Edsall Research Ltd.", avec un capital total de \$22,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 4,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-et-un janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10165-60)

Edward Rossy Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze janvier 1960, constituant en corporation: Gérard Hébert, Edward G. Tannage, avocats, et Jeannette Desjardins, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de magasins de marchandises diverses au détail, sous le nom de "Edward Rossy Ltd", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10291-60)

Edward Saykaly Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux janvier 1960, constituant en corporation: Joseph Helal, de Mont-Royal, Royal Werry, de Westmount, tous deux conseils en loi de la Reine, et Samuel Berger, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires pour hommes, femmes et enfants, sous le nom de "Edward Saykaly Inc.", avec un capital total de \$150,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 1,300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10248-60)

Edsall Research Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of January, 1960, incorporating: Albert Marcus, Abraham Feiner and Isidore Reuben Prazoff, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of market research, market analysis, business counselling, advertising, business management and business consultants, under the name of "Edsall Research Ltd.", with a total capital stock of \$22,000, divided into 2,000 common shares of \$1 each and 4,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10165-60)

Edward Rossy Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January, 1960, incorporating: Gérard Hébert, Edward G. Tannage, advocates, and Jeannette Desjardins, stenographer, unmarried of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as retail variety stores, under the name of "Edward Rossy Ltd", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10291-60)

Edward Saykaly Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1960, incorporating: Joseph Helal, of Mount Royal, Royal Werry, of Westmount, both Queen's Counsels, and Samuel Berger, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To deal in men's, ladies' and children's wearing apparel, under the name of "Edward Saykaly Inc.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 1,300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10099-60)

**Elba Construction Ltée
Elba Construction Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept janvier 1960, constituant en corporation: André Ducharme, conseil en foi de la Reine, Jacques-M. Tétreault, tous deux avocats, de Pont-Viau, et Denise Bélanger, secrétaire, célibataire majeure, de St-Thérèse-de-Blainville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, sous le nom de "Elba Construction Ltée — Elba Construction Ltd.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(A.G. 10099-60)

**Elba Construction Ltée
Elba Construction Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of January, 1960, incorporating: André Ducharme, Queen's Counsel, Jacques-M. Tétreault, both advocates, of Pont Viau, and Denise Bélanger, secretary, spinster of full age, of Ste-Thérèse-de-Blainville, for the following purposes:

To carry on a business as builders, under the name of "Elba Construction Ltée — Elba Construction Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 400 preferred shares of a par value of \$100 each and into 100 common shares of par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10140-60)

Elliot & Jacob Sales Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize janvier 1960, constituant en corporation: Manuel Shacter, de Dorval, Leo Rosentzveig, Stanley Taviss, tous deux de Montréal, tous trois avocats, et Asher Kahn, étudiant, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises faites de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrures, textiles, verre, graphite, synthétiques et sous-produits d'iceux, et faire le commerce de mercerie, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierre précieuses, liqueurs douces, livres et périodiques, peintures, œuvres d'art, produits chimiques, produits de la terre, mer et forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette et parfums, sous le nom de "Elliot & Jacob Sales Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 10,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(A.G. 10140-60)

Elliot & Jacob Sales Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of January, 1960, incorporating: Manuel Shacter, of Dorval, Leo Rosentzveig, Stanley Taviss, both of Montreal, all three advocates and Asher Kahn, student, of Montreal, for the following purposes:

To deal in merchandise made of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass, graphite, synthetics and by-products of same, and to deal in haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, under the name of "Elliot & Jacob Sales Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 10,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10144-60)

El Morocco (1960) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze janvier 1960, constituant en corporation: Sol Sidney Fels, Jules Leavitt, avocats, et Earl Merling, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurant et de fournir de l'amusement au public, sous le nom de "El Morocco (1960) Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

(A.G. 10144-60)

El Morocco (1960) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1960, incorporating: Sol Sidney Fels, Jules Leavitt, advocates, and Earl Merling, notary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a restaurant and to furnish amusement to the public, under the name of "El Morocco (1960) Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10072-60)

El Morocco Realties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1960, constituant en corporation: Sol Sidney Fels, Jules Leavitt, avocats, et Earl Merling, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'un certain immeuble spécifique, sous le nom de "El Morocco Realties Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires et 2,000 actions privilégiées toutes d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10287-60)

Emandel Realty Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux janvier 1960, constituant en corporation: Nathan Levitsky, avocat, de Mont Royal, Arthur Garvis, étudiant en droit, et Carol Jones, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Emandel Realty Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 16623-59)

Émile Construction Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt janvier 1960, constituant en corporation: Harold Lande, avocat et conseiller de la Reine, de Westmount, Joseph Samuel Caplan, avocat, et Rita Mahoney, secrétaire, célibataire, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie de construction, sous le nom de "Émile Construction Company Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10072-60)

El Morocco Realties Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1960, incorporating: Sol Sidney Fels, Jules Leavitt, advocates, and Earl Merling, notary, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in a certain specific real estate, under the name of "El Morocco Realties Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares and 2,000 preferred shares all of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10287-60)

Emandel Realty Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1960, incorporating: Nathan Levitsky, attorney, of Mount Royal, Arthur Garvis, law-student, and Carol Jones, secretary, fille majeure, both of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Emandel Realty Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16623-59)

Émile Construction Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1960, incorporating: Harold Lande, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Joseph Samuel Caplan, advocate, and Rita Mahoney, secretary, spinster, both of Montreal, for the following purposes:

To act as a construction company, under the name of "Émile Construction Company Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10055-60)

Entreprises Pierrefonds Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1960, constituant en corporation: Paul-L. Lamoureux, dessinateur, Claudette Martel, secrétaire, fille majeure, et Jacques Lamoureux, avocat, tous de Lachine, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, sous le nom de "Entreprises Pierrefonds Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions communes d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 53, rue Lavigne, Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 16398-59)

Estelle Lingerie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf février 1960, constituant en corporation: Gabriel Camille-Souffrant, marchand, Léontine Pelletier Camille-Souffrant, marchande, épouse commune en biens dudit Gabriel Camille-Souffrant, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Jean-Paul Massicotte, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements, sous le nom de "Estelle Lingerie Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf février 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10148-60)

Femina Fur Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize janvier 1960, constituant en corporation: Abe Kirschner, fourreur, Mania Payeska Kirschner, ménagère, épouse séparée de biens dudit Abe Kirschner, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de St-Martin, Solomon Braseliten (Brass), fourreur, et Rose Stein Braseliten (Brass), ménagère, épouse séparée de biens dudit Solomon Braseliten (Brass), et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de fourrures, sous le nom de "Femina Fur Company", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(A.G. 10055-60)

Entreprises Pierrefonds Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1960, incorporating: Paul-L. Lamoureux, draughtsman, Claudette Martel, secretary, of full age, and Jacques Lamoureux, advocate, all of Lachine, for the following purposes:

To operate a business as builders under the name of "Entreprises Pierrefonds Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 53 Lavigne Street, Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16398-59)

Estelle Lingerie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of February, 1960, incorporating: Gabriel Camille-Souffrant, merchant, Léontine Pelletier, Camille-Souffrant, merchant, wife common as to property of the said Gabriel Camille-Souffrant, and duly authorized by him for these present purposes, and Jean-Paul Massicotte, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To operate a business dealing in clothing under the name of "Estelle Lingerie Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of February, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10148-60)

Femina Fur Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of January, 1960, incorporating: Abe Kirschner, furrier, Mania Payeska Kirschner, housewife, wife separate as to property of the said Abe Kirschner, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of St-Martin, Solomon Braseliten (Brass), furrier, and Rose Stein Braseliten (Brass), housewife, wife separate as to property of the said Solomon Braseliten (Brass), and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of St-Laurent, for the following purposes:

To deal in all kinds of furs, under the name of "Femina Fur Company", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10102-60)

Festival de l'Érable, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze janvier 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Paul Houde, imprimeur, Willie Timmermans, agronome, Jean-Louis Vallée, hôtelier, Bernard Nadeau, commis de bureau, Roland Bérubé, comptable, Armand Roberge, chimiste, York Grégoire, marchand, J.-Onésime Dubois, surintendant, et C.-Benoit Chartier, notaire, tous de Plessisville, pour les fins suivantes:

Encourager et favoriser la consommation et la vente des produits de l'érable; encourager et favoriser le tourisme en général et spécialement faire de Plessisville un centre touristique, sous le nom de "Festival de l'Érable, Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$200,000.

Le siège social de la corporation sera à Plessisville, district judiciaire de Mégantic.

Daté du bureau du Procureur général, le onze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10075-60)

Fhalmi Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1960, constituant en corporation: Monroe Abbey, avocat, de Westmount, Gregory Charlap, avocat, et Sylvia Teitlebaum, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Fhalmi Enterprises Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Louiseville, district judiciaire de Trois-Rivières

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10203-60)

Fine Arts Furniture Showrooms Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf janvier 1960, constituant en corporation: David Mortimer Notkin, de Westmount, Maurice Joseph Boxer, de St.-Martin, tous deux avocats, et Mary Conner, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles, appareils, tapis, carpettes, lits et literie, sous le nom de "Fine Arts Furniture Showrooms Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 10102-60)

Festival de l'Érable, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of January, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Paul Houde, printer, Willie Timmermans, agronomist, Jean-Louis Vallée, innkeeper, Bernard Nadeau, office clerk, Roland Bérubé, accountant, Armand Roberge, chemist, York Grégoire, merchant, J.-Onésime Dubois, superintendent, and C.-Benoit Chartier, notary, all of Plessisville, for the following purposes:

To encourage and favor the consumption and sale of maple products; to encourage and favor the tourist trade in general and especially to make Plessisville a touristic center, under the name "Festival de l'Érable, Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation will be at Plessisville, judicial center of Megantic.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10075-60)

Fhalmi Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1960, incorporating: Monroe Abbey, advocate, of Westmount, Gregory Charlap, advocate, and Sylvia Teitlebaum, secretary, spinster of the full age of majority, both of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Fhalmi Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Louiseville, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10203-60)

Fine Arts Furniture Showrooms Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1960, incorporating: David Mortimer Notkin, of Westmount, Maurice Joseph Boxer, of St.-Martin, both advocates, and Mary Conner, secretary, fille majeure et usant de ses droits, of Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture, appliances, rugs, carpets, beds and bedding, under the name of "Fine Arts Furniture Showrooms Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10048-60)

Franmor Development Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre janvier 1960, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat, d'Outremont, Marc Beaudoin, étudiant en droit, Danièle Petit, secrétaire, Mercedes Bouchard, réceptionniste, toutes deux filles majeures, tous trois de Montréal, et Huguette St-Marseille, secrétaire, fille majeure, de l'Île Perrot, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Franmor Development Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 90 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10206-60)

F. Vigneron, Construction Générale Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf janvier 1960, constituant en corporation: Flora Muriel Crane, secrétaire, célibataire, Abraham Cohen, avocat et procureur, tous deux de Montréal, et David Abraham Schwartz, avocat et procureur, de Valois, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "F. Vigneron, Construction Générale Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10550-60)

Garage Blanchette Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit février 1960, constituant en corporation: René Blanchette, garagiste, Roger Beaulieu, avocat, tous deux de Montréal, et Rita Savaria Boivin, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Benoît Boivin, de Fabreville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et agir comme garagistes, sous le nom de "Garage Blanchette Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10048-60)

Franmor Development Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1960, incorporating: Louis Orenstein, advocate, of Outremont, Marc Beaudoin, student-at-law, Danièle Petit, secretary, Mercedes Bouchard, receptionist, both filles majeures, all three of Montreal, and Huguette St-Marseille, secretary, fille majeure, of Ile-Perrot, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Franmor Development Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 90 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10206-60)

F. Vigneron, Construction Générale Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1960, incorporating: Flora Muriel Crane, secretary, spinster, Abraham Cohen, barrister & solicitor, both of Montreal, and David Abraham Schwartz, barrister and solicitor, of Valois, for the following purposes:

To carry on the business of builders and general contractors, under the name of "F. Vigneron, Construction Générale Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10550-60)

Garage Blanchette Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of February, 1960, incorporating: René Blanchette, garageman, Roger Beaulieu, advocate, both of Montreal, and Rita Savaria Boivin, secretary, wife contractually separate as to property of Benoît Boivin, of Fabreville, for the following purposes:

To carry on a business dealing in automobiles and to operate as garagemen under the name of "Garage Blanchette Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$10 each and into 390 preferred shares of a par value of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal-Sud, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit février 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10155-60)

Garage Roberge Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize janvier 1960, constituant en corporation: Astée Roberge, Denis Roberge, garagistes, et Lise Roberge, caissière, célibataire, tous d'Asbestos, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et agir comme garagiste, sous le nom de "Garage Roberge Ltée", avec un capital total de \$90,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Asbestos, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le treize janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 15444-59)

Gariépy Mon Tailleur Cie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six janvier 1960, constituant en corporation: Maurice-S. Hébert, Gaston Dubreuil, avocats, et Huguette Bérubé, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tailleurs, sous le nom de "Gariépy Mon Tailleur Cie Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,500 actions communes de \$10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3529, rue Jeanne-Mance, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10041-60)

Gaston McNeil Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six janvier 1960, constituant en corporation: Gilles Demers, notaire, Yves Demers, étudiant en notariat, et Cécile Huard, secrétaire, célibataire majeure, tous de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de combustibles, sous le nom de "Gaston McNeil Inc.", avec un capital total de \$60,000, divisé en 500 actions communes de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lévis, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

The head office of the company will be at Montreal South, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of February, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10155-60)

Garage Roberge Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of January, 1960, incorporating: Astée Roberge, Denis Roberge, garage-keepers, and Lise Roberge, cashier, spinster, all of Asbestos, for the following purposes:

To carry on a business dealing in automobiles and to operate as a garageman, under the name of "Garage Roberge Ltée", with a total capital stock of \$90,000, divided into 400 common shares of \$100 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Asbestos, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15444-59)

Gariépy Mon Tailleur Cie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of January, 1960, incorporating: Maurice-S. Hébert, Gaston Dubreuil, advocates, and Huguette Bérubé, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as tailors under the name of "Gariépy Mon Tailleur Cie Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and into 1,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 3529 Jeanne-Mance Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10041-60)

Gaston McNeil Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of January, 1960, incorporating: Gilles Demers, notary, Yves Demers, notary student, and Cécile Huard, secretary, spinster of the full age of majority, all of Québec, for the following purposes:

To carry on business dealing in fuels, under the name of "Gaston McNeil Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 500 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Lévis, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10252-60)

Genser Salvage Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un janvier 1960, constituant en corporation: Cyril E. Schwisberg, Irwin S. Brodie, avocats, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles et dispositifs de récupération, sous le nom de "Genser Salvage Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4376 rue St-Dominique, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(A.G. 10252-60)

Genser Salvage Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of January, 1960, incorporating: Cyril E. Schwisberg, Irwin S. Brodie, advocates, and Sonya Schneyer, secretary, fille majeure usant de ses droits, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in articles of salvage and disposal, under the name of "Genser Salvage Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 4376 St. Dominique Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16865-59)

Georges Brabant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit janvier 1960, constituant en corporation: Georges Brabant, tailleur, André Dumont, notaire, tous deux de St-Hyacinthe, et Guy La Haye, notaire, de Belœil, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements, sous le nom de "Georges Brabant Inc.", avec un capital total de \$90,000, divisé en 100 actions communes de \$100 chacune et en 800 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(A.G. 16865-59)

Georges Brabant Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of January, 1960, incorporating: Georges Brabant, tailor, André Dumont, notary, both of St-Hyacinthe, and Guy La Haye, notary, of Belœil, for the following purposes:

To carry on business dealing in clothing, under the name "Georges Brabant Inc.", with a total capital stock of \$90,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 800 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10093-60)

Gérard Tétrault Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize janvier 1960, constituant en corporation: Gérard Tétrault, entrepreneur, Arthur Tétrault, contremaître, tous deux de Verdun, Georges Tétrault, courtier d'assurances, de LaSalle, et Laurin Lapointe, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Gérard Tétrault Ltée", avec un capital total de \$200,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(A.G. 10093-60)

Gérard Tétrault Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of January, 1960, incorporating: Gérard Tétrault, contractor, Arthur Tétrault, foreman, both of Verdun, Georges Tétrault, insurance broker, of LaSalle, and Laurin Lapointe, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To operate a business dealing in immovables, under the name of "Gérard Tétrault Ltée", with a total capital stock of \$200,000, divided into 250 common shares of \$100 each and into 1,750 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10197-60)

Germat Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf janvier 1960, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat, John Hamilton, secrétaire, tous deux de Montréal, et Harry Aronovitch, avocat, de Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles, placements et construction, sous le nom de "Germat Realities Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 36,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1395 avenue Ducharme Outremont, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(A.G. 10197-60)

Germat Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1960, incorporating: Samuel Chait, advocate, John Hamilton, secretary, both of Montreal, and Harry Aronovitch, advocate, of Côte-St-Luc, for the following purposes:

To act as a real estate, investment, and construction company, under the name of "Germat Realities Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$1 each and 36,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 1395 Ducharme Avenue, Outremont, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10346-60)

Gervais Petroleum Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six janvier 1960, constituant en corporation: Marcel Cinq-Mars, avocat, Alfred Leclerc, comptable, tous deux de Noranda, et Denise Corriveau, secrétaire, fille majeure, de Rouyn, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de combustibles, sous le nom de "Gervais Petroleum Inc.", avec un capital total de \$60,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(A.G. 10346-60)

Gervais Petroleum Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of January, 1960, incorporating: Marcel Cinq-Mars, lawyer, Alfred Leclerc, accountant, both of Noranda, and Denise Corriveau, secretary, spinster of the full age of majority, of Rouyn, for the following purposes:

To carry on business dealing in fuels, under the name of "Gervais Petroleum Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 250 common shares of a par value of \$100 each and 350 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10200-60)

Gezed Realty & Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf janvier 1960, constituant en corporation: Edward S. Berger, avocat, Shirley Simon, Claude Morin, secrétaires, et Ellen Haggemueller, commis, toutes trois filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie d'immeubles, de construction et de placement, sous le nom de "Gezed Realty & Investment Corp.", avec un capital total de \$2,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(A.G. 10200-60)

Gezed Realty & Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1960, incorporating: Edward S. Berger, advocate, Shirley Simon, Claude Morin, secretaries, and Ellen Haggemueller, clerk, all three filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate, construction and investment company, under the name of "Gezed Realty & Investment Corp.", with a total capital stock of \$2,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 1,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10214-60)

Globus Tours Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six janvier 1960, constituant en corporation: Albert Pinel, agronome, Jean-G. DesMeules, notaire, Frank Spacek, gérant d'agence de Tourisme, Vladimir Pacek, ingénieur commercial, tous quatre de Montréal, et Jean Halde, représentant, de St-Laurent, pour le objets suivants:

Exploiter un bureau de Tourisme, sous le nom de "Globus Tours Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 10,000 actions communes de \$1 chacune et en 40,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 14683-59)

**Guy Charette Limitée
Guy Charette Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq février 1960, constituant en corporation: Guy Charette, marchand, Claire Lefebvre, ménagère, épouse séparée de biens dudit Guy Charette, et Germaine Charette, ménagère, fille majeure, tous de Belœil, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'accessoires électriques, sous le nom de "Guy Charette Limitée — Guy Charette Limited", avec un capital total de \$15,000, divisé en 1,300 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 40 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Belœil (Station), district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq février 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10164-60)

**Habitant Gas & Oil Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorze décembre 1959, constituant en corporation: Jean Rivard, Antoine Gobeil, avocats, Jacques Jolicoeur, commis, Georges Samson, huissier, et Yolande de Champlain, sténographe, célibataire, tous de Québec, pour les objets suivants:

Prospecter et explorer pour des mines et des minéraux et en faire le commerce, sous le nom de "Habitant Gas & Oil Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils

(A.G. 10214-60)

Globus Tours Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of January, 1960, incorporating: Albert Pinel, agronomist, Jean-G. DesMeules, notary, Frank Spacek, manager, manager of Tourist Agency, Vladimir Pacek, commercial engineer, all four of Montreal, and Jean Halde, representative, of St-Laurent, for the following purposes:

To operate a tourist office, under the name of "Globus Tours Inc." with a total capital stock of \$50,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and into 40,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14683-59)

**Guy Charette Limitée
Guy Charette Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1960, incorporating: Guy Charette, merchant, Claire Lefebvre, housewife, wife separate as to property of the said Guy Charette, and Germaine Charette, housewife, spinster, all of Belœil, for the following purposes:

To operate a business dealing in electrical accessories, under the name of "Guy Charette Limitée — Guy Charette Limited", with a total capital stock of \$15,000, divided into 1,300 common shares of a par value of \$10 each and into 40 preferred shares of a par value of \$50 each.

The head office of the company will be at Belœil (Station), judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10164-60)

**Habitant Gas & Oil Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December, 1959, incorporating: Jean Rivard, Antoine Gobeil, Lawyers, Jacques Jolicoeur, clerk, Georges Samson, Bailiff, and Yolande de Champlain, stenographer, spinster, all of Quebec, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and to deal in same, under the name of "Habitant Gas & Oil Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of a par value of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount

auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10073-60)

Hakoah Football Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1960, constituant en corporation: Joseph Achtman, de St-Martin, Henry Marvin, de St-Laurent, tous deux fabricants, Gerry G. Hamburg, gérant, Irving J. Green enquêteur privé, Reuben Resin, Ezra Leighman, tous deux avocats, et Vera M. Clark, veuve, secrétaire, tous les cinq de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir, organiser, diriger gérer et administrer un club de football et de "Soccer", sous le nom de "Hakoah Football Club Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10296-60)

Hamil Textiles Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux janvier 1960, constituant en corporation: Harry Miller, marchand, de St-Laurent, Philip Shrague Garonce et Hyman Laddie Schnaiberg, avocats, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires, sous le nom de "Hamil Textiles Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 16984-59)

Hélène de Paris Cie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit décembre 1959, constituant en corporation: Jean-Louis Lefebvre, avocat, Yvette Lorrain, secrétaire, célibataire, tous deux de Montréal, et Ernest Leclerc, comptable, de Dorval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements pour dames, enfants et adolescents, sous le nom de "Hélène de Paris Cie Ltée", avec un capital total de \$30,000, divisé en 3,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10073-60)

Hakoah Football Club Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1960, incorporating: Joseph Achtman, of St-Martin, Henry Marvin, of St-Laurent, both manufacturers, Gerry G. Hamburg, manager, Irving J. Green, private investigator, Reuben Resin, Ezra Leithman, both advocates, and Vera M. Clark, widow, secretary, all five of Montreal, for the following purposes:

To promote, organize, conduct, manage and operate a football and soccer club, under the name of "Hakoah Football Club Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10296-60)

Hamil Textiles Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1960, incorporating: Harry Miller, merchant, of St-Laurent, Philip Shrague Garonce and Hyman Laddie Schnaiberg, advocates, both of Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Hamil Textiles Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16984-59)

Hélène de Paris Cie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of December, 1959, incorporating: Jean-Louis Lefebvre, advocate, Yvette Lorrain, secretary, spinster, both of Montreal, and Ernest Leclerc, accountant, of Dorval, for the following purposes:

To operate a business dealing in clothing for ladies, children and adolescents, under the name of "Hélène de Paris Cie Ltée", with a total capital stock of \$30,000, divided into 3,000 shares of a par value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10305-60)

Highgate Realty & Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux janvier 1960, constituant en corporation: Gregory Charlap, Max Slapack, Arthur Shulman, tous trois avocats, et Marguerite Dadd, secrétaire, célibataire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Highgate Realty & Development Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,800 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5715 avenue Léger, Côte St-Luc, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10326-60)

Homesteads-on-the-Green, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq janvier 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Eva Maria Marsden, veuve, femme d'affaires, Pierre Bourque, avocat, tous deux de Montréal, et Jean Crépeau, avocat, d'Outremont, pour les objets suivants:

Maintenir des hotelleries pour les vieillards ayant des moyens de subsistance réduits, sous le nom de "Homesteads-on-the-Green, Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10277-60)

Hospital Construction Company of Montreal Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze janvier 1960, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, avocat, Nicole Paternault, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, Louis Feigenbaum, avocat, Marris Shuter, comptable, tous deux de St-Laurent, et Hyman Solomon, avocat, de Mont Royal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Hospital Construction Company of Montreal Ltd.", avec un capital

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10305-60)

Highgate Realty & Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1960, incorporating: Gregory Charlap, Max Slapack, Arthur Shulman, all three advocates, and Marguerite Dadd, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Highgate Realty & Development Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$10 each and 1,800 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 5715 Leger Avenue, Côte St-Luc, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10326-60)

Homesteads-on-the-Green, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of January, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Eva Maria Marsden, widow, business woman, Pierre Bourque, advocate, both of Montreal, and Jean Crépeau, advocate, of Outremont, for the following purposes:

To maintain hostels for old people having restricted means of livelihood, under the name of "Homesteads-on-the-Green, Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$1,000,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10277-60)

Hospital Construction Company of Montreal Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of January, 1960, incorporating: Philip Meyerovitch, advocate, Nicole Paternault, secretary, fille majeure, both of Montreal, Louis Feigenbaum, advocate, Morris Shuter, accountant, both of St-Laurent, and Hyman Solomon, advocate, of Mount Royal, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Hospital Construction Company of Montreal Ltd.", with a total capital

total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10336-60)

**Hôtel Central Malartic Ltée
Central Hotel Malartic Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze février 1960, constituant en corporation: Oscar Giroux, hôtelier, Maggiorino Pellarin, machiniste, et John Marson, entrepreneur, tous de Malartic, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôtellerie, sous le nom de "Hôtel Central Malartic Ltée — Central Hotel Malartic Ltd.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Malartic, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le onze février 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10026-60)

Houston Press Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un décembre 1959, constituant en corporation: Gérard Beaupré, Marcel Trudeau, avocats, et Yvette Raymond, secrétaire, célibataire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer en général le commerce d'imprimerie, de gravure et de lithographie, sous le nom de "Houston Press Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 16758-59)

Imprimerie Montclair Press Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt janvier 1960, constituant en corporation: Paul-Camille Dubé, Éloi Marquis, imprimeurs, et Lionel Tourigny, vendeur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs et imprimeurs, sous le nom de "Imprimerie Montclair Press Inc.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 4,000 actions communes de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10336-60)

**Hôtel Central Malartic Ltée
Central Hotel Malartic Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of February, 1960, incorporating: Oscar Giroux, hotel-keeper, Maggiorino Pellarin, machinist, and John Marson, contractor, all of Malartic, for the following purposes:

To operate a hotel business dealing under the name of "Hôtel Central Malartic Ltée — Central Hotel Malartic Ltd.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 5,000 preferred shares of a par value of \$10 each and into 2,500 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Malartic, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of February, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10026-60)

Houston Press Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of December, 1959, incorporating: Gérard Beaupré, Marcel Trudeau, lawyers, and Yvette Raymond, secretary, spinster of the full age, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally the business of printing, engraving and lithographing, under the name of "Houston Press Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16758-59)

Imprimerie Montclair Press Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1960, incorporating: Paul-Camille Dubé, Éloi Marquis, printers, and Lionel Tourigny, salesman, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as editors and printers under the name of "Imprimerie Montclair Press Inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and into 3,500 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera 4709, rue St-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10254-60)

International Devices Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux janvier 1960, constituant en corporation: Maurice Charest, mécanicien, de Pont-Viau, Jacqueline Trudeau Joly, ménagère, épouse séparée de biens d'André Joly, de Joliette, et Jeannine Handfield Charest, ménagère, épouse séparée de biens de Lionel Charest, de St-Michel, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machines utilisées dans l'industrie des textiles, sous le nom de "International Devices Incorporated", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10331-60)

Install-O-Matic Water Conditioners Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq janvier 1960, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, de St-Laurent, Murray B. Spiegel, de Montréal ouest, tous deux avocats, et Mollie Schwartz, secrétaire, célibataire, fille majeure, d'Outremont, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fenêtres et de portes métalliques, climatiseurs d'air, adoucisseurs d'eau et autres appareils domestiques, sous le nom de "Install-O-Matic Water Conditioners Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10543-60)

Institut de Métiers Industriels Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf février 1960, constituant en corporation: Jean Lamothe, professeur, Jean-Marc Poulin, avocat, et Françoise Constant, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger une ou des écoles de métiers, sous le nom de "Institut de Métiers Industriels Inc.", avec un capital total de \$8,000, divisé

The head office of the company will be at 4709 St. James Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10254-60)

International Devices Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1960, incorporating: Maurice Charest, mechanic, of Pont-Viau, Jacqueline Trudeau Joly, housewife, wife separate as to property of André Joly, of Joliette, and Jeannine Handfield Charest, housewife, wife separate as to property of Lionel Charest, of St-Michel, for the following purposes:

To carry on business dealing in machines to be used in the textile industry under the name of "International Devices Incorporated", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10331-60)

Install-O-Matic Water Conditioners Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of January, 1960, incorporating: Samuel H. Shriar, of St-Laurent, Murray B. Spiegel, of Montreal West, both advocates, and Mollie Schwartz, secretary, spinster of the full age of majority, of Outremont, for the following purposes:

To deal in metal windows and doors, air conditioners, water softeners and other household appliances, under the name of "Install-O-Matic Water Conditioners Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10543-60)

Institut de Métiers Industriels Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of February, 1960, incorporating: Jean Lamothe, professor, Jean-Marc Poulin, advocate, and Françoise Constant, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To establish and direct one or more trade schools under the name of "Institut de Métiers Industriels Inc.", with a total capital stock of

en 80 actions communes de \$10 chacune et en 72 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4284, rue de la Roche, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf février 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10205-60)

International Heating & Gas Appliances Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf janvier 1960, constituant en corporation: David Abraham Schwartz, de Valois, Abraham Cohen, de Montréal, tous deux avocats et procureurs, et Flora Muriel Crane, secrétaire, célibataire, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils de chauffage et de réfrigération, sous le nom de "International Heating & Gas Appliances Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10095-60)

Interprovincial Steel Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf janvier 1960, constituant en corporation: Jules Dupré, conseil en loi de la Reine, d'Outremont, Louis Vaillancourt et Hélène Gélinas, célibataire, majeure, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Interprovincial Steel Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1025, rue Ottawa, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 16508-59)

Jack Miller Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit janvier 1960, constituant en corporation: Allan Marcus, David Kirshenblatt, avocats, et Lucille Blagdon, secrétaire, épouse séparée de biens de Pierre Blagdon, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements de femmes et d'enfants, sous le nom de "Jack Miller Inc.", avec un capital total de \$60,000, divisé en 50 actions

\$8,000, divided into 80 common shares of \$10 each and into 72 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4284 de la Roche Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of February, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10205-60)

International Heating & Gas Appliances Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1960, incorporating: David Abraham Schwartz, of Valois, Abraham Cohen, of Montreal, both barristers and solicitors, and Flora Muriel Crane, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To deal in heating and refrigeration appliances, under the name of "International Heating & Gas Appliances Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10095-60)

Interprovincial Steel Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January, 1960, incorporating: Jules Dupré, Queen's Counsel, of Outremont, Louis Vaillancourt and Hélène Gélinas, spinster, of full age, both of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on a business dealing in buildings materials under the name of "Interprovincial Steel Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1025 Ottawa Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16508-59)

Jack Miller Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of January, 1960, incorporating: Allan Marcus, David Kirshenblatt, advocates, and Lucille Blagdon, secretary, wife separate as to property of Pierre Blagdon, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in women's and children's clothing, under the name of "Jack Miller Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 50

ordinaires de \$100 chacune, 100 actions privilégiées avec droit de vote de \$100 chacune et 450 actions privilégiées sans droit de vote de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10062-60)

Jak Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept janvier 1960, constituant en corporation: Harold S. Freeman, Irving J. Halperin et Daniel Morris, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements pour hommes, femmes et enfants, sous le nom de "Jak Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10251-60)

Jalmar Realty Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-et-un janvier 1960, constituant en corporation: Maurice Berke, pharmacien, Alex Schneiderman, gérant, tous deux de Montréal, et Jerry Shatz, marchand, d'Hampstead, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Jalmar Realty Co.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-et-un janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10051-60)

Jaycee Agencies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre janvier 1960, constituant en corporation: Albert Marcus, Abraham Feiner et Isidore Reuben Prazoff, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits de papier, papeterie, livres, disques de phonographe, équipement électrique, vaisselle, verrerie, coutellerie, ustensiles de cuisine, petits articles, nouveautés, jouets, produits de plastic, quincaillerie, ornements, décorations, linge, textiles, produits de cuir, souliers, pantoufles et autres marchandises

common shares of \$100 each, 100 voting preferred shares of \$100 each and 450 non-voting preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10062-60)

Jak Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of January, 1960, incorporating: Harold S. Freeman, Irving J. Halperin and Daniel Morris, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in men's, women's and children's clothing, under the name of "Jak Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of a par value of \$10 each and 2,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10251-60)

Jalmar Realty Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of January, 1960, incorporating: Maurice Berke, pharmacist, Alex Schneiderman, manager, both of Montreal, and Jerry Shatz, merchant, of Hampstead, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Jalmar Realty Co.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10051-60)

Jaycee Agencies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1960, incorporating: Albert Marcus, Abraham Feiner and Isidore Reuben Prazoff, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in paper products, stationery, books, gramophone records, electrical equipment, dish-ware, glassware, cutlery, kitchen utensils, notions, novelties, toys, plastic products, hardware, ornaments, decorations, clothing, textiles, leather products, shoes, slippers and other similar merchandise, under the name of "Jaycee Agencies

similaires, sous le nom de "Jaycee Agencies Inc.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 400 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10343-60)

Jean Automobile Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept janvier 1960, constituant en corporation: François Boisclair, Jean-Louis Lamoureux, tous deux avocats, de Montréal, et Hélène La Barre, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, de Longueuil, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et agir comme garagistes, sous le nom de "Jean Automobile Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 400 actions communes de \$10 chacune et en 600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10059-60)

**Jean Bergeron Ltée
Jean Bergeron Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze janvier 1960, constituant en corporation: Georges-A. Pouliot, Luc Mercure, tous deux de Mont-Royal, et Pierre Verdy, d'Outremont, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles et de nouveautés de toutes sortes, sous le nom de "Jean Bergeron Ltée — Jean Bergeron Ltd.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 2,000 actions communes de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Gabriel-de-Brandon, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le onze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 16877-59)

Jest Investments Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux décembre 1959, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, conseiller de la Reine, de Westmount, Beanjamin J. Greenberg, de Montréal, tous deux avocats, et Pamela Williamson, secrétaire, célibataire, fille majeure, de Verdun, pour les objets suivants:

Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 400 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10343-60)

Jean Automobile Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of January, 1960, incorporating: François Boisclair, Jean-Louis Lamoureux, both advocates, of Montreal, and Hélène La Barre, secretary, spinster in use of her rights, of Longueuil, for the following purposes:

To carry on a business dealing in automobiles and to operate as garagemen under the name of "Jean Automobile Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 400 common shares of \$10 each and into 600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10059-60)

**Jean Bergeron Ltée
Jean Bergeron Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of January, 1960, incorporating: Georges-A. Pouliot, Luc Mercure, both of Mount-Royal, and Pierre Verdy, of Outremont, all advocates, for the following purposes:

To carry on a business dealing in immovables and in novelties of all kinds, under the name of "Jean Bergeron Ltée — Jean Bergeron Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint-Gabriel-de-Brandon, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16877-59)

Jest Investments Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of December, 1959, incorporating: Louis H. Rohrlick, Queen's Counsel, of Westmount, Beanjamin J. Greenberg, of Montreal, both advocates, and Pamela Williamson, secretary, spinster of the full age of majority, of Verdun, for the following purposes:

Agir comme compagnie de placement, sous le nom de "Jest Investments Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10266-60)

Jet Snack Bar Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt janvier 1960, constituant en corporation: Yvon Jasmin, avocat, Estelle Thérien et Rita Dufresne, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs et d'hôteliers, sous le nom de "Jet Snack Bar Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions communes de \$1 chacune et en 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10310-60)

J.-Gérard Jobin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq janvier 1960, constituant en corporation: J.-Gérard Jobin, garagiste, de St-Basile, Jean-Guy Alain, comptable, de Donnacona, et Paule Plante, secrétaire, fille majeure, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et agir comme garagistes, sous le nom de "J.-Gérard Jobin Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Basile, comté de Portneuf, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10077-60)

J. M. Arcand Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze janvier 1960, constituant en corporation: J.-René Paiement, avocat, de Roxboro, Hervé Bélanger, avocat, et Cécile Contant, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bijoutiers, sous le nom de "J. M. Arcand Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

To act as an investment company, under the name of "Jest Investments Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10266-60)

Jet Snack Bar Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1960, incorporating: Yvon Jasmin, advocate, Estelle Thérien and Rita Dufresne, secretaries, spinsters of full age, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as restaurateurs and hotel-keepers under the name of "Jet Snack Bar Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$1 each and into 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10310-60)

J.-Gérard Jobin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of January, 1960, incorporating: J.-Gérard Jobin, garageman, of St-Basile, Jean-Guy Alain, accountant, of Donnacona, and Paule Plante, secretary, spinster, of full age, of Québec, for the following purposes:

To carry on a business dealing in automobiles and to operate as garagemen, under the name of "J.-Gérard Jobin Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each, and into 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Basile, county of Portneuf, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10070-60)

J. M. Arcand Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of January, 1960 incorporating: J.-René Paiement, advocate, of Roxboro, Hervé Bélanger, advocate, and Cécile Contant, secretary, spinster of full age, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as jewellers, under the name of "J. M. Arcand Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera 605, rue Notre-Dame, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10330-60)

Jogol Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq janvier 1960, constituant en corporation: Moses Samuel Yelin, avocat, Marlène Lacroix et Anna Mikula, secrétaires, filles majeures et usant de leurs droits, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Jogol Investment Corp.", avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10149-60)

John Toth Fur Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize janvier 1960, constituant en corporation: Charles Brownstein, avocat, de Côte-St-Luc, John Toth, marchand, et Irving L. Adessky, avocat, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fourrures, peaux, peaux vertes, cuirs, manteaux de fourrure et accessoires de fourrure, sous le nom de "John Toth Fur Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10327-60)

**Jos Ste-Croix & Fils Limitée
Jos Ste-Croix & Sons Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq janvier 1960, constituant en corporation: Joseph Ste-Croix, Jean-Rock Ste-Croix et Marius Ste-Croix, tous entrepreneurs, de Chibougamau, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, sous le nom de "Jos Ste-Croix & Fils Limitée — Jos Ste-Croix & Sons Limited", avec un capital total de \$60,000, divisé en 600 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chibougamau, district judiciaire d'Abitibi.

The head office of the company will be at 605 Notre-Dame Street, Lachine, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10330-60)

Jogol Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of January, 1960, incorporating: Moses Samuel Yelin, advocate, Marlène Lacroix and Anna Mikula, secretaries, filles majeures et usant de leurs droits, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Jogol Investment Corp.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10149-60)

John Toth Fur Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of January, 1960, incorporating: Charles Brownstein, advocate, of Côte-St-Luc, John Toth, merchant, and Irving L. Adessky, advocate, both of Montreal, for the following purposes:

To deal in furs, skins, hides, leathers, fur coats and fur accessories, under the name of "John Toth Fur Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10327-60)

**Jos Ste-Croix & Fils Limitée
Jos Ste-Croix & Sons Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of January, 1960 incorporating: Joseph Ste-Croix, Jean-Rock Ste-Croix and Marius Ste-Croix, all contractors, of Chibougamau, for the following purposes:

To operate a business as builders, under the name of "Jos Ste-Croix & Fils Limitée — Jos Ste-Croix & Sons Limited", with a total capital stock of \$60,000, divided into 600 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chibougamau, judicial district of Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10278-60)

J. P. Villeneuve Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un janvier 1960, constituant en corporation: Jean-Paul Villeneuve, garagiste, Marcel Frenette, comptable, et Jacques Duquette, avocat et conseil en loi de la Reine, tous de Ste-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et agir comme garagistes, sous le nom de "J. P. Villeneuve Ltée", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la paroisse de Sainte-Agathe, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10189-60)

J. Roger Lamarche Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six janvier 1960, constituant en corporation: Roger Lamarche, commerçant, Victorine Parisien, ménagère, épouse séparée de biens dudit Roger Lamarche, et Albini Lamarche, gérant, tous de Lachute, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles et de nouveautés de toutes sortes, sous le nom de "J. Roger Lamarche Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires et en 3,000 actions privilégiées, toutes d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 13065-59)

J. R. Vézina Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un décembre 1959, constituant en corporation: Jean-Paul Bergeron, conseil en loi de la Reine, de Montréal-Ouest, Marcel Landry, de Beloeil, tous deux avocats, et Jacqueline Laurendeau, sténodactylographe, célibataire majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de "J. R. Vézina Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 150 actions communes de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hilaire, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10278-60)

J. P. Villeneuve Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of January, 1960, incorporating: Jean-Paul Villeneuve, garageman, Marcel Frenette, accountant, and Jacques Duquette, advocate and Queen's Counsel, all of Ste-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To carry on a business dealing in automobiles and to operate as garagemen, under the name of "J. P. Villeneuve Ltée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares a par value of \$100 each.

The head office of the company will be in the parish of Sainte-Agathe, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10189-60)

J. Roger Lamarche Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of January, 1960, incorporating: Roger Lamarche, trader, Victorine Parisien, housewife, wife separate as to property of the said Roger Lamarche, and Albini Lamarche, manager, all of Lachute, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name "J. Roger Lamarche Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares and 3,000 preferred shares, all of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Lachute, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13065-59)

J. R. Vézina Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of December, 1959, incorporating: Jean-Paul Bergeron, Queen's Counsel, of Montreal-West, Marcel Landry, of Beloeil, both advocates, and Jacqueline Laurendeau, steno-typist, spinster of full age, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "J. R. Vézina Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 150 common shares of \$100 each and into 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Hilaire, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le treute et un décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 16831-59)

Kaffko Pants Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit janvier 1960, constituant en corporation: Leo Rosentzveig, Stanley Taviss et William Levitt, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de vêtements, sous le nom de "Kaffko Pants Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10083-60)

Kelman Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt janvier 1960, constituant en corporation: Peter Keller, courtier d'immeubles, Katherine Ingledew, Claire Lubin, sténographes, célibataires, et Daniel Kingstone, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie d'immeubles, sous le nom de "Kelman Investments Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10317-60)

Kemp Equipment & Supply Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq janvier 1960, constituant en corporation: Roger Lajeunesse, avocat, de Montréal, George Kemp et Arthur Kemp, entrepreneurs, de Ste-Thérèse-de-Blainville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles; agir comme constructeurs et comme garagistes, sous le nom de "Kemp Equipment & Supply Ltd.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 4,000 actions communes de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 414, boulevard Labelle, Sainte-Thérèse-de-Blainville, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16831-59)

Kaffko Pants Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of January, 1960, incorporating: Leo Rosentzveig, Stanley Taviss and William Levitt, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of clothing, under the name of "Kaffko Pants Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10083-60)

Kelman Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1960, incorporating: Peter Keller, realtor, Katherine Ingledew, Claire Lubin, stenographers, spinsters, and Daniel Kingstone, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate company, under the name of "Kelman Investments Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares of a par value of \$100 each and 10,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10317-60)

Kemp Equipment & Supply Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of January, 1960 incorporating: Roger Lajeunesse, advocate, of Montreal, George Kemp and Arthur Kemp, contractors, of Ste-Thérèse-de-Blainville, for the following purposes:

To carry on a business dealing in automobiles; operate as builders and garagemen, under the name of "Kemp Equipment & Supply Ltd.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and into 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 414 Labelle Boulevard, Sainte-Thérèse-de-Blainville, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16494-59)

Kiddie Kobler, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf janvier 1960, constituant en corporation: David Abraham Schwartz, Abraham Cohen, avocats et procureurs, et Mlle Flora Muriel Crane, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bottes, souliers et articles de cuir, sous le nom de "Kiddie Kobler, Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5208 chemin de la Reine Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(A.G. 16494-59)

Kiddie Kobler, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1960, incorporating: David Abraham Schwartz, Abraham Cohen, Barristers and Solicitors, and Miss Flora Muriel Crane, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in boots, shoes and leather goods, under the name of "Kiddie Kobler, Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 5208 Queen Mary Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 17006-59)

Klara Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1959, constituant en corporation: Joseph Samuel Caplan, avocat, de Montréal, Emanuel Edelstein, marchand, et Klara Edelstein, ménagère, épouse séparée de biens dudit Emanuel Edelstein, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux d'Outremont, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie d'immeubles, de construction et d'assurances, sous le nom de "Klara Investment Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(A.G. 17006-59)

Klara Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1959, incorporating: Joseph Samuel Caplan, advocate, of Montreal, Emanuel Edelstein, merchant, and Klara Edelstein, housewife, wife separate as to property of the said Emanuel Edelstein, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of Outremont, for the following purposes:

To act as a real estate, construction and insurance company, under the name of "Klara Investment Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10236-60)

Klem Automotive Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt janvier 1960, constituant en corporation: Hilliard Ginsberg, Gabriel Glazer, avocats et Anne Zifkin, secrétaire, célibataire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles et de leurs pièces et accessoires, sous le nom de "Klem Automotive Inc.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1440 rue Towers, suite 100, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(A.G. 10236-60)

Klem Automotive Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1960, incorporating: Hilliard Ginsberg, Gabriel Glazer, advocates, and Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in automobiles and in their parts and accessories, under the name of "Klem Automotive Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 300 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1440 Towers Street, Suite 100, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10246-60)

Krakower Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un janvier 1960, constituant en corporation: Bernard Gardner, avocat, de Rosémère, Samuel Greenblatt, Hilliard Ginsberg, Gabriel Glazer, tous trois avocats, et Anne Zifkin, secrétaire, célibataire, fille majeure, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placement, sous le nom de "Krakower Investment Corp.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1440 rue Towers, suite 100, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(A.G. 10246-60)

Krakower Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec bearing date the twenty-first day of January, 1960, incorporating: Bernard Gardner, advocate, of Rosemere, Samuel Greenblatt, Hilliard Ginsberg, Gabriel Glazer, all three advocates, and Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Krakower Investment Corp.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1440 Towers Street, Suite 100, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10247-60)

Kruger Bros. Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un janvier 1960, constituant en corporation: Avram Harold Garmaise, Victor Gruman, tous deux comptables agréés, et Mortimer Dolman, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie d'immeubles et de placement, sous le nom de "Kruger Bros. Investments Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$1 chacune, 850 actions privilégiées classe "A" de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées classe "B" de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2795 rue Darlington, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(A.G. 10247-60)

Kruger Bros. Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of January, 1960, incorporating: Avram Harold Garmaise, Victor Gruman, both chartered accountants, and Mortimer Dolman, notary, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate and investment company, under the name of "Kruger Bros. Investments Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 500 common shares of \$1 each, 850 Class "A" preferred shares of \$10 each and 1,000 Class "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 2795 Darlington Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10202-60)

La Brique du Saguenay Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois janvier 1960, constituant en corporation: Léonce Villeneuve, cultivateur et entrepreneur, Augustin Delisle, agronome, tous deux de Chicoutimi-Nord, Dr Benoît Angers, médecin, Ernest Dauphinais, ingénieur professionnel, et Maurice Gauthier, entrepreneur, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Commerce de briques de toutes sortes, sous le nom de "La Brique du Saguenay Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi-Nord, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(A.G. 10202-60)

La Brique du Saguenay Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of January, 1960, incorporating: Léonce Villeneuve, farmer and contractor, Augustin Delisle, agronomist, both of Chicoutimi-North, Dr. Benoît Angers, physician, Ernest Dauphinais, professional engineer, and Maurice Gauthier, contractor, all three of Chicoutimi, for the following purposes:

To operate a business dealing in bricks of all kinds, under the name of "La Brique du Saguenay Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi-North, judicial district of Chicoutimi,

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10262-60)

Lachute Foodliner Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf janvier 1960, constituant en corporation: Bernard Morris Alexander, avocat, de Rockliffe Park, Ontario, Florence Margaret Adamson, veuve, secrétaire, et Lorraine Brereton, gérant de bureau, cèlibataire, tous deux d'Ottawa, Ontario, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'aliments et produits alimentaires, sous le nom de "Lachute Foodliner Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 9,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 234 rue Chatham, Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 12830-58)

La Compagnie Eldorado Café Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze janvier 1960, constituant en corporation: Jean-Paul Campeau, Jacques Campeau, hôteliers, et Dame Agnès Gagnon Campeau, veuve, ménagère, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs et d'hôteliers, sous le nom de "La Compagnie Eldorado Café Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions communes de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5777, rue St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10237-60)

La Compagnie de Téléphone Le Gardeur Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt janvier 1960, constituant en corporation: Gérard-P. Laganière, de Notre-Dame-de-Grâce, Raymond Pagé, de St-Laurent, tous deux avocats, et Louis-Rhéal Tremblay, étudiant, de Repentigny, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et l'industrie d'une compagnie de téléphone et de télégraphe, sous le nom de "La Compagnie de Téléphone Le Gardeur Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(A.G. 10262-60)

Lachute Foodliner Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1960, incorporating: Bernard Morris Alexander, advocate, of Rockcliffe Park, Ontario, Florence Margaret Adamson, widow, secretary, and Lorraine Brereton, office manager, spinster, both of Ottawa, Ontario, for the following purposes:

To deal in foods and food products, under the name of "Lachute Foodliner Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 9,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 234 Chatham Street, Lachute, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12830-58)

La Compagnie Eldorado Café Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January, 1960, incorporating: Jean-Paul Campeau, Jacques Campeau, hotel-keepers, and Dame Agnès Gagnon Campeau, widow, housewife, all of Montreal, for the following purposes:

To operate a business as restaurateurs and hotel-keepers under the name of "La Compagnie Eldorado Café Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 5777 St-Laurent Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10237-60)

La Compagnie de Téléphone Le Gardeur Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1960, incorporating: Gérard-P. Laganière, of Notre-Dame-de-Grâce, Raymond Pagé, of St-Laurent, both advocates, and Louis-Rhéal Tremblay, student, of Repentigny, for the following purposes:

To carry on the business and industry of a telephone and telegraph company, under the name "La Compagnie de Téléphone Le Gardeur Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Repentigny, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16733-59)

La Corporation Génimex Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze janvier 1960, constituant en corporation: Henri Troupel, Louis Pillard, teneurs de livres, et Julien Plouffe, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits alimentaires, sous le nom de "La Corporation Génimex Ltée", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions communes de \$10 chacune et en 1,800 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1778, rue Sauvé, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(A.G. 16733-59)

La Corporation Génimex Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of January, 1960, incorporating: Henri Troupel, Louis Pillard, book-keepers, and Julien Plouffe, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in food products, under the name of "La Corporation Génimex Ltée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$10 each and into 1,800 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1778, Sauvé, Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13656-59)

La Fédération des Oeuvres de Loisirs du Diocèse de Saint Jean de Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un janvier 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Laurent Jetté, agent d'assurance, de Boucherville, Alfred-T. Dion, marchand, de St-Jean, Réal St-Denis, comptable, de Jacques-Cartier, et Gisèle Paradis, secrétaire, célibataire, de Verchères, pour les objets suivants:

Promouvoir la création de nouvelles oeuvres de loisir dans les limites du diocèse de Saint-Jean, sous le nom de "La Fédération des Oeuvres de Loisirs du Diocèse de Saint Jean de Québec".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(A.G. 13656-59)

La Fédération des Oeuvres de Loisirs du Diocèse de Saint Jean de Québec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of January, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Laurent Jetté, insurance agent, of Boucherville, Alfred-T. Dion, merchant, of St-Jean, Réal St-Denis, accountant, of Jacques-Cartier, and Gisèle Paradis, secretary, spinster, of Verchères, for the following purposes:

To promote the creation of new works or leisure within the limits of the diocese of Saint-Jean, under the name of "La Fédération des Oeuvres de Loisirs du Diocèse de Saint Jean de Québec".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Jean, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10125-60)

**L'Agence de Crédit LaFayette Inc.
LaFayette Credit Agency Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze janvier 1960, constituant en corporation: André Lajeunesse, administrateur, d'Anjou, Aimé Galarneau, comptable agréé, de St-Laurent, et J.-A.-Roger Lefebvre, courtier en immeubles, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de crédit, sous le nom de "L'Agence de Crédit LaFayette Inc. — LaFayette Credit Agency Inc.", avec un capital total de \$15,000, divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(A.G. 10125-60)

**L'Agence de Crédit LaFayette Inc.
LaFayette Credit Agency Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of January, 1960, incorporating: André Lajeunesse, administrator, of Anjou, Aimé Galarneau, chartered accountant, of Saint-Laurent, and J.-A.-Roger Lefebvre, real estate broker, of Montreal, for the following purposes:

To operate a credit agency under the name of "L'Agence de Crédit LaFayette Inc. — LaFayette Credit Agency Inc.", with a total capital stock of \$15,000, divided into 150 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10265-60)

La Perfection (St. Jean) Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt janvier 1960, constituant en corporation: Stanley Kandestin, avocat, Anne Goldenblatt, secrétaire, célibataire, tous deux de Montréal, et Irene Strecko, secrétaire, célibataire, de St-Hubert pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, sous le nom de "La Perfection (St. Jean) Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 15037-59)

Lark Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf septembre 1959, constituant en corporation: Abraham Cohen, avocat, Claire Wilisky, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous deux de Montréal, et David A. Schwartz, avocat, de Pointe-Claire, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Lark Development Corp.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 16754-59)

La Sarre Forest Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept janvier 1960, constituant en corporation: Henri Perron, Normand Perron, Michel Perron et Jean Perron, tous industriels, de La Sarre, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de bois, sous le nom de "La Sarre Forest Products Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Sarre, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10154-60)

**L'Association des Citoyens de la Ville
d'Anjou Inc.
Citizens' Association of the Town
of Anjou Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 10265-60)

La Perfection (St. Jean) Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1960, incorporating: Stanley Kandestin, advocate, Anne Goldenblatt, secretary, spinster, both of Montreal, and Irene Strecko, secretary, spinster, of St-Hubert, for the following purposes:

To deal in clothing, under the name of "La Perfection (St. Jean) Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares having a par value of \$100 each and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at St. John's, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15037-59)

Lark Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of September, 1959, incorporating: Abraham Cohen, advocate, Claire Wilisky, secretary, spinster and in use of her rights, both of Montreal, and David A. Schwartz, advocate, of Pointe-Claire, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Lark Development Corp.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 4,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16754-59)

La Sarre Forest Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of January, 1960, incorporating: Henri Perron, Normand Perron, Michel Perron, and Jean Perron, all industrialists, of La Sarre, for the following purposes:

To operate a business as lumber merchants under the name of "La Sarre Forest Products Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 2,000 common shares of \$5 each.

The head office of the company will be at La Sarre, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10154-60)

**L'Association des Citoyens de la Ville
d'Anjou Inc.
Citizens' Association of the Town
of Anjou Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit janvier 1960, constituant en corporation sans capital-actions: André Lajeunesse, administrateur, Henri Bernier, contremaitre, Guy Bourdeau, gérant de banque, Louis-Philippe Brosseau, ingénieur professionnel, André Desautels, industriel, Jean-Louis Houle, directeur de relations extérieures, Camille Leduc, industriel, Léo Pelletier, voyageur de commerce, Jean-Paul Villeneuve, comptable public accrédité, et Arthur Manchur, industriel, tous d'Anjou, pour les objets suivants:

Grouper en association, en vue de leurs intérêts, les résidents de la ville d'Anjou, et travailler au bien-être économique, civique, social et moral de cette municipalité, sous le nom de "L'Association des Citoyens de la Ville d'Anjou Inc. — Citizens' Association of the Town of Anjou Inc."

Le siège social de la corporation sera en la ville d'Anjou, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 16995-59)

**L'Association des Gardes-Bébés
de la Province de Québec**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Jacqueline Davignon, Laurence Ostiguy et Jeanne Le Sieur, toutes secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Grouper en association, en vue de leurs intérêts, les personnes exerçant la profession de garde-bébé, et promouvoir les connaissances scientifiques, techniques, morales et professionnelles, sociales et légales, se rattachant directement ou indirectement à telle profession, sous le nom de "L'Association des Gardes-Bébés de la Province de Québec".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 16994-59)

**L'Association des Gardes-Malades
Auxiliaires de la Province de Québec**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Jacqueline Davignon, Laurence Ostiguy et Jeanne Le Sieur, toutes secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Grouper en association, en vue de leurs intérêts, les personnes exerçant la profession de garde-malade, auxiliaire, et promouvoir les connaissances scientifiques, techniques, morales et professionnelles, sociales et légales se rattachant direc-

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of January, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: André Lajeunesse, administrator, Henri Bernier, foreman, Guy Bourdeau, bank manager, Louis-Philippe Brosseau, professional engineer, André Desautels, industrialist, Jean-Louis Houle, director of exterior relations, Camille Leduc, industrialist, Léo Pelletier, commercial traveller, Jean-Paul Villeneuve, accredited public accountant, and Arthur Manchur, industrialist, all of Anjou, for the following purposes:

To group into an association, in view of their interests, the residents of the town of Anjou, and to work for the economic, civic, social and moral welfare of this municipality, under the name of "L'Association des Citoyens de la Ville d'Anjou Inc. — Citizen's Association of the Town of Anjou Inc."

The head office of the corporation will be in the town of Anjou, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16995-59)

**L'Association des Gardes-Bébés
de la Province de Québec**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Jacqueline Davignon, Laurence Ostiguy and Jeanne Le Sieur, all secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To group into an association in view of their interests, persons carrying on the profession of baby-sitter and to promote scientific, technical, moral and professional, social and legal knowledge pertaining directly or indirectly to such a profession, under the name of "L'Association des Gardes-Bébés de la Province de Québec".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16994-59)

**L'Association des Gardes-Malades
Auxiliaires de la Province de Québec**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Jacqueline Davignon, Laurence Ostiguy and Jeanne Le Sieur, all secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To group into an association in view of their interests, persons carrying on the profession of nurses' aid, and to promote scientific, technical, moral and professional, social and legal knowledge pertaining directly or indirectly to such a pro-

tement ou indirectement à telle profession, sous le nom de "L'Association des Gardes-Malades Auxiliaires de la Province de Québec".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10312-60)

Latreille & Frère Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six janvier 1960, constituant en corporation: Sylvio Latreille, courtier, Jean-Guy Latreille, vendeur, tous deux de Pont-Viau, et Jean-Maurice Charbonneau, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce des appareils et accessoires de chauffage au gaz naturel, propane ou artificiel, sous le nom de "Latreille & Frère Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10126-60)

Laurier Development Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze janvier 1960, constituant en corporation: Piacentina Bargelletti, ménagère, épouse séparée de biens de Francesco Bargelletti, Calvino Ricciuto, entrepreneur, et Philippe Boyer, administrateur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Laurier Development Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 16749-59)

Lawmark Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept janvier 1960, constituant en corporation: Émile Colas, de Montréal, Jean Provost, de St-Laurent, et Denis Favreau, de Belœil (Station), tous avocats, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie de placement, sous le nom de "Lawmark Investments Ltd.", avec

profession, under the name of "L'Association des Gardes-Malades Auxiliaires de la Province de Québec".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10312-60)

Latreille & Frère Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of January, 1960, incorporating: Sylvio Latreille, broker, Jean-Guy Latreille, salesman, both of Pont-Viau, and Jean-Maurice Charbonneau, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in apparatus and accessories for heating which natural, propane or artificial gas, under the name of "Latreille & Frère Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10126-60)

Laurier Development Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January, 1960, incorporating: Piacentina Bargelletti, housewife, wife separate as to property of Francesco Bargelletti, Calvino Ricciuto, contractor, and Philippe Boyer, administrator, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in immoveables and construction, under the name of "Laurier Development Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16749-59)

Lawmark Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of January, 1960, incorporating: Émile Colas, of Montreal, Jean Provost, of St-Laurent, and Denis Favreau, of Belœil (Station), all advocates, for the following purposes:

To act as an investment company, under the name of "Lawmark Investments Ltd.", with a

un capital total de \$40,000, divisé en 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 15,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 16898-59)

Le Comité des Loisirs de Labelle

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux décembre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Alcide Boivin, rentier, René Brisebois, serre-frein, Jacques Lamarche, vendeur, et Jean-Guy Allard, comptable, tous de Labelle, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de "Le Comité des Loisirs de Labelle".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$5,000.

Le siège social de la corporation sera à Labelle, district judiciaire de Labelle.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10150-60)

Lefay Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize janvier 1960, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, conseil en loi de la Reine, Rollin Gallay, tous deux avocats, et Sarah Miller, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'un certain immeuble spécifique, sous le nom de "Lefay Investments Inc.", avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10124-60)

**Les Agences d'Assurance LaFayette Inc.
LaFayette Insurance Agencies Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze janvier 1960, constituant en corporation: André Lajeunesse, administrateur, d'Anjou, Aimé Galarneau, comptable agréé, de St-Laurent, et J.-A.-Roger Lefebvre, courtier en immeubles, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers et d'agents d'assurance, sous le nom de "Les Agences d'Assurance LaFayette Inc.—LaFayette Insurance

total capital stock of \$40,000, divided into 2,500 preferred shares of a par value of \$10 each and 15,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16898-59)

Le Comité des Loisirs de Labelle

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of December 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Alcide Boivin, annuitant, René Brisebois, brakeman, Jacques Lamarche, salesman, and Jean-Guy Allard, accountant, all of Labelle, for the following purposes:

To establish and direct a recreational center under the name of "Le Comité des Loisirs de Labelle".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$5,000.

The head office of the corporation will be at Labelle, judicial district of Labelle.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10150-60)

Lefay Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of January, 1960, incorporating: Samuel David Rudenko, Queen's Counsel, Rollin Gallay, both advocates, and Sarah Miller, stenographer, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in a certain specific real estate, under the name of "Lefay Investments Inc.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10124-60)

**Les Agences d'Assurance LaFayette Inc.
LaFayette Insurance Agencies Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of January, 1960, incorporating: André Lajeunesse, administrator, of Anjou, Aimé Galarneau, chartered accountant of Saint-Laurent, and J.-A.-Roger Lefebvre, real estate broker, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as insurance brokers and agents under the name of "Les Agences d'Assurance LaFayette Inc.—LaFayette Insurance

Agencies Inc.", avec un capital total de \$15,000, divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10279-60)

Les Entreprises D & D Cie Ltée
D & D Enterprises Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un janvier 1960, constituant en corporation: Roma Cousineau, de Montréal, Bernard Desjarlais et Albert Ouellette, de Verdun, tous avocats, pour les objets suivants:

Commerce de produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre, et leurs sous-produits, des merceries, produits comestibles, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et périodiques, peintures, travaux d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et des forêts, produits de beauté, articles de toilette, parfums, et de toutes sortes d'appareils ou systèmes de chauffage, sous le nom de "Les Entreprises D & D Cie Ltée — D & D Enterprises Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10307-60)

Les Entreprises Ducasse Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux janvier 1960, constituant en corporation: Jean-Baptiste Ducasse, industriel, Anita Fraser Ducasse, ménagère, épouse dudit Jean-Baptiste Ducasse, et d'édifice autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Montréal, et Antoine Ducasse, commis de bureau, de St-Michel, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles agir comme constructeurs, sous le nom de "Les Entreprises Ducasse Limitée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10316-60)

Les Huiles Valmont Limitée
Valmont Oils Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la

Agencies Inc.", with a total capital stock of \$15,000, divided into 150 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10279-60)

Les Entreprises D & D Cie Ltée
D & D Enterprises Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of January, 1960, incorporating: Roma Cousineau, of Montreal, Bernard Desjarlais and Albert Ouellette, of Verdun, all advocates, for the following purposes:

To carry on a business dealing in products, articles and merchandise made, in whole or in part of leather, rubber, metal, metalloïd, wood, paper, nylon, plastic, fur, textile, glass and their by-products, smallwares, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, products of the earth, sea and forest, beauty products, toilet articles, perfumes and in all kinds of heating apparatus or systems, under the name of "Les Entreprises D & D Cie Ltée — D & D Enterprises Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10307-60)

Les Entreprises Ducasse Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1960, incorporating: Jean-Baptiste Ducasse, industrialist, Anita Fraser Ducasse, housewife, wife of the said Jean-Baptiste Ducasse, and duly authorized by him for these presents, both of Montreal, and Antoine Ducasse, office clerk, of St-Michel, for the following purposes:

To operate a business dealing in immovables and to carry on as builders under the name of "Les Entreprises Ducasse Limitée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10316-60)

Les Huiles Valmont Limitée
Valmont Oils Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois janvier 1960, constituant en corporation: Rolland Blais, Roland Bourret, tous deux avocats, de Montréal, et Rémi Lussier, notaire, de Duvernay, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de combustibles, sous le nom de "Les Huiles Valmont Limitée — Valmont Oils Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Martin, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10094-60)

**Les Immeubles Arno Inc.
Arno Real Estate Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six janvier 1960, constituant en corporation: Joseph Proulx, comptable, Marie Jacques Turcotte, ménagère, épouse dudit Joseph Proulx, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Jean Guérin, avocat, et Louise Larocque, ménagère, épouse dudit Jean Guérin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de St-Jérôme, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles, sous le nom de "Les Immeubles Arno Inc. — Arno Real Estate Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10183-60)

Les Immeubles Bouffard Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze janvier 1960, constituant en corporation: Pierre Maltais, avocat, Yolande Dallaire, secrétaire, tous deux de Hauterive, et Jean Tremblay, comptable agréé, de Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et agir comme constructeurs, sous le nom de "Les Immeubles Bouffard Inc.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hauterive, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10086-60)

Les Immeubles Châteauguay Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la

Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of January, 1960, incorporating: Rolland Blais, Roland Bourret, both advocates, of Montreal, and Rémi Lussier, notary, of Duvernay, for the following purposes:

To carry on a business dealing in fuel under the name of "Les Huiles Valmont Limitée — Valmont Oils Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint-Martin, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10094-60)

**Les Immeubles Arno Inc.
Arno Real Estate Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of January, 1960, incorporating: Joseph Proulx, accountant, Marie Jacques Turcotte, housewife, wife of said Joseph Proulx, and duly authorized by him for these presents, Jean Guérin, lawyer, and Louise Larocque, housewife, wife of the said Jean Guérin, and duly authorized by him for these presents, all of St-Jérôme, for the following purposes:

To carry on business dealing in real estate, under the name "Les Immeubles Arno Inc. — Arno Real Estate Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10183-60)

Les Immeubles Bouffard Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of January, 1960, incorporating: Pierre Maltais, advocate, Yolande Dallaire, secretary, both of Hauterive, and Jean Tremblay, chartered accountant, of Baie-Comeau, for the following purposes:

To carry on a business dealing in immoveables and to operate as builders, under the name of "Les Immeubles Bouffard Inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 400 common shares of \$100 each and into 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Hauterive, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10086-60)

Les Immeubles Châteauguay Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du douze janvier 1960, constituant en corporation: Hervé Bélanger, de Montréal, J.-René Paiement, de Roxboro, tous deux avocats, et Cécile Contant, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et agir comme constructeurs, sous le nom de "Les Immeubles Châteauguay Inc.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 1,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10123-60)

**Les Immeubles LaFayette Inc.
LaFayette Realities Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze janvier 1960, constituant en corporation: André Lajeunesse, administrateur, d'Anjou, Aimé Galarneau, comptable agréé, de St-Laurent, et J.-A.-Roger Lefebvre, courtier en immeubles, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et agir comme constructeurs, sous le nom de "Les Immeubles LaFayette Inc.—LaFayette Realities Inc.", avec un capital total de \$15,000, divisé en 150 actions ordinaires de la valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 16910-59)

Les Meubles Modèles Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze janvier 1960, constituant en corporation: Jean-Claude Hamel, notaire, Solange Pesant, secrétaire, célibataire majeure, et Guy Messier, comptable, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles et de nouveautés de toutes sortes, sous le nom de "Les Meubles Modèles Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Lazare, comté de Vaudreuil, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1960, incorporating: Hervé Bélanger, of Montreal, J.-René Paiement, of Roxboro, both lawyers, and Cécile Contant, secretary, spinster of the full age of majority in use of her rights, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in real estate and to act as contractors, under the name of "Les Immeubles Châteauguay Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 1,500 common shares of a nominal value of \$10 each and 1,500 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company will be at Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10123-60)

**Les Immeubles LaFayette Inc.
LaFayette Realities Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of January, 1960, incorporating: André Lajeunesse, administrator, of Anjou, Aimé Galarneau, chartered accountant, of Saint-Laurent, and J.-A.-Roger Lefebvre, real estate broker, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in immovables and to operate as builders, under the name of "Les Immeubles LaFayette Inc.—LaFayette Realities Inc.", with a total capital stock of \$15,000, divided into 150 common shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16910-59)

Les Meubles Modèles Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of January, 1960, incorporating: Jean-Claude Hamel, notary, Solange Pesant, secretary, spinster of full age, and Guy Messier, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in furniture and in novelties of all kinds, under the name of "Les Meubles Modèles Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Lazare, county of Vaudreuil, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10122-60)

**Les Placements LaFayette Inc.
LaFayette Investments Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze janvier 1960, constituant en corporation: André Lajeunesse, administrateur, de la ville d'Anjou, Aimé Galarneau, comptable agréé, de Saint-Laurent, et J.-A. Roger Lefebvre, courtier en immeubles, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Les Placements LaFayette Inc. — LaFayette Investments Inc.", avec un capital total de \$15,000, divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(A.G. 10122-60)

**Les Placements LaFayette Inc.
LaFayette Investments Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of January, 1960, incorporating: André Lajeunesse, administrator, of the town of Anjou, Aimé Galarneau, chartered accountant, of Saint-Laurent, and J.-A. Lefebvre, real estate broker, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name "Les Placements LaFayette Inc. — LaFayette Investments Inc.", with a total capital stock of \$15,000, divided into 150 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10215-60)

Les Placements Populaires Laval Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois janvier 1960, constituant en corporation: Laurent Fortin, garagiste, Gérard Beaudoin, ajusteur, Jean Aubry, industriel, tous trois de L'Abord-à-Plouffe, Gilbert Berthiaume, ajusteur, et Guy Lacouture, gérant de banque, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Les Placements Populaires Laval Inc.", avec un capital total de \$2,000, divisé en 20 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à L'Abord-à-Plouffe, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(A.G. 10215-60)

Les Placements Populaires Laval Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of January, 1960, incorporating: Laurent Fortin, garage-keeper, Gérard Beaudoin, adjuster, Jean Aubry, industrialist, all three of L'Abord-à-Plouffe, Gilbert Berthiaume, adjuster, and Guy Lacouture, bank manager, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Les Placements Populaires Laval Inc.", with a total capital stock of \$2,000, divided into 20 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at L'Abord-à-Plouffe, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10241-60)

Les Potins Sportifs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt janvier 1960, constituant en corporation: Jacques Travella, comptable, Luigi Finos, journalier, tous deux de Montréal, et Bruno Crevier, avocat, de St-Michel, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeur et d'éditeur, sous le nom de "Les Potins Sportifs Inc.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(A.G. 10241-60)

Les Potins Sportifs Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1960, incorporating: Jacques Travella, accountant, Luigi Finos, day-labourer, both of Montreal, and Bruno Crevier, lawyer, of St-Michel, for the following purposes:

To carry on business as printer and editor, under the name "Les Potins Sportifs Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10047-60)

Les Publications Financières Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six janvier 1960, constituant en corporation: Gilles Bédard, courtier, Charles-A. Letarte, économiste, et Fernand Morin, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'éditeurs et d'imprimeurs, sous le nom de "Les Publications Financières Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions communes de \$10 chacune et en 900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(A.G. 10047-60)

Les Publications Financières Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of January, 1960, incorporating: Gilles Bédard, broker, Charles-A. Letarte, economist, and Fernand Morin, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as editors and printers under the name of "Les Publications Financières Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$10 each and into 900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16792-59)

Les Services Rolac Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf janvier 1960, constituant en corporation: Johnny Roussel, entrepreneur-électricien, Roland Lavoie, entrepreneur-plombier, et André Côté, comptable, tous de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Commerce d'appareils de plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de "Les Services Rolac Limitée", avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(A.G. 16792-59)

Les Services Rolac Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of January, 1960, incorporating: Johnny Roussel, contractor-electrician, Roland Lavoie, contractor-plumber, and André Côté, accountant, all of Sept-Iles, for the following purposes:

To deal in apparatus for plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Les Services Rolac Limitée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 shares of \$20 each.

The head office of the company will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10078-60)

Levi Dress Shoppes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze janvier, 1960, constituant en corporation: Daniel Lazare, Lou Tannenbaum, avocats, et Miriam Bernard, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements pour dames, sous le nom de "Levi Dress Shoppes Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5583 avenue du Parc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(A.G. 10078-60)

Levi Dress Shoppes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of January, 1960, incorporating: Daniel Lazare, Lou Tannenbaum, advocates, and Miriam Bernard, secretary, spinster all of Montreal, for the following purposes:

To deal in women's clothing, under the name of "Levi Dress Shoppes Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 5583 Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10069-60)

Linden Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la

(A.G. 10069-60)

Linden Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du sept janvier 1960, constituant en corporation: Irwin Aaron Frankel, avocat, de Mont Royal, Louis Freedman, avocat et conseiller de la Reine, de Côte-St-Luc, et Sadie Gersovitz, secrétaire, célibataire, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Linden Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3783 avenue Kent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10040-60)

Lisette et Renée Lingerie Fine Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze janvier 1960, constituant en corporation: Jeanne Le Sieur, Laurence Ostiguy et Jacqueline Davignon, toutes secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements pour dames, sous le nom de "Lisette et Renée Lingerie Fine Limitée", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10160-60)

Litho Plate Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize janvier 1960, constituant en corporation: William Alston Campbell, de Montréal Ouest, Rupert Charles Thomas Harris, de Westmount, William Desmond Thomas, de Beaconsfield, tous trois avocats, et Irène Richer, secrétaire, célibataire, fille majeure, de Verdun, pour les objets suivants:

S'engager commercialement dans l'exercice et la pratique des arts graphiques de toute nature et description quelconque, sous le nom de "Litho Plate Service Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1085 rue St-Alexandre, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10065-60)

Liverid Medicinal Drug (1960) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

Province of Quebec, bearing date the seventh day of January, 1960, incorporating: Irwin Aaron Frankel, advocate, of Mount Royal, Louis Freedman, advocate and Queen's Counsel, of Côte-St-Luc, and Sadie Gersovitz, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Linden Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 3783 Kent Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10040-60)

Lisette et Renée Lingerie Fine Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January, 1960, incorporating: Jeanne Le Sieur, Laurence Ostiguy and Jacqueline Davignon, all secretaries, spinsters of full age, of Montreal, for the following purposes:

To operate a clothing business for ladies under the name of "Lisette et Renée Lingerie Fine Limitée", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10160-60)

Litho Plate Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of January, 1960, incorporating: William Alston Campbell, of Montreal West, Rupert Charles Thomas Harris, of Westmount, William Desmond Thomas, of Beaconsfield, all three advocates, and Irène Richer, secretary, spinster of the full age of majority, of Verdun, for the following purposes:

To engage commercially in the exercise and practice of the graphic arts of every nature and description whatsoever, under the name of "Litho Plate Service Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1085 Saint Alexander Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10065-60)

Liverid Medicinal Drug (1960) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day

du huit janvier 1960, constituant en corporation: C.-Eugène Dubé, menuisier, de Dunham, Louise Bourdon et Lucille Roy, secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce en gros de produits pharmaceutiques et médicaux, sous le nom de "Liverid Medicinal Drug (1960) Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 100 actions communes de \$10 chacune et en 400 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10054-60)

Louis Tucker Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1960, constituant en corporation: Murray Lapin, avocat, d'Hampstead, Alan B. Gold, Morris M. Weiner, avocats, et Harold Dermer, étudiant en droit, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'aliments et de produits alimentaires, sous le nom de "Louis Tucker Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 11 rue Rachel est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 16390-59)

L. P. Royer Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un décembre 1959, constituant en corporation: Louis-Philippe Royer, industriel, Henri Royer, voyageur, Jeannine Royer, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Robert Lessard, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous trois de St-Samuel, et Odette Royer, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Denis Turcotte, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, de Lac-Mégantic, pour les objets suivants:

Commerce de chaussures et articles en cuir, sous le nom de "L. P. Royer Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Samuel, comté de Frontenac, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

of January, 1960, incorporating: C.-Eugène Dubé, joiner, of Dunham, Louise Bourdon, and Lucille Roy, secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a wholesale business in pharmaceutical and medical products, under the name of "Liverid Medicinal Drug (1960) Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 100 common shares of \$10 each and into 400 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10054-60)

Louis Tucker Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1960, incorporating: Murray Lapin, advocate, of Hampstead, Alan B. Gold, Morris M. Weiner, advocates, and Harold Dermer, student-at-law, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in foods and food products, under the name of "Louis Tucker Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 11 Rachel Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16390-59)

L. P. Royer Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of December, 1959, incorporating: Louis-Philippe Royer, industrialist, Henri Royer, traveller, Jeannine Royer, housewife, wife contractually separate as to property of Robert Lessard, and duly authorized by him for these presents, all three of St-Samuel, and Odette Royer, housewife wide contractually separate as to property of Denis Turcotte, and duly authorized by him for these presents, of Lake Mégantic, for the following purposes:

To deal in footwear and leather articles, under the name "L. P. Royer Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint Samuel, county of Frontenac, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16837-59)

Lucien Vincent Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un janvier 1960, constituant en corporation: Lucien Vincent, financier, Fernande Vincent, ménagère, fille majeure, tous deux de Joliette, et Gustave Lemire, employé de chemin de fer, de Jacques-Cartier, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et agir comme courtiers en évaluation, sous le nom de "Lucien Vincent Ltée", avec un capital total de \$200,000, divisé en 500 actions communes de \$100 chacune et en 1,500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(A.G. 16837-59)

Lucien Vincent Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of January, 1960, incorporating: Lucien Vincent, financier, Fernande Vincent, housewife, spinster, both of Joliette, and Gustave Lemire, railway employee, of Jacques-Cartier, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate and to operate as assessment brokers, under the name of "Lucien Vincent Ltée", with a total capital stock of \$200,000, divided into 500 common shares of \$100 each and into 1,500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10304-60)

Lydia Gardens Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux janvier 1960, constituant en corporation: Albert Malouf, de Mont Royal, Bruno Pateras, de Montréal, tous deux avocats, et Mara Reynolds, secrétaire, épouse séparée de biens de Peter Reynolds, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Lydia Gardens Development Corp.", avec un capital total de \$6,000, divisé en 60 actions ordinaires de \$10 chacune et 54 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7200 rue Hutchison, chambre 301, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(A.G. 10304-60)

Lydia Gardens Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1960, incorporating: Albert Malouf, of Mount Royal, Bruno Pateras, of Montreal, both advocates, and Mara Reynolds, secretary, wife separate as to property of Peter Reynolds, et St-Laurent, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Lydia Gardens Development Corp.", with a total capital stock of \$6,000, divided into 60 common shares of \$10 each and 54 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 7200 Hutchison Street, Room 301, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16672-59)

Maison Zenith Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept janvier 1960, constituant en corporation: J.-Maurice Quintin, marchand en gros, Stanislas Déry, avocat, et Gilles Paquette, comptable agréé, tous de St-Jean, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'épicerie, sous le nom de "Maison Zenith Incorporée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 7,000 actions communes de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(A.G. 16672-59)

Maison Zenith Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of January, 1960, incorporating: J.-Maurice Quintin, wholesale merchant, Stanislas Déry, advocate, and Gilles Paquette, chartered accountant, all of St-Jean, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name "Maison Zenith Incorporée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 7,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Jean, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10411-60)

Major Aluminium Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier février 1960, constituant en corporation: Michelle Chagnon, secrétaire, célibataire, fille majeure, Horace Friedman et Wolfe M. Friedman, avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de métaux, sous le nom de "Major Aluminium Products Ltd.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 55 rue St-Jacques ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier février 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(A.G. 10411-60)

Major Aluminium Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of February, 1960, incorporating: Michelle Chagnon, secretary, spinster of the full age of majority, Horace Friedman and Wolfe M. Friedman, advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of metals, under the name of "Major Aluminium Products Ltd.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 200 preferred shares of the par value of \$100 each and 1,000 common shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 55 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10195-60)

Major Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize janvier 1960, constituant en corporation: Paul Lemieux, de Belœil, Jean-Paul Fortin, de Montréal, tous deux avocats, et Marcelle Roy, secrétaire, célibataire, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme agents et conseillers en publicité, sous le nom de "Major Enterprises Inc.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 100 actions communes d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 180, rue Dorchester, est, suite 320, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(A.G. 10195-60)

Major Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of January, 1960, incorporating: Paul Lemieux, of Belœil, Jean-Paul Fortin, of Montreal, both advocates, and Marcelle Roy, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To carry on as agents and counsellors in publicity, under the name of "Major Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 100 common shares of a par value of \$50 each.

The head office of the company will be at 180 Dorchester Street, East, suite 320, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10518-60)

Marcar Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize janvier 1960, constituant en corporation: Louis H. Rohrliek, conseiller de la Reine, de Westmount, Benjamin J. Greenberg, de Côte-St-Luc, tous deux avocats, et Pamela Williamson, secrétaire, célibataire, de Verdun, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie de placement et d'immobilier, sous le nom de "Marcar Investment Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(A.G. 10158-60)

Marcar Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of January, 1960, incorporating: Louis H. Rohrliek, Queen's Counsel, of Westmount, Benjamin J. Greenberg, of Côte-St-Luc, both advocates, and Pamela Williamson, secretary, spinster, of Verdun, for the following purposes:

To act as an investment and real estate company, under the name of "Marcar Investment Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16993-59)

Marro Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente décembre 1959, constituant en corporation: Marcel Émond, industriel, Henri Chassé, notaire, tous deux de Ste-Foy, et Roméo Drolet, industriel, de Loretteville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de quincaillerie, sous le nom de "Marro Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 90 actions communes classe "A" de \$100 chacune, 310 actions classe "B" de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées classe "C" de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 780, rue St-Jean, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trente décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(A.G. 16993-59)

Marro Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1959, incorporating: Marcel Émond, industrialist, Henri Chassé, notary, both of Ste-Foy, and Roméo Drolet, industrialist, of Loretteville, for the following purposes:

To operate a business as hardware dealer, under the name of "Marro Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 90 common class "A" shares of \$100 each, 310 class "B" shares of \$100 each and into 100 preferred class "C" shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 780 St-John Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10109-60)

Matmill Land & Investment Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1960, constituant en corporation: Mathew Miller, homme d'affaires, de St-Laurent, Shirley Simon, Claude Morin et Ellen Haggemueller, secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Matmill Land & Investment Co. Inc.", avec un capital total de \$2,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(A.G. 10109-60)

Matmill Land & Investment Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1960, incorporating: Mathew Miller, businessman, of St-Laurent, Shirley Simon, Claude Morin and Ellen Haggemueller, secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Matmill Land & Investment Co. Inc.", with a total capital stock of \$2,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 1,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10402-60)

Melbar Investments Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept janvier 1960, constituant en corporation: Emmanuel Cooke, Joseph H. Freedman, avocats, Jack Roness, fourreur, et Nona Reicher, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme corporation de portefeuille et de placement, sous le nom de "Melbar Investments Co. Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 800 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(A.G. 10402-60)

Melbar Investments Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of January, 1960, incorporating: Emmanuel Cooke, Joseph H. Freedman, advocates, Jack Roness, furrier, and Nona Reicher, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Melbar Investments Co. Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 2,000 common shares of \$1 each and 800 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10268-60)

Miss Rosemere Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt janvier 1960, constituant en corporation: Max M. Teitelbaum, Maxwell Shenker, avocats, et Albert Liddell, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurant, sous le nom de "Miss Rosemere Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10270-60)

M.M.R. Econ-O-Wash Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un janvier 1960, constituant en corporation: Frédéric-Arthur Major, fabricant, Edward Major, vendeur, et Robert Reilly, contremaître, tous de LaSalle, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de nettoyeurs, sous le nom de "M.M.R. Econ-O-Wash Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 16932-59)

Modern Auto Electric Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept décembre 1959, constituant en corporation: Lucien Desjardins, gérant, Gisèle Arbour, ménagère, épouse dudit Lucien Desjardins, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Laprairie, et Albert Desjardins, commis, de Jacques-Cartier, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes les parties et accessoires d'automobiles, sous le nom de "Modern Auto Electric Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(A.G. 10268-60)

Miss Rosemere Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1960, incorporating: Max M. Teitelbaum, Maxwell Shenker, advocates, and Albert Liddell, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a restaurant, under the name of "Miss Rosemere Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10270-60)

M.M.R. Econ-O-Wash Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of January, 1960, incorporating: Frédéric-Arthur Major, manufacturer, Edward Major, Salesman, and Robert Reilly, Foreman, all of LaSalle, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, under the Name of "M.M.R. Econ-O-Wash Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16392-59)

Modern Auto Electric Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of December, 1959, incorporating: Lucien Desjardins, manager, Gisèle Arbour, housewife, wife of the said Lucien Desjardins, and duly authorized by him for these presents, both of Laprairie, and Albert Desjardins, clerk, of Jacques-Cartier, for the following purposes:

To carry on a business dealing in all parts and accessories for automobiles, under the name of "Modern Auto Electric Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10001-60)

**Monarch Merchandising
Service Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre janvier 1960, constituant en corporation: Abe Zubatoff, Sol Kochen, marchands, et Gilles Beaupré, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'aliments et de produits alimentaires, sous le nom de "Monarch Merchandising Service Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10079-60)

Monark Sales Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze janvier 1960, constituant en corporation: Louis Orenstein, d'Outremont, Jason Ruby, de Montréal, tous deux avocats, et Huguette St-Marseille, secrétaire, fille majeure, de l'Île-Perrot, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et de fournitures ménagères, sous le nom de "Monark Sales Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune, 300 actions privilégiées de \$100 chacune et 90 actions de classe "A" de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 16624-59)

Montreal Automobile Storage Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du quinze janvier 1960, constituant en corporation: Jean-Paul Bergeron, de Montréal-Ouest, Marcel Landry, de Beloeil, tous deux avocats, et Rita Gévy, secrétaire, célibataire, de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce et entreposage d'automobiles, sous le nom de "Montreal Automobile Storage Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10, rue St-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(A.G. 10001-60)

**Monarch Merchandising
Service Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1960, incorporating: Abe Zubatoff, Sol Kochen, merchants, and Gilles Beaupré, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in foods and food products, under the name of "Monarch Merchandising Service Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10079-60)

Monark Sales Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of January, 1960, incorporating: Louis Orenstein, of Outremont, Jason Ruby, of Montreal, both attorneys, and Huguette St-Marseille, secretary, fille majeure, of Île-Perrot, for the following purposes:

To deal in wearing apparel and household supplies, under the name of "Monark Sales Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each, 300 preferred shares of \$100 each and 90 Class "A" shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16624-59)

Montreal Automobile Storage Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of January 1960, incorporating: Jean-Paul Bergeron, of Montreal-West, Marcel Landry, of Beloeil, both advocates, and Rita Gévy, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business dealing in automobiles and their storage, under the name of "Montreal Automobile Storage Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 10 St. James street, west, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10242-60)

Mont-Royal Autorama Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt janvier 1960, constituant en corporation: Rosaire Beaulé, de Montréal, Joseph-Bernard Carisse, de ville d'Anjou, tous deux avocats, et Denise Asselin, secrétaire, célibataire, de Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et agir comme garagistes, sous le nom de "Mont-Royal Autorama Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions communes de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(A.G. 10242-60)

Mont-Royal Autorama Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1960, incorporating: Rosaire Beaulé, of Montreal, Joseph-Bernard Carisse, of the town of Anjou, both lawyers, and Denise Asselin, secretary, spinster, of Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles and to act as garage-keepers, under the name "Mont-Royal Autorama Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each into and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10112-60)

Mountain Sights Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze janvier 1960, constituant en corporation: Luc Geoffroy, de Chambly, Robert Dulude, de Dorion, et Robert-Y. Lanthier, de Ste-Rose, tous avocats, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie d'immeubles, de placement et de construction, sous le nom de "Mountain Sights Investments Ltd.", avec un capital divisé en 100 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$500.

Le siège social de la compagnie sera 1411 rue Crescent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1960.

L'Assistant procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(A.G. 10112-60)

Mountain Sights Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1960, incorporating: Luc Geoffroy, of Chambly, Robert Dulude, of Dorion, and Robert-Y. Lanthier, of Ste-Rose, all lawyers, for the following purposes:

To act as a real estate, investment and construction company, under the name of "Mountain Sights Investments Ltd.", with a capital stock divided into 100 shares having no nominal or par value, and the amount with which the company will commence its operations will be \$500.

The head office of the company will be at 1411 Crescent Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10071-60)

Mountview Plaza Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1960, constituant en corporation: Louis A. De Zwirek, conseiller de la Reine, William Levitt et Stanley Taviss, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Mountview Plaza Inc.", avec un capital total de \$60,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(A.G. 10071-60)

Mountview Plaza Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1960, incorporating: Louis A. De Zwirek, Queen's Counsel, William Levitt and Stanley Taviss, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Mountview Plaza Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16653-59)

Mt-Royal Store Fixtures Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 16653-59)

Mt-Royal Store Fixtures Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze décembre 1959, constituant en corporation: Gérard Chaput, marchand, de St-Laurent, Claude Picard, avocat, et Roger Picard, comptable, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles et d'accessoires utilisés dans les restaurants, sous le nom de "Mt-Royal Store Fixtures Inc.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2485, rue Mont-Royal, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10382-60)

National Printing Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit janvier 1960, constituant en corporation: Thomas Calder, Reginald C. Harvey, avocats, et George A. Charters, imprimeur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs généraux, sous le nom de "National Printing Company Limited", avec un capital divisé en 100 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 15650-59)

Nédas Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf janvier 1960, constituant en corporation: Martial Asselin, Jean-Paul Boutet, avocats, et Madeleine Desmeules, secrétaire, célibataire majeure, tous de La Malbaie, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, sous le nom de "Nédas Construction Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Clermont, comté de Charlevoix, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10060-60)

New Shefford Hotel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1960, constituant en corporation:

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December, 1959, incorporating: Gérard Chaput, merchant, of St-Laurent, Claude Picard, advocate, and Roger Picard, accountant, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in furniture and accessories used in restaurants under the name of "Mt-Royal Store Fixtures Inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 400 common shares of \$100 each and into 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2485 Mount-Royal Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10382-60)

National Printing Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of January, 1960, incorporating: Thomas Calder, Reginald C. Harvey, advocates, and George A. Charters, printer, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general printers, under the name of "National Printing Company Limited", with a capital stock divided into 100 shares without nominal or par value, and the amount with which the company will commence its operations will be \$500.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
55297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15650-59)

Nédas Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of January, 1960, incorporating: Martial Asselin, Jean-Paul Boutet, lawyers, and Madeleine Desmeules, secretary, spinster of the full age of majority, all of La Malbaie, for the following purposes:

To carry on business as contractors, under the name "Nédas Construction Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Clermont, county of Charlevoix, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10060-60)

New Shefford Hotel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1960, incorporating: J.-C.-Fernand

J.-C.-Fernand Larose, homme d'affaires, de Granby, Charles Harbec, voyageur de commerce, et Hélène St-Louis, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Charles Harbec, tous deux de Farnham, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôteliers, sous le nom de "New Shefford Hotel Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10239-60)

Noël Plumbing & Heating Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt janvier 1960, constituant en corporation: Pierre Thomas, avocat, de Montréal, Monique Léonard, de Montréal, et Suzanne Forest, de Pont-Viau, toutes deux secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneur en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de "Noël Plumbing & Heating Limited", avec un capital total de \$25,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10070-60)

Norge Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1960, constituant en corporation: Melvin Salmon, de Côte St-Luc, Moe Moscovitch, d'Outremont, et Irving L. Adessky, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Norge Investment Corp.", avec un capital total de \$15,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 14099-59)

Norman Industries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois février 1960, constituant en corporation: Alexander Biega, avocat de Beaufort, Olga Pope, secrétaire, épouse séparée de biens de Ben Pope, et Micheline Tabacman, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Larose, businessmen, of Granby, Charles Harbec, travelling salesman, and Hélène St-Louis, housewife, wife contractually separate as to property of the said Charles Harbec, both of Farnham, for the following purposes:

To carry on business as innkeepers, under the name "New Shefford Hotel Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10239-60)

Noël Plumbing & Heating Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1960, incorporating: Pierre Thomas, advocate, of Montreal, Monique Léonard, of Montreal, and Suzanne Forest, of Pont-Viau, both secretaries, spinsters of full age, for the following purposes:

To operate a company dealing in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Noël Plumbing & Heating Limited", with a total capital stock of \$25,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10070-60)

Norge Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1960, incorporating: Melvin Salmon, of Côte St-Luc, Moe Moscovitch, of Outremont, and Irving L. Adessky, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Norge Investment Corp.", with a total capital stock of \$15,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each and 1,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14099-59)

Norman Industries Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of February, 1960, incorporating: Alexander Biega, advocate, of Beaufort, Olga Pope, secretary, wife separate as to property of Ben Pope, and Micheline Tabacman, secretary, spinster, both of Montreal, for the following purposes:

Agir comme une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Norman Industries Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3025 boul. Laurientien, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois février 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10271-60)

Nouvelles "Express" News (Inc.)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un janvier 1960, constituant en corporation: Ernest Bélanger, comptable, de Montréal, Mlle Cécile Chevrier, de Longueuil, et Mlle Lizette St-Amour, de Verdun, toutes deux secrétaires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et agir comme éditeurs et imprimeurs, sous le nom de "Nouvelles "Express" News (Inc.)", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 2,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 16016-59)

Omer Duquette Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept janvier 1960, constituant en corporation: Yvonne Ducharme, secrétaire, fille majeure, d'Outremont, Bernard Cousineau, avocat, et Thomas Ducharme, notaire, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs de pompes funèbres, sous le nom de "Omer Duquette Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6415, rue Delanaudière, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10276-60)

Ontario Street West Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit janvier 1960, constituant en corporation: Madeline Ferguson, secrétaire, fille majeure, et usant tous ses droits, Edward Irving Auerback, avocat et sollicitateur, tous deux de Montréal, Mark Edmund Gordon et Lawrence Marks, avocats et sollicitateurs, de Westmount, pour les objets suivants:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Norman Industries Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 3025 Laurentian Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of February, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10271-60)

Nouvelles "Express" News (Inc.)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of January, 1960, incorporating: Ernest Bélanger, accountant, of Montreal, Miss Cécile Chevrier, of Longueuil, and Miss Lizette St-Amour, of Verdun, both secretaries, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate and to operate as editors and printers, under the name of "Nouvelles "Express" News (Inc.)", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 preferred shares of a par value of \$100 each and into 2,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16016-59)

Omer Duquette Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of January, 1960, incorporating: Yvonne Ducharme, secretary, spinster, of Outremont, Bernard Cousineau, advocate, and Thomas Ducharme, notary, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as funeral directors under the name of "Omer Duquette Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 6415 Delanaudière Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10276-60)

Ontario Street West Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of January, 1960, incorporating: Madeline Ferguson, secretary, spinster of the full age of majority and using all her rights, Edward Irving Auerback, barrister and solicitor, both of Montreal, Mark Edmund Gordon and Lawrence Marks, barristers and solicitors, of Westmount, for the following purposes:

Agir comme une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de "Ontario Street West Holdings Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10057-60)

Pandora Dress Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1960, constituant en corporation: Moe Ackman, avocat, de L'Abord-à-Plouffe, Irwin Gliserman, avocat, Larry Lerner et Léo Manseau, fabricants, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements pour dames et enfants, sous le nom de "Pandora Dress Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10000-60)

Phil Rivard Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre janvier 1960, constituant en corporation: Benoît McNicoll, Claude McNicoll et Jean-Louis Thibault, tous comptables, de Roberval, pour les objets suivants:

Exploiter une buurrerie et une fromagerie, sous le nom de "Phil Rivard Inc.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 7,500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Notre-Dame-de-la-Doré, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10068-60)

Pizza Pan Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept janvier 1960, constituant en corporation: Irwin Aaron Frankel, de Mont-Royal, Louis Freedman, conseil en loi de la Reine, de Côte St-Luc, tous deux avocats, et Sadie Gersovitz, secrétaire, célibataire, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurant, sous le nom de "Pizza Pan Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de

To act as a holding and investment company, under the name of "Ontario Street West Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 600 preferred shares of a par value of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10057-60)

Pandora Dress Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1960, incorporating: Moe Ackman, advocate, of L'Abord-à-Plouffe, Irwin Gliserman, advocate, Larry Lerner and Léo Manseau, manufacturers, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in ladies' and children's clothing, under the name of "Pandora Dress Inc." with a total capital stock of \$20,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 1,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10000-60)

Phil Rivard Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1960, incorporating: Benoît McNicoll, Claude McNicoll, and Jean-Louis Thibault, all accountants, of Roberval, for the following purposes:

To operate a butter and cheese factory under the name of "Phil Rivard Inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 7,500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Notre-Dame-de-la-Doré, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10068-60)

Pizza Pan Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of January, 1960, incorporating: Irwin Aaron Frankel, of Mount Royal, Louis Freedman, Queen's Counsel, of Côte St-Luc, both advocates, and Sadie Gersovitz, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a restaurant, under the name of "Pizza Pan Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common

\$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10284-60)

**Plomberie Dorval Limitée
Dorval Plumbing Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un janvier 1960, constituant en corporation: Guy Pager, Bernard Paquin et Maurice-R. Marcotte, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de "Plomberie Dorval Limitée — Dorval Plumbing Limited", avec un capital total de \$50,000, divisé en 2,000 actions communes de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$300 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10371-60)

Prudential Home Improvement Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit janvier 1960, constituant en corporation: John J. Wasserman, de Westmount, Harold S. Freeman et Irving Halperin, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Prudential Home Improvement Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 35,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 15439-59)

**Railroad Men's Benevolent Fund
Fonds d'Entre-Aide des Cheminots**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux janvier 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Stanley Carter, de St-Lambert, William John Neil et Raymond A. Savage, de Verdun, tous cheminots, pour les objets suivants:

La formation d'une association pour l'avancement des bénéfices culturels, sportifs, charitables et sociaux des cheminots passés et présents et les membres de leurs familles, sous le nom de

shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10284-60)

**Plomberie Dorval Limitée
Dorval Plumbing Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of January, 1960, incorporating: Guy Pager, Bernard Paquin and Maurice-R. Marcotte, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Plomberie Dorval Limitée — Dorval Plumbing Limited", with a total capital stock of \$50,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 100 preferred shares of \$300 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10371-60)

Prudential Home Improvement Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of January, 1960, incorporating: John J. Wasserman, of Westmount, Harold S. Freeman and Irving Halperin, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Prudential Home Improvement Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each and 35,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15439-59)

**Railroad Men's Benevolent Fund
Fonds d'Entre-Aide des Cheminots**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Stanley Carter, of St-Lambert, William John Neil and Raymond A. Savage, of Verdun, all railroad men, for the following purposes:

The formation of an association for the promotion of the cultural, sporting, charitable and social benefits of past and present railroad men and the members of their families, under the

"Railroad Men's Benevolent Fund — Fonds d'Entre-Aide des Cheminots".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$75,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10372-60)

Ranger Construction Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit janvier 1960, constituant en corporation: Bernard Ranger, avocat, de Pointe-Claire, Pierre Dessaulles, avocat, et Audrey Agar, secrétaire, célibataire majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et agir comme constructeurs, sous le nom de "Ranger Construction Limitée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions communes de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10306-60)

Raoul Martineau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux janvier 1960, constituant en corporation: Raoul Martineau, camionneur, Fernande Martineau, ménagère, épouse commune en biens dudit Raoul Martineau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Léonard Jacques, commis, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de transport, sous le nom de "Raoul Martineau Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10194-60)

Raymond Fabien Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt janvier 1960, constituant en corporation: Raymond Fabien, gérant général, Solange Chaput Fabien, ménagère, épouse séparée de biens dudit Raymond Fabien, et Joseph-Wilfrid Savard, conseiller d'orientation, tous de Montréal, pour les objets suivants:

name of "Railroad Men's Benevolent Fund — Fonds d'Entre-Aide des Cheminots".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$75,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10372-60)

Ranger Construction Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of January, 1960, incorporating: Bernard Ranger, lawyer, of Pointe-Claire, Pierre Dessaulles, lawyer, and Audrey Agar, secretary, spinster of the full age of majority, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in real estate and to act as contractors, under the name of "Ranger Construction Limitée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10306-60)

Raoul Martineau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1960, incorporating: Raoul Martineau, carrier, Fernande Martineau, housewife, wife common as to property of the said Raoul Martineau, and duly authorized by him for these presents, and Léonard Jacques, clerk, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on the business of transportation, under the name "Raoul Martineau Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10194-60)

Raymond Fabien Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1960, incorporating: Raymond Fabien, general manager, Solange Chaput Fabien, housewife, wife separate as to property of the said Raymond Fabien, and Joseph-Wilfrid Savard, orientation counsellor, all of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce de chaussures et d'articles en cuir, sous le nom de "Raymond Fabien Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3111, rue Ste-Catherine, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 13873-60)

R. Brouillette Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un janvier 1960, constituant en corporation: Rosaire Brouillette, commerçant, Louise Granito Brouillette, ménagère, épouse séparée de biens dudit Rosaire Brouillette, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Roland Allaire, comptable, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, réfrigération et chauffage, sous le nom de "R. Brouillette Inc.", avec un capital divisé en 100 actions sans valeur au pair, 200 actions privilégiées catégorie "A" d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 380 actions privilégiées catégorie "B" d'une valeur au pair de \$100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera d'au moins \$4,500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10249-60)

Realmont Builders Supply Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un janvier 1960, constituant en corporation: Irving Halperin, Daniel Morris, avocats, et Ernest Rashkovan, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous accessoires utilisés dans la construction, sous le nom de "Realmont Builders Supply Inc.", avec un capital total de \$1,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$10 chacune et 50 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5811 avenue du Parc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 16955-59)

Realty House Metropolitan Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize janvier 1960, constituant en corporation: Thomas Calder, avocat, John Francis Lewis, comptable agréé, et John Ogilvie McArthur,

To carry on a business dealing in shoes and leather articles under the name of "Raymond Fabien Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 3111 Ste-Catherine Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13873-60)

R. Brouillette Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of January, 1960, incorporating: Rosaire Brouillette, tradesman, Louise Granito Brouillette, housewife, wife separate as to property of the said Rosaire Brouillette, and duly authorized by him for these present purposes, and Roland Allaire, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "R. Brouillette Inc.", with a capital stock divided into 100 shares without par value, 200 preferred category "A" shares of a par value of \$10 each and into 380 preferred category "B" shares of a par value of \$100 each, and the amount with which the company shall start its operations shall be of at least \$4,500.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10249-60)

Realmont Builders Supply Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of January, 1960, incorporating: Irving Halperin, Daniel Morris, advocates, and Ernest Rashkovan, notary, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in all supplies used in building and construction, under the name of "Realmont Builders Supply Inc.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 50 common shares of \$10 each and 50 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 5811 Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16955-59)

Realty House Metropolitan Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of January, 1960, incorporating: Thomas Calder, advocate, John Francis Lewis, chartered accountant, and John Ogilvie McArthur, Real

thur, agent d'immeubles, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Realty House Metropolitan Corporation", avec un capital-actions divisé en 100 actions, sans valeur nominale ou au pair et 390 actions privilégiées de \$100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses activités sera de \$4,400.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 12328-58)

Rémillard, Johnson and Rémillard Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit août 1958, constituant en corporation: Joseph Edward O'Brien, de Belœil (Station), Marc-Charles Lapointe et Pierre Legrand de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et entrepreneurs généraux, sous le nom de "Rémillard, Johnson and Rémillard Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Belœil, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux février 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10184-60)

René Faucher Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize janvier 1960, constituant en corporation: Pierre Gaston, avocat, Paul-Émile Faucher et Léopold Gaston, notaires, tous de Lachine, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, sous le nom de "René Faucher Limitée", avec un capital total de \$60,000, divisé en 6,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Beaconsfield, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 16909-59)

Restaurant le Louvre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit janvier 1960, constituant en corporation: Philippe-H. Bessette, Laurent Bessette et J.-René Grenier, tous restaurateurs, de Saint-Jean, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de "Restaurant le Louvre Inc.", avec un

Estate Agent, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Realty House Metropolitan Corporation", with a capital stock divided into 100 shares having no nominal or par value and 390 preferred shares of \$100 each, and the amount with which the company will commence its operations will be \$4,400.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12328-58)

Rémillard, Johnson and Rémillard Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of August, 1958, incorporating: Joseph Edward O'Brien, of Belœil (Station), Marc-Charles Lapointe and Pierre Legrand, of Montreal, all Attorneys, for the following purposes:

To carry on business as builders and general contractors, under the name of "Rémillard, Johnson and Rémillard Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of \$1 each and 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Belœil, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10184-60)

René Faucher Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of January, 1960, incorporating: Pierre Gaston, advocate, Paul-Émile Faucher and Léopold Gaston, notaries, all of Lachine, for the following purposes:

To carry on a business as builders, under the name of "René Faucher Limitée", with a total capital stock of \$60,000, divided into 6,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Beaconsfield, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16909-59)

Restaurant le Louvre Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of January, 1960, incorporating: Philippe-H. Bessette, Laurent Bessette and J.-René Grenier, all restaurateurs, of Saint-John, for the following purposes:

To carry on a business as restaurateurs under the name of "Restaurant le Louvre Inc.", with

capital total de \$99,000, divisé en 490 actions communes de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 232, rue Richelieu, Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

a total capital stock of \$99,000, divided into 490 common shares of \$100 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 232 Richelieu Street, Saint-John, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53237 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10198-60)

Rex Plumbing & Heating Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit janvier 1960, constituant en corporation: Judah Lyon Wolofsky, avocat, Mona Debrofsky Brown, secrétaire, épouse séparée de biens de Max Brown, tous deux de Montréal, et George Irwin Harris, avocat, de Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs mécaniciens en plomberie, chauffage, aération, réfrigération et travaux connexes, sous le nom de "Rex Plumbing & Heating Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,200 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,800 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 407 rue McGill, chambre 604, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(A.G. 10198-60)

Rex Plumbing & Heating Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of January, 1960, incorporating: Judah Lyon Wolofsky, advocate, Mona Debrofsky Brown, secretary, wife separate as to property of Max Brown, both of Montreal, and George Irwin Harris, advocate, of Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of plumbing, heating, ventilation, refrigeration and allied mechanical contractors, under the name of "Rex Plumbing & Heating Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,200 common shares of \$10 each and 2,800 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 407 McGill Street, Room 604, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10309-60)

Richer Transport Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq janvier 1960, constituant en corporation: Bernard Richer, entrepreneur en excavation, Denise Groulx Richer, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Bernard Richer, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Jean Richer, contremaître, tous de Mont-Rolland, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de transport et agir comme constructeurs, sous le nom de "Richer Transport Ltée", avec un capital total de \$200,000, divisé en 10,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Rolland, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(A.G. 10309-60)

Richer Transport Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of January, 1960, incorporating: Bernard Richer, excavation contractor, Denise Groulx Richer, housewife, wife contractually separate as to property of the said Bernard Richer, and duly authorized by him for these presents, and Jean Richer, foreman, all of Mont-Rolland, for the following purposes:

To operate a transportation business and to carry on as builders, under the name of "Richer Transport Ltée", with a total capital stock of \$200,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$10 each and into 1,000 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Mont-Rolland, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16354-59)

Richford Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois février 1960, constituant en corporation: Joseph-Anaclet Mailloux, entrepreneur général, Jacqueline Carreau Mailloux, vice-présidente, épouse séparée de biens dudit Joseph-Anaclet

(A.G. 16354-59)

Richford Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of February 1960, incorporating: Joseph-Anaclet Mailloux, general contractor, Jacqueline Carreau Mailloux, vice-president, wife separate as to property of the said Joseph-Anaclet Mailloux,

Mailloux, et Ronald-E. Laviolette, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, sous le nom de "Richford Construction Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois février 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10064-60)

Riviera Fashions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept janvier 1960, constituant en corporation: David Rothenberg, d'Outremont, David Luterman, de Montréal, tous deux comptables agréés, et Frank Hubscher, avocat, de Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de vêtements, sous le nom de "Riviera Fashions Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1418, rue Bleury, Chambre 10, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10308-60)

Rivière des Prairies Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq janvier 1960, constituant en corporation: Fernand Beauregard, avocat, Hendrik Kooiman, commis, et Olga Pope, secrétaire, épouse séparée de biens de Ben Pope, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et agir comme constructeurs, sous le nom de "Rivière des Prairies Development Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions communes de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 60, rue St-Jacques, ouest, suite 102, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 12608-59)

Robert Choquette Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux février 1960, constituant en corporation: Robert Choquette, écrivain, Marguerite M. Choquette, ménagère, épouse séparée de biens dudit Robert Choquette, et Michel-R. Choquette, étudiant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

and Ronald-E. Laviolette, notary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders, under the name of "Richford Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of February, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10064-60)

Riviera Fashions Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of January, 1960, incorporating: David Rothenberg, of Outremont, David Luterman, of Montreal, both chartered accountants, and Frank Hubscher, advocate, of Côte St-Luc, for the following purposes:

To deal in all kinds of garments, under the name of "Riviera Fashions Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1418 Bleury Street, Room 10, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10308-60)

Rivière des Prairies Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of January, 1960 incorporating: Fernand Beauregard, lawyer, Hendrik Kooiman, clerk, and Olga Pope, secretary, wife separate as to property of Ben Pope, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in real estate and to act as builders, under the name of "Rivière des Prairies Development Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 60 St. James street, west, suite 102, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12608-59)

Robert Choquette Incorporé

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of February, 1960, incorporating: Robert Choquette, author, Marguerite M. Choquette, housewife, wife separate as to property of the said Robert Choquette, and Michel-R. Choquette, student, all of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'immeubles et faire affaires comme imprimeurs, éditeurs et publicitaires, sous le nom de "Robert Choquette Incorporé", avec un capital total de \$50,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux février 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10096-60)

Roger Bergeron Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize janvier 1960, constituant en corporation: Roger Bergeron, briqueteur, Roland Beaupré et Jean-Paul Lévêque, comptables, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de matériaux de construction, et agir comme constructeurs, sous le nom de "Roger Bergeron Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le treize janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10856-59)

Roméo Peloquin & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit décembre 1959, constituant en corporation: Roméo Peloquin, Fernand Peloquin, tous deux garagistes, et Mme Léa Gendreau, ménagère, épouse commune en biens dudit Fernand Peloquin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Douville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et agir comme garagistes, sous le nom de "Roméo Peloquin & Fils Ltée", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Douville, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10103-60)

Rosemount Decorators Supply Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1960, constituant en corporation: Fernand Beauregard, de Montréal, Alexander Biega, de Westmount, tous deux avocats, et Micheline Tabacman, secrétaire, fille majeure, d'Outremont, pour les objets suivants:

Faire le commerce de peintures et agir comme peintres-décorateurs, sous le nom de "Rose-

To carry on business dealing in real estate and as printers, editors, and publishers, under the name of "Robert Choquette Incorporé", with a total capital stock of \$50,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10096-60)

Roger Bergeron Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of January, 1960, incorporating: Roger Bergeron, bricklayer, Roland Beaupré and Jean-Paul Lévêque, accountants, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on a business dealing in building materials and to operate as builders, under the name of "Roger Bergeron Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16856-59)

Roméo Peloquin & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1959, incorporating: Roméo Peloquin, Fernand Peloquin, both garage-keepers, and Mrs. Léa Gendreau, housewife, wife common as to property of the said Fernand Peloquin, and duly authorized by him for these presents, all of Douville, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles and to act as garage-keepers, under the name "Roméo Peloquin & Fils Ltée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Douville, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10103-60)

Rosemount Decorators Supply Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1960, incorporating: Fernand Beauregard, of Montréal, Alexander Biega, of Westmount, both advocates, and Micheline Tabacman, secretary, fille majeure, of Outremont, for the following purposes:

To deal in paints and act as painting contractors, under the name of "Rosemount Decorators-

mount Decorators Supply Ltd.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10151-60)

Rothmar Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize janvier 1960, constituant en corporation: Frank Hubscher, avocat, de Côte-St-Luc, David Luterman, comptable agréé, et Inge Amrein, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger et exercer le commerce général de placements et immeubles, sous le nom de "Rothmar Investment Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1255 Carré Phillips, suite 510, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 16210-59)

Roy Soda Bar Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze janvier 1960, constituant en corporation: Gaston Roy, de Repentigny, J-Yvon Gingras, de Montréal-Nord, tous deux restaurateurs, et Yves Gauthier, notaire, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de "Roy Soda Bar Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 84, rue Notre-Dame, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10260-60)

Safeway Farm Equipment Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier février 1960, constituant en corporation: Sylvio Mélançon, dessinateur industriel, de Laval-des-Rapides, Adrien Racicot, gérant de ventes, et Jean-Guy Marcell, mécanicien, tous deux de St-Césaire, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de machineries et équipements de fermes, sous le nom de "Safeway Farm Equipment Co. Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 5,900 actions com-

Supply Ltd.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 150 common shares of \$100 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10151-60)

Rothmar Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of January, 1960, incorporating: Frank Hubscher, advocate, of Côte-St-Luc, David Luterman, chartered accountant, and Inge Amrein, secretary, spinster of the full age of majority, both of Montreal, for the following purposes:

To transact and carry on a general investment and realty business, under the name of "Rothmar Investment Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1255 Phillips Square, Suite 510, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16210-59)

Roy Soda Bar Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of January, 1960, incorporating: Gaston Roy, of Repentigny, J-Yvon Gingras, of Montreal-North, both restaurateurs, and Yves Gauthier, notary, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as restaurateurs under the name of "Roy Soda Bar Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 84 Notre-Dame Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10260-60)

Safeway Farm Equipment Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of February, 1960, incorporating: Sylvio Mélançon, industrial draughtsman, of Laval-des-Rapides, Adrien Racicot, sales manager, and Jean-Guy Marcell, mechanic, both of St-Césaire, for the following purposes:

To operate a business dealing in machines and farm implements under the name of "Safeway Farm Equipment Co. Ltd.", with a total capital stock of \$100,000 divided into 5,900 common

munés de \$10 chacune et en 4,100 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera chez M. Adrien Racicot, 860, rue des Érables, Saint-Césaire, comté de Rouville, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le premier février 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 16818-59)

Salomon Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf décembre 1959, constituant en corporation: Alex Raider, de Côte St-Luc, Harry J. Erdrich et Michael Rubinstein, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Salomon Holdings Inc.", avec un capital total de \$300,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune, 2,700 actions privilégiées, catégorie "A", d'une valeur au pair de \$100 chacune et 20,000 actions privilégiées, catégorie "B", d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Westmount, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 12072-59)

St. Chrysostome Gaz Propane Gas Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze janvier 1960, constituant en corporation: Roma Ouimet, plombier, Mme Alice Ouimet, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Roma Ouimet, et Simon Foisy, peintre, tous de St-Chrysostome, pour les objets suivants:

Commerce de gaz propane et des appareils servant à l'utilisation de tel gaz, sous le nom de "St. Chrysostome Gaz Propane Gas Inc.", avec un capital total de \$12,000, divisé en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Chrysostome, comté de Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10089-60)

St. George Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept janvier 1960, constituant en corporation: Bernard Gardner, de Rosemère, Gabriel Glazer, de Montréal, tous deux avocats, et Anne Zifkin,

shares of \$10 each and into 4,100 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Mr. Adrien Racicot, 860 des Érables Street, Saint-Césaire, county of Rouville, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16818-59)

Salomon Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of December, 1959, incorporating: Alex Raider, of Côte St-Luc, Harry J. Erdrich and Michael Rubinstein, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Salomon Holdings Inc.", with a total capital stock of \$300,000, divided into 2,000 common shares of the par value of \$5 each, 2,700 Class "A" preferred shares of a par value of \$100 each and 20,000 Class "B" preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Westmount, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12072-59)

St. Chrysostome Gaz Propane Gas Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1960 incorporating: Roma Ouimet, plumber, Mrs. Alice Ouimet, housewife, wife contractually separate as to property of the said Roma Ouimet, and Simon Foisy, painter, all of St-Chrysostome, for the following purposes:

To carry on a business dealing in propane gas and in apparatus for the use of this gas under the name of "St. Chrysostome Gaz Propane Gas Inc.", with a total capital stock of \$12,000, divided into 100 preferred shares of a par value of \$100 each and into 100 common shares of a par value of \$20 each.

The head office of the company will be at Saint-Chrysostome, county of Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10089-60)

St. George Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of January, 1960, incorporating: Bernard Gardner, of Rosemere, Gabriel Glazer, of Montreal, both advocates, and Anne Zifkin, secretary,

secrétaire, célibataire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "St. George Enterprises Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4711 avenue Dornal, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 13101-59)

Scierie Petite Nation Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze janvier 1960, constituant en corporation: Joseph Lacoste, commerçant, de St-André-Avellin, Maurice Dostaler, avocat, et Laurent Ouellette, optométriste, tous deux de Gatineau, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de bois, sous le nom de "Scierie Petite Nation Ltée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-André-Avellin, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10295-60)

Seaport Realities Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux janvier 1960, constituant en corporation: Harvey Crestohl, avocat, de Mount Royal, Donald W. Seal, avocat, et Abraham H. Crestohl, gérant, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Seaport Realities Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10179-60)

Société Lecta Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize janvier 1960, constituant en corporation: Gérard Daoust, Paul-E. Boyer, tous deux de Montréal, et Thomas Lalumière, de Rivière-des-Prairies, tous exploitants de taxis, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie de placements, sous le nom de "Société Lecta Inc.", avec un capital

spinster of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "St. George Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4711 Dornal Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13101-59)

Scierie Petite Nation Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1960 incorporating: Joseph Lacoste, tradesman, of St-André-Avellin, Maurice Dostaler, advocate, and Laurent Ouellette, optometrist, both of Gatineau, for the following purposes:

To carry on a business as lumber merchants under the name of "Scierie Petite Nation Ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint-André-Avellin, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10295-60)

Seaport Realities Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1960, incorporating: Harvey Crestohl, advocate, of Mount Royal, Donald W. Seal, advocate, and Abraham H. Crestohl, manager, both of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Seaport Realities Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10179-60)

Société Lecta Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of January, 1960, incorporating: Gérard Daoust, Paul-E. Boyer, both of Montreal, and Thomas Lalumière, of Rivière-des-Prairies, all taxis operators, for the following purposes:

To operate an investment company under the name of "Société Lecta Inc.", with a total capital

total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 780 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10182-60)

Specta-Color-Advertising Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze janvier 1960, constituant en corporation: Alphonse Lortie, marchand, Alphonse Arsenault, commis, et Jean-Guy Descombes, imprimeur, tous de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de publicité, sous le nom de "Specta-Color-Advertising Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10050-60)

Stylish Pants Contractors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre janvier 1960, constituant en corporation: Irving I. Finkelberg, d'Outremont, Alfred N. Segall et John L. Liberman, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et articles vestimentaires, sous le nom de "Stylish Pants Contractors Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10 ouest, rue Ontario, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10061-60)

Sun Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1960, constituant en corporation: Jacques Viau, de Lachine, Armand Poupard, de Mont Royal, tous deux avocats, et Jacqueline Matte, sténographe, célibataire, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Sun Development Corporation", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$10 chacune et 180 actions privilégiées de \$100 chacune.

stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and into 780 preferred shares of a par value of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10182-60)

Specta-Color-Advertising Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of January, 1960, incorporating: Alphonse Lortie, merchant, Alphonse Arsenault, clerk, and Jean-Guy Descombes, printer, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on business dealing in publicity, under the name "Specta-Color-Advertising Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10050-60)

Stylish Pants Contractors Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1960, incorporating: Irving I. Finkelberg, of Outremont, Alfred N. Segall and John L. Liberman, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To deal in clothing and wearing apparel, under the name of "Stylish Pants Contractors Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 300 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 10 Ontario Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10061-60)

Sun Development Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1960, incorporating: Jacques Viau, of Lachine, Armand Poupard, of Mount Royal, both advocates, and Jacqueline Matte, stenographer, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Sun Development Corporation", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$10 each and 180 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10364-60)

Tait Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept janvier 1960, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat, John Hamilton, secrétaire, tous deux de Montréal, et Harry Aronovitch, avocat, de Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Tait Realities Inc.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 639 boul. Graham, Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10334-60)

Technos Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq janvier 1960, constituant en corporation: Kalman Samuels, avocat, Stella Samuels, épouse séparée de biens dudit Kalman Samuels, du Bureau de la Colombie Britannique, tous deux de Montréal, et Dan Goldberg, comptable agréé, de Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Promouvoir, vendre, faire connaître, distribuer ou introduire aucun et tous procédés, produits, méthodes, inventions et articles d'industrie ou de commerce de toute sorte et genre relatif au génie ou tous droits ou intérêts en ic eux ou s'y rapportant; et s'occuper des commandes à commission, ou autrement faire le commerce, passer des contrats ou autrement acquérir, faire connaître, introduire, distribuer, acheter, vendre ou autrement disposer d'aucun des précédents pour soi-même, pour tout autre ou tous autres, sous le nom de "Technos Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 160 actions ordinaires de \$100 chacune et 240 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10032-60)

The Greek Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente décembre 1959, constituant en corporation: Max M. Teitelbaum, Maxwell Shenker, Isidore Buller, tous trois avocats, et Albert Liddell, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10364-60)

Tait Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of January, 1960, incorporating: Samuel Chait, advocate, John Hamilton, secretary, both of Montreal, and Harry Aronovitch, advocate, of Côte St-Luc, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Tait Realities Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 639 Graham Blvd., Mount Royal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10334-60)

Technos Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of January, 1960, incorporating: Kalman Samuels, advocate, Stella Samuels, wife separate as to property of the said Kalman Samuels, of the Bar of British Columbia, both of Montreal, and Dan Goldberg, chartered accountant, of Côte St-Luc, for the following purposes:

To promote, sell, advertise, distribute or introduce any and all processes, products, methods, inventions and subjects of trade or commerce of every kind and nature related to engineering or any rights or interests therein and thereto; and to handle on commission or otherwise deal in, contract for or otherwise acquire, advertise promote, introduce, distribute, buy sell or otherwise dispose of, for itself or for any other or others, any of the aforesaid, under the name of "Technos Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 160 common shares of \$100 each and 240 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10032-60)

The Greek Restaurant Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1959, incorporating: Max M. Teitelbaum, Maxwell Shenker, Isidore Buller, all there advocates, and Albert Liddell, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

Exercer un commerce de restaurant, sous le nom de "The Greek Restaurant Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1424, boul. St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10324-60)

The Kiltie Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six janvier 1960, constituant en corporation: Gérard Lafrance, Jean Rouillard, avocats, et Robert Dupras, inspecteur d'assurance, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et agir comme quincaillier, sous le nom de "The Kiltie Co. Ltd.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune et en 250 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lennoxville, comté de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10267-60)

**The Upward Trail Camp,
The United Church of Canada**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt janvier 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Wilfrid H. Spearman, retraité, James Hamnett, imprimeur, L. Foisy Foley, missionnaire laïc, Rev. Dewitt Scott, ministre du culte, tous quatre de Montréal, Robert E. J. Layton, ingénieur professionnel, du village de Hudson Heights, E. Walter Judge, vendeur, Robert E. Wilkinson, professeur, Roy Connelly, instructeur-surveillant, tous trois de Pointe-Claire, Rev. H. Corry Martin, ministre du culte, Victor T. Godbeer, gérant, tous deux de Dorval, Edward G. Jones, représentant d'union, de Verdun, Ainslie J. Young, acheteur de temps de radio et télévision, de Roxboro, George R. Logan, gérant d'assurances, de Lachine, Rev. John L. Shearman, ministre de culte du village de Hudson, Rev. William Morris, ministre du culte, William R. Abbott, administrateur, tous deux de Westmount, J. Roger Flumerfelt, gérant de district, de Mont Royal, et William T. Stevens, comptable surveillant, de Montréal-Ouest, pour les objets suivants:

Diriger un camp religieux pour garçons et former des dirigeants pour travaux de garçons dans l'Église Unie du Canada, sous le nom "The Upward Trail Camp, The United Church of Canada".

Le montant auquel est limité le revenu annuel des propriétés que la corporation peut posséder est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

To carry on the business of a restaurant, under the name of "The Greek Restaurant Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1424 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10324-60)

The Kiltie Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of January, 1960, incorporating: Gérard Lafrance, Jean Rouillard, lawyers, and Robert Dupras, insurance inspector, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business dealing in real estate and to act as hardware dealers, under the name "The Kiltie Co. Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 2,500 preferred shares of \$10 each and 250 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Lennoxville, county of Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10267-60)

**The Upward Trail Camp,
The United Church of Canada**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Wilfrid H. Spearman, retired, James Hamnett, printer, L. Foisy Foley, lay missionary, Rev. Dewitt Scott, clergyman, all four of Montreal, Robert E. J. Layton, professional engineer, of the village of Hudson Heights, E. Walter Judge, salesman, Robert E. Wilkinson, teacher, Roy Connelly, supervisor-training, all three of Pointe-Claire, Rev. H. Corry Martin, minister of religion, Victor T. Godbeer, manager, both of Dorval, Edward G. Jones, union representative, of Verdun, Ainslie J. Young, radio-T.V. timebuyer, of Roxboro, George R. Logan, underwriting manager, of Lachine, Rev. John L. Shearman, minister of religion, of the village of Hudson, Rev. William Morris, minister of religion, William R. Abbott, executive, both of Westmount, J. Roger Flumerfelt, district manager, of Mount Royal, and William T. Stevens, accounting supervisor, of Montreal West, for the following purposes:

To operate a religious camp for boys and to train leaders for boys' work of the United Church of Canada, under the name of "The Upward Trail Camp, The United Church of Canada".

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10052-60)

Thomas Fecteau & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept janvier 1960, constituant en corporation: Thomas Fecteau, entrepreneur, Roger Fecteau, commis, et Louise Fecteau Labonté, veuve, sans profession, tous de Thetford-Mines, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, sous le nom de "Thomas Fecteau & Fils Ltée", avec un capital total de \$75,000, divisé en 500 actions communes de \$50 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Thetford-Mines, district judiciaire de Mégantic.

Daté du bureau du Procureur général, le sept janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10290-60)

Three Up Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux janvier 1960, constituant en corporation: Nathan Levitsky, avocat, de Mont-Royal, Arthur Garvis, étudiant en droit, et Carol Jones, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Three Up Investments Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10292-60)

Tulip Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux janvier 1960, constituant en corporation: Neil Phillips, avocat, Yvonne Bélanger et Sylvia Vineberg, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Tulip Investment Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10052-60)

Thomas Fecteau & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of January, 1960, incorporating: Thomas Fecteau, contractor, Roger Fecteau, clerk, and Louise Fecteau Labonté, widow, without profession, all of Thetford-Mines, for the following purposes:

To carry on a business as builders under the name of "Thomas Fecteau & Fils Ltée", with a total capital stock of \$75,000, divided into 500 common shares of \$50 each, and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Thetford-Mines, judicial district of Mégantic.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10290-60)

Three Up Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1960, incorporating: Nathan Levitsky, attorney, of Mount Royal, Arthur Garvis, law-student, and Carol Jones, secretary, fille majeure, both of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate company, under the name of "Three Up Investments Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10292-60)

Tulip Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1960, incorporating: Neil Phillips, advocate, Yvonne Bélanger and Sylvia Vineberg, secretaries, filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Tulip Investment Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10333-60)

University Dining House Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq janvier 1960, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, Edward H. Bernfeld et Jack B. Bobrove, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de "University Dining House Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(A.G. 10333-60)

University Dining House Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of January, 1960, incorporating: Isidore M. Bobrove, Edward H. Bernfeld and Jack B. Bobrove, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "University Dining House Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10101-60)

Vilbert Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1960, constituant en corporation: Jacques Guérin, avocat, de Beaconsfield, Bernard Taillefer, avocat, et Gaëtane Richer, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, sous le nom de "Vilbert Limitée", avec un capital total de \$70,000, divisé en 4,000 actions communes de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rigaud, comté de Vaudreuil, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(A.G. 10101-60)

Vilbert Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1960, incorporating: Jacques Guérin, advocate, of Beaconsfield, Bernard Taillefer, advocate, and Gaëtane Richer, secretary, of full age, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as builders under the name of "Vilbert Limitée", with a total capital stock of \$70,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rigaud, county of Vaudreuil, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10288-60)

Villa Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux janvier 1960, constituant en corporation: Nathan Levitsky, avocat, de Mount-Royal, Arthur Garvis, étudiant en droit, et Carol Jones, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Villa Development Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(A.G. 10288-60)

Villa Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1960, incorporating: Nathan Levitsky, Attorney, of Mount Royal, Arthur Garvis, law-student, and Carol Jones, secretary, spinster, both of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Villa Development Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10107-60)

Vinco Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 10107-60)

Vinco Development Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre janvier 1960, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat, d'Outremont, Huguette St-Marseille, secrétaire, fille majeure, de l'Île Perrot, Marc Beaudoin, étudiant en droit, Danièle Petit, secrétaire, et Mercedes Bouchard, réceptionniste, toutes deux filles majeures, toutes trois de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Vinceo Development Corporation", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 90 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 16812-59)

V. Lacasse Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un janvier 1960, constituant en corporation: Vilbon Lacasse, industriel, Marcel Vian, comptable, et Marcel Bastien, comptable agréé, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et agir comme garagistes, sous le nom de "V. Lacasse Ltée", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 10074-60)

Waga Realty Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1960, constituant en corporation: Max Wagner, fabricant, Émile Brien et Philippe Mercil, opérateurs, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Waga Realty Co.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10085-60)

Walker Manufacturing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze janvier 1960, constituant en corporation: Manuel Shacter, avocat, de Dorval, William

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1960, incorporating: Louis Orenstein, advocate, of Outremont, Huguette St-Marseille, secretary, fille majeure, of Ile-Perrot, Marc Beaudoin, student-at-law, Danièle Petit, secretary, and Mercedes Bouchard, receptionist, both filles majeures, all three of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Vinceo Development Corporation", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 90 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16812-59)

V. Lacasse Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of January, 1960, incorporating: Vilbon Lacasse, industrialist, Marcel Vian, accountant, and Marcel Bastien, chartered accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in automobiles and to operate as garagemen, under the name of "V. Lacasse Ltée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10074-60)

Waga Realty Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1960, incorporating: Max Wagner, manufacturer, Émile Brien and Philippe Mercil, operators, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Waga Realty Co.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10085-60)

Walker Manufacturing Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1960, incorporating: Manuel Shacter, advocate, of Dorval, William Levitt,

Levitt, avocat, et Asher Kahn, étudiant en droit, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et articles vestimentaires sous le nom de "Walker Manufacturing Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 36,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10286-60)

**Walsh — Quebec —
Construction Company Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un janvier 1960, constituant en corporation: A. H. Graham Gould, avocat, de Westmount, Dorothy Keery, comptable et secrétaire, célibataire, de St-Eustache-sur-le-Lac, Évariste Lavoie, comptable, Suzanne Duchesnay et Simonne Basque, toutes deux secrétaires, célibataires, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de construction, sous le nom de "Walsh — Quebec — Construction Company Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 16811-59)

Wardellen Dress Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize décembre 1959, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, conseil en loi de la Reine, de Westmount, Benjamin J. Greenberg, de Côte-St-Luc, tous deux avocats, Pamela Williamson, de Verdun, et Gabrielle Martin, de Châteauguay, toutes deux secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire le commerce de robes et autres articles vestimentaires, sous le nom de "Wardellen Dress Co. Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 16594-59)

Warwick Potato Chips Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze janvier 1960, constituant en corpora-

advocate, and Asher Kahn, law-student, both of Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing and wearing apparel, under the name of "Walker Manufacturing Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common share of \$1 each and 36,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10286-60)

**Walsh — Quebec —
Construction Company Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of January, 1960, incorporating: A. H. Graham Gould, advocate, of Westmount, Dorothy Keery, accountant and secretary, spinster, of St-Eustache-sur-le-Lac, Évariste Lavoie, accountant, Suzanne Duchesnay and Simonne Basque, both secretaries, spinsters, all three of Montreal, for the following purposes:

To act as a construction company, under the name of "Walsh — Quebec — Construction Company Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint-Lambert, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16811-59)

Wardellen Dress Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1959, incorporating: Louis H. Rohrlick, Queen's Counsel, of Westmount, Benjamin J. Greenberg, of Côte-St-Luc, both advocates, Pamela Williamson, of Verdun, and Gabrielle Martin, of Châteauguay, both secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To deal in dresses and other wearing apparel, under the name of "Wardellen Dress Co. Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16594-59)

Warwick Potato Chips Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1960, incorporating: Louis

tion: Louis Jalbert, industriel, des Trois-Rivières, Henri Nadeau, marchand, Raymond Darveau, gérant, Paul Jalbert, industriel, et Monique Robitaille Jalbert, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Paul Jalbert, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous quatre de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits alimentaires et spécialement de pommes de terre frites (Potato Chips), sous le nom de "Warwick Potato Chips Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 226, rue Christophe-Colomb, est, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

(P.G. 17004-59)

Weider Sports Equipment Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente décembre 1959, constituant en corporation: Ben Weider, marchand, David Joshua, gérant, et Huguette Weider, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Ben Weider, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'accessoires pour jeux athlétiques, sous le nom de "Weider Sports Equipment Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10238-60)

West Shore Development Corp. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt janvier, 1960, constituant en corporation: Luc Geoffroy, de Chambly, Robert Dulude, de Dorion, Robert-Y. Lanthier, de Ste-Rose, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, placements et construction, sous le nom de "West Shore Development Corp. Ltd.", avec un capital-actions, divisé en 100 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses activités sera de \$500.

Le siège social de la compagnie sera 1411 rue Crescent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

Jalbert, industrialist, of Trois-Rivières, Henri Nadeau, merchant, Raymond Darveau, manager, Paul Jalbert, industrialist, and Monique Robitaille Jalbert, housewife, wife contractually separate as to property of the said Paul Jalbert, and duly authorized by him for these presents, all four of Quebec, for the following purposes:

To carry on a business dealing in food products and especially potato chips under the name of "Warwick Potato Chips Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of a par value of \$100 each and into 100 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 226 Christophe-Colomb Street, East, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 17004-59)

Weider Sports Equipment Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1959, incorporating: Ben Weider, merchant, David Joshua, manager, and Huguette Weider, Housewife, wife contractually separate as to property of the said Ben Weider, and duly authorized by him for the purpose of these presents, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in athletic equipment, under the name of "Weider Sports Equipment Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10238-60)

West Shore Development Corp. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1960, incorporating: Luc Geoffroy, of Chambly, Robert Dulude, of Dorion, and Robert-Y. Lanthier, of Ste-Rose, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, investment and construction company, under the name of "West Shore Development Corp. Ltd.", with a capital stock divided into 100 shares having no nominal or par value, and the amount with which the company will commence its operations will be \$500.

The head office of the company will be at 1411 Crescent Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16895-59)

Westword Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un décembre 1959, constituant en corporation: Boris Garmaise, avocat, Frank Kishner, comptable, et Honoria Sharpe, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, fabriqués de cuir, caoutchoux, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux, et faire le commerce de mercerie, produits alimentaires animaux, minéraux, pierres précieuses, boissons gazeuses, livres et revues périodiques, peintures, oeuvres d'art, produits chimériques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette et parfums, sous le nom de "Westword Industries Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un décembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(A.G. 16895-59)

Westword Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of December, 1959, incorporating: Boris Garmaise, advocate, Frank Kishner, accountant, and Honoria Sharpe, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, made of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass, and by-products of same, and to deal in haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, under the name of "Westword Industries Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of December, 1959.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10222-60)

Wise Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze janvier 1960, constituant en corporation: Louis Feigenbaum, avocat, Morris Shuter, gérant de bureau, tous deux de St-Laurent, et Hyman Solomon, avocat, de Mont-Royal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et portefeuille, sous le nom de "Wise Investments Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 350 actions ordinaires de \$100 chacune et 500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(A.G. 10222-60)

Wise Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of January, 1960, incorporating: Louis Feigenbaum, advocate, Morris Shuter, office manager, both of St-Laurent, and Hyman Solomon, advocate, of Mount Royal, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Wise Investments Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 350 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10403-60)

Woolshire Investment Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept janvier 1960, constituant en corporation: Emmanuel Cooke, Joseph H. Freedman, avocat, Jack Roness, fourreur, et Nona Reicher, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une corporation de portefeuille et de placements, sous le nom de "Woolshire Investment Co. Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 800 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 10403-60)

Woolshire Investment Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of January, 1960, incorporating: Emmanuel Cooke, Joseph H. Freedman, advocates, Jack Roness, furrier, and Nona Reicher, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Woolshire Investment Co. Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 2,000 common shares of \$1 each and 800 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

(P.G. 10142-60)

Zelka Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze janvier 1960, constituant en corporation: Irving L. Adessky, Melvin Salmon, Charles Brownstein et Moses Moscovitch, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Zelka Investment Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10142-60)

Zelka Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1960, incorporating: Irving L. Adessky, Melvin Salmon, Charles Brownstein and Moses Moscovitch, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Zelka Investment Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1960.

P. FRENETTE,
53297-o Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 10375-60)

Fleetwood Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du onze février 1960, à la compagnie "Electrical Products Mfg. Co. Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 19 novembre 1945, changeant son nom en celui de "Fleetwood Corporation".

Daté du bureau du Procureur général, le onze février 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,
53297-o P. FRENETTE.

Supplementary Letters Patent

(A.G. 10375-60)

Fleetwood Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the eleventh day of February, 1960, to the company "Electrical Products Mfg. Co. Limited", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent bearing date the nineteenth day of November, 1945, changing its name to "Fleetwood Corporation".

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of February, 1960.

P. FRENETTE,
53297 Acting Deputy Attorney General.

**Commission
du Salaire Minimum**

AVIS

Ordonnances 4, 39, 40, 41

Commission du Salaire Minimum

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de l'article 22 de la Loi du Salaire Minimum (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 164), que les ordonnances suivantes, renouvelant les ordonnances numéros 4, 39, 40 et 41, adoptées par la Commission du Salaire Minimum en date du 24 février 1960, ont été approuvées par l'arrêté-en-conseil numéro 318 du 9 mars 1960.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 19 mars 1960. 53333-o

**Minimum Wage
Commission**

NOTICE

Ordinances 4, 39, 40, 41

Minimum Wage Commission

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of Section 22 of the Minimum Wage Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 164), that the following ordinances, renewing ordinances Nos. 4, 39, 40 and 41, adopted by the Minimum Wage Commission on February 24, 1960 have been approved by Order-in-Council number 318 of March 9, 1960.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 19, 1960. 53333-o

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 4, 1960

Ordonnance générale

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164 et amendements),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance, ce qui suit:

Première partie

Champ d'application

1. *Désignation:* La présente ordonnance est désignée sous le nom de Ordonnance N° 4, 1960.

2. *Salariés régis:* La présente ordonnance régit les salariés auxquels s'applique la Loi du salaire minimum et leurs employeurs, sauf les salariés mentionnés à l'article suivant:

3. *Salariés non régis:* La présente ordonnance ne régit pas les salariés suivants:

a) Les salariés régis par une autre ordonnance, présente ou future, ainsi que ceux qui sont exemptés totalement ou partiellement de ses dispositions;

b) Les étudiants inscrits comme élèves d'une faculté universitaire ou d'une école supérieure;

c) Les aveugles travaillant dans des établissements où ils constituent la majorité des salariés;

d) Les salariés embauchés d'urgence pour le travail de prévention ou de lutte contre les incendies en forêt;

e) Le conjoint de l'employeur;

f) Les membres du clergé et ceux d'un institut religieux;

g) Les salariés des fabriques, corporations, syndicats ou ministres détenant des édifices affectés à un culte religieux, ainsi que les salariés des syndicats pour la construction d'église;

h) Les salariés des institutions religieuses, maisons d'enseignement, communautés, séminaires, collèges, couvents, patronages, presbytères, hospices, orphelinats, refuges, maisons de charité et établissements publics de bienfaisance;

i) Les salariés des entreprises de transmission de messages téléphoniques situées dans la zone II, ayant moins de 300 abonnés;

j) Les personnes libres de travailler à leur gré, payées sur une base quelconque et travaillant en dehors de l'établissement d'un employeur sans que ce dernier n'exerce de contrôle sur leur temps de travail.

Deuxième partie

Dispositions générales

Définitions

4. *Heures de travail:* On désigne comme heures de travail à être rémunérées non seulement les heures ou fractions d'heure où en fait un salarié travaille, mais encore celles où il est à la disposition de son employeur et obligé d'être présent, ainsi que le temps où, appelé pour une certaine heure, il attend qu'on lui donne du travail. Toutefois le temps mis à la disposition du salarié pour prendre ses repas ou durant lequel il est entendu que ses services ne sont pas requis, n'est pas compté comme heures de travail.

5. *Période de travail:* L'expression "période de travail" désigne la période de temps pour laquelle le salaire minimum doit être établi et payé.

La période de travail pour les salariés régis par la présente ordonnance est la semaine.

6. *Semaine:* L'expression "semaine" désigne une semaine de calendrier ou une période de sept

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 4, 1960

General Ordinance

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164 and amendments),

Orders and decrees by the present Ordinance, the following:

Part One

Application

1. *Designation:* The present Ordinance is designated by the name of Ordinance No. 4, 1960.

2. *Employees governed:* The present Ordinance governs the employees to whom the Minimum Wage Act applies and their employers, except the employees mentioned in the following section.

3. *Employees not governed:* The present Ordinance does not govern the following employees:

a) Employees governed by another ordinance, actual or future, as also those who are totally or partially exempted from the application of its provisions;

b) University or superior school students;

c) Blind persons working in establishments where they constitute the majority of employees;

d) Employees summoned, in case of emergency, for preventing or fighting forest fires;

e) The employer's consort;

f) Members of the clergy and of a religious institute;

g) Employees of fabrics, corporations, trustees or ministers owning buildings devoted to religious workshop, as well as employees of trustees for the construction of churches;

h) Employees of religious institutions, teaching establishments, communities, seminaries, colleges, convents, patronages, presbyteries, homes, orphanages, refuges, charitable homes and public benevolent establishments;

i) Employees of services for the transmission of telephonic messages situated in zone II, having less than 300 subscribers;

j) Persons who, being free to work as they choose, and paid on any basis whatever, are working outside their employer's establishment and beyond such employer's control over their time of work.

Part Two

General provisions

Definitions

4. *Hours of work:* Are designated as hours of work to be paid for, not only the hours or fractions of an hour during which an employee is effectively working, but those during which he is at his employer's disposal and has to be present, as well as the time spent waiting when called to work for a given hour. However, the time left at an employee's disposal for his meals or the time during which it is understood that his services are not required is not counted as hours of work.

5. *Period of work:* The expression "period of work" means the period of time for which the minimum wage must be established and paid.

The period of work of employees governed by the present Ordinance is the week.

6. *Week:* The expression "week" means a calendar week or a period of seven days esta-

jours établie comme semaine de paie s'étendant de minuit un jour donné à la fin du septième jour suivant.

7. *Semaine normale*: L'expression "semaine normale" désigne le nombre d'heures de travail en une semaine au delà duquel le temps de travail doit être payé à taux majoré.

8. *Construction d'immeubles*: L'expression "construction d'immeubles" désigne l'édification, la transformation, la démolition, l'aménagement et la réparation d'édifices et de travaux de génie, ce qui comprend tous les ouvrages dont normalement l'exécution est dirigée ou surveillée par un architecte ou un ingénieur professionnel.

Zones

9. *Zones*: La province de Québec, pour les fins de la présente ordonnance, est divisée en deux zones composées tel que ci-après déterminé.

10. *Zone I*: La zone I comprend la région économique métropolitaine de Montréal, soit la région N° 7 telle que cartographiée et publiée par le ministère de l'Industrie et du Commerce. Cette zone comprend l'île de Montréal, l'île Jésus, l'île Bizard et le comté de Chambly.

11. *Zone II*: La zone II comprend le reste de la province.

Détermination des taux minimaux de salaire

12. *Taux de la zone*: Le salarié a droit au taux minimum de salaire fixé pour la zone où il exécute son travail.

13. *Semaine normale*: Le salarié, pour chaque période de travail, a comme semaine normale celle fixée pour l'occupation qu'il remplit généralement durant telle période.

• Paiement de salaire

14. *Paiement sous enveloppe*: Le salaire, lorsque payé en deniers, doit être remis au salarié sous enveloppe cachetée.

15. *Bulletin de paie*: Tout salarié doit recevoir avec sa paie un bulletin contenant les renseignements suivants:

- Ses nom et prénoms;
- La période de paie;
- Le total de ses heures de travail et son surtemps indiqué séparément;
- Le taux de son salaire;
- Le salaire gagné;
- Le montant des déductions; et
- Le montant à lui remis.

La mention prévue au paragraphe "c" n'est pas obligatoire pour le salarié rémunéré sur une base fixe de salaire hebdomadaire, mensuel ou annuel et recevant par semaine, même quand il ne travaille pas une semaine complète, un salaire d'au moins \$60.00 dans la zone I et \$55.00 dans la zone II.

16. *Retenues sur salaire*: Nulle retenue ne peut être faite sur le salaire minimum payable à un salarié, sauf celles imposées par une disposition législative et celles décrétées par ordre d'un tribunal.

17. *Pourboire*: Le pourboire, quelque forme qu'il prenne, est la propriété exclusive du salarié; l'employeur ne peut le retenir ni s'en servir comme partie du salaire à payer, même avec le consentement du salarié.

Règlements

18. *Système d'enregistrement de travail*: L'employeur professionnel doit tenir un système d'enregistrement où sont indiqués à l'encre, au crayon indélébile, par impression ou par perforation, pour chaque période de travail et pour chaque salarié à son emploi:

blished as a pay week extending from midnight on a given day to the end of the seventh consecutive day.

7. *Regular workweek*: The expression "regular workweek" means the number of hours of work in one week beyond which any time worked must be paid for at an increased rate.

8. *Building construction work*: The expression "building construction work" means the erection, alteration, demolition, remodelling or repair of buildings and of engineering works, i.e., all works normally executed under the control or supervision of an architect or a professional engineer.

Zones

9. *Zones*: For the purposes of the present Ordinance, the Province of Quebec is divided into two zones as hereinafter determined.

10. *Zone I*: Zone I comprises the Montreal Metropolitan Economic Region, that is region No. 7 as mapped and published by the Department of Trade and Commerce. Are included in this zone the Island of Montreal, Ile Jesus, Ile Bizard and the county of Chambly.

11. *Zone II*: Zone II comprises the remainder of the Province.

Determination of minimum wage rates

12. *Rates according to zone*: Every employee is entitled to the minimum wage rate fixed according to the zone in which he works.

13. *Regular workweek*: The regular workweek of every employee, for each period of work, is the one fixed according to the occupation at which he is habitually occupied during such period.

Payment of wages

14. *Payment in envelope*: The salary, where paid in currency, must be given to the employee in a sealed envelope.

15. *Pay statement*: Every employee must receive with his pay a statement showing:

- His name and surname;
- The pay period;
- The total number of his hours of work and his overtime shown separately;
- His wage rate;
- The wages earned;
- The amount of deductions; and
- His take-home pay.

Subsection "c" is not obligatory for the employee paid on a fixed weekly, monthly or yearly wage basis, and receiving even when not working a full week, a weekly wage of at least \$60.00 in zone I and \$55.00 in zone II.

16. *Deductions from wages*: No amount can be deducted from the minimum wage payable to an employee except the deductions imposed by an Act or a court order.

17. *Tips*: Tips of any kind whatsoever are the exclusive property of the employee and the employer is not allowed to retain them or to consider them as part of the wages to be paid, even with the employee's consent.

By-laws

18. *Recording of work*: A professional employer must keep, for each period of work and for each employee in his employ, records in which shall be recorded in ink or with an indelible pencil or by printing of perforation:

- a) Ses nom, prénoms et adresse;
- b) Son occupation;
- c) Sa date d'entrée au service de l'employeur;
- d) La période de paie;
- e) l'heure précise à laquelle, chaque jour son travail a commencé et s'est terminé;
- f) Le total de ses heures de travail;
- g) Son surtemps;
- h) Le taux de son salaire;
- i) Le salaire gagné;
- j) Les déductions faites;
- k) Le montant remis au salarié;
- l) Les renseignements dont la mention est exigée par l'ordonnance N° 3, 1957 pour les salariés visés par cette dernière; et
- m) Tous autres renseignements exigés par ordonnance ou règlement de la Commission.

Les mentions prévues aux paragraphes, "e", "f" et "g" ne sont pas obligatoires pour le salarié rémunéré sur une base fixe de salaire hebdomadaire, mensuel, ou annuel, et recevant par semaine, même quand il ne travaille pas une semaine complète, un salaire d'au moins \$60.00 dans la zone I et \$55.00 dans la zone II.

19. *Lieu de la tenue et de la conservation du système d'enregistrement:* Le système d'enregistrement doit être tenu en la province, à l'établissement de l'employeur.

Dans le cas de multiples établissements, ce système doit être tenu à chaque établissement pour les salariés en relevant.

Le système se rapportant à une année doit y être conservé durant une période de six ans.

20. *Rapport écrit:* L'employeur professionnel doit transmettre à la Commission, sur demande, un rapport écrit donnant les renseignements qui, tel que ci-haut décrété, doivent être consignés au système d'enregistrement.

21. *Affichage:* L'employeur professionnel doit afficher et tenir affichés à la vue de ses salariés, tous règlements, résolutions, ordonnances ou documents qui lui sont transmis à cette fin par la Commission.

Troisième partie

Taux minima de salaire et avantages spéciaux

Taux minima de salaire

22. *Salaire minimum:* Quels que soient le mode d'emploi (au temps, à la pièce ou autrement) et le lieu du travail, le salaire minimum auquel ont droit les salariés régis par la présente ordonnance pour leurs heures de travail en chaque période de travail, est celui fixé en la présente partie.

23. *Taux minima de salaire:* Les salariés régis par la présente ordonnance ont droit, suivant leur occupation, aux taux horaires minima de salaire qui suivent:

	<i>Zones</i>	
	I	II
a) Tous salariés sauf ceux ci-après énumérés.....	70c	64c
b) Salariés à la pièce, leurs premiers six mois d'emploi.....	56c	52c

24. *Garçons de bureau, messagers, planteurs de quilles et cirleurs de chaussures:* Les garçons de bureau, messagers, planteurs de quilles et cirleurs de chaussures ont droit aux taux horaires minima de salaire suivants: 56c dans la zone I et 52c dans la zone II.

25. *Surveillants logés:* Les salariés préposés à la surveillance constante de l'établissement de leur employeur et logés gratuitement sur les lieux

- a) His name, surname and address;
- b) His occupation;
- c) The date of his entrance into the service of such employer;
- d) His pay period;
- e) The precise hour at which his work was begun and finished each day;
- f) The total number of his hours of work;
- g) His overtime;
- h) His wage rate;
- i) The wages earned;
- j) The deductions made;
- k) His take-home pay;
- l) All the particulars the recording of which is required by Ordinance No. 3, 1957 as regards the employees contemplated by same; and
- m) All other particulars required by ordinance or by-law of the Commission.

Subsections "e", "f" and "g" are not obligatory for the employee paid on a fixed weekly, monthly or yearly wage basis and receiving even when not working a full week, a weekly wage of at least \$60.00 in zone I and \$55.00 in zone II.

19. *Where records must be kept and preserved:* Records must be kept in the Province, at the employer's establishment.

In case of several establishments, such records of the employees of the establishment must be kept in each establishment to which said employees are responsible.

The records relating to one year must be therein preserved and retained for six years.

20. *Written report:* A professional employer must upon request, furnish the Commission with a written report containing, as hereinabove prescribed, the particulars to be kept on record.

21. *Posting:* A professional employer must post and keep posted in a conspicuous place any by-law, resolution, ordinance or document furnished for such purpose by the Commission.

Part Three

Minimum wage rates and special benefits

Minimum wage rates

22. *Minimum wage:* Whatever be the basis of employment (by the time, on piece-work or otherwise) and the place of work, the minimum wage to which employees governed by the present Ordinance are entitled, for their hours of work during each period of work is the one fixed in the present part.

23. *Minimum wage rates:* Employees governed by the present Ordinance are entitled, according to their occupation, to the following hourly minimum wage rates:

	<i>Zones</i>	
	I	II
a) All employees except those hereinafter mentioned.....	70c	64c
b) Piecework employees, their first six months of employment.....	56c	52c

24. *Office boys, messengers, pin boys and bootblacks:* Office boys, messengers, pin boys and bootblacks are entitled to the following hourly minimum wage rates: 56c in zone I and 52c in zone II.

25. *Caretakers with lodgings furnished:* Caretakers continuously supervising their employer's establishment who are provided with free lodgings

mêmes, ont droit à un salaire minimum hebdomadaire de \$40.00 dans la zone I et \$35.00 dans la zone II.

26. *Minimum de 3 heures:* Le salarié régi par la présente ordonnance appelé à travailler moins longtemps que la journée régulière a droit à au moins trois heures de salaire au taux minimum, à moins qu'il n'ait refusé de faire le travail demandé.

Semaine normale

27. *Semaine normale:* La semaine normale de travail des salariés régis par la présente ordonnance est de quarante-huit heures.

28. *Semaine normale — Exceptions: Salariés des entreprises et établissements sans semaine normale:* Les établissements de pêche des districts électoraux des Îles de la Madeleine, de Saguenay, Matane, Gaspé-Nord, Gaspé-Sud et Bonaventure, ainsi que les établissements s'y trouvant où l'on apprête, conserve, fume, transforme ou met en conserve le poisson, les mollusques, les crustacés et tous autres fruits de mer et les salariés occupés à l'apprêtage du poisson sur les grèves, dans les neigères ou les entrepôts frigorifiques;

Les salariés surnuméraires des conserveries;

Les surveillants logés;

Les gardiens;

Les salariés qui extraient la tourbe dans le champ.

Surtemps et paiement du surtemps

29. *Surtemps:* Tout temps de travail en heures ou en fractions d'heure fait par un salarié régi par la présente ordonnance en sus du nombre d'heures fixé pour sa semaine normale est du surtemps.

30. *Paiement du surtemps:* Le salarié régi par la présente ordonnance a droit pour son surtemps au taux minimum fixé pour son occupation par la présente ordonnance augmenté de sa moitié.

Toutefois ledit salarié rémunéré sur une base fixe de salaire hebdomadaire, mensuel ou annuel et recevant par semaine, même quand il ne travaille pas une semaine complète, un salaire d'au moins \$60.00 dans la zone I et \$55.00 dans la zone II n'a pas droit, aux termes de la présente ordonnance, de réclamer de paiement pour son surtemps.

Avantages additionnels

31. *Repos hebdomadaire:* Tout salarié régi par la présente ordonnance doit avoir, chaque semaine, une période de repos de vingt-quatre heures consécutives ou deux périodes de repos de dix-huit heures consécutives chacune.

32. *Congés rémunérés:* Les salariés régis par la présente ordonnance et visés par l'ordonnance N° 3, 1957 ont droit aux avantages accordés par cette ordonnance.

Quatrième partie

Dispositions finales

33. *Ordonnance N° 4, 1957 abrogée:* L'ordonnance N° 4, 1957 adoptée par la Commission le 27 mars 1957, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 10 avril 1957 par arrêté portant le numéro 384 et publiée dans la *Cazette officielle de Québec*, le 20 avril 1957 est abrogée ainsi que les diverses ordonnances qui l'ont modifiée.

34. *Durée:* La présente ordonnance demeurera en vigueur jusqu'au 1er mai 1961.

35. *Entrée en vigueur:* La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er mai 1960.

on the premises are entitled to a weekly minimum wage of \$40.00 in zone I and \$35.00 in zone II.

26. *The 3-hour minimum:* Every employee governed by the present Ordinance called to work less than the regular working day is entitled to be paid for three hours at his minimum wage rate, unless he has refused to do the work required of him.

Regular workweek

27. *Regular workweek:* Forty-eight hours constitute the regular workweek of the employees governed by the present Ordinance.

28. *Regular workweek — Exceptions: Employees of undertakings and establishments having no regular workweek:* The fishing establishments of the electoral districts of the Magdalen Islands, Saguenay, Matane, Gaspé-North, Gaspé-South and Bonaventure, as well as the establishment which are to be found that prepare, preserve, smoke, transform or preserve fish, shell-fish, crustaceans and all other seafood and the employees occupied at preparing fish on the shore, in snow-houses or in cold stores;

Temporary employees of canneries;

Caretakers with lodgings furnished;

Watchmen;

Employees extracting peat in the field.

Overtime and payment of overtime

29. *Overtime:* Any work in hours or fractions of an hour performed by an employee governed by the present Ordinance, in excess of the number of hours fixed for his regular workweek is deemed overtime.

30. *Payment of overtime:* Every employee governed by the present Ordinance is entitled for his overtime to the minimum rate fixed according to his occupation by the present Ordinance, increased by one half of said rate.

However, every employee paid on a fixed weekly, monthly or yearly basis and receiving, even when not working a full week, a weekly wage of at least \$60.00 in zone I and \$55.00 in zone II, has no right, under the terms of the present Ordinance, to claim payment for overtime.

Special benefits

31. *Weekly rest period:* Every employee governed by the present Ordinance must be allowed, each week, twenty-four consecutive hours of rest or two periods of eighteen consecutive hours each.

32. *Holidays with pay:* Employees governed by the present Ordinance and contemplated by Ordinance No. 3, 1957 are entitled to the benefits granted by said Ordinance.

Part Four

Final provisions

33. *Ordinance No. 4, 1957 repealed:* Ordinance No. 4, 1957 adopted by the Commission on March 27, 1957, approved by the Lieutenant-Governor in Council on April 10, 1957 by Order in Council No. 384, and published in the *Quebec Official Gazette* of April 20, 1957 is repealed, as are the various ordinances that have modified it.

34. *Duration:* The present Ordinance shall remain in force until May 1st, 1961.

35. *Coming into force:* The present Ordinance shall come into force on May 1st, 1960.

Faite et passée en la cité de Québec, ce vingt-quatrième jour du mois de février mil neuf cent soixante.

Commission du salaire minimum,

Le Président,

(Signé) MARC TRUDEL, M.D.,

Le Secrétaire-général,

(Signé) PHILIPPE ROUSSEAU, C.R.

(Secau)

Copie conforme.

Le Secrétaire-général,

PHILIPPE ROUSSEAU, C.R. 53333-o

Signed and dated at the city of Quebec, this 24th day of the month of February in the year one thousand nine hundred and sixty.

Minimum Wage Commission.

(Signed) MARC TRUDEL, M.D.,

President.

(Signed) PHILIPPE ROUSSEAU, Q.C.,

Secretary General.

(Seal)

True copy.

PHILIPPE ROUSSEAU, Q.C.,

Secretary General.

53333-o

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 39, 1960

Exploitations forestières

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164 et amendements),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance, ce qui suit:

Première partie

Champ d'application

1. *Désignation:* La présente ordonnance est désignée sous le nom de Ordonnance no 39, 1960.

2. *Territoire d'application:* Le territoire d'application de la présente ordonnance est la province de Québec.

3. *Champ d'application:* La présente ordonnance régit les salariés des entreprises ci-après mentionnées et leurs employeurs, savoir:

a) Les entreprises d'exploitation forestière;
b) Les entreprises d'amélioration de la forêt, c'est-à-dire:

i. La construction et l'entretien des chemins, camps, écluses, pilier, facilités de chargement et de flottage;

ii. Les travaux d'amélioration de la forêt, d'éclaircie, de drainage du sol, d'irrigation;

c) Les entreprises de reboisement de la forêt;

d) Les entreprises de flottage du bois;

e) Les entreprises de traiteurs, entrepreneurs, sous-traitants, intermédiaires exerçant leurs activités en forêt, pour le bénéfice d'une des entreprises ci-haut mentionnées;

f) Les entreprises de protection de la forêt contre le feu.

4. *Exploitation forestière:* L'expression "exploitation forestière" désigne, pour les fins de la présente ordonnance, la coupe, le transport, le chargement du bois à bord des bateaux ou wagons de chemin de fer, l'écorçage et le tronçonnement du bois avant le chargement sur lesdits bateaux ou wagons, mais ne comprend pas les travaux de transformation du bois sorti de la forêt.

5. *Employeur:* L'expression "employeur" désigne, pour les fins de la présente ordonnance, toute personne ayant à son emploi un ou plusieurs employés, et comprend tout entrepreneur, sous-traitant ou commettant et toute autre personne ayant

a) soit le contrôle ou la direction d'un ou de plusieurs employés;

b) soit la responsabilité totale ou partielle directement ou indirectement, du paiement des salaires à un ou plusieurs employés, ou de la réception des salaires par un ou plusieurs employés.

6. *Salariés non régis:* La présente ordonnance ne régit pas les salariés ci-après mentionnés:

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance, No. 39, 1960

Forest Operations

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, chapter 164 and amendments),

Orders and decrees by the present Ordinance, as follows:

Part One

Application

1. *Designation:* The present Ordinance is designated under the name of Ordinance No. 39, 1960.

2. *Territorial Jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the present Ordinance is the Province of Quebec.

3. *Application:* The present Ordinance shall apply to all employees of the hereinafter mentioned enterprises, and to their employers, to wit:

a) Logging enterprises;
b) Forest improvement works, i.e.

i. Construction and maintenance of roads, camps, dams, piers, loading and driving facilities;

ii. Forest improvement works, thinnings, drainage and irrigation of the soil;

c) Reforestation enterprises;

d) Driving enterprises;

e) Caterers, contractors, sub-contractors, intermediaries, operating in the forest for the benefit of any one of the above-mentioned enterprises;

f) Forest fire protective enterprises.

4. *Logging operations:* The expression "logging operations" shall mean, for the purposes of the present Ordinance, cutting, transportation, loading of wood on boats or railroad cars, barking and slashing of wood before loading on such boats or cars, but does not include the processing of wood outside the forest.

5. *Employer:* The expression "employer" shall mean, for the purposes of the present Ordinance, any person employing one or more employees, and includes any contractor, sub-contractor or jobber, and any other person having

a) either the control or direction of one or more employees;

b) either the total or partial responsibility, directly or indirectly, of the payment of wages to one or more employees, or of the receipt of wages by one or more employees;

6. *Employees not governed:* The present Ordinance does not govern the employees hereinafter mentioned:

a) Les salariés des usines ou établissements où le bois est ouvré ou transformé, à l'exception des salariés des scieries situées dans la forêt, produisant des bois de sciage pour l'usage exclusif des opérations forestières;

b) Les salariés transportant le bois déjà sorti de la forêt;

c) Les salariés d'un employeur non professionnel travaillant en une colonie forestière;

d) Les salariés d'un cultivateur ou colon travaillant sur une terre à bois faisant partie d'une exploitation agricole;

e) Les salariés non régis par la Loi du salaire minimum;

f) Le conjoint de l'employeur;

g) Les salariés embauchés d'urgence pour le travail de lutte contre l'incendie en forêt;

h) Les salariés couverts par un contrat collectif en vertu de la Loi des relations ouvrières, pourvu que les salaires et les conditions de travail dans ledit contrat soient généralement meilleurs que ceux de l'ordonnance.

Deuxième partie

Dispositions générales

7. *Heures de travail*: On désigne comme heures de travail à être rémunérées les heures ou fractions d'heure durant lesquelles un salarié travaille.

Toutefois, le temps excédant une heure par jour employé à voyager entre le camp et l'endroit du travail doit être compté comme temps de travail et rémunéré au taux régulier.

8. *Période de travail*: L'expression "période de travail" désigne, pour les fins de la présente ordonnance, la période de temps pour laquelle le salaire minimum doit être établi.

La période de travail pour les salariés régis par la présente ordonnance est la semaine.

9. *Semaine*: L'expression "semaine" désigne, pour les fins de la présente ordonnance, une semaine de calendrier ou une période de sept jours établie comme période de travail s'étendant de minuit un jour donné à la fin du septième jour suivant.

10. *Semaine normale*: La semaine normale de travail des salariés régis par la présente ordonnance est de cinquante-quatre (54) heures, à moins de disposition contraire dans la présente ordonnance.

11. *Semaine normale — Exceptions: Salariés sans semaine normale*: Les salariés ci-après n'ont aucune semaine normale:

a) Les cuisiniers;

b) Les assistants cuisiniers;

c) Les gardiens de camp;

d) Les gardiens d'écurie;

e) Les gardiens d'écluse;

f) Les gardiens de barrière;

g) Les garde-feu;

h) Les salariés préposés à la coupe du bois engagés à forfait, dont les heures sont invérifiables;

i) Les salariés travaillant au chargement, déchargement et arrimage des bateaux ou navires;

j) Les salariés préposés au flottage du bois.

12. *Surtemps*: Tout temps de travail en heures ou en fractions d'heure fait par un salarié régi par la présente ordonnance en sus du nombre d'heures fixé pour sa semaine normale, est du surtemps.

13. *Paiement du surtemps*: Le salarié régi par la présente ordonnance a droit pour son surtemps au taux minimum fixé pour son occupation par la présente ordonnance augmenté de sa moitié.

a) Employees in plants or establishments wherein the wood is worked or processed, except employees of sawmills located in the forest producing lumber for exclusive use in logging operations;

b) Employees transporting wood already removed from the forest;

c) Employees of a non-professional employer working in a forest colony;

d) Employees of a farmer or settler working on a woodlot forming part of an agricultural exploitation;

e) Employees to whom the Minimum Wage Act does not apply;

f) The employer's consort;

g) Employees hired in an emergency for prevention work or to fight forest fires;

h) Employees covered by a collective labour agreement under the provisions of the Labour Relations Act, provided the wages and working conditions in the said agreement are generally better than those set out in this Ordinance.

Part Two

General provisions

7. *Hours of work*: Designated as working hours to be paid for are the hours or fractions of an hour that an employee works.

However, time in excess of one hour, per day, spent travelling between the camp and the working area must be considered as working time and such time paid for at regular rates.

8. *Work period*: The expression "work period" shall mean, for the purposes of the present Ordinance, the period of time for which the minimum wage must be established.

The work period for employees governed by the present Ordinance is the week.

9. *Week*: The expression "week" shall mean, for the purposes of the present Ordinance, one calendar week or a period of seven days established as the working period extending from midnight on a given day to the end of the seventh day following.

10. *Normal workweek*: Unless provided for in the present Ordinance, fifty-four hours (54) constitute the normal workweek of the employees governed thereby.

11. *Normal workweek — Exceptions: Employees having no normal workweek*: The following employees have no normal workweek:

a) Cooks;

b) Kitchen help;

c) Camp guardians;

d) Stablemen;

e) Dam guardians;

f) Gate guardians;

g) Fire rangers;

h) Employees engaged in the cutting of wood at piecework rates whose hours cannot be established;

i) Employees occupied at loading, unloading or stowing the cargo of ships or boats;

j) Employees engaged at the driving of wood.

12. *Overtime*: All time worked in hours or fractions of hours by an employee governed by the present Ordinance over and above the number of hours fixed as his normal workweek, is overtime.

13. *Payment of overtime*: Every employee governed by the present Ordinance is entitled for his overtime to the minimum rate fixed according to his occupation by the present Ordinance, increased by one half of said rate.

Toutefois, ledit salarié rémunéré sur une base fixe de salaire hebdomadaire, mensuel ou annuel et recevant par semaine, même quand il ne travaille pas une semaine complète, un salaire d'au moins \$62.00 n'a pas droit, aux termes de la présente ordonnance, de réclamer de paiement pour son sur temps.

14. *Convention interdite:* Toute stipulation d'un contrat individuel de travail ou d'une convention à l'effet de payer le sur temps d'un tel salarié à un taux moindre que celui fixé à l'article précédent est interdite.

Avantages additionnels

15. *Repos hebdomadaire:* Tout salarié régi par la présente ordonnance doit avoir, chaque semaine, une période de repos de vingt-quatre heures consécutives ou deux périodes de repos de dix-huit heures consécutives chacune.

La présente disposition ne s'applique pas aux salariés qui, aux termes de la présente ordonnance, n'ont pas de semaine normale.

16. *Congés rémunérés:* Tout salarié régi par la présente ordonnance a droit à 2% de son salaire, pourvu qu'il ait travaillé un minimum de soixante-quinze (75) jours dans une période de quatre mois pour le même employeur. Cette période de qualification ne s'applique pas aux employés mis à pied.

La rémunération pour congés est payable au départ.

La rémunération pour congés doit être payée entre le 1er mai et le 1er juin de chaque année pour le travail fait durant les douze mois précédents.

Paiements du salaire

17. *Bulletin de paie:* Tout salarié doit recevoir avec sa paie un bulletin contenant les renseignements suivants:

- a) Ses nom, prénoms et adresse;
- b) La période de paie;
- c) Le total de ses heures de travail, y compris son surtemps;
- d) Le taux de son salaire;
- e) Le salaire gagné;
- f) S'il travaille aux pièces ou à forfait, le montant de son revenu et la base de son contrat d'engagement;
- g) Le montant des déductions;
- h) Le montant à lui remis.

La mention prévue au paragraphe "c" n'est pas obligatoire pour le salarié rémunéré sur une base fixe de salaire hebdomadaire, mensuel ou annuel et ayant droit par semaine, même quand il ne travaille pas une semaine complète, à un salaire d'au moins \$62.00.

18. *Retenues sur salaire:* L'employeur ne peut retenir sur le salaire payable à son salarié aucune autre somme que les suivantes:

- a) Celles mentionnées dans la présente ordonnance comme payables par le salarié;
- b) Celles dont la retenue est imposée par quelque disposition législative ou judiciaire;
- c) Les avances en argent faites de temps à autre;
- d) Le prix des effets vendus à la condition essentielle qu'une liste des prix de tels objets ait été affichés dans un endroit bien en vue dans une construction du chantier;
- e) Le prix du logement et de la pension, tel que fixé à l'article 19;
- f) Le coût du blanchissage de tout effet, pourvu qu'une liste en soit affichée à l'endroit où loge le salarié;
- g) La valeur des outils retournables, vêtements de sécurité, équipement, literie perdus ou

However, the said employee paid on a weekly, monthly or yearly basis, and receiving per week, even if he does not work a complete week, a salary of at least \$62.00, has no entitlement under the terms of the present Ordinance, to claim payment for his overtime.

14. *Forbidden convention:* Any clause in an individual engagement contract or any understanding providing for overtime at a lesser rate than that fixed by the above section for such employee is forbidden.

Additional advantages

15. *Week rest:* Every employee governed by the present Ordinance must have, each week, a rest period of twenty-four consecutive hours or two rest periods of eighteen consecutive hours each.

This provision does not apply to employees who, under the terms of the present Ordinance, do not have a normal workweek.

16. *Paid vacations:* Every employee governed by the present Ordinance is entitled to 2% of his earnings provided he has worked a minimum of seventy-five (75) days within a four-month period for the same employer. This qualifying period does not apply to employees laid off.

The vacation allowance is payable on departure.

The vacation allowance to be paid for the 12-month work period preceding must be paid between the first of May and the first of June of each year.

Payment of wages

17. *Pay statement:* Every employee must receive with his pay a statement giving the following information:

- a) His name, surname and address;
- b) The pay period;
- c) The total hours worked, including his overtime;
- d) His rate of wages;
- e) The wages earned;
- f) The amount of his earnings if a piece-worked or a job-worked and the base rate shown on the engagement contract;
- g) The amount of deductions made;
- h) His take-home pay.

Item "c" above is not obligatory for an employee paid on a fixed weekly, monthly or annual basis, and entitled to receive a weekly salary of at least \$62.00 even if he does not work a complete week.

18. *Salary deductions:* The employer may not deduct from an employee's wages any amount other than the following:

- a) Those stipulated in the present Ordinance as payable by the employee;
- b) Those of which the deduction is imposed by a legislative enactment or a Court order;
- c) Cash advances made from time to time;
- d) The price of goods sold, on the essential condition that a list of the prices of such goods has been posted up in a conspicuous place in a camp building;
- e) The cost of board and lodging as fixed in section 19;
- f) The cost of laundering of any article, provided that a list of prices is posted up in the employee's lodging quarters;
- g) The value of returnable tools, safety garments, equipments, bedding, lost or not return-

non retournés, à la condition que les taux soient mentionnés aux affiches et sur les bulletins de paie.

19. *Logement et pension:* Il est interdit à l'employeur qui loge et nourrit son salarié de déduire du salaire de ce dernier pour ce service, une somme excédant \$1.50 par jour.

Il est aussi interdit à l'employeur de réclamer de ses salariés quelque somme pour location ou usage de literie.

Système d'enregistrement de travail

20. *Système d'enregistrement de travail:* L'employeur doit tenir un système d'enregistrement où sont indiqués à l'encre, au crayon indélébile, par impression ou par perforation, pour chaque période de travail et pour chaque salarié à son emploi:

- a) Ses nom, prénom et adresse;
- b) Son occupation;
- c) Sa date d'entrée au service de l'employeur;
- d) Sa période de paie;
- e) Le total de ses heures de travail;
- f) Son surtemps;
- g) Le taux et la base de son salaire;
- h) Le salaire gagné;
- i) Les déductions faites;
- j) Le montant remis au salarié;
- k) Les renseignements requis pour les salariés visés par des dispositions de vacances payées;
- l) Tous autres renseignements exigés par ordonnance ou règlement de la Commission.

Les mentions prévues aux paragraphes "e" et "f" ne sont pas obligatoires pour le salarié dont les heures sont invérifiables, ni pour le salarié rémunéré sur une base fixe de salaire hebdomadaire, mensuel ou annuel et ayant droit par semaine, même quand il ne travaille pas une semaine complète, à un salaire d'au moins \$62.00.

21. *Lieu de la tenue et de la conservation du système d'enregistrement:* Le système d'enregistrement doit être tenu en la province, à l'établissement de l'employeur.

Dans le cas de multiples établissements, ce système doit être tenu à chaque établissement pour les salariés en relevant.

Le système se rapportant à une année doit y être conservé durant une période de six ans.

22. *Rapport écrit:* L'employeur doit transmettre à la Commission, sur demande, un rapport écrit donnant les renseignements qui, tel que ci-haut décrété, doivent être consignés au système d'enregistrement.

23. *Affichage:* L'employeur doit afficher et tenir affichés à la vue de ses salariés tous règlements, résolutions, ordonnances ou documents qui lui sont transmis à cette fin par la Commission.

Troisième partie

Taux minima de salaire et avantages spéciaux

24. *Salaire minimum:* Quel que soit le mode d'emploi, au temps, à la pièce ou autrement, le salaire minimum auquel ont droit les salariés régis par la présente ordonnance, pour leurs heures de travail, est celui fixé en la présente partie.

25. *Taux minima de salaire:* Les salariés régis par la présente ordonnance ont droit, selon la base de leur engagement, aux taux minima de salaire suivants:

ed, provided rates are mentioned on notices and pay statements.

19. *Board and lodging:* It is forbidden for the employer who provides his employee with board and lodging to deduct from the employee's wages a sum in excess of \$1.50 per day for such service.

It is also forbidden for the employer to claim from his employees any sum whatsoever for the rental or use of bedding.

Work Record System

20. *Work Record System:* The employer must maintain a record system wherein are recorded in ink, indelible pencil, printing or perforation, for each work period and for each employee in his employ:

- a) His name, given name, and address;
- b) His occupation;
- c) The date of his entrance into the service of such employer;
- d) His pay period;
- e) The total number of his hours of work;
- f) His overtime;
- g) His rate and basis of wages;
- h) The wages earned;
- i) The deductions made;
- j) His take-home pay;
- k) Information required for vacations with pay provisions for employees to whom it applies;
- l) All other information required by Ordinance or By-law of the Commission.

The items mentioned in paragraphs "e" and "f" are not obligatory for an employee whose hours cannot be established, nor for the employee on a weekly, monthly or yearly basis and entitled each week to a salary of at least \$62.00 even if he does not work a complete week.

21. *Place where work record system is to be kept:* The work record system must be kept in the Province, at the employer's establishment.

In the case of multiple establishments, this record system must be kept at each establishment for the employees thereof.

The records for any one year must be kept for a period of six years.

22. *Written report:* The employer must forward to the Commission, upon request, a written report giving the information which, as decreed above, must be recorded in the work record system.

23. *Posting:* The employer must post, and keep posted for his employees to see, all regulations, resolutions, ordinances or documents sent to him by the Commission for this purpose.

Part Three

Minimum wage rates and special advantages

24. *Minimum wage:* Whatever be the basis of employment (by the time, on piecework or otherwise), the minimum wage to which employees governed by the present Ordinance are entitled for their hours of work, is fixed by the present part.

25. *Minimum wage rates:* The employees governed by the present Ordinance are entitled according to their basis of engagement to the following minimum rates:

- a) Salariés dont les heures de travail sont vérifiables \$ 0.90 de l'heure
- b) Salariés dont les heures de travail sont invérifiables. 8.00 par jour
- c) Salariés sans semaine normale. 48.00 par semaine
- d) Salariés engagés à la pièce 9.00 par jour

26. *Salariés engagés à la pièce:* Tout salarié engagé à la pièce, qui n'est pas demeuré à son travail durant douze (12) jours ouvrables, a le droit aux taux minima de salaire suivants:

- a) Salariés dont les heures sont vérifiables. \$ 0.60 de l'heure
- b) Salariés dont les heures sont invérifiables ou n'ayant pas de semaine normale. 6.00 par jour.

Obligations de l'employeur

27. *Avis à la Commission:* Avant de commencer des opérations forestières, l'employeur doit donner avis par écrit à la Commission de ses projets et lui demander le nombre de copies de la présente ordonnance dont il a besoin pour affichage dans ses chantiers.

28. *Contrat d'engagement:* Tout employeur régi par la présente ordonnance doit exécuter avec son salarié, avant que ce dernier ne commence à travailler, un contrat écrit en trois exemplaires contenant les conditions d'engagement et en remettre un au salarié immédiatement.

Tel contrat doit établir si le salarié est à salaire ou à forfait, s'il est engagé à la pièce et le taux de son salaire.

29. *Travail à la pièce ou à taux forfaitaire:* Les taux de salaire fixés à la pièce ou à taux forfaitaire par convention s'appliquent aux quantités de bois de valeur marchande établies par un mesureur de bois au sens du paragraphe 2 de l'article 3 de la Loi des mesureurs de bois (S.R.Q. 1941, chapitre 94) et, à moins de dispense de la Commission, calculées suivant les unités de mesure et le mode de mesurage du ministère des Terres et Forêts de la province de Québec.

Le même mesurage servant à calculer les droits de coupe servira de base pour le calcul du salaire de l'ouvrier travaillant à forfait à la coupe du bois.

30. *Frais de transport et logement en route:* Le transport du salarié et de ses bagages, son logement et sa pension en cours de route, à partir du terminus des voies publiques, à l'aller et au retour, sont à la charge de l'employeur; toutefois, l'employeur peut réclamer du salarié pour tels services, tout montant fixé par le contrat écrit d'engagement.

31. *Outils et accessoires:* Les salariés, sauf ceux engagés à la pièce ou à taux forfaitaire, doivent être pourvus, aux frais de l'employeur, d'outils et accessoires appropriés, ils ne sont pas tenus de payer le coût des outils et accessoires brisés ou dévalorisés par l'usage.

Cependant, l'employeur aura le droit de déduire du salaire la valeur des outils et accessoires perdus ou non retournés, mais ces déductions doivent être mentionnées au bulletin de paie du salarié.

32. *"Bunching":* L'opération communément appelée "bunching", soit le transport de billes à bras ou à dos d'homme est interdite.

33. *Documents à transmettre à la Commission:* Au départ de chaque salarié l'employeur, à moins de dispense de la Commission du salaire minimum doit transmettre à cette dernière, à son siège social, un exemplaire du contrat d'engagement et du bulletin de paie de tel salarié.

- a) Employees whose hours of work are verifiable. \$ 0.90 per hour
- b) Employees whose hours of work are unverifiable. 8.00 per day
- c) Employees without regular workweek. 48.00 per week
- d) Pieceworkers. 9.00 per day

26. *Pieceworkers:* Every pieceworkers who has not worked twelve (12) working days is entitled to the following minimum wage rates:

- a) Employees whose hours of work are verifiable. \$ 0.60 per hour
- b) Employees whose hours of work are unverifiable or having no normal work-week. 6.00 per day

Employer's Obligations

27. *Notice to the Commission:* Before starting forest operations, the employer must give written notice to the Commission of his plans and request the number of copies of this Ordinance he will require for posting in his camps.

28. *Engagement Contract:* Every employer governed by the present Ordinance must sign a written contract in triplicate with the employee before the latter starts to work, containing the conditions of the engagement, and must give one copy to the employee immediately.

Such contract must specify if the employee is on a fixed or piecework basis and his wage rate.

29. *Piecework or Jobwork:* Fixed wage rates by the piece or the job by agreement, apply to the quantities of merchantable wood established by a culler, in accordance with paragraph 2 of Section 3 of the Quebec Cullers' Act (R.S.Q., 1941, c. 94), and, unless exempted by the Commission, calculated in accordance with the units of measurement and the scaling regulations of the Department of Lands and Forests of the Province of Quebec.

The culling system used for calculating stumping dues shall be used as the basis for calculating wages of cutting pieceworkers.

30. *Transportation and lodging expenses en route:* Transportation, including board and lodging en route of the employee and his baggage, shall be at the charge of the employer from the terminal point of the public highway, going and returning; however, the employer may claim from the employee for such services any sum specified in the engagement contract.

31. *Tools and Accessories:* Employees, except pieceworkers or jobworkers, must be provided with the necessary tools and accessories at the employer's expense; they shall not be compelled to pay the cost of tools or accessories broken or worn by use.

However, the employer shall have the right to deduct from the employee's wages the value of tools lost or not returned, but these deductions must be mentioned on the employee's pay statement.

32. *Bunching:* The operation commonly known as "bunching", that is the transportation of logs in the arms or on a man's back, is prohibited.

33. *Documents to be sent to the Commission:* On the departure of each employee, the employer, unless exempted by the Minimum Wage Commission, must send to this latter, at its corporate seat, a copy of the engagement contract and a copy of the pay statement of such employee.

34. *Documents français et anglais:* L'employeur doit faire en sorte que les contrats, avis, règlements et autres documents soient rédigés en français ou en anglais, suivant la langue du salarié concerné.

Quatrième partie

Dispositions finales

35. *Abrogation de l'ordonnance N° 39, 1958:* La présente ordonnance abroge et remplace l'ordonnance N° 39, 1958, du 12 février 1958, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 17 avril 1958 par arrêté portant le numéro 341 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 26 avril 1958, ainsi que les ordonnances qui l'ont modifiée.

36. *Durée:* La présente ordonnance demeurera en vigueur jusqu'au 1er mai 1961.

37. *Entrée en vigueur:* La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er mai 1960.

Faite et signée en la cité de Québec, ce vingt-quatrième jour de février mil neuf cent soixante.

Commission du salaire minimum.

Le Président,

(Signé) MARC TRUDEL, M.D.

Le Secrétaire général,

(Signé) PHILIPPE ROUSSEAU, C.R.

(Secau)

Copie conforme.

PHILIPPE ROUSSEAU, C.R.,
Secrétaire général. 53333-0

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 40, 1960

Hôtels, restaurants, hôpitaux et exploitations foncières

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164 et amendements),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance, ce qui suit:

Première partie

Champ d'application

1. *Désignation:* La présente ordonnance est désignée sous le nom de Ordonnance N° 40, 1960.

2. *Champ d'application:* La présente ordonnance régit les salariés des entreprises et établissements ci-après mentionnés et leurs employeurs, savoir:

- Les hôtels;
- Les restaurants;
- Les hôpitaux; et
- Les exploitations foncières.

3. *Hôtels:* Pour les fins de la présente ordonnance, sont désignés sous le nom d'hôtel, les entreprises et établissements suivants:

- Les hôtels;
- Les auberges;
- Les maisons de pension;
- Les maisons d'employés;
- Les motels;
- Les maisons de logement ayant au moins cinq chambres à louer; et
- Les autres entreprises du même genre.

4. *Restaurants:* Pour les fins de la présente ordonnance, sont désignés sous le nom de restaurants les entreprises et établissements suivants:

- Les restaurants;
- Les comptoirs-lunch;
- Les cabarets;

34. *French and English Documents:* The employer must take the necessary steps to have the engagement contract, notices, regulations and other documents written in French or English, according to the language of the employee concerned.

Part Four

Final provisions

35. *Abrogation of Ordinance No. 39, 1958:* This Ordinance abrogates and replaces Ordinance No. 39, 1958, of February 12, 1958, approved by the Lieutenant-Governor in Council on April 17, 1958, by Order in Council No. 341, and published in the *Quebec Official Gazette* of April 26, 1958, as well as all the Ordinances that have modified it.

36. *Duration:* The present Ordinance shall remain in force until May 1st, 1961.

37. *Coming into force:* The present Ordinance shall come into force on May 1st, 1960.

Signed and dated in the city of Quebec, this twenty-fourth day of February, in the year one thousand nine hundred and sixty.

Minimum Wage Commission.

(Signed) MARC TRUDEL, M.D.,

President.

(Signed) PHILIPPE ROUSSEAU, Q.C.,

Secretary General.

(Seal)

True copy.

PHILIPPE ROUSSEAU, Q.C.,
Secretary General. 53333-0

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordonnance No. 40, 1960

Hotels, Restaurants, Hospitals and Real Estate Undertakings

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164 and amendments),

Orders and decrees by the present Ordinance, the following:

Part one

Application

1. *Designation:* The present Ordinance is designated by the name of Ordinance No. 40, 1960.

2. *Application:* The present Ordinance governs the employees of the undertakings and establishments hereinafter mentioned, and their employers to wit:

- Hotels;
- Restaurants;
- Hospitals; and
- Real estate undertakings.

3. *Hotels:* For the purposes of the present Ordinance, are designated as hotels the following undertakings and establishments:

- Hotels;
- Roadhouses or inns;
- Boarding houses;
- Staff houses;
- Motels;
- Lodging houses having at least five bedrooms to let; and
- Other undertakings of a similar nature.

4. *Restaurants:* For the purposes of the present Ordinance, are designated as restaurants the following undertakings and establishments:

- Restaurants;
- Lunch-counters;
- Cabarets;

Les bars;
Les cafés;
Les clubs;
Les traiteurs (organiseurs de banquets, réceptions, etc.);

Bars;
Cafés;
Clubs;
Caterers;

Taverns; and
Other undertakings of a similar nature.

Les autres entreprises du même genre.

5. *Hôpital*: Ce terme désigne une institution reconnue ou non d'assistance publique suivant la Loi de l'assistance publique de Québec (S.R.Q., 1941, c. 187), dans laquelle des malades séjournent et sont traités, que cet hôpital appartienne ou non à un institut religieux ou qu'il soit administré ou non par un tel institut.

5. *Hospital*: This term designates an institution recognized or not as a public charitable institution under the Quebec Public Charities Act (R.S.Q., 1941, c. 187), in which patients are received and treated, whether this hospital belongs or not to a religious institute, or is being administered or not by such a religious institute.

6. *Exploitations foncières*: Pour les fins de la présente ordonnance, sont désignés sous le nom d'exploitations foncières les entreprises et établissements suivants:

6. *Real estate undertakings*: For the purposes of the present Ordinance, are designated as real estate undertakings the following undertakings and establishments:

- Les maisons d'appartements;
- Les édifices à bureaux;
- Les autres exploitations foncières.

- Apartment houses;
- Office buildings;
- Other real estate undertakings.

7. *Salariés non régis*: La présente ordonnance ne régit pas les salariés suivants:

7. *Employees not governed*: The present Ordinance does not govern the following employees:

a) Ceux auxquels ne s'applique pas la Loi du salaire minimum;

a) Those to whom the Minimum Wage Act does not apply;

b) Les salariés régis par une autre ordonnance, présente ou future, ainsi que ceux qui sont exemptés totalement ou partiellement de ses dispositions;

b) Employees governed by another ordinance, actual or future, as also those who are totally or partially exempted from the application of its provisions;

c) Les étudiants inscrits comme élèves d'une Faculté universitaire ou d'une école supérieure;

c) University or superior school students;

d) Les médecins, chirurgiens, dentistes et pharmaciens;

d) Physicians, surgeons, dentists and pharmacists;

e) Les étudiants et étudiantes gardes-malades;

e) Male and female student-nurses;

f) Les membres du clergé, d'une communauté religieuse ou d'un institut religieux;

f) Members of the clergy, of a religious community or of a religious institute;

g) Les aveugles travaillant dans des établissements où ils constituent la majorité des salariés;

g) Blind persons working in establishments where they constitute the majority of employees;

h) le conjoint de l'employeur;

h) The employer's consort;

i) Les salariés des fabriques, corporation, syndicats ou ministres détenant des édifices affectés à un culte religieux;

i) Employees of fabrics, corporations, trustees or ministers owning buildings devoted to religious worship;

j) Les salariés des institutions religieuses, maisons, d'enseignement, communautés, séminaires, collèges, couvents, patronages, presbytères; hospices, orphelinats, refuges; maisons de charité et établissements publics de bienfaisance;

j) Employees of religious institutions, teaching establishments, communities, seminaries, colleges, convents, patronages, presbyteries, homes, orphanages, refuges, charitable homes and public benevolent establishments;

k) Les salariés des maisons de logement ayant moins de cinq chambres à louer;

k) Employees of lodging houses having less than five bedrooms to let;

l) Les personnes libres de travailler à leur gré, payées sur une base quelconque et travaillant en dehors de l'établissement d'un employeur sans que ce dernier n'exerce de contrôle sur leur temps de travail.

l) Persons who, being free to work as they choose, and paid on any basis whatever, are working outside an employer's establishment and beyond such employer's control over their time of work.

Deuxième partie

Part two

Règles générales

General rules

Définitions

Definitions

8. *Heures de travail*: On désigne comme heures de travail à être rémunérées, non seulement les heures ou fractions d'heure où en fait un salarié travaille, mais encore celles où il est à la disposition de son employeur et obligé d'être présent, ainsi que le temps où, appelé pour une certaine heure, il attend qu'on lui donne du travail. Toutefois, le temps mis à la disposition du salarié pour prendre ses repas ou durant lequel il est entendu que ses services ne sont pas requis, n'est pas compté comme heures de travail.

8. *Hours of work*: Are designated as hours of work to be paid for, not only the hours or fractions of an hour during which an employee is effectively working, but those during which he is at his employer's disposal and has to be present, as well as the time spent waiting when called to work for a given hour. However, the time left at an employee's disposal for his meals or the time during which it is understood that his services are not required is not counted as hours of work.

9. *Période de travail*: L'expression "période de travail" désigne la période de temps pour laquelle le salaire minimum doit être établi et payé.

9. *Period of work*: The expression "period of work" means the period of time for which the minimum wage must be established and paid.

La période de travail pour les salariés régis par la présente ordonnance est la semaine.

The period of work of employees governed by the present Ordinance is the week.

10. *Semaine*: L'expression "semaine" désigne une semaine de calendrier ou une période de sept jours établie comme semaine de paie s'étendant de minuit un jour donné à la fin du septième jour suivant.

11. *Semaine normale*: L'expression "semaine normale" désigne le nombre d'heures de travail en une semaine au delà duquel le temps de travail doit être payé à taux majoré.

Zones

12. *Zones*: La province de Québec, pour les fins de la présente ordonnance, est divisée en deux zones composées tel que ci-après déterminé.

13. *Zone I*: La zone I comprend la région économique métropolitaine de Montréal, soit la région N° 7 telle que cartographiée et publiée par le ministère de l'Industrie et du Commerce. Cette zone comprend l'île de Montréal, l'île Jésus, l'île Bizard et le comté de Chambly.

14. *Zone II*: La zone II comprend le reste de la province.

Détermination des taux minima de salaire

15. *Taux de la zone*: Le salarié a droit au taux minimum de salaire fixé pour la zone où il exécute son travail.

16. *Semaine normale*: Le salarié, pour chaque période de travail, a comme semaine normale celle fixée pour l'occupation qu'il remplit généralement durant telle période.

Paiement du salaire

17. *Paiement sous enveloppe*: Le salaire, lorsque payé en deniers, doit être remis au salarié sous enveloppe cachetée.

18. *Bulletin de paie*: Tout salarié doit recevoir avec sa paie un bulletin contenant les renseignements suivants:

- Ses nom et prénoms;
- La période de paie;
- Le total de ses heures de travail et son surtemps indiqué séparément;
- Le taux de son salaire;
- Le salaire gagné;
- Le montant des déductions; et
- Le montant à lui remis.

La mention prévue au paragraphe "c" n'est pas obligatoire pour le salarié rémunéré sur une base fixe de salaire hebdomadaire, mensuel ou annuel et recevant par semaine, même quand il ne travaille pas une semaine complète, un salaire d'au moins \$60.00 dans la zone I et de \$55.00 dans la zone II.

19. *Retenues sur salaire*: Nulle retenue ne peut être faite sur le salaire minimum payable à un salarié, sauf celles imposées par une disposition législative et celles décrétées par ordre d'un tribunal.

20. *Gîte, pension et repas*: L'employeur régi par la présente ordonnance qui fournit le gîte, la pension ou des repas à son salarié ne peut déduire du salaire minimum de ce dernier le coût de ces services; il ne peut non plus en compenser le coût avec le salaire de son salarié. Exceptionnellement et principalement pour faciliter sa comptabilité, l'employeur peut déduire du salaire minimum de son salarié le coût de tels services aux conditions suivantes:

a) Le prix de ces services doit avoir été fixé en un contrat d'engagement signé par le salarié;

b) Les déductions faites sur la paie doivent se rapporter exclusivement aux services rendus au cours de la période de paie;

10. *Week*: The expression "week" means a calendar week or a period of seven days established as a pay week extending from midnight on a given day to the end of the seventh consecutive day.

11. *Regular workweek*: The expression "regular workweek" means the number of hours of work in one week beyond which any time worked must be paid for at an increased rate.

Zones

12. *Zones*: For the purposes of the present Ordinance, the Province of Quebec is divided into two zones as hereinafter determined.

13. *Zone I*: Zone I comprises the Montreal Metropolitan Economic Region, that is region No. 7 as mapped and published by the Department of Trade and Commerce. Are included in this zone the Island of Montreal, Ile Jesus, Ile Bizard, and the County of Chambly.

14. *Zone II*: Zone II comprises the remainder of the Province.

Determination of minimum wage rates

15. *Rates according to zone*: Every employee is entitled to the minimum wage rates hereinafter fixed according to the zone in which he works.

16. *Regular workweek*: The regular workweek of every employee, for each period of work, is the one fixed according to the occupation at which he is habitually occupied during such period.

Payment of wages

17. *Payment in envelope*: The salary, when paid in currency, must be given to the employee in a sealed envelope.

18. *Pay statement*: Every employee must receive with his pay a statement showing:

- His name and surname;
- The pay period;
- The total number of his hours of work and his overtime shown separately;
- His wage rate;
- The wages earned;
- The amount of deductions; and
- His take-home pay.

Subsection "c" is not obligatory for the employee paid on a fixed weekly, monthly or yearly wage basis, and receiving even when not working a full week, a weekly wage of at least \$60.00 in zone I and \$55.00 in zone II.

19. *Deductions from wages*: No amount can be deducted from the minimum wage payable to an employee except the deductions imposed by an Act or a court order.

20. *Lodgings, board and meals*: The employer governed by the present Ordinance who furnishes his employee with lodgings, board or meals cannot deduct from his employee's minimum wages the cost of such accommodations; he cannot either compensate the cost thereof with the wages of his employee. Exceptionally, the employer may, especially for easier bookkeeping, deduct from his employee's minimum wages the cost of such accommodations at the following conditions:

a) The price of said accommodation must have been fixed in an engagement contract signed by the employee;

b) The deductions made from the pay for said accommodations must relate to the services rendered during a pay period;

c) La mention du prix de ces services et pour les repas, leur nombre, doivent apparaître sur le bordereau remis au salarié avec sa paie.

Nonobstant les trois paragraphes "a", "b" et "c" du présent article, il est interdit à l'employeur de faire payer à son salarié plus de 50c du repas, \$3.00 par semaine pour logement et \$10.00 par semaine pour pension et logement.

21. *Pourboire*: Le pourboire, quelque forme qu'il prenne, est la propriété exclusive du salarié; l'employeur ne peut le retenir ni s'en servir comme partie du salaire à payer, même avec le consentement du salarié.

Règlements

22. *Système d'enregistrement de travail*: L'employeur professionnel doit tenir un système d'enregistrement où sont indiqués à l'encre, au crayon indélébile, par impression ou par perforation, pour chaque période de travail et pour chaque salarié à son emploi,

- a) Ses nom, prénoms et adresse;
- b) Son occupation;
- c) Sa date d'entrée au service de l'employeur;
- d) La période de paie;
- e) L'heure précise à laquelle, chaque jour, son travail a commencé et s'est terminé;
- f) Le total de ses heures de travail;
- g) Son surtemps;
- h) Le taux de son salaire;
- i) Le salaire gagné;
- j) Les déductions faites;
- k) Le montant remis au salarié;
- l) Les renseignements dont la mention est exigée par l'ordonnance N° 3, 1957, pour les salariés visés par cette dernière; et
- m) Tous autres renseignements exigés par ordonnance ou règlement de la Commission.

Les mentions prévues aux paragraphes "e", "f" et "g" ne sont pas obligatoires pour le salarié rémunéré sur une base fixe de salaire hebdomadaire, mensuel ou annuel et recevant par semaine, même quand il ne travaille pas une semaine complète, un salaire d'au moins \$60.00 dans la zone I et \$55.00 dans la zone II.

23. *Lieu de la tenue et de la conservation du système d'enregistrement*: Le système d'enregistrement doit être tenu en la province, à l'établissement de l'employeur.

Dans le cas de multiples établissements, ce système doit être tenu à chaque établissement pour les salariés en relevant.

Le système se rapportant à une année doit y être conservé durant une période de six ans.

24. *Rapport écrit*: L'employeur professionnel doit transmettre à la Commission, sur demande, un rapport écrit donnant les renseignements qui, tel que ci-haut décrété, doivent être consignés au système d'enregistrement.

25. *Affichage*: L'employeur professionnel doit afficher et tenir affichés à la vue de ses salariés tous règlements, résolutions, ordonnances ou documents qui lui sont transmis à cette fin par la Commission.

Troisième partie

Taux minima de salaire et avantages additionnels

Taux minima de salaire

26. *Salaire minima*: Quels que soient le mode d'emploi (au temps, à la pièce ou autrement) et le lieu du travail, le salaire minimum auquel ont

c) Mention of the price of such accommodations and, as regards meals, their number must appear on the pay statement given to the employee with his pay.

Notwithstanding the three subsections "a", "b" and "c" of the present section, the employer is forbidden to charge to his employee more than 50c per meal, \$3.00 per week for lodging and \$10.00 per week for board and lodging.

21. *Tips*: Tips of any kind whatsoever are the exclusive property of the employee and the employer is not allowed to retain them or to consider them as part of the wages to be paid, even with the employee's consent.

By-laws

22. *Recording of work*: A professional employer must keep, for each period of work and for each employee in his employ, records in which shall be recorded in ink or with an indelible pencil or by printing or perforation:

- a) His name, surname and address;
- b) His occupation;
- c) The date of his entrance into the service of such employer;
- d) His pay period;
- e) The precise hour at which his work was begun and finished each day;
- f) The total number of his hours of work;
- g) His overtime;
- h) His wage rate;
- i) The wages earned;
- j) The deductions made;
- k) His take-home pay;
- l) All the particulars the recording of which is required by Ordinance No. 3, 1957 as regards the employees contemplated by same; and
- m) All other particulars required by ordinance or by-law of the Commission.

Subsections "e", "f" and "g" are not obligatory for the employee paid on a fixed weekly, monthly or yearly wage basis and receiving, even when not working a full week, a weekly wage of at least \$60.00 in zone I and \$55.00 in zone II.

23. *Where records must be kept and preserved*: Records must be kept in the Province, at the employer's establishment.

In case of several establishments, such records of the employees of the establishment must be kept in each establishment to which said employees are responsible.

The records relating to one year must be therein preserved and retained for six years.

24. *Written report*: A professional employer must, upon request, furnish the Commission with a written report containing, as hereinabove prescribed, the particulars to be kept on record.

25. *Posting*: A professional employer must post and keep posted in a conspicuous place, any by-law, resolution, ordinance or document furnished for such purpose by the Commission.

Part Three

Minimum wage rates and special benefits

Minimum wage rates

26. *Minimum wage*: Whatever be the basis of employment (by the time, on piece-work or otherwise) and the place of work, the minimum wage to

droit les salariés régis par la présente ordonnance, pour leurs heures de travail en chaque période de travail, est celui fixé en la présente partie.

27. *Taux minima de salaire:* Les salariés régis par la présente ordonnance ont droit, suivant leur occupation, aux taux horaires minima de salaire qui suivent:

	Zones	
	I	II
a) Tous salariés, sauf ceux ci-après énumérés.....	64c	60c
b) Chasseurs.....	56c	52c
c) Chauffeurs de véhicules automobiles, gardiens, mécaniciens de machines fixes et chauffeurs de ces machines.....	70c	64c

28. *Salariés à l'essai dans les hôpitaux:* Les salariés à l'essai dans les hôpitaux ont droit aux taux horaires minima de salaire suivants, pour leurs premiers six mois d'emploi: 56c dans la zone I et 52c dans la zone II.

29. *Garçons de bureau, messagers et circeurs de chaussures:* Les garçons de bureau, les messagers et les circeurs de chaussures ont droit aux taux horaires minima de salaire suivants: 56c dans la zone I et 52c dans la zone II.

30. *Surveillants logés:* Les salariés préposés à la surveillance constante de l'établissement de leur employeur et logés gratuitement sur les lieux mêmes ont droit à un salaire minimum hebdomadaire de \$40.00 dans la zone I et de \$35.00 dans la zone II.

31. *Concierges:* Les concierges chargés de la surveillance d'une exploitation foncière et, totalement ou partiellement, de l'administration comme de la location d'appartements ou de locaux et de la perception des loyers, ont droit aux taux mensuels minima de salaire qui suivent:

	Zones	
	I	II
a) S'ils sont logés gratuitement sur les lieux avec leur famille, dans un appartement chauffé.....	\$85.00	\$85.00
b) S'ils sont logés sur les lieux avec leur famille, dans un appartement non chauffé.....	95.00	95.00
c) S'ils ne sont pas logés.....	105.00	105.00

Le logement, au sens du présent article, désigne l'appartement destiné à être occupé par un concierge.

Dans le cas où le concierge est chef de famille et dans son travail reçoit de l'aide d'un membre de sa famille, l'employeur n'est tenu de payer le salaire minimum qu'à ce concierge et non à son aide.

32. *Gardiens et concierges:* Les salariés faisant double fonction de gardien et de concierge, occupés seulement à de menus travaux (chauffer la fournaise, concentrer les vidanges, répondre aux locataires, etc.) et qui peuvent occuper des positions régulières chez un autre employeur, sont payés au taux fixé par la présente ordonnance, avec un minimum de trois heures par jour.

33. *Minimum de 3 heures:* Le salarié régi par la présente ordonnance appelé à travailler moins longtemps que la journée régulière a droit à au moins trois heures de salaire au taux minimum, à moins qu'il n'ait refusé de faire le travail demandé.

Semaine normale

34. *Semaine normale:* La semaine normale de travail des salariés régis par la présente ordonnance est de cinquante-quatre heures.

which employees governed by the present Ordinance are entitled, for their hours of work during each period of work, is the one fixed in the present part.

27. *Minimum wage rates:* Employees governed by the present Ordinance are entitled, according to their occupation, to the following hourly minimum wage rates:

	Zones	
	I	II
a) All employees except those hereinafter mentioned.....	64c	60c
b) Bell boys.....	56c	52c
c) Motor vehicle chauffeurs, watchmen, stationary enginemen and firemen.....	70c	64c

28. *Employees on probation in hospital:* Employees on probation in hospitals are entitled, for their first six months of employment, to the following hourly minimum wage rates: 56c in zone I and 52c in zone II.

29. *Office boys, messengers and bootblacks:* Office boys, messengers and bootblacks are entitled to the following hourly minimum wage rates: 56c in zone I and 52c in zone II.

30. *Caretakers with lodgings furnished:* Caretakers continuously supervising their employer's establishment who are provided with free lodgings on the premises are entitled to a weekly minimum wage of \$40.00 in zone I and \$35.00 in zone II.

31. *Janitors:* Janitors charged with the supervision of a real estate undertaking and the total or partial management of same, such as the leasing of apartments or space and the collection of rents, are entitled to the following monthly minimum wage rates:

	Zones	
	I	II
a) When provided on the premises with free heated lodgings for themselves and their families.....	\$85.00	\$85.00
b) When provided on the premises with free not heated lodgings for themselves and their families.....	95.00	95.00
c) When not provided with lodgings.....	105.00	105.00

The lodgings contemplated in the present section is the apartment or quarters to be occupied by a janitor.

When the janitor is the head of a family and for his work is helped by a member of his family, the employer is obliged to pay the minimum wage to such janitor only, and not to his helper.

32. *Watchmen and janitors:* Employees acting both as watchman and janitor occupied only at odd jobs, such as heating furnace, collecting garbage, looking after tenants, etc., but who may be employed regularly by another employer, must be paid at the wage rate fixed by the present Ordinance, with a minimum of three hours per day.

33. *The 3-hour minimum:* Every employee governed by the present Ordinance called to work less than the regular working day is entitled to be paid for three hours at his minimum rate, unless he has refused to do the work required of him.

Regular workweek

34. *Regular workweek:* Fifty-four hours constitute the regular workweek of the employees governed by the present Ordinance.

35. *Salariés sans semaine normale:* Les salariés ci-après desdits établissements et entreprises n'ont pas de semaine normale, soit:

- Les salariés des maisons de pension;
- Les salariés des maisons de logement;
- Les salariés des maisons d'employés;
- Les surveillants logés;
- Les gardiens; et
- Les concierges.

Surtemps et paiement de surtemps

36. *Surtemps:* Doit être considéré surtemps tout travail en heures ou en fractions d'heures fait par un salarié régi par la présente ordonnance en sus du nombre d'heures fixé pour sa semaine normale.

37. *Paiement du surtemps:* Le salarié régi par la présente ordonnance a droit, pour son surtemps, aux taux minimum fixé pour son occupation par la présente ordonnance augmenté de sa moitié.

Toutefois le salarié régi par la présente ordonnance rémunéré sur une base fixe de salaire hebdomadaire, mensuel ou annuel et recevant par semaine, même quand il ne travaille pas une semaine complète, un salaire d'au moins \$60.00 dans la zone I et \$55.00 dans la zone II, n'a pas droit, aux termes de la présente ordonnance, de réclamer de paiement pour son surtemps.

Avantages additionnels

38. *Uniformes:* Lorsque le port d'un uniforme spécial est requis du salarié par son employeur, cet employeur doit, à ses frais, lui fournir cet uniforme.

39. *Congés rémunérés:* Les salariés régis par la présente ordonnance et visés par l'ordonnance N° 3, 1957, ont droit aux congés rémunérés et aux avantages accordés par cette dernière ordonnance.

40. *Repos hebdomadaire:* Tout salarié régi par la présente ordonnance doit avoir, chaque semaine, une période de repos de vingt-quatre heures consécutives ou deux périodes de repos d'au moins dix-huit heures consécutives chacune.

Cette disposition ne s'applique pas aux surveillants logés ni aux salariés des exploitations foncières.

Quatrième partie

Dispositions finales

41. *Ordonnance N° 40, 1957, abrogée:* L'ordonnance N° 40, 1957, adoptée par la Commission le 27 mars 1957, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 10 avril 1957 par arrêté portant le numéro 384 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 20 avril 1957 est abrogée ainsi que les diverses ordonnances qui l'ont modifiée.

42. *Durée:* La présente ordonnance demeurera en vigueur jusqu'au 1er mai 1961.

43. *Entrée en vigueur:* La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er mai 1960.

Faite et signée en la cité de Québec, ce vingt-quatrième jour du mois de février mil neuf cent soixante.

Commission du salaire minimum.

Le Président.

(Signé) MARC TRUDEL, M.D.

Le Secrétaire général.

(Signé) PHILIPPE ROUSSEAU, C.R.

(Sceau)

Copie conforme.

PHILIPPE ROUSSEAU, C.R.,

Secrétaire général.

53333-0

35. *Employees having no regular workweek:* No regular workweek is fixed for the employees of the following establishments and undertakings:

- Boarding house employees;
- Lodging house employees;
- Staff house employees;
- Caretakers with lodgings furnished;
- Watchmen; and
- Janitors.

Overtime and payment of overtime

36. *Overtime:* Must be considered as overtime any work in hours or fractions of an hour performed by an employee governed by the present Ordinance in excess of the number of hours fixed for his regular workweek.

37. *Payment of overtime:* Every employee governed by the present Ordinance is entitled for his overtime to the minimum rate fixed according to his occupation by the present Ordinance, increased by one half of said rate.

However, every employee governed by the present Ordinance paid on a fixed weekly, monthly or yearly wage basis and receiving, even when not working a full week, a weekly wage of at least \$60.00 in zone I and \$55.00 in zone II, has no right, under the terms of the present Ordinance, to claim payment for overtime.

Special benefits

38. *Uniform:* When an employee is required by his employer to wear a special uniform, such uniform must be supplied by such employer at his own expense.

39. *Holidays with pay:* Every employee governed by the present Ordinance and contemplated by Ordinance No. 3, 1957, is entitled to the holidays with pay and benefits granted by said Ordinance No. 3, 1957.

40. *Weekly rest period:* Every employee governed by the present Ordinance must be allowed, each week, twenty-four consecutive hours of rest or two periods of eighteen consecutive hours each.

The aforesaid provision does neither apply to caretakers with lodgings furnished nor to employees of real estate undertakings.

Part four

Final provisions

41. *Ordinance No. 40, 1957 repealed:* Ordinance No. 40, 1957, adopted by the Commission on March 27, 1957, approved by the Lieutenant-Governor in Council on April 10, 1957, by Order in Council No. 384, and published in the *Quebec Official Gazette* of April 20, 1957, is repealed, as are the various ordinances that have modified it.

42. *Duration:* The present Ordinance shall remain in force until May 1st, 1961.

43. *Coming into force:* The present Ordinance shall come into force on May 1st, 1960.

Signed and dated at the city of Quebec, this twenty-fourth day of the month of February, in the year one thousand nine hundred and sixty.

Minimum Wage Commission.

(Signed) MARC TRUDEL, M.D.,

President.

(Signed) PHILIPPE ROUSSEAU, Q.C.,

Secretary General.

(Seal)

True copy.

PHILIPPE ROUSSEAU, Q.C.,

Secretary General.

53333-0

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 41, 1960

Corporations municipales et
Corporations scolaires

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164 et amendements),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance, ce qui suit:

Première Partie

Champ d'application

1. *Désignation*: La présente ordonnance est désignée sous le nom de Ordonnance N° 41, 1960.

2. *Salariés régis*: La présente ordonnance régit les corporations municipales et les corporations scolaires ainsi que leurs salariés auxquels s'applique la Loi du salaire minimum.

3. *Salariés non régis*: La présente ordonnance ne régit pas les salariés desdites corporations régis par une autre ordonnance, présente ou future.

Deuxième partie

Règles générales

Section I

Définitions

4. *Salariés*: L'expression "salarié" désigne un salarié régi par la présente ordonnance.

5. *Secrétaire*: L'expression "secrétaire" désigne un secrétaire-trésorier ou toute personne remplissant la fonction de secrétaire-trésorier pour une corporation municipale locale ou une municipalité de comté ou une corporation scolaire.

6. *Corporation*: L'expression "corporation" désigne une corporation municipale ou une corporation scolaire.

7. *Heures de travail*: On désigne comme heures de travail à être rémunérées au taux de salaire minimum, non seulement les heures ou fractions d'heure où en fait un salarié travaille, mais encore celles où il est à la disposition de son employeur et obligé d'être présent, ainsi que le temps où, appelé pour une certaine heure, il attend qu'on lui donne du travail. Toutefois, le temps mis à la disposition du salarié pour prendre ses repas ou durant lequel il est entendu que ses services ne sont pas requis, n'est pas compté comme heures de travail.

8. *Période de travail*: L'expression "période de travail" désigne la période de temps pour laquelle le salaire minimum doit être établi et payé.

La période de travail pour les salariés régis par la présente ordonnance est la semaine.

9. *Semaine*: L'expression "semaine" désigne une semaine de calendrier ou une période de sept jours établie comme semaine de paie s'étendant de minuit d'un jour donné à la fin du septième jour suivant.

10. *Semaine normale*: L'expression "semaine normale" désigne le nombre d'heures de travail en une semaine au delà duquel le temps de travail doit être payé à taux majoré.

11. *Mois*: L'expression "mois" désigne un mois de calendrier.

Section II

Zones

12. *Zones*: La province de Québec, pour les fins de la présente ordonnance, est divisée en deux zones composées tel que ci-après déterminé.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordonnance No. 41, 1960

Municipal Corporations and
School Corporations

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164 and amendments),

Orders and decrees by the present Ordinance, the following:

Part one

Application

1. *Designation*: The present Ordinance is designated under the name of Ordinance No. 41, 1960.

2. *Employees governed*: The present Ordinance governs municipal corporations and school corporations and their employees to whom the Minimum Wage Act applies.

3. *Employees not governed*: The present Ordinance does not govern the employees of said corporations governed by another ordinance, actual or future.

Part two

General rules

Division I

Definitions

4. *Employee*: The expression "employee" means an employee governed by the present Ordinance.

5. *Secretary*: The expression "secretary" means a secretary-treasurer or any person acting as such for a local municipal corporation, a county municipality or a school corporation.

6. *Corporation*: The expression "corporation" means a municipal corporation or a school corporation.

7. *Hours of work*: Are designated as hours of work to be paid for at the minimum wage rate, not only the hours or fractions of an hour during which an employee is effectively working, but those during which he is at his employer's disposal and has to be present, as well as the time spent waiting when called to work for a given hour. However, the time left at an employee's disposal for his meals or the time during which it is understood that his services are not required, is not counted as hours of work.

8. *Period of work*: The expression "period of work" means the period of time for which the minimum wage must be established and paid.

The period of work of employees governed by the present Ordinance is the week.

9. *Week*: The expression "week" means a calendar week or a period of seven days established as a pay week extending from midnight on a given day to the end of the seventh consecutive day.

10. *Regular workweek*: The expression "regular work week" means the number of hours of work in one week beyond which any time worked must be paid for at an increased rate.

11. *Month*: The expression "month" means a calendar month.

Division II

Zones

12. *Zones*: For the purposes of the present Ordinance, the Province of Quebec is divided into two zones as herein after determined.

13. *Zone I*: La zone I comprend la région économique métropolitaine de Montréal, soit la région numéro 7 telle que cartographiée et publiée par le ministère de l'Industrie et du Commerce. Cette zone comprend l'île de Montréal, l'île Jésus, l'île Bizard et le comté de Chambly.

14. *Zone II*: La zone II comprend le reste de la province.

Section III

Détermination des taux minima de salaire

15. *Taux de la zone*: Le salarié a droit au taux minimum de salaire fixé pour la zone où il exécute son travail.

16. *Semaine normale*: Le salarié, pour chaque période de travail, a comme semaine normale celle fixée pour l'occupation qu'il remplit généralement durant telle période.

Section IV

Paiement du salaire

17. *Paiement sous enveloppe*: Le salaire, lorsque payé en deniers, doit être remis au salarié sous enveloppe cachetée.

18. *Bulletin de paie*: Tout salarié doit recevoir avec sa paie un bulletin contenant les renseignements suivants:

- a) Ses nom et prénoms;
- b) La période de paie;
- c) Le total de ses heures de travail et son surtemps indiqué séparément;
- d) Le taux de son salaire;
- e) Le salaire gagné;
- f) Le montant des déductions; et
- g) Le montant à lui remis.

La mention prévue au paragraphe "c" n'est pas obligatoire pour le salarié dont le salaire est ci-après fixé sur une base mensuelle, ni pour celui rémunéré sur une base fixe de salaire hebdomadaire, mensuel ou annuel et recevant par semaine, même quand il ne travaille pas une semaine complète, un salaire d'au moins \$60.00 dans la zone I et \$55.00 dans la zone II.

Section V

Règlements

19. *Système d'enregistrement de travail*: L'employeur professionnel doit tenir un système d'enregistrement où sont indiqués à l'encre, au crayon indélébile, par impression ou par perforation, pour chaque période de travail et pour chaque salarié à son emploi:

- a) Ses nom, prénoms et adresse;
- b) Son occupation;
- c) Sa date d'entrée au service de l'employeur;
- d) La période de paie;
- e) L'heure précise à laquelle, chaque jour, son travail a commencé et s'est terminé;
- f) Le total de ses heures de travail;
- g) Son surtemps;
- h) Le taux de son salaire;
- i) Le salaire gagné;
- j) Les déductions faites;
- k) Le montant remis au salarié; et
- l) Tous autres renseignements exigés par ordonnance ou règlement de la Commission.

Les mentions prévues aux paragraphes "e", "f" et "g" ne sont pas obligatoires pour le salarié dont le salaire est ci-après fixé sur une base mensuelle, ni pour celui rémunéré sur une base fixe de salaire hebdomadaire, mensuel ou annuel et

13. *Zone I*: Zone I comprises the Montreal Metropolitan Economic Region, that is region No. 7 as mapped and published by the Department of Trade and Commerce. Are included in this zone the Island of Montreal, Ile Jesus, Ile Bizard, and the county of Chambly.

14. *Zone II*: Zone II comprises the remainder of the Province.

Division III

Determination of minimum wage rates

15. *Rates according to zone*: Every employee is entitled to the minimum wage rates hereinafter fixed according to the zone in which he habitually works.

16. *Regular workweek*: The regular workweek of every employee, for each period of work, is the one fixed according to the occupation at which he is habitually occupied during such period.

Division IV

Payment of Wages

17. *Payment in envelope*: The salary, where paid in currency, must be given to the employee in a sealed envelope.

18. *Pay statement*: Every employee must receive with his pay a statement showing:

- a) His name and surname;
- b) The pay period;
- c) The total number of his hours of work and his overtime shown separately;
- d) His wage rate;
- e) The wages earned;
- f) The amount of deductions; and
- g) His take-home pay.

Subsection "c" is not obligatory for the employee whose wages are hereinafter fixed on a monthly basis, nor for the employee paid on a fixed weekly, monthly or yearly wage basis, and receiving, even when not working a full week, a weekly wage of at least \$60.00 in zone I and \$55.00 in zone II.

Division V

By-laws

19. *Recording of work*: A professional employer must keep, for each period of work and for each employee in his employ, records in which shall be recorded in ink or with an indelible pencil or by printing or perforation:

- a) His name, surname and address;
- b) His occupation;
- c) The date of his entrance into the service of such employer;
- d) His pay period;
- e) The precise hour at which his work was begun and finished each day;
- f) The total number of his hours or work;
- g) His overtime;
- h) His wage rate;
- i) The wages earned;
- j) The deductions made;
- k) His take-home pay; and
- l) All other particulars required by ordinance or by-law of the Commission.

Subsections "e", "f" and "g" are not obligatory for the employee whose wages are hereinafter fixed on a monthly basis, nor for the employee paid on a fixed weekly, monthly or yearly wage basis, and receiving, even when not working a

recevant par semaine, même quand il ne travaille pas une semaine complète, un salaire d'au moins \$60.00 dans la zone I et \$55.00 dans la zone II.

20. *Lieu de la tenue et de la conservation du système d'enregistrement*: Le système d'enregistrement doit être tenu en la province, à l'établissement de l'employeur; le système se rapportant à chaque année doit y être conservé durant cinq années.

21. *Rapport écrit*: L'employeur professionnel doit transmettre à la Commission, sur demande, un rapport écrit donnant les renseignements qui, tel que décrété en la présente section, doivent être consignés au système d'enregistrement.

22. *Affichage*: L'employeur professionnel doit afficher et tenir affichée à la vue de ses salariés tous règlements, résolutions, ordonnances ou documents qui lui sont transmis à cette fin par la Commission.

Troisième partie

Taux minima de salaire

Section VI

Corporations municipales

23. *Champ d'application*: La présente section fixe les taux minima de salaire des salariés des corporations municipales.

24. *Salaire minimum*: Quels que soient le mode d'emploi (au temps, à la pièce ou autrement) et le lieu du travail, le salaire minimum auquel ont droit les salariés des corporations municipales pour leurs heures de travail en chaque période de travail est celui fixé en la présente section.

25. *Taux minima de salaire*: Les salariés des corporations municipales ont droit, suivant leur occupation, aux taux horaires minima de salaire qui suivent:

	Zones	
	I	II
a) Tous salariés sauf ceux ci-après énumérés.....	70c	64c

26. *Garçons de bureau et messagers*: Les garçons de bureau et les messagers ont droit aux taux horaires minima de salaire suivants: 56c dans la zone I et 52c dans la zone II.

27. *Surveillants logés*: Les salariés préposés à la surveillance constante d'un établissement d'une corporation et logés gratuitement sur les lieux mêmes ont droit à un salaire minimum hebdomadaire de \$40.00 dans la zone I et de \$35.00 dans la zone II.

28. *Secrétaire à heures invérifiables d'une corporation municipale locale*: Le secrétaire à heures invérifiables d'une corporation municipale locale a droit pour son occupation, sans égard à ses heures de travail, au taux mensuel minimum de salaire suivant:

	Zones	
	I	II
\$175 Corporation de:		
6,001 âmes et plus.....	\$140	
de 6,000 à 1,501 âmes.....	90	
de 1,500 à 601 âmes.....	70	
de 600 à 301 âmes.....	55	
de 300 âmes et moins.....	40	

Ledit salarié occupé à d'autres travaux conserve son droit au salaire minimum établi pour de tels travaux.

29. *Secrétaire d'une municipalité de comté*: Le secrétaire d'une municipalité de comté a droit, sans égard aux zones et à ses heures de travail, à un taux mensuel minimum de salaire de \$70.00.

full week, a weekly wage of at least \$60.00 in zone I and \$55.00 in zone II.

20. *Where records must be kept and preserved*: Records must be kept in the Province, at the employer's establishment; the records relating to each year must be therein preserved and retained for five years.

21. *Written report*: A professional employer must, on request, furnish the Commission with a written report containing, as prescribed in the present division, the particulars to be kept on record.

22. *Posting*: A professional employer must post and keep posted in a conspicuous place, any by-law, resolution, ordinance or document furnished for such purpose by the Commission.

Part Three

Minimum Wage Rates

Division VI

Municipal Corporations

23. *Application*: The minimum wage rates of employees of municipal corporations are fixed in the present division.

24. *Minimum wage*: Whatever be the basis of employment (by the time, on piece-work or otherwise) and the place of work, the minimum wage to which employees of municipal corporations are entitled, for their hours of work during each period of work, is the one fixed in the present division.

25. *Minimum wage rates*: Employees of municipal corporations are entitled, according to their occupation, to the following hourly minimum wage rates:

	Zones	
	I	II
(a) All Employees except those herein after mentioned.....	70c	64c

26. *Office boys and messengers*: Office boys and messengers are entitled to the following hourly minimum wage rates: 56c in zone I and 52c in zone II.

27. *Caretakers with lodgings furnished*: Caretakers continuously supervising an establishment of a corporation, who are provided with free lodgings on the premises, are entitled to a weekly minimum wage of \$40.00 in zone I and \$35.00 in zone II.

28. *Secretary of a local municipal corporation whose hours of work are unverifiable*: Every secretary of a local municipal corporation whose hours of work are unverifiable is entitled, for his occupation, whatever be the number of his hours of work, according to the population of such corporation, to the following minimum monthly wage rates:

	Zones	
	I	II
\$175 Corporation of:		
6,001 souls and more.....	\$140	
6,000 to 1,501 souls.....	90	
1,500 to 601 souls.....	70	
600 to 301 souls.....	55	
300 souls and less.....	40	

Said employee occupied at other work is still entitled to the minimum wage established for said work.

29. *Secretary of a county municipality*: Every secretary of a county municipality is entitled, regardless of the zone and of his hours of work, to a monthly minimum wage rate of \$70.00.

30. *Semaine normale*: La semaine normale de travail des salariés des corporations municipales est de quarante-huit heures.

Cependant, tel qu'arrêté aux articles suivants, certains desdits salariés ont une semaine normale différente de celle mentionnée au présent article.

31. *Salariés sans semaine normale*: Les salariés ci-après desdites corporations n'ont pas de semaine normale de travail, soit:

- Les salariés occupés au déneigement;
- Les surveillants logés;
- Les salariés à heures invérifiables; et

Les salariés des entreprises de transmission de messages téléphoniques situées dans la zone II, ayant moins de 300 abonnés.

32. *Surtemps*: Doit être considéré surtemps tout travail en heures ou en fractions d'heure fait par un salarié desdites corporations en sus du nombre d'heures fixé pour sa semaine normale.

Cependant, pour les salariés payés au mois ou au demi-mois, le surtemps désigne le travail en heures ou en fractions d'heure fait en sus du nombre d'heures arrêté pour leur mois normal ou leur demi-mois normal.

33. *Paiement du surtemps*: Le salarié desdites corporations a droit pour son surtemps au taux minimum fixé pour son occupation par la présente ordonnance augmenté de sa moitié.

Toutefois, le salarié desdites corporations rémunéré sur une base fixe de salaire hebdomadaire, mensuel ou annuel, et recevant par semaine, même quand il ne travaille pas une semaine complète, un salaire d'au moins \$60.00 dans la zone I et \$55.00 dans la zone II, n'a pas droit, aux termes de la présente ordonnance, de réclamer de paiement pour son surtemps.

34. *Minimum de 3 heures*: Le salarié desdites corporations appelé à travailler moins longtemps que la journée régulière a droit à au moins trois heures de salaire au taux minimum, amoins qu'il n'ait refusé de faire le travail demandé.

35. *Repos hebdomadaire*: Tout salarié desdites corporations doit avoir, chaque semaine, une période de repos de vingt-quatre heures consécutives ou deux périodes de repos de dix-huit heures consécutives chacune.

30. *Regular workweek*: Forty-eight hours constitute the regular workweek of employees of municipal corporations.

However, as prescribed by the following sections, certain of these employees have a regular workweek different from the one fixed in the present section.

31. *Employees having no regular workweek*: No regular workweek is fixed for the following employees of said corporations, namely:

- Employees occupied at snow clearing;
- Caretakers with lodgings furnished;
- Employees whose hours of work are unverifiable; and

Employees of services for the transmission of telephonic messages situated in zone II, having less than 300 subscribers.

32. *Overtime*: Must be considered as overtime any work in hours or fractions of an hour performed by an employee of said corporations in excess of the number of hours fixed for his regular workweek.

For employees paid by the month or the half-month, overtime means any work in hours or fractions of an hour performed in excess of the number of hours fixed for their regular working month or half month.

33. *Payment of overtime*: Every employee of said corporations is entitled for his overtime to the minimum rate fixed according to his occupation by the present Ordinance, increased by one half of said rate.

However, every employee of said corporations paid on a fixed weekly, monthly or yearly wage basis and receiving, even when not working a full week, a weekly wage of at least \$60.00 in zone I and \$55.00 in zone II, has no right, under the terms of the present Ordinance, to claim payment for overtime.

34. *The 3-hour minimum*: Every employee of said corporations called to work less than the regular working day is entitled to be paid for three hours at his minimum wage rate, unless he has refused to do the work required of him.

35. *Weekly rest period*: Every employee of said corporations must be allowed, each week, twenty-four consecutive hours of rest or two periods of eighteen consecutive hours each.

Section VII

Corporations scolaires

36. *Champ d'application*: La présente section fixe les taux minima de salaire des salariés des corporations scolaires.

37. *Salaire minimum*: Quels que soient le mode d'emploi (au temps, à la pièce ou autrement) et le lieu du travail, le salaire minimum auquel ont droit les salariés des corporations scolaires pour leurs heures de travail en chaque période de travail est celui fixé à la présente section.

38. *Taux minima de salaire*: Les salariés des corporations scolaires ont droit, suivant leur occupation, aux taux horaires minima de salaire qui suivent:

	Zones	
	I	II
a) Tous salariés sauf ceux ci-après énumérés.....	70c	64c

39. *Garçons de bureau et messagers*: Les garçons de bureau et les messagers ont droit aux taux horaires minima de salaire suivants: 56c dans la zone I et 52c dans la zone II.

Section VII

School Corporations

36. *Application*: The minimum wage rate of employees of school corporations are fixed in the present division.

37. *Minimum wage*: Whatever be the basis of employment (by the time, on piece-work or otherwise) and the place of work, the minimum wage to which employees of school corporations are entitled for their hours of work during each period of work, is the one fixed in the present division.

38. *Minimum wage rates*: Employees of school corporations are entitled, according to their occupation, to the following hourly minimum wage rates:

	Zones	
	I	II
a) All employees except those hereinafter mentioned.....	70c	64c

39. *Office boys and messengers*: Office boys and messengers are entitled to the following hourly minimum wage rates: 56c in zone I and 52c in zone II.

40. *Surveillants logés*: Les salariés préposés à la surveillance constante d'un établissement d'une corporation et logés gratuitement sur les lieux mêmes ont droit à un salaire minimum hebdomadaire de \$40.00 dans la zone I et de \$35.00 dans la zone II.

41. *Secrétaire à heures invérifiables d'une corporation scolaire*: Le secrétaire à heures invérifiables d'une corporation scolaire a droit pour son occupation, sans égard à ses heures de travail et suivant le nombre de propriétaires d'immeubles situés sur le territoire de telle corporation, au taux mensuel minimum de salaire suivant:

Nombre de propriétaires d'immeubles situés sur le territoire d'une corporation scolaire	Taux mensuel minimum de salaire
1,201 et plus	\$100
601 à 1,200	85
301 à 600	75
101 à 300	60
51 à 100	40
50 et moins	30

Pour les fins du présent article, le terme "propriétaire" désigne la personne qui, suivant le Code scolaire, est tenue de payer une cotisation scolaire à la corporation scolaire (S.R.Q., 1941, c. 59, a. 2, p. 18).

Ledit salarié occupé à d'autres travaux conserve son droit au salaire minimum établi pour tels travaux.

42. *Contrôleur d'absences*: Le contrôleur d'absences d'une corporation scolaire a droit pour son occupation, sans égard à ses heures de travail et suivant le nombre d'enfants de 6 à 16 ans fréquentant l'école soumise à son contrôle, au taux mensuel minimum de salaire qui suit:

* Moins de cent élèves	\$ 5.00
Plus de cent élèves	10.00

Ledit salarié occupé à d'autres travaux conserve son droit au salaire minimum établi pour tels travaux.

43. *Instituteurs et institutrices — Travaux d'enseignement*: Les instituteurs et institutrices à l'emploi d'une corporation scolaire ont droit pour leur travail d'enseignement, sans égard aux zones, à un taux mensuel minimum de salaire de \$150.00, et ce, à compter du 1er juillet 1960.

Il est interdit auxdites corporations de déduire du salaire desdits salariés, même s'il est supérieur à celui fixé, quelque montant que ce soit pour le logement à eux fourni.

44. *Instituteurs et institutrices — Travail d'entretien*: Lesdits instituteurs et institutrices ont droit, en sus et distinctement de leur salaire pour enseignement, pour tout travail d'entretien, tel que nettoyage ou chauffage, qu'ils ont convenu avec la Corporation scolaire d'exécuter à l'école où ils enseignent, au taux mensuel minimum de salaire suivant:

Travail d'entretien	\$5.00
---------------------	--------

Il est interdit aux dites corporations d'appliquer en extinction de ce que dû auxdits salariés pour travail d'entretien, la partie de leur salaire pour enseignement excédant le taux minimum fixé à l'article précédent.

45. *Semaine normale*: La semaine normale de travail des salariés des corporations scolaires est de quarante-huit heures.

40. *Caretakers with lodging furnished*: Caretakers continuously supervising an establishment of a corporation, who are provided with free lodging on the premises, are entitled to a weekly minimum wage of \$40.00 in zone I and \$35.00 in zone II.

41. *Secretary of a school corporation whose hours of work are unverifiable*: Every secretary of a school corporation whose hours of work are unverifiable is entitled, for his occupation, whatever be the number of his hours of work, according to the number of property owners whose property is situated in the territory of a school corporation, to the following monthly minimum wage rate:

Number of property owners whose property is situated in the territory of a school corporation	Monthly minimum wage rate
1,201 and more	\$110
601 to 1,200	85
301 to 600	75
101 to 300	60
51 to 100	40
50 and less	30

For the purposes of the present section, the term "owner or property owner" means the person who under the School Code, is liable for the payment of a school assessment to a school corporation (R.S.Q., 1941, c. 59, s. 2, p. 18).

Said employee occupied at other work is still entitled to the minimum wage established for said work.

42. *Attendance officer*: Every attendance officer of a school corporation is entitled for his occupation, regardless of the number of his hours of work, according to the number of children of 6 to 16 years of age attending the school under his control, to the following monthly minimum wage rate:

Less than hundred pupils	\$ 5.00
More than hundred pupils	10.00

Said employee occupied at other work is still entitled to the minimum wage established for such work.

43. *School teachers — Teaching*: School board teachers are entitled for their teaching, regardless of zone, to a monthly minimum wage rate of \$150.00, and this, from the First of July, 1960.

Said corporations are strictly forbidden to deduct from the teachers' wages, even if such wages are higher than the one hereinabove fixed, any amount for lodgings furnished to them.

44. *School teachers — Maintenance work*: Said school teachers are entitled for maintenance work such as cleaning or heating they have agreed with the School corporation to perform at the school where they teach, in addition and apart from their wages for teaching, to the following monthly minimum wage rate:

Maintenance work	\$5.00
------------------	--------

Said corporations are forbidden to apply as payment for maintenance work that part of the wages due to such school teachers for teaching which exceeds the minimum wage rate fixed in the preceding section.

45. *Regular workweek*: Forty-eight hours constitute the regular workweek of employees of school corporations.

Cependant, tel qu'arrêté aux articles suivants, certains desdits salariés ont une semaine normale différente de celle mentionnée au présent article.

46. *Salariés sans semaine normale*: Les salariés ci-après desdites corporations n'ont pas de semaine normale de travail, soit:

- Les surveillants logés;
- Les salariés à heures invérifiables;

- Les contrôleurs d'absence; et
- Les instituteurs et institutrices.

47. *Surtemps*: Doit être considéré surtemps tout travail en heures ou en fractions d'heure fait par un salarié desdites corporations en sus du nombre d'heures fixé pour sa semaine normale.

Cependant, pour les salariés payés au mois ou au demi-mois, le surtemps désigne le travail en heures ou en fractions d'heure fait en sus du nombre d'heures arrêté pour leur mois normal ou leur demi-mois normal.

48. *Paiement du surtemps*: Le salarié desdites corporations a droit pour son surtemps au taux minimum fixé pour son occupation par la présente ordonnance augmenté de sa moitié.

Toutefois, le salarié desdites corporations rémunéré sur une base fixe de salaire hebdomadaire, mensuel ou annuel et recevant par semaine, même quand il ne travaille pas une semaine complète, un salaire d'au moins \$60.00 dans la zone I et \$55.00 dans la zone II, n'a pas droit aux termes de la présente ordonnance, de réclamer de paiement pour son surtemps.

49. *Minimum de 3 heures*: Le salarié desdites corporations appelé à travailler moins longtemps que la journée régulière a droit à au moins trois heures de salaire au taux minimum, à moins qu'il n'ait refusé de faire le travail demandé.

50. *Repos hebdomadaire*: Tout salarié desdites corporations doit avoir, chaque semaine, une période de repos de vingt-quatre heures consécutives ou deux périodes de repos de dix-huit heures consécutives chacune.

Quatrième partie

Dispositions finales

51. *Ordonnance N° 41, 1958 abrogée*: L'ordonnance N° 41, 1958 adoptée par la Commission le 20 mars 1958, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 17 avril 1958 par arrêté portant le numéro 341 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 26 avril 1958 est abrogée ainsi que les diverses ordonnances qui l'ont modifiée.

52. *Durée*: La présente ordonnance demeurera en vigueur jusqu'au 1er mai 1961.

53. *Entrée en vigueur*: La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er mai 1960.

Faite et signée en la cité de Québec, ce vingt-quatrième jour du mois de février mil neuf cent soixante.

Commission du salaire minimum.

Le Président,

(Signé) MARC TRUDEL, M.D.

Le Secrétaire général,

(Signé) PHILIPPE ROUSSEAU, C.R.

(Sceau)

Copie conforme.

PHILIPPE ROUSSEAU, C.R.,

Secrétaire général.

53333-o

However, as prescribed by the following sections, certain of these employees have a regular workweek different from the one fixed in the present section.

46. *Employees having no regular workweek*: No regular workweek is fixed for the following employees of said corporations, namely:

- Caretakers with lodgings furnished;
- Employees whose hours of work are unverifiable;

- Attendance officers; and
- School teachers.

47. *Overtime*: Must be considered as overtime any work in hours or fractions of an hour performed by an employee of said corporations in excess of the number of hours fixed for his regular workweek.

For employees paid by the month or the half-month, overtime means any work or fractions of an hour performed in excess of the number of hours fixed for their regular working month or half-month.

48. *Payment of overtime*: Every employee of said corporations is entitled for his overtime to the minimum rate fixed according to his occupation by the present Ordinance, increased by one half of said rate.

However, every employee of said corporations paid on a fixed weekly, monthly or yearly wage basis and receiving, even when not working a full week, a weekly wage of at least \$60.00 in zone I and \$55.00 in zone II, has no right, under the term of the present Ordinance, to claim payment for overtime.

49. *The 3-hour minimum*: Every employee of said corporations called to work less than the regular working day is entitled to be paid for three hours at his minimum wage rate, unless he has refused to do the work required of him.

50. *Weekly rest period*: Every employee of said corporations must be allowed, each week, twenty-four consecutive hours of rest or two periods of eighteen consecutive hours each.

Part four

Final provisions

51. *Ordinance No. 41, 1958 repealed*: Ordinance No. 41, 1958 adopted by the Commission on March 20, 1958, approved by the Lieutenant-Governor in Council on April 17, 1958 by Order in Council No. 341, and published in the *Quebec Official Gazette* of April 26, 1958 is repealed, as are the various ordinances that have modified it.

52. *Duration*: The present Ordinance shall remain in force until May 1st, 1961.

53. *Coming into force*: The present Ordinance shall come into force on the first day of May, 1960.

Signed and dated at the city of Quebec, this twenty-fourth day of the month of February in the year one thousand nine hundred and sixty.

Minimum Wage Commission.

(Signed)

MARC TRUDEL, M.D.,

President.

(Signed)

PHILIPPE ROUSSEAU, Q.C.,

Secretary General.

(Seal)

True copy.

PHILIPPE ROUSSEAU, Q.C.,

Secretary General.

53333-o

**Actions en séparation
de biens****MONETTE VS BROSSEAU**

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, N° 494700. Dame Antonia Annette Laurette Monette, ménagère, de Delson, comté de Laprairie, district de Montréal, épouse commune en biens de Côme Brosseau, chauffeur, actuellement à l'emploi de Northern Land Co. Ltd, Sept Iles, Province de Québec, district du Saguenay, demanderesse vs ledit Côme Brosseau, chauffeur, actuellement à l'emploi de Northern Land Co. Ltd, Sept-Iles, Province de Québec, district du Saguenay, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 13ième jour de janvier 1960.

Montréal, 11 mars 1960.

Les Procureurs de la demanderesse,
Mes BRISSON & BRISSON.

152 Est, Notre-Dame,
Montréal.

53325-0

**Actions for separation
as to property****MONETTE VS BROSSEAU**

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 494700. Dame Antonia Annette Laurette Monette, housewife, of Delson, county of Laprairie, district of Montreal, wife common as to property of Côme Brosseau, driver actually to the employ of Northern Land Co. Ltd., Sept Iles Province of Quebec, district of Saguenay, plaintiff vs the said Côme Brosseau, driver, actually to the employ of Northern Land Co. Ltd, Sept-Iles, Province of Quebec, district of Saguenay, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on January 13th, 1960.

Montreal, March 11, 1960.

Mes BRISSON & BRISSON,
Attorneys for Plaintiff.

152 Notre-Dames East,
Montreal.

53325-0

TAILLEBOIS VS PARISEL

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, N° 499,718. Dame Éliane Lydie Taillebois, couturière, épouse commune en biens de Fernand Louis Parisel, photographe, tous les deux de la cité et district de Montréal, demanderesse, vs Fernand Louis Parisel, photographe, de la cité et district de Montréal, défendeur.

Un action en séparation de biens a été intentée dans cette cause le 4 mars, 1960.

Le Procureur de la demanderesse,
ALFRED ZIMMERMAN.

53326-0

TAILLEBOIS VS PARISEL

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court No. 499,718. Dame Éliane Lydie Taillebois, couturière, wife common as to property of Fernand Louis Parisel, photographer, both of the city and district of Montreal, plaintiff, vs Fernand Louis Parisel, photographer, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 4th day of March, 1960.

ALFRED ZIMMERMAN,
Attorney for Plaintiff.

53326-0

Arrêtés en Conseil**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 168

Québec, le 4 février 1960.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT certains actes administratifs du Secrétariat de la province.

Il EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Secrétaire de la province:

IV

CONCERNANT le classement de la maison "Malenfant", à Québec, et du terrain sur lequel elle est située en vertu de la Loi des monuments et sites historiques et artistiques.

ATTENDU qu'en vertu de la Loi des monuments et sites historiques ou artistiques (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 70, tel que remplacé par l'article I de la loi 15-16 George VI, chapitre 24, modifié par la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 51), la Commission des monuments et sites historiques ou artistiques, par résolution adoptée le 11 décembre 1959, a fait le classement comme monument historique de la maison "Malenfant", située au numéro 37 de la rue Sainte-

Orders in Council**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Number 168

Quebec, February 4, 1960.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING certain administrative agreements of the Provincial Secretary.

It IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Provincial Secretary:

IV

CONCERNING the classification of the "Maison Malenfant" at Quebec, and the land on which it is situated in accordance with the Historic Monuments' and Sites' Act.

WHEREAS, in accordance with the Historic Monuments' and Sites' Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 70, as replaced by section I of act 15-16 George VI, chapter 24, amended by act 4-5 Elizabeth II, chapter 51), the Commission of Historic Monuments and Sites, by resolution adopted December 11, 1959, has made classification of the "Maison Malenfant" as an historical monument, situated at number 37 Saint-Ursule street, at Quebec, and of the land

Ursule à Québec, et du terrain sur lequel elle est érigée, portant le numéro 2710 du cadastre officiel pour le quartier Saint-Louis dans la cité de Québec;

ATTENDU QUE le propriétaire actuel de ces immeubles consent à leur classement comme monuments historiques;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 6 de la Loi des monuments et sites historiques ou artistiques, le classement d'immeubles comme monuments historiques devient définitif après avoir été approuvé, avec ou sans modification, par décret du Conseil exécutif;

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver le classement desdits immeubles comme monuments historiques.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Secrétaire de la province:

Qu'en vertu de l'article 6 de la Loi des monuments et sites historiques ou artistiques (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 70, tel que remplacé par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 24, modifié par la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 51), le classement de ladite maison "Malenfant", située au numéro 37 de la rue Sainte-Ursule à Québec, et du terrain sur lequel elle est érigée, portant le numéro 2710 du cadastre officiel pour le quartier Saint-Louis dans la cité de Québec, soit approuvé;

QUE la partie du présent arrêté en conseil, ayant trait au classement des immeubles précités, soit publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, et que tel classement ait force de loi à compter de la date de cette publication.

(s.) L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

53297-o

whereon it is built, bearing number 2710 of the official cadaster of Saint-Louis quarter in the city of Quebec;

WHEREAS the present owner of these immovables consents to their classification as historical monuments;

WHEREAS in accordance with section 6 of the Historic Monuments' and Sites' Act, the classification of the immovables as historical monuments, becomes final after approval, with or without amendments, by an order of the Executive Council;

WHEREAS it is deemed advisable to approve the classification of the said immovables as historical monuments.

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Provincial Secretary:

WHEREAS in accordance with section 6 of the Historic Monuments' and Sites' Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 70, as replaced by section 1 of act 15-16 George VI, chapter 24, amended by act 4-5 Elizabeth II, chapter 51), the classification of said "Maison Malenfant", situated at number 37 of Saint Ursule street in Quebec, and the land whereon it is built, bearing number 2710 of the official cadaster of the Saint-Louis quarter in the city of Quebec be approved;

THAT the part of the present order in council, dealing with the classification of aforesaid immovables, be published in the *Quebec Official Gazette*, and that such a classification have the force of law as from the date of this publication.

(s.) L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

53297

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 287

Québec, le 2 mars 1960.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT certains actes administratifs du Secrétariat de la province

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Secrétaire de la province:

XIV

CONCERNANT le classement de la maison Fargues, à Québec, et du terrain sur lequel elle est située, en vertu de la Loi des monuments et sites historiques ou artistiques

ATTENDU QUE la Commission des Monuments et sites historiques ou artistiques, en vertu de la Loi des monuments et sites historiques ou artistiques, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 70, tel que remplacé par l'article 1 de la Loi 15-16 George VI, chapitre 24, modifié par la Loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 51), par sa résolution en date du 11 décembre 1959, a fait le classement de la maison Fargues et du terrain sur lequel elle est érigée, étant le lot numéro 2112-5 du cadastre officiel pour le quartier St-Pierre, en la cité de Québec;

ATTENDU QUE le propriétaire de ces immeubles a consenti à leur classement comme monuments historiques;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 6 de la Loi des monuments et sites historiques ou artistiques, le classement d'immeubles comme monuments historiques, devient définitif après avoir été approuvé, avec ou sans modification, par décret du conseil exécutif.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 287

Quebec, March 2, 1960.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING certain administrative agreements of the Provincial Secretary

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Provincial Secretary:

XIV

CONCERNING the classification of the "Maison Fargues", et Quebec, and the land on which it is situated, in accordance with the Historic Monuments' and Sites' Act.

Whereas the Commission of Historic Monuments and Sites, in accordance with the Historic Monuments' and Sites' Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 70, as replaced by section 1 of Act 15-16 George VI, chapter 24 amended by Act 4-5 Elizabeth II, chapter 51), by resolution dated December 11, 1959, has made the classification of the "Maison Fargues" and of the land whereon it is erected, being lot number 2112-5 of the official cadaster of St-Peter section, in the city of Quebec;

Whereas the present owner of these immovables has consented to their classification as historical monuments;

WHEREAS in accordance with section 6 of the Historic Monuments' and Sites' Act, the classification of the immovables as historical monuments, becomes final after approval, with or without amendments, by an order of the Executive Council.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Secrétaire de la province:

Qu'en vertu de l'article 6 de la Loi des monuments et sites historiques ou artistiques (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 70, tel que remplacé par l'article 1 de la Loi 15-16 George VI, chapitre 24, modifié par la Loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 51), le classement de la maison Fargues et du terrain sur lequel elle est érigée, étant le lot numéro 2112-5 du cadastre officiel pour le quartier St-Pierre, en la cité de Québec, par la Commission des monuments et sites historiques ou artistiques en vertu de sa résolution du 11 décembre 1959, soit approuvé:

QUE la partie du présent arrêté en conseil, ayant trait au classement desdits immeubles, soit publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, et que ce classement ait force de loi à compter du 11 décembre 1959.

(s.) L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

53297-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 313

Québec, le 9 mars 1960.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la Régie des loyers et la cité de Sillery.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 32 de la loi 14-15 George VI, chapitre 20, le lieutenant-gouverneur en conseil peut soustraire à l'application de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires, toute municipalité soumise à ses dispositions, à la demande de la majorité absolue du conseil de la municipalité intéressée;

ATTENDU qu'il est stipulé par l'article 33 de cette loi qu'un arrêté en conseil passé en vertu de l'article 32 doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec* et qu'il devient exécutoire à compter de cette publication ou de toute date ultérieure fixée à cette fin;

ATTENDU QUE la cité de Sillery, en vertu d'une résolution adoptée le 15 février 1960 conformément aux dispositions dudit article 32 ci-dessus mentionné, a demandé au lieutenant-gouverneur en conseil de soustraire la cité de Sillery à l'application de ladite loi;

ATTENDU qu'il y a lieu de faire droit à la demande du conseil municipal de la cité de Sillery.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

1° QUE la municipalité de la cité de Sillery soit soustraite à l'application de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires (14-15 George VI, chapitre 20) et ses amendements;

2° QUE les arrêtés en conseil adoptés antérieurement et relatifs à cette loi ainsi qu'aux nominations qui s'y rapportent, en ce qui concerne la cité de Sillery, soient modifiés en conséquence;

3° QUE le présent arrêté en conseil soit publié dans la *Gazette officielle de Québec* et qu'il devienne exécutoire le premier avril 1960.

L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

53334-o

IT IS ORDAINED, accordingly, upon the recommendation of the Honourable Provincial Secretary:

THAT in accordance with section 6 of the Historic Monuments' and Sites' Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 70, as replaced by section 1 of the Act 15-16 George VI, chapter 24, amended by Act 4-5 Elizabeth II, chapter 51), the classification of the "Maison Fargues" and of the land whereon it is erected, being lot number 2112-5 of the official cadaster for the quarter of St. Peter, in the city of Quebec, by the Commission of Historic Monuments and Sites in accordance with its resolution of December 11, 1959, be approved;

THAT, the part of the present order in council, dealing with the classification of said immovables, be published in the *Quebec Official Gazette*, and that the classification have force of law as from December 11, 1959.

(s.) L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

53297

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 313

Quebec, March 9, 1960.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the regulation of rentals and the city of Sillery.

WHEREAS under section 32 of the act 14-15 George VI, chapter 20, the Lieutenant-Governor in Council may withdraw from the application of the Act in favor of the conciliation between lessees and owners, any municipality subject to its provisions, on the request of the absolute majority of the council of the municipality concerned;

WHEREAS it is stipulated by section 33 of this act that an Order in Council passed under section 32 must be published in the *Quebec Official Gazette* and it becomes executory from and after the date of this publication or from any ulterior date fixed for this purpose;

WHEREAS the city of Sillery, under a resolution adopted on February 15, 1960, in conformity with the provisions of the said section 32 above mentioned, has requested of the Lieutenant-Governor in Council to withdraw the city of Sillery from the application of the said act;

WHEREAS it is deemed expedient to accede to the request of the municipal council of the city of Sillery.

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the proposition of the Honourable the Prime Minister:

1. THAT the municipality of the city of Sillery be withdrawn from the application of the act to favor the conciliation between lessees and owners (14-15 George VI, chapter 20) and its amendments;

2. THAT the Orders in Council previously adopted and relative to this act as well as the appointments pertaining thereto, in that which concerns the city of Sillery, be therefore amended;

3. THAT the present Order in Council be published in the *Quebec Official Gazette* and that it become executory on April first, 1960.

L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

53334

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 287

Québec, le 2 mars 1960.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT certains actes administratifs du Secrétariat de la province.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Secrétaire de la province:

XVI

CONCERNANT le classement de la maison "Labadie" à Longueuil et du terrain sur lequel elle est située en vertu de la Loi des monuments et sites historiques ou artistiques.

ATTENDU qu'en vertu de la Loi des monuments et sites historiques ou artistiques (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 70, tel que remplacé par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 24, modifié par la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 51), la Commission des Monuments et sites historiques ou artistiques, par résolution adoptée le 26 novembre 1959, a fait le classement comme monuments historiques de la maison "Labadie", située au numéro 40 est de la rue St-Charles de Longueuil, et du terrain sur lequel elle est érigée, étant le lot numéro 41 du cadastre officiel pour le village de Longueuil;

ATTENDU que le propriétaire actuel de ces immeubles consent à leur classement comme monuments historiques;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 6 de la Loi des monuments et sites historiques ou artistiques, le classement d'immeubles comme monuments historiques devient définitif après avoir été approuvé, avec ou sans modification, par décret du conseil exécutif;

ATTENDU qu'il y a lieu d'approuver le classement desdits immeubles comme monuments historiques.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Secrétaire de la province:

Qu'en vertu de l'article 6 de la Loi des monuments et sites historiques ou artistiques (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 70, tel que remplacé par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 24, modifié par la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 51), le classement de la maison "Labadie", située au numéro 40 est de la rue St-Charles à Longueuil, étant le lot numéro 41 du cadastre officiel pour le village de Longueuil, par la Commission des monuments et sites historiques ou artistiques, en vertu de sa résolution du 26 novembre 1959, soit approuvé;

QUE la partie du présent arrêté en conseil ayant trait au classement des immeubles précités, soit publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, et que tel classement ait force de loi à compter du 26 novembre 1959.

(s.) L. DÉSILETS,

Greffier du Conseil Exécutif.

53297-0

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 287

Quebec, March 2, 1960.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING certain administrative agreements of the Department of the Provincial Secretary.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Provincial Secretary:

XVI

CONCERNING the classification of the "Labadie" house at Longueuil and of the lot on which it is situated in accordance with the Historic or Artistic Monuments and Sites Act.

WHEREAS under the Historic of Artistic Monuments and Sites Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 70, as replaced by section 1 of Act 15-16 George VI, chapter 24, amended by Act 4-5 Elizabeth II, chapter 51), the Commission of Historic or Artistic Monuments and Sites, by resolution adopted on November 26, 1959, has classified as historic monuments the "Labadie" house, situated at number 40 St-Charles Street, East, of Longueuil, and the lot on which it is erected, being lot number 41 of the official cadaster for the village of Longueuil;

WHEREAS the present owner of this immoveable consents to it being classified as an historical monument;

WHEREAS in accordance with section 6 of the Historic or Artistic Monuments and Sites Act, the classification of immoveables as historical monuments, becomes final after approval, with or without amendments, by an order of the Executive Council;

WHEREAS it is deemed advisable to approve the classification of the said immoveables as historical monuments.

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Provincial Secretary:

THEREFORE in accordance with section 6 of the Historic or Artistic Monuments and Sites Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 70, as replaced by section 1 of Act 15-16 George VI, chapter 24, amended by Act 4-5 Elizabeth II, chapter 51), the classification of the "Labadie" house, situated at number 40 St-Charles Street, East, at Longueuil, being lot number 41 of the official cadaster for the village of Longueuil, by the Commission of Historic or Artistic Monuments and Sites Act, by virtue of its resolution of November 26, 1959, be approved;

THAT that part of the present Order in Council dealing with the classification of the aforesaid immoveables be published in the *Quebec Official Gazette* and that this classification have the force of law as from and after November 26, 1959.

(s.) L. DÉSILETS,

Clerk of the Executive Council.

53297

Assemblée

Meeting

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY

Avis est, par les présentes, donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie "Quebec Central Railway Company"

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY

Notice is hereby given that the Annual General Meeting of the shareholders of "Quebec Central Railway Company" will be held at the offices

sera tenue aux bureaux de la compagnie "Canadian Pacific Railway Company", Montréal, Canada, mercredi, le 20e jour d'avril 1960, à onze heures du matin, pour l'élection de deux directeurs représentant les obligataires, et, en général, pour la transaction de toute autre affaire.

Les actionnaires enregistrés le 10e jour de mars 1960 peuvent assister et voter à l'assemblée.

Daté à Montréal, Canada, le 4e jour de février 1960.

Le Secrétaire,
J. C. BONAR.

53244-11-3

of the "Canadian Pacific Railway Company", Montreal, Canada, on Wednesday, the 20th day of April, 1960, at the hour of eleven o'clock in the forenoon, for the election of two Directors representing the Security Holders and, for the transaction of business generally.

Stockholders of record on the 10th day of March, 1960, may attend and vote.

Dated at Montreal, Canada, this 4th day of February 1960.

53244-11-3-o

J. C. BONAR,
Secretary.

Avis divers

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 10 mars 1960.

Aujourd'hui, à quatre heures et quarante-cinq minutes de l'après-midi, l'honorable lieutenant-gouverneur s'est rendu à la chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative et, cette chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit:

- 3 Loi concernant les investissements immobiliers des universités.
- 9 Loi modifiant la Loi de l'hygiène publique de Québec.
- 13 Loi relative à la Loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements.
- 15 Loi modifiant la Loi des pensions.
- 30 Loi modifiant la Loi de l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation.
- 31 Loi modifiant la Loi du département de la colonisation.
- 33 Loi concernant la taxe municipale de vente et la taxe scolaire d'éducation.
- 39 Loi modifiant la Loi de l'instruction publique.
- 42 Loi modifiant la Loi pour assurer le progrès de l'éducation.
- 44 Loi pour augmenter et généraliser les subventions aux corporations scolaires afin d'aider au paiement des traitements du personnel enseignant.
- 46 Loi modifiant la Loi du Barreau.
- 50 Loi pour augmenter et généraliser les subventions aux institutions d'enseignement classique et à certaines autres écoles.
- 51 Loi modifiant la Loi de la Législature.
- 53 Loi modifiant la Loi électorale de Québec.
- 56 Loi concernant certains titres de propriété de La Cie du Marché Central Métropolitain Ltée

Miscellaneous notices

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 10th of March, 1960.

This day, at four o'clock and forty-five minutes in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and, that House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

- 3 An Act respecting capital investments in real estate of universities.
- 9 An Act to amend the Quebec Public Health Act.
- 13 An Act respecting the Act to ensure for the Province the revenues necessitated by its development.
- 15 An Act to amend the Pension Act.
- 30 An Act to amend the Colonization Land Acquisition Act.
- 31 An Act to amend the Colonization Act.
- 33 An Act respecting the municipal sales tax and the school education tax.
- 39 An Act to amend the Education Act.
- 42 An Act to amend the Act to insure the progress of education.
- 44 An Act to increase and generalize grants to school corporations to facilitate the payment of teachers' salaries.
- 46 An Act to amend the Bar Act.
- 50 An Act to increase and generalize subsidies to classical educational institutions and certain other schools.
- 51 An Act to amend the Legislature Act.
- 53 An Act to amend the Quebec Election Act.
- 56 An Act respecting certain titles of ownership of The Greater Montreal Central Market Co. Ltd.

57	Loi modifiant la Loi du département des pêcheries.	57	An Act to amend the Fisheries Department Act.
58	Loi concernant une aide financière aux universités de la province.	58	An Act respecting financial assistance to the universities of the province.
60	Loi concernant les universités, le fonds d'éducation et l'impôt sur les corporations.	60	An Act respecting universities, the education fund and the corporation tax.
64	Loi concernant le système administratif de la cité de Montréal.	64	An Act respecting the administrative system of the city of Montreal.
65	Loi constituant en corporation la "Fondation Cardinal Léger".	65	An Act to incorporate the "Cardinal Léger Foundation".
66	Loi concernant l'assurance-hospitalisation.	66	An Act respecting hospitalization insurance.
68	Loi modifiant la Loi des assurances de Québec.	68	An Act to amend the Quebec Insurance Act.
69	Loi modifiant la Loi facilitant l'accès aux études supérieures.	69	An Act to amend the Act to facilitate access to higher studies.
71	Loi concernant la cité de Montréal, la cité d'Outremont et la Compagnie du Cimetière du Mont-Royal.	71	An Act respecting the city of Montreal, the city of Outremont and The Mount Royal Cemetery Company.
80	Loi modifiant la Loi de la convention collective.	80	An Act to amend the Collective Agreement Act.
88	Loi modifiant la Loi pour faciliter l'établissement et l'administration d'une salle de concert à Montréal.	88	An Act to amend the Act to facilitate the establishment and administration of a concert hall in Montreal.
126	Loi annexant certains territoires à la cité de Sainte-Thérèse.	126	An Act to annex certain territories to the city of Sainte-Thérèse.
152	Loi octroyant certains pouvoirs à La corporation du village de Shawinigan-Sud.	152	An Act to grant certain powers to The corporation of the village of Shawinigan-South.
161	Loi modifiant la charte de la ville de Bromptonville.	161	An Act to amend the charter of the town of Bromptonville.
162	Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.	162	An Act to amend the charter of the city of Sherbrooke.
165	Loi prolongeant de deux années la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 146, concernant une taxe de vente dans le comté de Lac Saint-Jean-Est.	165	An Act to prolong by two years the act 6-7 Elizabeth II, chapter 146, respecting a sales tax in the county of Lake St. John-East.
166	Loi concernant la ville de Boucherville.	166	An Act respecting the town of Boucherville.
170	Loi modifiant la Loi concernant La Corporation de Montréal Métropolitain.	170	An Act to amend the Act respecting The Montreal Metropolitan Corporation.
173	Loi modifiant la charte de la ville de Rosemère.	173	An Act to amend the charter of the town of Rosemère.
174	Loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal.	174	An Act to revise and consolidate the charter of the city of Montreal.
175	Loi changeant le nom de famille de Russell Lukasiewicz en celui de Lukas.	175	An Act to change the family name of Russell Lukasiewicz to that of Lukas.
176	Loi modifiant la charte de la ville d'Anjou.	176	An Act to amend the charter of the town of Anjou.
184	Loi modifiant la charte de la cité de Lachine.	184	An Act to amend the charter of the city of Lachine.
188	Loi modifiant la charte de la cité de Hull et concernant La commission des écoles catholiques de Hull et Les syndics des écoles dissidentes de la cité de Hull.	188	An Act to amend the charter of the city of Hull and respecting The Catholic school commission of Hull and The dissentient school trustees for the city of Hull.
189	Loi modifiant la charte de L'Industrielle Compagnie d'Assurance sur la Vie.	189	An Act to amend the charter of the Industrial Life Insurance Company.

193 Loi concernant la succession de feu Maurice Michaud.	193 An Act respecting the estate of the late Maurice Michaud.
202 Loi pour valider le titre de Westminster Paper Company Limited sur certaines propriétés.	202 An Act to validate the title of Westminster Paper Company Limited to certain properties.
207 Loi concernant la ville de Saint-Bruno de Montarville.	207 An Act respecting the town of Saint-Bruno de Montarville.
209 Loi concernant le décès et la succession du docteur Alyre Aubin.	209 An Act respecting the death and estate of doctor Alyre Aubin.
210 Loi modifiant la charte de la cité de Longueuil.	210 An Act to amend the charter of the city of Longueuil.
216 Loi érigeant en corporation de ville La municipalité de Sainte-Monique des Saules.	216 An Act to erect as a town corporation The municipality of Sainte-Monique des Saules.
224 Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Laurent.	224 An Act to amend the charter of the city of Saint-Laurent.
226 Loi attribuant certains pouvoirs aux commissaires de La municipalité scolaire de la paroisse de Sainte-Foy.	226 An Act to grant certain powers to the commissioners for The school municipality of the parish of Sainte-Foy.
227 Loi modifiant la charte de la ville de Lac Mégantic.	227 An Act to amend the charter of the town of Lac Mégantic.
235 Loi modifiant la charte de la cité de Québec.	235 An Act to amend the charter of the city of Quebec.
236 Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme.	236 An Act to amend the charter of the city of Saint-Jérôme.
239 Loi modifiant la charte de la cité de Thetford Mines.	239 An Act to amend the charter of the city of Thetford Mines.
242 Loi modifiant la charte de la ville de Repentigny.	242 An Act to amend the charter of the town of Repentigny.
244 Loi concernant La paroisse Saint-Charles de Lachenaie.	244 An Act respecting The parish Saint-Charles de Lachenaie.
245 Loi modifiant la charte de la cité des Sept-Iles.	245 An Act to amend the charter of the city of Sept-Iles.
249 Loi concernant la ville de Belleterre.	249 An Act respecting the town of Belleterre.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."
53334-o

(P.G. 10375-60)
FLEETWOOD CORPORATION

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "Fleetwood Corporation", ce qui suit:

Règlement N° onze

- 1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes augmenté de quatre (4) à cinq (5) directeurs de manière que le Conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de cinq (5) directeurs.
- 2° Trois (3) directeurs formeront quorum à toute assemblée du Conseil d'administration.
- 3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieures de la compagnie, incompatibles à icelui, sont par les présentes, amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement."

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council, in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills."
53334-o

(A.G. 10375-60)
FLEETWOOD CORPORATION

Be it enacted and is hereby enacted as a by-law of "Fleetwood Corporation", as follows:

By-law No. eleven

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from four (4) to five (5) so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of five (5) directors.
2. Three (3) directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.
3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-laws."

Certifié comme étant une copie véritable du règlement N° onze de "Fleetwood Corporation", décrété par le conseil d'administration à une assemblée tenue le quinzième jour de février dix-neuf cent soixante (1960) et sanctionné et approuvé à une assemblée générale spéciale des actionnaires convoquée à cette fin, tenue le quinzième jour de février dix-neuf cent soixante, à laquelle un quorum était présent, par le vote de plus des deux-tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents.

Le Secrétaire,
SAMUEL SOKOLOFF.

53302

(P.G. 15996-59)

KCS (QUEBEC) LIMITED

Règlement N° IV

étant un règlement qui diminue le nombre de directeurs.

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme le règlement N° IV de "KCS (Quebec) Limited", ce qui suit:

1) Que le nombre des membres du conseil d'administration de la compagnie soit et il est, par les présentes, diminué de 5 à 3, de manière que le conseil d'administration soit dorénavant composé de trois (3) directeurs;

2) Deux (2) directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration;

3) Tous règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui, sont par les présentes, amendés, modifiés et révisés, de manière à donner effet à ce règlement.

Je certifie, par les présentes, que le précédent règlement a été passé à une assemblée du conseil d'administration de "KCS (Quebec) Limited", le 16 novembre 1959, et a été ratifié à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue à la même date, par le vote unanime des actionnaires qui y étaient présents.

Le Secrétaire,
N. LEE.

53303

(P.G. 15374-59)

LORAN ELECTRIC LTD.

Règlement N° 3

Concernant la modification du nombre des directeurs.

Le nombre des directeurs de la compagnie "Loran Electric Ltd." est changé de trois (3) qu'il était auparavant à celui de quatre (4) et le règlement N° 1 de la compagnie est modifié en conséquence.

Copie certifiée du règlement N° 3 de la compagnie "Loran Electric Ltd." dûment adopté à une assemblée des directeurs, tenue le 30 octobre, 1959, et approuvé à une assemblée générale spéciale de la Compagnie, tenue le 30 octobre, 1959, par les actionnaires détenant entre eux 100% des actions représentées à cette assemblée.

Le Secrétaire,
MAURICE MORIN.

53304-o

(P.G. 14573-59)

SIXTY-EIGHT DEVELOPMENT INC.

Règlement N° 29

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "Sixty-Eight Development Inc.", (ici nommée "la compagnie"), ce qui suit:

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, diminué de

Certified to be a true copy of by-law No. eleven of "Fleetwood Corporation" enacted by the board of directors at a meeting held on the fifteenth day of february nineteen hundred sixty (1960) and sanctioned and approved at a special general meeting of shareholders called for the purpose held on the fifteenth day of February nineteen hundred sixty, at which a quorum was present, by the vote of more than two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present.

SAMUEL SOKOLOFF,
Secretary.

53302-o

(A.G. 15996-59)

KCS (QUEBEC) LIMITED

By-law No. IV

being a by-law to decrease the number of directors.

Be it enacted and it is hereby enacted as by-law No. IV of "KCS (Quebec) Limited", as follows:

1) The number of the board of directors of the company be and is hereby decreased from 5 to 3 so that the board hereafter shall be composed of three (3) directors;

2) Two (2) directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors;

3) All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect hereto.

I hereby certify that the foregoing by-law was passed at a meeting of the board of directors of "KCS (Quebec) Limited", on November 16, 1959 and was ratified at a special general meeting of shareholders held on the same date, by unanimous vote of the shareholders there present.

N. LEE,
Secretary.

53303-o

(A.G. 15374-59)

LORAN ELECTRIC LTD.

By-Law No. 3

Concerning the altering of the number of directors.

The number of directors of the company, "Loran Electric Ltd.", has been changed from three (3) as it formerly was to four (4) and by-law No. 1 of the company has been altered accordingly.

Certified copy of by-law No. 3 of the company, "Loran Electric Ltd.", duly adopted at a meeting of the directors, held October 30, 1959, and approved at a special general assembly of the company, held October 30, 1959, by the shareholders holding among themselves 100% of the shares represented at this meeting.

MAURICE MORIN,
Secretary.

53304

(A.G. 14573-59)

SIXTY-EIGHT DEVELOPMENT INC.

By-Law No. 29

Be it enacted and it is hereby enacted as a By-law of "Sixty-Eight Development Inc.", (herein called "the Company"), as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby decreased from four to

quatre à trois, de manière que le Conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de trois directeurs.

2. Deux directeurs formeront quorum à toute assemblée du Conseil d'administration.

Certifié comme étant une copie véritable du règlement N° 29 adopté à l'unanimité à une assemblée du Conseil d'administration de "Sixty-Eight Development Inc.", tenue aux bureaux de la compagnie le 2e jour de février 1960 et approuvé à l'unanimité par tous les actionnaires possédant toutes les actions en cours de la compagnie à une assemblée générale spéciale tenue à cette fin, à la même date.

(Sceau)
53305

Le Secrétaire,
DAVID ZUNENSHINE.

SYNDICAT DES PROFESSEURS
D'IBERVILLE

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que, le 26 février 1960, l'honorable Secrétaire de la province a autorisé le changement de nom du "Syndicat des Instituteurs et Institutrices Catholiques d'Iberville", dont la formation a été autorisée le 16 mars 1955, avec siège social à Iberville, en celui de "Syndicat des Professeurs d'Iberville", et ce, conformément aux dispositions des articles 7 et 8 de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q. 1941, chapitre 162).

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le premier mars 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,
53306-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 10866-60)

MANSIONS RADIO LIMITED

Règlement N° 27

"Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "Mansions Radio Limited" (ici nommée la "compagnie"), ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de cinq à sept, de manière que le Conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de sept directeurs.

2° Quatre directeurs formeront quorum à toute assemblée du Conseil d'administration.

3° Tous règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont par les présentes, amendés, modifiés et révisés, de manière à donner effet à ce règlement.

Je, le soussigné, Alan B. Gold, Assistant-secrétaire de "Mansions Radio Limited", certifie, par les présentes, sous le sceau corporatif de la compagnie que le précédent est une copie véritable et authentique du règlement N° 27 de la compagnie, régulièrement adopté par le Conseil d'administration de la compagnie à une assemblée dûment et régulièrement convoquée et tenue au bureau de la compagnie, le 20e jour de janvier 1960, et confirmé et sanctionné par tous les actionnaires de la compagnie à une assemblée dûment et régulièrement convoquée et tenue au bureau de la compagnie, le 20e jour de janvier 1960.

Et j'ai signé, ce 25e jour de janvier 1960, à Montréal.

(Sceau)
53335

L'Assistant-secrétaire,
ALAN B. GOLD.

three so that the Board of Directors of the Company shall hereafter be composed of three directors.

2. Two directors shall constitute a quorum at any meeting of the Board of Directors.

Certified to be a true copy of By-law No. 29 unanimously adopted at a meeting of the Board of Directors of "Sixty-Eight Development Inc.", held at the offices of the Company on the 2nd day of February, 1960, and unanimously approved by all the shareholders owning all the outstanding shares of the Company at a General Meeting held for the purpose on the same date.

(Seal)
53305-o

DAVID ZUNENSHINE,
Secretary.

SYNDICAT DES PROFESSEURS
D'IBERVILLE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that, on February 26, 1960, the Honourable the Provincial Secretary has authorized the change of name of "Syndicat des Instituteurs et Institutrices Catholiques d'Iberville", the formation of which was authorized on March 16, 1955, with head office at Iberville, into that of "Syndicat des Professeurs d'Iberville", and such, pursuant to the provisions of articles 7 and 8 of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q., 1941, chapter 162).

Given at the office of the Provincial Secretary, on March first, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,
53306 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 10866-60)

MANSIONS RADIO LIMITED

By-Law No. 27

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Mansions Radio Limited" (herein called the "company") as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from five to seven so that the Board of directors of the company shall hereinafter be composed of seven directors.

2. Four directors shall constitute a quorum of any meeting of the Board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

I, the undersigned, Alan B. Gold, Assistant-Secretary of "Mansions Radio Limited", do hereby certify under the corporate seal of the company that the foregoing is a true and correct copy of by-law No. 27 of the company, regularly adopted by the Board of directors of the company at a meeting duly and regularly called and held at the office of the company on the 20th day of January, 1960, and confirmed and sanctioned by all the shareholders of the company at a meeting duly and regularly called and held at the office of the company on the 20th day of January, 1960.

And I have signed, this 25th day of January, 1960, at Montreal.

(Seal)
53335-o

ALAN B. GOLD,
Assistant-Secretary.

(P.G. 13937-59)

MORIN MINING EXPLORATION LTD.
(Libre de Responsabilité Personnelle)

Règlement N° 5

Concernant la modification du nombre des directeurs

"Le nombre des directeurs de la compagnie "Morin Mining Exploration Ltd." (Libre de Responsabilité Personnelle) est changé de trois qu'il était auparavant à celui de cinq"

Copie certifiée du règlement N° 5 dûment adopté à une assemblée des directeurs de la compagnie tenue le 27 novembre 1959, et approuvé et ratifié à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie tenue le 30 novembre 1959, par les actionnaires détenant entre eux 100% des actions représentées à cette assemblée.

Le Secrétaire:

53336-o

LS.-ROBERT RUEL

(A.G. 13937-59)

MORIN MINING EXPLORATION LTD.
(Libre de Responsabilité Personnelle)

By-Law No. 5

Concerning the changing of the number of directors

"The number of directors of the company, "Morin Mining Exploration Ltd." (Libre de Responsabilité Personnelle) has been changed from three as it formerly was to five"

Certified copy of by-law No. 5 duly adopted at a meeting of directors of the company held November 27, 1959, and approved and ratified at a special general assembly of the shareholders of the company held November 30, 1959, by the shareholders holding among themselves 100% of the shares represented at this meeting.

LS.-ROBERT RUEL,

53336

Secretary.

(P.G. 12704-58)

ROSS TRANSPORT TECHNICAL SERVICES INC.

Règlement N° XXXVIII

Adopté à une assemblée des directeurs de la compagnie "Ross Transport Technical Services Inc.", tenue le 29 août 1958, et ratifié pour toutes fins légales par les actionnaires de la compagnie à une assemblée générale spéciale tenue le même jour.

"Il a été résolu que la principale place d'affaires de la compagnie, qui selon les lettres patentes doit être dans Mackayville, sera dorénavant située au 248 E rue Charron, Ville de Lemoyne, district de Montréal."

Vraie copie certifiée et signée à Mackayville le 29 août 1958.

(Seau)

Le Président,

J. ALFRED LAFLAMME.

Le Secrétaire-trésorier,

RUSSEL S. ROSS.

53337

(A.G. 12704-58)

ROSS TRANSPORT TECHNICAL SERVICES INC.

By-law No. XXXVIII

Adopted at a meeting of the directors of the company "Ross Transport Technical Services Inc.", held on August 29th 1958, and ratified for all legal purposes by the shareholders of the company at a special general meeting held on the same day.

"It was resolved that the main place of business of the company, which under the letters patent is to be in Mackayville, would from now on be situated at 248 E. Charron Street, Ville de Lemoyne, district of Montreal."

Certified true copy and signed at Mackayville on August 29th 1958.

(Seal)

J. ALFRED LAFLAMME,

President.

RUSSEL S. ROSS,

Secretary-Treasurer.

53337-o

(P.G. 15723-59)

ST-LAWRENCE PLASTERING LTD.
PLÂTRAGE ST-LAURENT LTÉE

Extrait du règlement N° 1

Article 4 (concernant l'augmentation du nombre des directeurs de 3 à 5).

"Article 4.— Les affaires de la compagnie sont administrées par un bureau de direction composé de cinq directeurs."

Copie certifiée du règlement N° 1 (article 4) de la compagnie "St. Lawrence Plastering Ltd.—Plâtrage St-Laurent Ltée", adopté par les directeurs à une assemblée tenue le 28 décembre 1959 et approuvé à l'unanimité par les actionnaires présents à une assemblée tenue le 28 décembre 1959.

Montréal, ce 2ième jour de mars 1960.

Le Procureur,

MAURICE MARTEL.

53338-o

SYNDICAT COOPÉRATIF DÉCARIE

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif Décarie", en date du 2 février 1960, dont le siège social est situé à Saint-Laurent, district judiciaire

(A.G. 15723-59)

ST-LAWRENCE PLASTERING LTD.
PLÂTRAGE ST-LAURENT LTÉE

Excerpt of by-law No. 1

Article 4 (concerning the increase in the number of directors from 3 to 5).

"Article 4.— The affairs of the company are governed by a board of directors composed of five directors."

Certified copy of by-law No. 1 (article 4) of the company "St. Lawrence Plastering Ltd.—Plâtrage St-Laurent Ltée", adopted by the directors at a meeting held on December 28, 1959, and unanimously approved by the shareholders present at a meeting held on December 28, 1959.

Montreal, this 2nd day of March, 1960.

MAURICE MARTEL,

Attorney.

53338

SYNDICAT COOPÉRATIF DÉCARIE

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif Décarie" under date February 2nd, 1960, whereof the head office is at Saint-

de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétaire de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le trois mars 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,
53339-o RAYMOND DOUVILLE.

L'ASSOCIATION DES EMPLOYÉS DE
FRUITS ET LÉGUMES
DE MONTRÉAL INC.

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Employés de Fruits et Légumes de Montréal Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la province le dix-huit février 1960.

Le siège social du syndicat professionnel ci-haut mentionné est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
53344-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14397-59)

BRITISH TITAN PRODUCTS
(CANADA) LIMITED

Règlement N° 25

étant un règlement qui augmente le nombre des directeurs

1. Que le nombre des directeurs de "British Titan Products (Canada) Limited" (ici nommée la "compagnie") soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à cinq, de manière que le Conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de cinq directeurs.

2. Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont par les présentes, amendés, modifiés et révisés, de manière à donner effet à ce règlement.

Décreté ce 29e jour de février 1960.

Certifié comme étant une copie véritable du règlement N° 25 de "British Titan Products (Canada) Limited", décrété par les directeurs à leur assemblée tenue le 29 février 1960 et approuvé à l'unanimité à l'assemblée générale spéciale des actionnaires convoquée aux fins de considérer le règlement et tenue le 8 mars 1960.

Montréal, 8 mars 1960.
(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
53345 G. L. PRIME.

(P.G. 12035-59)

LEON INVESTMENT LTD.

Règlement N° XXIII

Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété comme le règlement N° XXIII de la compagnie, ce qui suit:

"Que le nombre des directeurs soit et il est, par les présentes, diminué de quatre (4) à trois (3), dont deux (2) formeront quorum."

Copie véritable certifiée du règlement N° XXIII de "Leon Investment Ltd.", passé par les directeurs, le 2 avril 1959 et plus tard, sanctionné à l'unanimité par tous les votes reçus à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie tenue à ladite date et dûment convoquée aux fins de le considérer.

(Sceau) Le Secrétaire,
53346 S. KONKOL.

Laurent, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this third day of March, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,
53339 Assistant Secretary of the Province.

L'ASSOCIATION DES EMPLOYÉS DE
FRUITS ET LÉGUMES
DE MONTRÉAL INC.

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Employés de Fruits et Légumes de Montréal Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on the eighteenth day of February, 1960.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
53344 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 14397-59)

BRITISH TITAN PRODUCTS
(CANADA) LIMITED

By-Law No. 25

being a By-law increasing the number of Directors

1. The number of Directors of "British Titan Products (Canada) Limited" (herein called the "Company") be, and the same is hereby increased from three to five so that the Board of Directors of the Company shall hereafter be composed of five Directors.

2. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

Enacted this 29th day of February, 1960.

Certified to be a true copy of By-law No. 25 of "British Titan Products (Canada) Limited" enacted by the Directors at their meeting held on February 29, 1960 and unanimously approved at the Special General Meeting of shareholders called for considering the by-law and held on March 8, 1960.

Montreal, March 8, 1960.
(Seal) G. L. PRIME,
53345-o Secretary-Treasurer.

(A.G. 12035-59)

LEON INVESTMENT LTD.

By-Law No. XXIII

Be it and it is hereby enacted as By-law No. XXIII of the Company, as follows:

The number of Directors be and the same is hereby decreased from four (4) to three (3) of whom two (2) shall form a quorum."

Certified a true copy of By-Law No. XXIII of "Leon Investment Ltd.", passed by the Directors on April 2nd 1959 and thereafter unanimously sanctioned by all the votes cast at a Special General Meeting of the Shareholders of the Company held on the said date and duly called to consider the same.

(Seal) S. KONKOL,
53346-o Secretary.

(P.G. 12813-58)

JASMOR CONSTRUCTION INC.

Règlement N° 27

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "Jasmor Construction Inc.", (Ici nommée "la compagnie"), ce qui suit:

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à quatre, de manière que le Conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de quatre directeurs.

2. Trois directeurs formeront quorum à toute assemblée du Conseil d'administration.

Certifié comme étant une copie véritable du règlement N° 27 adopté à l'unanimité à une assemblée du Conseil d'administration de "Jasmor Construction Inc.", tenue aux bureaux de la compagnie, le 9e jour de septembre 1958, et approuvé à l'unanimité par tous les actionnaires possédant toutes les actions en cours de la compagnie à une assemblée générale tenue à cette fin à la même date.

(Scellé)
53347

Le Secrétaire,
S. MUSSMAN.

(A.G. 12813-58)

JASMOR CONSTRUCTION INC.

By-Law No. 27

Be it enacted and it is hereby enacted as a By-law of "Jasmor Construction Inc.", (herein called "the Company") as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three to four so that the Board of Directors of the company shall hereafter be composed of four directors.

2. Three directors shall constitute a quorum at any meeting of the Board of Directors.

Certified to be a true copy of By-law No. 27 unanimously adopted at a meeting of the Board of directors of "Jasmor Construction Inc." held at the offices of the company on the 9th day of September, 1958, and unanimously approved by all the shareholders owning all the outstanding shares of the company at a general meeting held for the purpose on the same date.

(Seal)
53347-o

S. MUSSMAN,
Secretary.

(P.G. 3431-52)

LE PALAIS DES SPORTS INC.

Règlement N° 4

(concernant l'augmentation du nombre des directeurs de 3 à 4)

"Qu'il soit et il est par les présentes décrété, comme Règlement N° 4 de "Le Palais des Sports Inc.", (ci-après appelée "la Compagnie") ce qui suit:

Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de quatre membres, dont trois formeront quorum."

Je soussigné, Henri Pouliot, de la cité de Québec, étant le Secrétaire de "Le Palais des Sports Inc.", certifie que le document ci-dessus est une copie conforme du règlement N° 4 de ladite compagnie, que ce règlement fut régulièrement adopté par les directeurs de la compagnie lors d'une assemblée tenue le 10 février 1960, à 10.30 heures de l'avant-midi, à laquelle tous les directeurs étaient présents et votèrent en faveur dudit règlement, qui fut subséquemment confirmé et ratifié par les actionnaires de la compagnie lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue le même jour à 11.00 a.m., à laquelle tous les actionnaires de la compagnie étaient présents et votèrent en faveur de telle confirmation.

Québec, ce 10 février 1960.

53348-o

Le Secrétaire,
HENRI POULIOT.

(A.G. 3431-52)

LE PALAIS DES SPORTS INC.

By-Law No. 4

(concerning the increase in the number of directors from 3 to 4)

"That it be and it is by these presents enacted, as by-law No. 4 of "Le Palais des Sports Inc.", (hereinafter called "the Company") the following:

The affairs of the company shall be administrated by a Board of Directors composed of four members, three of whom shall form quorum."

I, the undersigned, Henri Pouliot, of the city of Québec, being the Secretary of "Le Palais des Sports Inc.", certify that the above document is a true copy of by-law No. 4 of the said company, that this by-law was regularly adopted by the directors of the company at a meeting held on February 10, 1960, at 10.30 o'clock in the forenoon, at which all the directors were present and voted in favor of the said by-law, which was subsequently confirmed and ratified by the shareholders of the company at a special general meeting of the shareholders held the same day at 11.00 a.m., at which all the shareholders of the company were present and voted in favor of such a confirmation.

Québec, February 10, 1960.

53348

HENRI POULIOT,
Secretary.

KNOWLTON GROVE INC.

Règlement N° 7

Qui est un règlement concernant la distribution d'actif de "Knowlton Grove Inc."

1. Attendu que la compagnie a cessé d'exercer son commerce, sauf aux fins de liquidation de ses affaires;

2. Attendu que la compagnie n'a pas de dettes ou d'obligations.

3. En conséquence, qu'il soit décrété comme un règlement de "Knowlton Grove Inc.", que:

1° La compagnie soit et elle est, par les présentes, autorisée à disposer de ses biens, à distribuer

KNOWLTON GROVE INC.

By-Law No. 7

Being a By-law respecting the distribution of the assets of "Knowlton Grove Inc."

1. Whereas the company has ceased to carry on business except for the purpose of winding up its affairs;

2. Whereas the company has no debts or obligations.

3. Therefore be it enacted as a By-law of "Knowlton Grove Inc." that:

1. The company be and is hereby authorized to dispose of its property, distribute its assets ratea-

son actif au pro rata entre ses actionnaires et à subséquemment procéder à sa dissolution par voies de procédures d'abandon de charte, en vertu de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec.

2° Les directeurs et officiers sont par les présentes, autorisés et dirigés à faire, à signer et exécuter toutes choses, actes et documents nécessaires ou opportuns au bon exercice du précédent.

Décreté ce 1er jour de mars 1960.

(Seau)

Le Président,
LA VERNE HOFF.

Le Secrétaire,

A. NELSON CURTIS.

53349

(P.G. 15910-59)

LES PLACEMENTS DU VALLON INC.

Règlement N° 3

Le nombre des directeurs de la compagnie "Les Placements du Vallon Inc.", est changé de trois qu'il était auparavant à celui de sept et le règlement général N° 1 de la compagnie est modifié en conséquence.

Copie certifiée du règlement N° 3 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 26 octobre 1959 et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le 26 octobre 1959 par les actionnaires détenant entre eux 100% des actions représentées à cette assemblée.

53350-o

Le Secrétaire,
YVES BARRETTE.

TOWN OF MOUNT ROYAL BAPTIST CHURCH

Avis est, par les présentes, donné que, par l'arrêté en conseil, N° 283, daté du 2 mars 1960, il a plu à son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil de valider le règlement N° 1 de "Garden City Baptist Church of Mount Royal", changeant son nom en celui de "Town of Mount Royal Baptist Church", conformément aux dispositions de l'article 6 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations, S.R.Q. 1941, chapitre 280.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce seizième jour de mars 1960.

L'Assistant-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

53297

FOYER D'YOUVILLE

Avis est donné que, par l'arrêté ministériel numéro 284, en date du 2 mars 1960, il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil de valider le règlement de l'"Hospice de Saint-Thomas de Montmagny", changeant son nom en celui de "Foyer d'Youville", et ce, conformément aux dispositions de l'article 6 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations, S.R.Q. 1941, chapitre 280.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le seize mars 1960.

53297-o

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14219-59)

ALMA INVESTMENT CORP.

Règlement N° 22

"Sur proposition dûment faite et secondée et passée à l'unanimité, il a été résolu d'amender le règlement N° 3, paragraphe a de la compagnie, en augmentant le nombre des directeurs de trois à quatre."

Copie véritable certifiée.
Montréal, 16 juillet 1959.

53380

Le Secrétaire,
L. DUBROVSKY.

bly among its shareholders and subsequently to proceed to dissolution by way of surrender of charter proceedings under section 26 of the Quebec Companies Act.

2. The directors and officers are hereby authorized and directed to do, sign and execute all things, deeds and documents necessary or desirable for the due carrying out of the foregoing.

Enacted this 1st day of March, 1960.

(Seal)

LA VERNE HOFF,

President.

A. NELSON CURTIS,

Secretary.

53349-o

(A.G. 15910-59)

LES PLACEMENTS DU VALLON INC.

By-law No. 3

The number of the directors of the company "Les Placements du Vallon Inc.", is changed from three that it was previously to that of seven and the general by-law No. 1 of the company is therefore amended.

Certified copy of by-law No. 3 duly adopted at a meeting of the directors held on October 26, 1959, and approved at a special general meeting of the company held on October 26, 1959 by the shareholders holding amongst them 100% of the shares represented at this meeting.

53350

YVES BARRETTE,
Secretary.

TOWN OF MOUNT ROYAL BAPTIST CHURCH

Notice is hereby given that, by Order in Council No. 283, dated March 2nd, 1960, His Honour the Lieutenant-Governor in Council was pleased to validate by-law No. 1 of "Garden City Baptist Church of Mount Royal", changing its name to that of "Town of Mount Royal Baptist Church", pursuant to the provisions of section 6 of the Special Corporate Powers Act, R.S.Q. 1941, chapter 280.

Given at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of March, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

53297-o

FOYER D'YOUVILLE

Notice is given that, by Order in Council number 284, dated March 2, 1960, the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to validate the by-law of the "Hospice de Saint-Thomas de Montmagny", changing its name into that of "Foyer d'Youville", and such, pursuant to the provisions of section 6 of the Special Corporate Powers Act, R.S.Q., 1941, chapter 280.

Given at the office of the Provincial Secretary on March sixteenth, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

53297

(A.G. 14219-59)

ALMA INVESTMENT CORP.

By-law No. 22

"Upon motion duly moved and seconded and carried unanimously, it was resolved to amend by-law No. 3, paragraph a of the company, by increasing the number of directors from three to four."

Certified true copy.
Montreal, July 16th, 1959.

53380-o

L. DUBROVSKY,
Secretary.

(P.G. 15863-59)
DOMAINE DU LAC ARCHAMBAULT INC.

Règlement N° "X"

(Concernant la modification du nombre des directeurs).

Le nombre des directeurs de la compagnie "Domaine du Lac Archambault Inc.", est changé de trois (3) qu'il était auparavant à celui de cinq (5), et le règlement N° 3 des règlements généraux de la compagnie est modifié en conséquence.

Copie certifiée du règlement N° "X" dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 27 octobre 1959 et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le 27 octobre 1959, par les actionnaires détenant entre eux (100%) des actions représentées à cette assemblée.

53381-o Le Secrétaire,
MARC-ANDRÉ BOISCLAIR.

(A.G. 15863-59)
DOMAINE DU LAC ARCHAMBAULT INC.

By-law No. "X"

(Concerning the amendment in the number of directors).

The number of directors of the company "Domaine du Lac Archambault Inc.", is changed from three (3) that it was heretofore to that of five (5), and by-law No. 3 of the general by-laws of the company is therefore amended.

Certified copy of by-law No. "X" duly adopted at a meeting of the directors held on October 27, 1959, and approved at a special general meeting of the company held on October 27, 1959, by the shareholders holding amongst themselves (100%) of the shares represented at this meeting.

53381 MARC-ANDRÉ BOISCLAIR,
Secretary.

(P.G. 14221-59)
HILLVALE INVESTMENT CORP.

Règlement N° 22

"Sur proposition dûment faite et secondée et passée à l'unanimité, il a été résolu d'amender le règlement N° 3, paragraphe (a) de la compagnie, en augmentant le nombre des directeurs de trois à quatre."

Copie véritable certifiée.
Montréal, 16 juillet 1959.

53382 Le Secrétaire,
L. DUBROVSKY.

(A.G. 14221-59)
HILLVALE INVESTMENT CORP.

By-law No. 22

"Upon motion duly moved and seconded and carried unanimously, it was resolved to amend By-law No. 3, paragraph (a) of the company, by increasing the number of directors from three to four."

Certified true copy.
Montreal, July 16th, 1959.

53382-o L. DUBROVSKY,
Secretary.

(P.G. 16376-59)
LA BAIE CONSTRUCTION CO. LTD.

Règlement spécial "A"

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à quatre, de manière que le conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de quatre directeurs;

2° Trois directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration;

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à celui, sont par les présentes, modifiés et révisés, de manière à donner effet à ce règlement.

Copie véritable certifiée d'un règlement de la compagnie adopté par le conseil d'administration de la compagnie, le 21e jour de décembre 1959, approuvé à l'unanimité par les actionnaires de la compagnie à une assemblée générale tenue à cette fin, le 21 décembre 1959, où tous les actionnaires étaient présents, représentant trois actions, alors émises par la compagnie.

53383 Le Secrétaire,
DOV KRAVETZ.

(A.G. 16376-59)
LA BAIE CONSTRUCTION CO. LTD.

Special by-law "A"

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three to four so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of four directors;

2. Three directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors;

3. All prior by-laws resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised, in order to give effect to this by-law.

Certified a true copy of a by-law of the company adopted by the board of directors on the 21st day of December, 1959, unanimously approved by the shareholders of the company at a general meeting held for that purpose on December 21st, 1959, wherein there were present all the shareholders, representing three shares then issued by the company.

53383-o DOV KRAVETZ,
Secretary.

(P.G. 13476-58)
LES ENTREPRISES FLEURY INC.

Règlement N° 1 paragraphe 3 concernant la modification du nombre des directeurs.

Le nombre des directeurs de la compagnie "Les Entreprises Fleury Inc." est changé de trois qu'il était auparavant à celui de vingt et le règlement N° 1 paragraphe 3 de la compagnie est modifié en conséquence.

Copie certifiée du règlement N° 1 paragraphe 3 dûment adopté à une assemblée des directeurs

(A.G. 13476-58)
LES ENTREPRISES FLEURY INC.

By-law No. 1 paragraph 3 concerning the amendment in the number of its directors.

The number of the directors of the company "Les Entreprises Fleury Inc." is changed from three that it was heretofore into that of twenty and by-law No. 1 paragraph 3 of the company is therefore amended.

Certified copy of by-law No. 1 paragraph 3 duly adopted at a meeting of the directors held

tenue le trois décembre mil neuf cent cinquante-huit, et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le même jour par les actionnaires détenant entre eux (100%) des actions représentées à cette assemblée.

Le Secrétaire,
53384-o ROLAND MILETTE, notaire.

(P.G. 14780-58)

SOREL STEEL FOUNDRIES LIMITED

Extraits des minutes d'une assemblée du conseil d'administration de "Sorel Steel Foundries Limited", dûment convoquée et tenue au siège social de la compagnie, 1405 rue Peel, Montréal, P.Q., mardi le 19 janvier 1960, à 10.30 a.m., concernant une augmentation dans le conseil d'administration de 6 à 8:

"Il a été proposé par le président, M. A. Ludger Simard, secondé par M. Arthur Simard et unanimement résolu que le règlement N° 6 soit, et il est par les présentes, annulé et rescindé et qu'il soit remplacé par le suivant:

Article N° 6
Bureau de Direction

Le Bureau de Direction sera composé de huit (8) directeurs, parmi lesquels seront choisis le Président du Conseil, le Président, un ou deux Vice-Présidents et le Directeur-Gérant;

Le Président du Conseil, le Président, le ou les Vice-Présidents et le Directeur-Gérant seront élus par les Directeurs à leur assemblée tenue immédiatement après l'assemblée générale annuelle."

Vraie copie certifiée d'une résolution adoptée à une assemblée du conseil d'administration de "Sorel Steel Foundries Limited" tenue le 19 janvier 1960 et approuvée à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue le 21 janvier 1960 à laquelle étaient représentées, en personne ou par procuration, 19,050 actions d'un capital total émis de 20,000 actions.

Le Secrétaire,
53385 C. HAWKEN.

(P.G. 12676-59)

THE ROYAL QUEBEC GOLF CLUB

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le quinze mars 1960, approuvé le règlement N° 4A de "The Royal Quebec Golf Club", tel qu'adopté à l'assemblée générale spéciale tenue le 16 février 1960, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le seize mars 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,
53386-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11553-56)

LA CORPORATION DE L'HÔPITAL
SAINT-AMBROISE DE LORETTEVILLE

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le quinze mars 1960, approuvé les nouveaux règlements Nos 11, 15, 22 et 23 de "La Corporation de l'Hôpital Saint-Ambroise de Loretteville", remplaçant les règlements de mêmes numéros précédemment en vigueur, tels qu'adoptés à l'assemblée générale spéciale tenue le 9 février 1960, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

on December third, one thousand nine hundred and fifty-eight, and approved at a special general meeting of the company held on the same day by the shareholders holding amongst themselves (100%) of the shares represented at this meeting.

ROLAND MILETTE, notary,
53384 Secretary.

(A.G. 14780-58)

SOREL STEEL FOUNDRIES LIMITED

Extract from the minutes of a meeting of the board of directors of "Sorel Steel Foundries Limited", duly called and held at the head office of the company, 1405 Peel Street, Montreal, P.Q., on Tuesday, January 19th 1960, at 10.30 a.m., concerning an increase in the directorate of the company from 6 to 8:

"It was moved by the President, Mr. A. Ludger Simard, seconded by Mr. Arthur Simard and unanimously resolved that by-Law No. 6 be, and it is hereby cancelled and rescinded and that it be replaced by the following:

By-Law No. 6
Board of Directors

The Board of Directors shall be composed of eight (8) directors, from which shall be elected the president of the board, the President, one or two Vice-Presidents and the Director-Manager;

The President of the Board, the President, the Vice-President or Vice-Presidents and the Director-Manager will be elected by the directors at their meeting held immediately after the annual general meeting."

Certified to be a true copy of a resolution passed at a meeting of the board of directors of "Sorel Steel Foundries Limited" held on January 19th 1960 and approved at a special general meeting of shareholders held on January 21st 1960 at which were represented, either in person or by proxy, 19,050 shares of the total issued capital of 20,000 shares.

C. HAWKEN,
53385-o Secretary.

(A.G. 12676-59)

THE ROYAL QUEBEC GOLF CLUB

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy-Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, on March fifteenth, 1960, approved by-law No. 4A of "The Royal Quebec Golf Club", as adopted at the special general meeting held on February 16, 1960, and such pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary on March sixteenth, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,
53386 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 11553-56)

LA CORPORATION DE L'HÔPITAL
SAINT-AMBROISE DE LORETTEVILLE

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, on March fifteenth, 1960, approved the new by-laws Nos 11, 15, 22 and 23 of "La Corporation de l'Hôpital Saint-Ambroise de Loretteville", replacing the by-laws of the same numbers previously in force, as adopted at the special general meeting held on February 9, 1960, and such pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Donné au bureau du Secrétaire de la province,
le seize mars 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,
53387-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13826-58)

QUEBEC POP CORN INC.

Règlement N° 3

L'article 4 du règlement N° 1 est modifié en remplaçant les mots et chiffre 3 par les mot et chiffre 4, de telle sorte qu'à l'avenir, le bureau de direction de la compagnie sera composé de quatre (4) directeurs.

Copie certifiée du règlement N° 3 de "Quebec Pop Corn Inc.", adopté par les directeurs à une assemblée tenue le 1er février 1960, et ratifié par le vote d'au moins les deux-tiers (2/3) en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale, tenue le 1er février 1960.

Le Secrétaire,
53388-o JEAN-MARIE VERMETTE.

Given at the office of the Provincial Secretary
on March sixteenth, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,
53387 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13826-58)

QUEBEC POP CORN INC.

By-law No. 3

Section 4 of by-law No. 1 is amended by replacing the words and number 3 by the words and number 4, so that in future, the Board of Directors of the company will be composed of four (4) directors.

Certified copy of by-law No. 3 of "Quebec Pop Corn Inc.", adopted by the directors at a meeting held on February 1st, 1960, and ratified by the vote of at least two-thirds (2/3) of the value of the shares represented by the shareholders present at a special general meeting, held on February 1st, 1960.

JEAN-MARIE VERMETTE,
53388 Secretary.

Chartes — Abandon de

L. P. THIBAUT, LTÉE

Avis est par la présente donné que "L. P. Thibault, Ltée" constituée en corporation par la Loi des compagnies de Québec demandera au procureur général de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte d'après les dispositions de la Loi des compagnies de Québec. Québec, le 7 mars 1960.

Le Secrétaire,
53307-o Me WILBROD BHERER, C.R.

MONNORD LAND CORPORATION

Avis est donné par les présentes que "Monnord Land Corporation" demandera la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date à être fixé.

Monnord Land Corporation,
par Le Secrétaire,
M. ROSENBERG.
Les Procureurs de Monnord Land
Corporation,
Louis & Berger. 53308-o

Charters — Surrender of

L. P. THIBAUT, LTÉE

Notice is hereby given that "L. P. Thibault, Ltée" incorporated by the Quebec Companies Act will apply to the Attorney general of the province of Quebec for leave to surrender its charter according to the provisions of the Quebec Companies Act.

Quebec, March 7th, 1960.
Me WILBROD BHERER, Q.C.,
53307 Secretary.

MONNORD LAND CORPORATION

Notice is hereby given that "Monnord Land Corporation" will apply for leave to surrender its Charter at a date to be fixed.

Monnord Land Corporation,
Per M. ROSENBERG,
Secretary.
Louis & Berger,
Attorneys of Monnord Land
Corporation. 53308-o

LAPRAIRIE INSURANCE AGENCIES LTD
LES AGENCES D'ASSURANCE DE
LAPRAIRIE LTÉE

Avis est par les présentes donné que "Laprairie Insurance Agencies Ltd — Les Agences d'Assurance de Laprairie Ltée", une corporation constituée sous la Loi des Compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Laprairie, district de Montréal, demandera au Procureur Général de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.
Ce 4 mars 1960.

Le Secrétaire,
J. ARTHUR NADEAU.
Les Procureurs de la Requérante,
Riel, Vermette, Girouard & Marin,
10 St-Jacques Ouest,
Montréal, Qué. 53309-o

LAPRAIRIE INSURANCE AGENCIES LTD
LES AGENCES D'ASSURANCE DE
LAPRAIRIE LTÉE

Notice is hereby given that "Laprairie Insurance Agencies Ltd — Les Agences d'Assurance de Laprairie Ltée", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Laprairie, district of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.
This 4th day of March, 1960.

J. ARTHUR NADEAU,
Secretary.
Riel, Vermette, Girouard & Marin,
Attorneys for Petitioner,
10 St-James Street West,
Montreal, Que. 53309-o

GLASS COMPANY LIMITED

Avis est, par les présentes, donné en vertu de la Loi des compagnies de Québec que la compagnie "Glass Company Limited", a l'intention de s'adresser au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 9 mars 1960.

Les Procureurs de la requérante,
GAMEROFF, FENSTER
& KANDESTIN.

53310

ENTREPRISES SPORTIVES
TRIFLUVIENNES INC.

Prenez avis que la compagnie, "Entreprises Sportives Trifluviennes Inc.", demandera au procureur général la permission d'abandonner sa charte.

Trois-Rivières, le 9 mars 1960.

Les Procureurs de la compagnie,
LAPERRIÈRE & TRUDEL.

53321-o

KNOWLTON GROVE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Knowlton Grove Inc.", une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur-général de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 1er jour de mars 1960.

Le Secrétaire,
A. N. CURTIS.

Le Procureur de la Corporation,
Royal E. C. Werry, C.R.

53327

SOUTH SHORE SEAWAY
SITES LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "South Shore Seaway Sites Limited", s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 6e jour d'octobre 1959.

Le Procureur de la compagnie,
Wm M. FORD.

53351

ST. CHARLES HEIGHTS
DEVELOPMENT CO.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "St. Charles Heights Development Co.", s'adressera au Secrétaire de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 6e jour d'octobre 1949.

Le Procureur de la compagnie,
Wm M. FORD.

53352

GLASS COMPANY LIMITED

Notice is hereby given under the Quebec Companies Act that "Glass Company Limited", intends to apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, March 9th, 1960.

GAMEROFF, FENSTER
& KANDESTIN,
Attorneys for applicant.

53310-o

ENTREPRISES SPORTIVES
TRIFLUVIENNES INC.

Take notice that the company "Entreprises Sportives Trifluviennes Inc.", will apply to the Attorney General for permission to surrender its charter.

Trois-Rivières, March 9, 1960.

LAPERRIÈRE & TRUDEL,
Attorneys for the company.

53321

KNOWLTON GROVE INC.

Notice is hereby given that the "Knowlton Grove Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 1st day of March, 1960.

A. N. CURTIS,
Secretary.

Royal E. C. Werry, Q.C.,
Attorney for the Corporation.

53327-o

SOUTH SHORE SEAWAY
SITES LIMITED

Notice is hereby given that "South Shore Seaway Sites Limited"; will make an application to the Provincial Secretary for the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 6th day of October, 1959.

Wm M. FORD,
Attorney for the company.

53351-o

ST. CHARLES HEIGHTS
DEVELOPMENT CO.

Notice is hereby given that "St. Charles Heights Development Co.", will make an application to the Provincial Secretary for the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 6th day of October, 1959.

Wm M. FORD,
Attorney for the company.

53352-o

Département de
l'Instruction publique

N° 1362-59.

IRLANDE-SUD

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire d'Irlande-Sud, dans le comté de Mégantic, les lots 261, 374 et 375 du cadastre

Department of
Education

No. 1362-59.

IRELAND-SOUTH

Application is made to detach from the school municipality of Ireland-South, in Mégantic county, the lots 261, 374 and 375 of the official

officiel du canton d'Irlande, pour les annexer à la municipalité scolaire du village de Bernierville, dans le même comté.

Québec, le 5 mars 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
53255-11-2-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 1187-59.

LAVAL-DES-RAPIDES PROTESTANT

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire protestante de Laval-des-Rapides, dans le comté de Laval, les lots 1 à 55 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de St-Vincent-de-Paul, pour les annexer, pour les contribuables protestants seulement, à la municipalité scolaire protestante de Les Écores, dans le même comté.

Québec, le 4 mars 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
53256-11-2-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 296-60.

PAROISSE DE ST-JOACHIM-DE-SHEFFORD

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Joachim-de-Shefford, dans le comté de Shefford, en celui de "St-Joachim", dans le comté de Shefford.

Québec, le 4 mars 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
53257-11-2-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 68-59.

STE-ROSE PROTESTANT

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, pour les protestants seulement, sous le nom de la municipalité scolaire protestante de Ste-Rose, dans le comté de Laval, le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles de la municipalité de Ste-Rose et celui administré actuellement par les commissaires d'écoles de Fabreville, même comté.

Québec, le 9 mars 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
53287-11-2-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 1185-59.

LES ÉCORES

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil N° 292, en date du 2 mars 1960, de détacher de la municipalité scolaire de Les Écores, dans le comté de Laval, les lots originaires Nos 87 à 105 inclusivement ainsi que toutes leurs subdivisions présentes et futures, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Vincent-de-Paul, dans le même comté.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1960.

Québec, le 10 mars 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
53301-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 1120-59.

ST-ADOLPHE

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de St-Adolphe, dans le comté de Montmorency, les lots 328 à 345 inclusivement du rang St-Victor ainsi que les lots 360 à 370 inclusivement du rang St-Alexandre, tous du cadastre officiel de la paroisse de St-Adolphe, dans le comté de Montmorency.

Québec, le 14 mars 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
53322-12-2-o O.-J. DESAULNIERS.

cadaster of the township of Ireland, to annex them to the school municipality of the village of Bernierville, in the same county.

Quebec, March 5, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 1187-59.

PROTESTANT LAVAL-DES-RAPIDES

Application is made to detach from the protestant school municipality of Laval-des-Rapides, in the county of Laval, lots 1 to 55 inclusively of the official cadaster of the parish of St-Vincent-de-Paul, to annex them, for tax-paying protestants only, to the protestant school municipality of Les Écores, in the same county.

Quebec, March 4th, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 296-60.

PARISH OF ST-JOACHIM-DE-SHEFFORD

Application is made to change the name of the school municipality of the parish of St-Joachim-de-Shefford, in the county of Shefford, to that of "St-Joachim", in the county of Shefford.

Quebec, March 4th, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 68-59.

PROTESTANT STE-ROSE

Application is made to erect as a distinct school municipality, for protestants only, under the name of the protestant school municipality of Ste-Rose, in the county of Laval, the territory presently under the jurisdiction of the school trustees of the municipality of Ste-Rose and that presently under the administration of the school commissioners of Fabreville, in the same county.

Quebec March 9th, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 1185-59.

LES ÉCORES

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 292, dated March 2, 1960, has been pleased to detach from the school municipality of Les Écores, in Laval county, the original lots No. 87 to 105 inclusively as well as all their present and future subdivisions, to annex them to the school municipality of St-Vincent-de-Paul, in the same county.

This change will take effect on July first, 1960.

Quebec, March 10, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 1120-59.

ST-ADOLPHE

Application is made to annex to the school municipality of St-Adolphe, in the county of Montmorency, lots 328 to 345 inclusively of range St-Victor, as well as lots 360 to 370 inclusively of range St-Alexandre, all of the official cadaster for the parish of St-Adolphe, in the county of Montmorency.

Quebec, March 14, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 51-60.

ST-SYLVESTRE-SUD

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Sylvestre-Sud, dans le comté Lotbinière, les lots 216, 262 et 263 du cadastre officiel de St-Sylvestre, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Patrice-de-Beaurivage, dans le même comté.

Québec, le 14 mars 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
53323-12-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 51-60.

ST-SYLVESTRE-SOUTH

Application is made to detach from the school municipality of St-Sylvestre-South, in the county of Lotbinière, lots 261, 262 and 263, of the official cadaster of St-Sylvestre, to annex them to the school municipality of St-Patrice-de-Beaurivage, in the same county.

Québec, March 14, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
53323-12-2 Superintendent of Education.

N° 660-53.

ST-WILFRID-DE-BARNSTON

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Wilfrid-de-Barnston, dans le comté de Stanstead, le territoire ci-dessous décrit, pour l'annexer à la municipalité scolaire de Barnston, même comté:

Les lots 6-G, 6-H, 6-I, 7-B, 7-C, 7-D, 7-E, 7-H et 7-G du rang V; les lots 6, 7-A, 7-B, 7-C, 7-D, 8-A, 8-B et 8-D du rang VI, tous du cadastre officiel du canton Barnston.

Québec, le 14 mars 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
53324-12-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 660-53.

ST-WILFRID-DE-BARNSTON

Application is made to detach from the school municipality of St-Wilfrid-de-Barnston, in the county of Stanstead, the territory here-below described, to annex it to the school municipality of Barnston, same county:

Lots 6-G, 6-H, 6-I, 7-B, 7-C, 7-D, 7-E, 7-H and 7-G of range V; lots 6, 7-A, 7-B, 7-C, 7-D, 8-A, 8-B and 8-D of range VI, all of the official cadaster of the township of Barnston.

Québec, March 14, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
53324-12-2 Superintendent of Education.

**Département des
Terres et Forêts**

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine de Longueuil (municipalité de la cité de Jacques-Cartier), division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 74-1 à 74-34, 74-36 à 74-223, 74-223A, 74-224 à 74-282, 74-315 à 74-345, 74-377 à 74-406, 74-438 à 74-467, 74-499 à 74-528, 74-917 à 74-961, 74-962-A, 74-963 et une partie des lots 74-35, 74-376, 74-437, 74-498 et 74-559 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 29 février 1960.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
53300-o AVILA BÉDARD.

**Department of
Lands and Forest**

NOTICE

Official cadastre of the parish of St-Antoine de Longueuil (municipality of city of Jacques-Cartier), registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 74-1 to 74-34, 74-36 to 74-223, 74-223-A, 74-224 to 74-282, 74-315 to 74-345, 74-377 to 74-406, 74-438 to 74-467, 74-499 to 74-528, 74-917 to 74-961, 74-962-A, 74-963 and a part of lots 74-35, 74-376, 74-437, 74-498 and 74-559 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Québec, February 29, 1960.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
53300-o AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION*Cercueils — Province*

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à la fabrication des cercueils dans la province, rendue obligatoire par le décret numéro 101 du 31 janvier 1957 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante audit décret.

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT*Caskets — Province*

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the manufacturing of caskets in the province, rendered obligatory by the decree No. 101 of January 31, 1957 and amendments, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the said decree:

Le paragraphe "a" de l'article III, (*Taux minima de salaires*) sera remplacé par le suivant:

"III. *Taux minima de salaires*: a) Les taux de salaires minima des salariés, y compris les salariés du sexe féminin, travaillant à la fabrication des cercueils, définie dans la juridiction industrielle du décret, de même que ceux des chauffeurs de bouilloires, des gardiens-chauffeurs de bouilloires, des mécaniciens de machines fixes, des gardiens, des préposés à l'expédition, des préposés au transport, des préposés à l'entretien ou à la réparation des machines et des immeubles, sont les suivants:

Zone I: Le salaire moyen ne doit pas être inférieur à \$1.17 l'heure. Aux fins de calcul de la moyenne, le total des salaires gagnés (primes pour temps supplémentaire étant exclues) est divisé par le total des heures de travail. Les salaires de chaque salarié assujéti au décret sont inclus dans la computation de telle moyenne, excepté celui de toute personne occupant une position supérieure à celle de contremaître. Les salaires minima sont déterminés comme suit:

	<i>l'heure</i>
Salariés de 18 ans et plus:	
1er semestre.....	\$0.75
2ème semestre.....	0.80
Après 1 an.....	0.90
Après 2 ans.....	0.95

Salariés de moins de 18 ans: \$0.10 de moins que les taux minima ci-haut mentionnés.

Les salaires minima suivants s'appliquent aux chefs-mécaniciens de 4ème classe, gardiens et gardiens-chauffeurs seulement:

	<i>l'heure</i>
1ère année.....	\$0.85
Après 1 an.....	0.90

Zone II: Le salaire moyen ne doit pas être inférieur à \$1.01 l'heure. Aux fins de calcul de la moyenne, le total des salaires gagnés (primes pour temps supplémentaire étant exclues) est divisé par le total des heures de travail. Les salaires de chaque salarié assujéti au décret sont inclus dans la computation de telle moyenne, excepté celui de toute personne occupant une position supérieure à celle de contremaître. Les salaires minima sont déterminés comme suit:

	<i>l'heure</i>
Salariés de 18 ans et plus:	
1er semestre.....	\$0.69
2ème semestre.....	0.74
Après 1 an.....	0.84
Après 2 ans.....	0.89

Salariés de moins de 18 ans: \$0.10 de moins que les taux minima ci-haut mentionnés.

Les salaires minima suivants s'appliquent aux chefs-mécaniciens de 4ème classe, gardiens et gardiens-chauffeurs seulement:

	<i>l'heure</i>
1ère année.....	\$0.74
Après 1 an.....	0.79

Zone III: Le salaire moyen ne doit pas être inférieur à \$0.95 l'heure. Aux fins de calcul de la moyenne, le total des salaires gagnés (primes pour temps supplémentaire étant exclues) est divisé par le total des heures de travail. Les salaires de chaque salarié assujéti au décret sont inclus dans la computation de telle moyenne, excepté celui de toute personne occupant une position supérieure à celle de contremaître. Les salaires minima sont déterminés comme suit:

Paragraphe "a" of article III, (*Minimum wage rates*) are replaced by the following:

"III. *Minimum wage rates*: a) The minimum wage rates of male and female employees engaged in the manufacturing of caskets, as defined in the industrial jurisdiction of the decree, as well as those of boiler firemen, watchmen-firemen, stationary enginemen, watchmen and men whose work is concerned with the shipping, transport, maintenance or repair of machines and buildings, shall be as follows:

Zone I: The average wage rate shall not be less than \$1.17 per hour. For the purpose of computing the average, the total wages earned (overtime premiums excluded) shall be divided by the total hours worked. The wages of every employee subject to the decree shall be included in such average, except that of any person holding a position above the rank of foreman. The minimum wages shall be as follows:

	<i>per hour</i>
Employees of 18 years of age and over:	
First six months.....	\$0.75
Second six months.....	0.80
After 1 year.....	0.90
After 2 years.....	0.95

Employees under 18 years of age: \$0.10 less than the minimum wage rates specified in the preceding paragraph.

The following minimum rates apply to chief stationary enginemen (4th class), watchmen-firemen and watchmen only:

	<i>per hour</i>
First year.....	\$0.85
After 1 year.....	0.90

Zone II: The average wage rate shall not be less than \$1.01 per hour. For the purpose of computing the average, the total wages earned (overtime premiums excluded) shall be divided by the total hours worked. The wages of every employee subject to the decree shall be included in such average, except that of any person holding a position above the rank of foreman. The minimum wages shall be as follows:

	<i>per hour</i>
Employees of 18 years of age and over:	
First six months.....	\$0.69
Second six months.....	0.74
After 1 year.....	0.84
After 2 years.....	0.89

Employees under 18 years of age: \$0.10 less than the minimum wage rates mentioned in the preceding paragraph.

The following minimum rates apply to chief stationary enginemen (4th class), watchmen-firemen and watchmen only:

	<i>per hour</i>
First year.....	\$0.74
After 1 year.....	0.79

Zone III: The average wage rate shall not be less than \$0.95 per hour. For the purpose of computing the average, the total wages earned (overtime premiums excluded) shall be divided by the total hours worked. The wages of every employee subject to the decree shall be included in such average, except that of any person holding a position above the rank of foreman. The minimum wages shall be as follows:

	<i>l'heure</i>
Salariés de 18 ans et plus:	
1er semestre.....	\$0.65
2ème semestre.....	0.70
Après 1 an.....	0.80
Après 2 ans.....	0.85

Salariés de moins de 18 ans: \$0.10 de moins que les taux minima ci-haut mentionnés.

Les salaires minima suivants s'appliquent aux chefs-mécaniciens de 4ème classe, gardiens et gardiens-chauffeurs seulement:

	<i>l'heure</i>
1ère année.....	\$0.70
Après 1 an.....	0.75"

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 19 mars, 1960. 53298-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le comité paritaire du commerce de détail de la fourrure de Montréal et du district, établi en exécution du décret numéro 643 du 29 mai 1953, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 319 du 9 mars 1960, section "A", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er avril 1960 au 31 mars 1961; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 643 et amendements doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 643 et amendements doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% d'une rémunération moyenne de \$71.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 643 et amendements doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les

	<i>per hour</i>
Employees of 18 years of age and over:	
First six months.....	\$0.65
Second six months.....	0.70
After 1 year.....	0.80
After 2 years.....	0.85

Employees under 18 years of age: \$0.10 less than the minimum wage rates mentioned in the preceding paragraph.

The following minimum rates apply to chief stationary enginemen (4th class), watchmen, firemen and watchmen only:

	<i>per hour</i>
First year.....	\$0.70
After 1 year.....	0.75"

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provision, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 19, 1960. 53298-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Retail Fur Trade Joint Committee of Montreal and district, formed under decree number 643 of May 29th, 1953, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 319 of March 9, 1960, section "A", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 613 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. Assessments

The period of levy extends from April 1, 1960 to March 31, 1961; the levy shall be laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 643 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll as regards employees governed by the said decree.

b) Artisans governed by the said decree, number 643 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, i.e. \$71.00 per week.

c) Employees governed by the said decree, number 643 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which the following particulars shall be given:

heures de travail, les salaires payés au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire.

L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du comité paritaire, le prélèvement imposé à ses salariés au moyen d'une retenue sur les salaires de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois pour le mois expiré, ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières du Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du comité paritaire du Commerce de Détail de la Fourrure de Montréal et du district, pour la période comprise entre le 1er avril 1960 et le 31 mars 1961.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL DE LA FOURRURE DE MONTRÉAL ET DU DISTRICT

Siège social: 1290, rue St-Denis, suite 81, Montréal

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er avril 1960 et le 31 mars 1961.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):

Employeurs professionnels.....	\$ 5,750.00
Salariés.....	5,750.00
Artisans.....	1,000.00
	<hr/>
	\$ 12,500.00

Déboursés:

Inspection, salaires et frais de déplacement.....	\$ 6,000.00
Secrétaire.....	600.00
Bureau, éclairage et téléphone.....	1,000.00
Dépenses d'assemblées, timbres, papeterie, etc.....	4,400.00
Vérification.....	200.00
Frais légaux.....	300.00
	<hr/>
	\$ 12,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 19 mars 1960.

53298-o

the hours of work, the wages paid for the current week and the sums sent to the Parity Committee.

Professional employers shall complete and sign their report and forward it to the Parity Committee every month.

Professional employers shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments owed by their employees by means of a deduction from their pay.

Professional employers shall submit their monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of each month for the month elapsed; the report shall be sent together with the assessments of professional employers and those of their employees. The Committee may have such reports sworn to every time it deems it advisable.

Assessments payable under this by-law are payable every month by professional employers, artisans and employees, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, he will be given five (5) days notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of his financial operations of the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Retail Fur Trade Joint Committee of Montreal and district for the period between April 1, 1960 and March 31, 1961.

RETAIL FUR TRADE JOINT COMMITTEE OF MONTREAL AND DISTRICT

Head Office: 1290 St. Denis st., room 81, Montreal

Estimate of receipts and disbursements for the period between April 1, 1960 and March 31, 1961.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):

Professional employers.....	\$ 5,750.00
Employees.....	5,750.00
Artisans.....	1,000.00
	<hr/>
	\$ 12,500.00

Disbursements:

Inspection, salary and travelling expenses.....	\$ 6,000.00
Secretary.....	600.00
Office, lighting and telephone.....	1,000.00
Meeting expenses, postage, stationery, etc.....	4,400.00
Audition.....	200.00
Legal fees.....	300.00
	<hr/>
	\$ 12,500.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 19, 1960.

53298-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que la Commission conjointe de l'industrie de la chemise de la province de Québec, établie en exécution du décret numéro 1284 du 15 novembre 1951, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 319 du 9 mars 1960, section "B", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés suivant les conditions ci-après-décrites:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er avril 1960 au 31 mars 1961; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1284 et amendements, doivent verser à la Commission Conjointe de l'Industrie de la Chemise de la province de Québec, une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1284 et amendements doivent verser à la Commission Conjointe de l'Industrie de la Chemise de la province de Québec une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% due salaire établi dans le décret pour le salarié le moins rémunéré.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1284 et amendements doivent verser à la Commission Conjointe de l'Industrie de la Chemise de la province de Québec une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, la Commission Conjointe de l'Industrie de la Chemise de la province de Québec met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ladite Commission. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir à la Commission à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom de la Commission, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel à la Commission Conjointe de l'Industrie de la Chemise de la province de Québec, le ou avant le quinze (15) du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables à la Commission Conjointe par ses salariés. La Commission a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'elle le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers la Commission Conjointe de l'Industrie de la Chemise de la province de Québec.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, la Commission Conjointe de l'Industrie de la Chemise de la province de Québec doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations finan-

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec formed under decree number 1284 of November 15th, 1951, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 319 of March 9, 1960, section "B" to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree as follows:

1. Assessments

The period of levy extends from April 1, 1960, to March 31, 1961; the levy shall be laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 1284, as amended, shall pay to the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec, an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 1284, as amended, shall pay to the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established in the decree for employees.

c) The employees governed by the said decree, number 1284, as amended, shall pay to the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of Collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec provides the professional employers with report forms on which all particulars required by the Commission shall be given. The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Commission every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Commission, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall submit his monthly report to the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec on or before the 15th day of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employers and those of his employees. The Commission is empowered to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Five (5) days' notice shall be given to any professional employer or artisan refusing to pay or to give the necessary information to the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec.

3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial

cières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus de la Commission conjointe de l'Industrie de la Chemise de la province de Québec pour la période comprise entre le 1er avril 1960 et le 31 mars 1961.

LA COMMISSION CONJOINTE DE L'INDUSTRIE DE LA CHEMISE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Siège social: Montréal, P. Q.

Estimé des recettes et des déboursés prévus pour la période comprise entre le 1er avril 1960 et le 31 mars 1961.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):

Employeurs professionnels.....	\$31,000.00
Salariés.....	31,000.00
	<hr/>
	\$62,000.00

Déboursés:

Salaires:

Bureau.....	\$18,500.00
Inspecteurs.....	13,200.00
Loyer et taxes.....	3,500.00
Dépenses générales.....	500.00
Téléphone.....	900.00
Éclairage.....	100.00
Dépenses de voyage des inspecteurs.....	7,500.00
Impressions et fournitures de bureau.....	3,000.00
Frais légaux.....	5,000.00
Frais de vérification.....	1,000.00
Assurances.....	1,500.00
Timbres et frais postaux.....	400.00
Frais de banque.....	300.00
Frais de déplacements des membres.....	3,600.00
Achats — agencements.....	1,500.00
Fonds de pension (part de l'employeur).....	1,500.00
	<hr/>
	\$62,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 19 mars 1960. 53298-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire des Barbiers et Coiffeurs du comté de Stanstead, établi en exécution du décret numéro 254 du 5 mars 1953, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 319 du 9 mars 1960, section "D", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des salariés et des artisans suivant la méthode et le taux ci-après indiqués:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 31 mars 1960 au 31 mars 1961; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 254 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 254 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1%

activities on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec for the period between April 1, 1960, and March 31, 1961.

THE JOINT COMMISSION FOR THE SHIRT INDUSTRY OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Head office: Montreal, P.Q.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between April 1, 1960 and March 31, 1961.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):

Professional employers.....	\$31,000.00
Employees.....	31,000.00
	<hr/>
	\$62,000.00

Disbursements:

Salaries:

Office.....	\$18,500.00
Inspectors.....	13,200.00
Rent and taxes.....	3,500.00
General expenses.....	500.00
Telephone.....	900.00
Lighting.....	100.00
Travelling expenses of inspectors.....	7,500.00
Printing and office equipment.....	3,000.00
Legal fees.....	5,000.00
Auditors.....	1,000.00
Insurance.....	1,500.00
Stamps and postage.....	400.00
Bank charges.....	300.00
Travelling expenses of members.....	3,600.00
Purchases — Agio.....	1,500.00
Pension fund (employers' share).....	1,500.00
	<hr/>
	\$62,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 19, 1960. 53298-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the Barbers and Hairdressers Parity Committee for the county of Stanstead, formed under decree number 254 of March 5th, 1953, has been authorized, by by-law approved by Order in Council number 319 of March 9, 1960, section "D" to levy assessments upon the professional employers, the employees and the artisans according to the mode and rate hereafter established:

1. *Assessments*

The period of levy extends from March 31, 1960 to March 31, 1961; it shall be laid as follows:

a) Professional employers governed by the decree number 254, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree.

b) Artisans governed by the said decree, number 254 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1%

du salaire établi dans le décret, soit \$25.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 254 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Barbiers et Coiffeurs du Comté de Stanstead, pour la période comprise entre le 31 mars 1960 et le 31 mars 1961.

LE COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS ET COIFFEURS DU COMTÉ DE STANSTEAD

Siège social: Magog, Qué.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 31 mars 1960 et le 31 mars 1961.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$ 54.00
Artisans.....	132.00
Salariés.....	66.00
Honoraires d'examen.....	10.00
Recettes diverses.....	15.00
	<hr/>
	\$277.00

Déboursés:

Frais de déplacements:	
Administration.....	\$132.00
Frais légaux.....	30.00
Papeterie, impression, timbres, téléphone et télégrammes.....	30.00

of the wage rate established in the decree, namely \$25.00 per week.

c) Employees governed by the said decree, number 254 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall furnish the professional employers with report forms on which all particulars requested by the Parity Committee shall be given. Professional employers shall complete and sign their report and forward it to the Parity Committee every month.

Professional employers shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of their employees by means of a deduction from the latter's pay.

Professional employers shall submit their monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The Committee has the right to demand sworn reports when deemed advisable.

The levy laid by this by-law is payable every month by professional employers, artisans and employers, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, he will be given five (5) days notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour, a quarterly report of its financial activities on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Barbers and Hairdressers Parity Committee for the county of Stanstead for the period between March 31, 1960 and March 31, 1961.

BARBERS AND HAIRDRESSERS PARITY COMMITTEE FOR THE COUNTY OF STANSTEAD

Head office: Magog, Quebec

Estimate of the receipts and disbursements for the period between March 31, 1960 and March 31, 1961.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers.....	\$ 54.00
Artisans.....	132.00
Employees.....	66.00
Examination fees.....	10.00
Various receipts.....	15.00
	<hr/>
	\$277.00

Disbursements:

Travelling expenses:	
Administration.....	\$132.00
Legal fees.....	30.00
Stationery, printing, postage, telephone, telegrams.....	30.00

Vérification des livres.....	\$10.00
Assurance et frais de cautionnement...	10.00
Bureau des examinateurs.....	35.00
	<hr/>
	\$277.00

Audition.....	\$40.00
Insurance and fidelity bond.....	10.00
Board of examiners.....	35.00
	<hr/>
	\$277.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, 19 mars 1960. 53298-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, March 19, 1960. 53298-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de Saint-Hyacinthe, établi en exécution du décret numéro 1010 du 26 septembre 1956 a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 319 du 9 mars 1960, section "F", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er avril 1960 au 31 mars 1961; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1010 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés assujettis audit décret numéro 1010 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur salaire fixe et des pourcentages reçus.

c) Les artisans assujettis audit décret numéro 1010 et amendements, doivent verser au Comité paritaire les sommes suivantes:

	<i>par semaine</i>
i. Les artisans barbiers des zones I et II.....	\$0.30
ii. Les artisans barbiers de la zone III.....	0.25
iii. Les artisans coiffeurs et coiffeuses pour dames des zones I et II.....	0.30
iv. Les artisans coiffeurs et coiffeuses pour dames de la zone III.....	0.25

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport mensuel, indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine, le salaire et les pourcentages payés et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ledit rapport soit rempli et transmis au Comité paritaire ou à l'inspecteur local, le ou avant le 10 de chaque mois; ledit rapport doit couvrir le mois précédent.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir audit Comité ou à l'inspecteur local, en même temps que sa propre cotisation.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Barbers and Hairdressers' Parity Committee, of Saint-Hyacinthe, formed under decree No. 1010 of September 26, 1956, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 319 of March 9, 1960, section "F", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from April 1, 1960 to March 31, 1961; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree No. 1010, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees governed by the decree.

b) The employees governed by the decree 1010, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of their regular wages and of the percentages received.

c) The artisans governed by the decree No. 1010, and amendments, shall pay the following assessments to the Parity Committee:

	<i>per week</i>
i. Barber artisans of zones I and II.....	\$0.30
ii. Barber artisans of Zone III.....	0.25
iii. Ladies' male and female hairdressing artisans of zones I and II.....	0.30
iv. Ladies' male and female hairdressing artisans of Zone III.....	0.25

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with printed report forms indicating the hours of labour, the sums collected during any one week, the wages and percentages paid and the amounts paid to the Parity Committee.

The professional employer shall have the report made and sent to the Parity Committee, or to the local inspector, on or before the 10th day of each month; the report shall cover the month preceding.

The professional employer shall deduct, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee and forward same to the said Committee, or to the local inspector, together with his own assessments.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé par lui-même ou par une personne responsable à son emploi, avant d'être transmis au Comité paritaire ou à l'inspecteur local. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assèmentation dudit rapport, chaque fois qu'il le juge à propos.

L'employeur professionnel et l'artisan doivent faire parvenir leurs cotisations au Comité paritaire ou à l'inspecteur local, le ou avant le 10 de chaque mois; ces cotisations doivent couvrir le mois précédent.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement, sans mise en demeure au préalable.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Barbiers et Coiffeurs de Saint-Hyacinthe, pour la période comprise entre le 1er avril 1960 et le 31 mars 1961.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS ET COIFFEURS DE SAINT-HYACINTHE

7940, rue Bernard, Saint-Hyacinthe, P.Q.

État des recettes et des déboursés prévus pour la période comprise entre le 1er avril 1960 et le 31 mars 1961.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$1,525.00
Salariés	1,525.00
Artisans	4,490.00
Honoraires d'examens	325.00
Divers	90.00
	\$7,955.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaires des employés	\$3,660.00
Frais de déplacement des membres du Comité	1,340.00
Frais d'enquêtes et d'inspection	600.00
Impressions, papeterie, publicité	380.00
Poste, téléphone	290.00
Jetons de présence	720.00
Bureau des examinateurs	375.00
Affiliation, loyer et frais généraux	590.00
	\$7,955.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 19 mars 1960. 53298-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton, juridiction de Québec, établi en exécution du décret numéro 758 du 19 juillet 1951, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 319 du 9 mars 1960, section "E", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans, des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés.

The report of the professional employer shall be signed by himself or by an authorized employee before it is sent to the Parity Committee or the local inspector. This Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The professional employer and the artisan shall send their assessments to the Parity Committee, or to the local inspector, on or before the 10th day of each month; the assessments shall cover the month preceding.

The levy imposed by the present decree is payable monthly, without notice.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th, and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Barber's and Hairdressers' Parity Committee of Saint-Hyacinthe for the period between April 1, 1960, and March 31, 1961.

THE BARBERS' AND HAIRDRESSERS' PARITY COMMITTEE OF SAINT-HYACINTHE

7940 Bernard St, Saint-Hyacinthe, P.Q.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between April 1, 1960 and March 31, 1961.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	\$1,525.00
Employees	1,525.00
Artisans	4,490.00
Examination fees	325.00
Miscellaneous	90.00
	\$7,955.00

<i>Disbursements:</i>	
Employees' salaries	\$3,660.00
Travelling expenses of members of Committee	1,340.00
Investigations & inspections	600.00
Printing, stationery, publicity	380.00
Postage, telephone	290.00
Meeting attendance fees	720.00
Board of examiners	375.00
Affiliation, rent and general expenses	590.00
	\$7,955.00

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, March 19, 1960. 53298-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Paper Box Industry, Québec Jurisdiction, formed under decree number 758 of July 19, 1951, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 319 of March 9, 1960, section "E", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er avril 1960 au 1er avril 1961; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 758 et amendements doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 758 et amendements doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$46.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 758 et amendements doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton, juridiction de Québec, pour la période comprise entre le 1er avril 1960 et le 1er avril 1961.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA BOÎTE DE CARTON JURIDICTION DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er avril 1960 et le 1er avril 1961.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (1/2 de 1%):	
Employeurs professionnels	\$ 3,425.00
Salariés	3,425.00
Artisans	150.00
	<hr/>
	\$ 7,000.00
<i>Déboursés:</i>	
Salaires:	
Secrétaire	\$ 1,300.00
Inspecteur	1,900.00

1. Assessments

The period of levy extends from April 1, 1960, to April 1, 1961; such levy is laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 758 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 758 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen; i.e. \$46.00 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 758 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate, the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all the particulars required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th day of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The Committee has the right to demand sworn reports when deemed advisable.

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee without notice from the Committee.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, five (5) days notice shall be given to them to fulfil their obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Paper Box Industry, Quebec Jurisdiction, for the period between April 1, 1960, and April 1, 1961.

THE PARITY COMMITTEE OF THE PAPER BOX INDUSTRY QUEBEC JURISDICTION

Estimate of the receipts and disbursements for the period between April 1, 1960 and April 1, 1961.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (1/2 of 1%):	
Professional employers	\$3,425.00
Employees	3,425.00
Artisans	150.00
	<hr/>
	\$7,000.00
<i>Disbursements:</i>	
Salaries:	
Secretary	\$1,300.00
Inspector	1,900.00

Frais de déplacement (inspecteur) . . .	\$1,100.00	Travelling expenses (inspector)	\$1,100.00
Frais légaux	500.00	Legal fees	500.00
Papeterie, impression, timbres, téléphone et télégrammes	450.00	Stationery, printing, postage, telephone, telegrams	450.00
Vérification des livres	100.00	Audition	100.00
Assurance et frais de cautionnement	50.00	Insurance and Fidelity Bond	50.00
Frais de déplacement du président et des membres du Comité	1,000.00	Travelling expenses of Chairman and members	1,000.00
Jetons de présence aux membres du Comité	300.00	Attendance fees to members of Committee	300.00
Dépenses diverses et imprévues	300.00	Miscellaneous and unforeseen expenses	300.00
	<u>\$ 7,000.00</u>		<u>\$7,000.00</u>

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY,

Ministère du Travail,

Quebec, le 19 mars 1960.

53298-0

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour,

Department of Labour,

Quebec, March 19, 1960.

53298-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie de la Construction de Drummondville, établi en exécution du décret numéro 988 du 2 octobre 1958, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 319 du 9 mars 1960, section "C", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après décrits:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er avril 1960 au 31 mars 1961; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 988 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 988 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 988 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assentement dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Joint Committee of Drummondville, established under decree number 998 of October 2, 1958, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 319 of March 9, 1960, Section "C", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereafter described:

1. Assessments

The period of levy extends from April 1, 1960 to March 31, 1961, such levy shall apply as follows:

a) Every professional employer governed by the decree number 988 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of his payroll for the employees governed by the said decree.

b) All artisans governed by the said decree, number 988 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen of their trade.

c) Every employee governed by the said decree, number 988 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of his remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from their wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable. The said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The committee may require sworn reports when deemed advisable.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Construction de Drummondville, pour la période se terminant le 31 mars 1961.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DE DRUMMONDVILLE

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 31 mars 1960 et le 31 mars 1961.

Recettes:
 Cotisations (1/2 de 1%):

Employeurs professionnels.....	\$12,560.00
Artisans.....	1,000.00
Salariés.....	13,610.00
Honoraires d'examens.....	400.00
	\$27,570.00

Déboursés:
 Salaires:

Secrétaire, employés de bureau et inspecteurs.....	\$12,800.00
Frais de déplacement:	
Inspection.....	4,100.00
Loyer et entretien.....	1,000.00
Frais légaux.....	1,000.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone et télégrammes.....	800.00
Vérification des livres.....	100.00
Assurance et frais de cautionnement.....	770.00
Frais de déplacement du président et des membres.....	4,300.00
Jetons de présence aux membres du Comité.....	840.00
Taxes d'affaires et autres.....	250.00
Bureau d'examineurs.....	850.00
Fonds de pension.....	760.00
	\$27,570.00

Le Sous-ministre du Travail,
 GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
 Québec, le 19 mars 1960. 53298-o

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Five days' (5) notice shall be given to any professional employer or artisan refusing to pay or to give the necessary information to the Parity Committee.

3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Building Trades Joint Committee of Drummondville for the period between March 31, 1960 and March 31, 1961.

THE BUILDING TRADES JOINT COMMITTEE OF DRUMMONDVILLE

Estimate of receipts and disbursements for the period between March 31, 1960, and March 31, 1961.

Receipts:
 Assessments (1/2 of 1%):

Professional employers.....	\$12,560.00
Artisans.....	1,000.00
Employees.....	13,610.00
Examination fees.....	400.00
	\$27,570.00

Disbursements:
 Salaries:

Secretary, office employees and inspectors.....	\$12,800.00
Travelling expenses:	
Inspectors.....	4,100.00
Office rent and maintenance.....	1,000.00
Legal fees.....	1,000.00
Stationery, printing, postage, telephone and telegrams.....	800.00
Audition.....	100.00
Insurance and fidelity bond.....	770.00
Travelling expenses of chairman and members.....	4,300.00
Members' meeting expenses.....	840.00
Business and other taxes.....	250.00
Board of examiners.....	850.00
Pension fund.....	760.00
	\$27,570.00

GÉRARD TREMBLAY,
 Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
 Quebec, March 19, 1960. 53298-o

Département de la Voirie

AVIS

Le ministère de la Voirie cessera à l'avenir d'entretenir les sections de routes ci-après désignées, parce qu'elles sont devenues inutiles pour la circulation:

Route N° 51 — St-André-St-Alexandre-Rivière-Bleue-Frontière du Nouveau-Brunswick:

Dans la municipalité de la paroisse de St-Marc du Lac Long, comté de Témiscouata:

Department of Roads

NOTICE

The Department of Roads will cease hereafter to maintain sections of roads hereinafter designated because they have become useless for traffic purposes:

Route No. 51 — St-André-St-Alexandre-Rivière-Bleue-Frontière du Nouveau-Brunswick:

In the municipality of the parish of St-Marc du Lac Long, county of Temiscouata:

Une section de 950 pieds, au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot N° 15A;

Une section de 2,225 pieds, au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 9A, 10A et 11A;

Une section de 1,000 pieds, au nord-est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 8A et 9A;

Une section de 8,000 pieds, au sud-ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 1A à 7A inclusivement et 43B et 43C Packington.

Dans le canton de Robinson n.o., comté de Témiscouata:

Une section de 650 pieds, au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot N° 16A;

Une section de 4,500 pieds, au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 17A, 18A et 19A;

Une section de 6,300 pieds, au sud de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 20A et 27A inclusivement;

Une section de 2,800 pieds, au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot N° 32A.

Route N° 57 — Montebello-St-Jovite:

Dans la municipalité des cantons unis de DeSalaberry et Grandison, comté de Terrebonne:

Une section de 330 pieds, à l'est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot N° 404;

Une section de 995 pieds, au nord-ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot N° P. 178.

Dans la municipalité de la paroisse de St-Octave de Métis, comté de Matane:

Route du 3e Rang Est:

Une section de 750 pieds, au nord-ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 453, 454 et 455;

Une section de 800 pieds, au nord-ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 437, 438, 444, 445 et 447.

Route du 3e Rang Ouest:

Une section de 420 pieds, au nord-ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 1 Cabot et 10 et 11 seigneurie Lepage-Thibierge;

Une section de 600 pieds, au sud-est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 12 et 13 seigneurie Lepage-Thibierge.

Dans la municipalité des cantons unis de Wendover et Simpson, comté de Drummond:

Chemin des 6e et 7e Rangs:

Une section de 570 pieds, au nord-est du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis le lot N° 16A.

Dans la municipalité de la paroisse de St-Elphège, comté d'Yamaska:

Rang St-Antoine:

Une section de 715 pieds, au sud du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 945, 946, 948 et 949.

Québec, le 4 mars 1960.

Le Ministre de la Voirie,
ANTONIO TALBOT.

53299-o

A section of 950 feet, north of the new route, on or facing lot No. 15A;

A section of 2,225 feet, north of the new route, on or facing lots Nos. 9A, 10A and 11A;

A section of 1,000 feet, northeast of the new route, on or facing lots Nos. 8A and 9A;

A section of 8,000 feet, southwest of the new route, on or facing lots Nos. 1A to 7A inclusively at 43B and 43C Packington.

In the township of Robinson N.W., county of Temiscouata:

A section of 650 feet, north of the new route, on or facing lot No. 16A;

A section of 4,500 feet, north of the new route, on or facing lots Nos. 17A, 18A and 19A;

A section of 6,300 feet, south of the new route, on or facing lots Nos. 20A to 27A inclusively;

A section of 2,800 feet, north of the new route, on or facing lot No. 32A.

Route No. 57 — Montebello-St-Jovite:

In the municipality of the United Townships of DeSalaberry & Grandison, county of Terrebonne:

A section of 330 feet, on the east of the new route, on or facing lot No. 404;

A section of 995 feet, northwest of the new route, on or facing lot No. P. 178.

In the municipality of the parish of St-Octave de Métis, county of Matane:

Route of the 3rd Range East:

A section of 750 feet, northwest of the new route, on or facing lots Nos. 453, 454 and 455;

A section of 800 feet, on the northwest of the new route, on or facing lots Nos. 437, 438, 444, 445 and 447.

Route of the 3rd Range West:

A section of 420 feet, on the northwest of the new route, on or facing lots Nos. 1 Cabot and 10 and 11, Seigneurie Lepage-Thibierge;

A section of 600 feet, on the southeast of the new route, on or facing lots Nos. 12 and 13, Seigneurie Lepage-Thibierge.

In the municipality of the United Townships of Wendover and Simpson, county of Drummond:

Road of the 6th and 7th Range:

A section of 570 feet, on the northeast of the new road, on or facing lot No. 16A.

In the municipality of the parish of St-Elphège, county of Yamaska:

Range St-Antoine:

A section of 715 feet, on the south of the new road, on or facing lots Nos. 945, 946, 948 and 949.

Quebec, March 4, 1960.

ANTONIO TALBOT,
Minister of Roads.

53299

Sièges sociaux

LEMOYNE OIL CO. INC.

Avis est donné que la compagnie "Lemoyne Oil Co. Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 11^{ème} jour de novembre, 1959, et ayant son bureau principal à Montréal a établi son bureau à 300 The Canada Building, 455 rue Craig ouest.

Head Offices

LEMOYNE OIL CO. INC.

Notice is hereby given that "Lemoyne Oil Co. Inc.", incorporated by letters patent under the Quebec Companies Act on the 11th day of November, 1959, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 300 The Canada Building, 455 Craig Street West, Montreal. 1.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce Sième jour de mars 1960.

53311-o Le Président,
W. H. LAIDLEY.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 8th day of March, 1960.

53311-o W. H. LAIDLEY,
President.

GERVAIS PETROLEUM INC.

Avis est donné que la compagnie "Gervais Petroleum Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 26 janvier 1960 a établi son bureau dans la cité de Rouyn, district de Rouyn-Noranda, au numéro 1350 rue Lari- vière.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré comme étant le bureau principal de la compagnie.

Donné à Rouyn, ce 26ième jour de janvier 1960.

53313-o Le Secrétaire,
Mme CLIFFORD GERVAIS.

GERVAIS PETROLEUM INC.

Notice is hereby given that "Gervais Petro- leum Inc.", incorporated by letters patent under date of January 26th, 1960, and having its head office in the city of Rouyn, district of Rouyn- Noranda, has established its principal office in the said town at 1350 Lari- vière Street.

As and from this date, the said office is con- sidered by the company as being its principal office.

Dated at Rouyn, this 26th day of January 1960.

53313-o Mme CLIFFORD GERVAIS,
Secretary.

**ELBA CONSTRUCTION LTÉE
ELBA CONSTRUCTION LTD.**

Avis est par la présente donné, que la com- pagnie "Elba Construction Ltée — Elba Con- struction Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 janvier 1960 et ayant son bureau principal dans la cité de Mont- réal, a établi son bureau du numéro 10573 rue Sackville, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 15ième jour de février 1960.

(Seau) 53312-o Le Secrétaire,
PAUL-ÉMILE LEMAY.

**ELBA CONSTRUCTION LTD.
ELBA CONSTRUCTION LTÉE**

Notice is hereby given that the company "Elba Construction Ltée — Elba Construction Ltd.", constituted as a corporation by letters patent dated January 27th 1960 and having its head office in the city of Montreal, has established its office at number 10573 Sackville Street, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 15th day of February 1960.

(Seal) 53312-o PAUL-ÉMILE LEMAY,
President.

J. RENÉ HÉBERT LTÉE

Avis est donné que la compagnie "J. René Hébert Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 25 janvier 1960, et ayant son bureau principal dans la cité de Mont- réal, a établi son bureau au numéro 300 de la rue St-Sacrement.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 15ième jour de février 1960.

53314-o Le Secrétaire,
GILLES DUPUIS.

J. RENÉ HÉBERT LTÉE

Notice is hereby given that "J. René Hébert Ltée", company incorporated by letters patent on the 25th day of January 1960, and having its head office in Montreal, has established its offices at No. 300 St. Sacrement Street.

From and after the date of this notice, the said offices shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 15th day of February 1960.

53314-o GILLES DUPUIS,
Secretary.

**LISETTE ET RENÉE LINGERIE FINE
LIMITÉE**

Avis est donné que la compagnie "Lisette et Renée Lingerie Fine Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 janvier 1960, et ayant son bureau principal à Montréal, district de Montréal, a établis son bureau au numéro 5885 ouest, rue Sherbrooke.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Montréal, ce 15ième jour de février 1960.

53315-o Le Président,
LISETTE LIPSMAN.

**LISETTE ET RENÉE LINGERIE FINE
LIMITÉE**

Notice is hereby given that "Lisette et Renée Lingerie Fine Limitée", company incorporated by letters patent on January 14th, 1960 and having its head office in Montreal, district of Montreal, has established its office at 5885 Sherbrooke Street West.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 15th day of February 1960.

53315-o LISETTE LIPSMAN,
President.

WARWICK POTATO CHIPS INC.

Avis est donné que la compagnie "Warwick Potato Chips Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 janvier 1960, et ayant son bureau principal en la cité de Québec, a établi ce bureau au numéro 226 est, de la rue Christophe-Colomb.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 15 janvier 1960.

53316-o Le Secrétaire-trésorier,
LOUIS JALBERT.

P. MARINIER FRÈRES LIMITÉE

Avis est donné que la compagnie "P. Marinier Frères Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 21 novembre 1959 et ayant le principal siège de ses affaires à Oka, a établi son bureau à Oka, district de Terrebonne, Province de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 15 décembre 1959.

53317-o La Secrétaire,
THÉRÈSE ROSS.

VITRERIE BOUCHARD GLASS INC.

Avis est donné que la compagnie "Vitrerie Bouchard Glass Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du sept mars mil neuf cent cinquante-neuf a établi son bureau principal à Montréal, au N° 7640 rue Lajeunesse.

Donné à Montréal, le 7 mars 1960.

53318-o Le Président,
RÉAL BROWN.

BOWL-O-RAMA VAL ROYAL INC.

Avis est donné que la compagnie "Bowl-O-Rama Val Royal Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 octobre 1959 et ayant son bureau principal dans la cité de St-Martin, comté de Laval, a établi son bureau au numéro 1920 du Boulevard Curé Labelle, cité de St-Martin.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à St-Martin, ce 27e jour d'octobre 1959.

53320-o Le Vice-président,
ROGER LEROUX.

W. D. ARMSTRONG & COMPANY LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "W. D. Armstrong & Company Ltd.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le dixième jour de février 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 642 ouest, rue Craig, Montréal, province de Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 14e jour de mars 1960.

53328 Le Président,
MAX SCHAUBER.

WARWICK POTATO CHIPS INC.

Notice is hereby given that "Warwick Potato Chips Inc.", incorporated under part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated January 12th 1960, has established its head office at 226 East, Christophe-Colomb Street, in the city of Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Quebec, this 15th day of January 1960.

53316-o LOUIS JALBERT,
Secretary-Treasurer.

P. MARINIER FRÈRES LIMITÉE

Notice is hereby given that "P. Marinier Frères Limitée", company incorporated by letters patent dated the 21st day of November, 1959, and having its chief place of business in Oka, has established its office at Oka, district of Terrebonne, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 15th day of December, 1959.

53317-o THÉRÈSE ROSS,
Secretary.

VITRERIE BOUCHARD GLASS INC.

Notice is hereby given that "Vitrerie Bouchard Glass Inc.", company incorporated by letters patent dated March 7th, 1959, has established its head office at Montreal, at No. 7640 Lajeunesse St.

Given at Montreal, this 7th day of March, 1960.

53318-o RÉAL BROWN,
President.

BOWL-O-RAMA VAL ROYAL INC.

Notice is hereby given that the company "Bowl-O-Rama Val Royal Inc.", incorporated by letters patent on the twenty-seventh day of October 1959, at St-Martin, has now established its head office at 1920 Boulevard Curé Labelle, city of St-Martin.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at St-Martin, this 27th day of October 1959.

53320-o ROGER LEROUX,
Vice-President.

W. D. ARMSTRONG & COMPANY LTD.

Notice is hereby given that "W. D. Armstrong & Company Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the tenth day of February, 1959, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 642 Craig Street West, Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 14th day of March, 1960.

53328-o MAX SCHAUBER,
President.

ZINC OXIDE COMPANY OF CANADA LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Zinc Oxide Company of Canada Limited", constituée en corporation par lettres patentes, le 17e jour de décembre 1932, et ayant son siège social à Montréal, où jusqu'à ce jour, son bureau était situé à 6894 est, rue Notre-Dame, l'a transporté à 1435 rue Island.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 25e jour de février 1960.

(Sceau)
53329

Le Secrétaire,
LUCIEN ROUX.

SUMMIT REALTY CORPORATION

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Summit Realty Corporation", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 3e jour d'octobre 1958, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 5165 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, Québec.

Daté en la cité de Montréal, Québec, ce 14e jour de mars 1960.

(Sceau)
53330

Le Secrétaire,
K. H. WILSON.

LITHOGRAPHIE SAINT-MICHEL INC.
SAINT. MICHEL LITHOGRAPHING INC.

Avis est donné par les présentes, que la compagnie "Lithographie Saint-Michel Inc. — Saint. Michel Lithographing Inc.", constituée en corporation par lettres patentes, en date du 26 août 1957, et par lettres patentes supplémentaires en date du 27 janvier 1958, et ayant son bureau principal à Montréal, a établi son siège social à 5956 rue Christophe Colomb, à Montréal, district de Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant le bureau principal.

Daté à Montréal, ce 7ième jour de mars 1960.

(Sceau)
53340-o

Le Président,
ROLAND LAVALLÉE.

AMADOR INVESTMENTS INCORPORATED

Avis est donné que la compagnie "Amador Investments Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, le 9ième jour de juillet, 1959, et ayant son bureau principal en la cité de Montréal, a établi son bureau au N° 5363 rue Duquette, à Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 29ième jour de février 1960.

53353-o

Le Président,
JEAN OUELLETTE.

LA SOLIDARITÉ,
COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE

Avis de changement d'adresse de siège social

Avis est par les présentes donné que "La Solidarité, Compagnie d'Assurance sur la Vie",

ZINC OXIDE COMPANY OF CANADA LIMITED

Notice is hereby given that the "Zinc Oxide Company of Canada Limited", incorporated by letters patent on the 17th day of December, 1932, and having its head office in Montreal, where its office was situated up to today, at 6894 Notre Dame Street East, has moved it to 1435 Island Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 25th day of February, 1960.

(Seal)
53329-o

LUCIEN ROUX,
Secretary.

SUMMIT REALTY CORPORATION

Notice is hereby given that "Summit Realty Corporation", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 3rd day of October, 1958, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its head office at 5165 Sherbrooke Street, West, Montreal, Quebec.

Dated at the city of Montreal, Quebec, this 14th day of March, 1960.

(Seal)
53330-o

K. H. WILSON,
Secretary.

SAINT. MICHEL LITHOGRAPHING INC.
LITHOGRAPHIE SAINT-MICHEL INC.

Notice is hereby given that "Lithographie Saint-Michel Inc. — Saint. Michel Lithographing Inc.", company incorporated by letters patent dated August 26th, 1957, and by supplementary letters patent dated January 27th, 1958, and having its principal place of business in Montreal, has established its office at 5956 Christophe Colomb Street, Montreal, district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 7th day of March 1960.

(Seal)
53340-o

ROLAND LAVALLÉE,
President.

AMADOR INVESTMENTS INCORPORATED

Notice is hereby given that the company "Amador Investments Incorporated", incorporated by letters patent under the provisions of part I of the Quebec Companies Act on the 9th day of July, 1959, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 5363, Duquette Street, in Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 29th day of February, 1960.

53353-o

JEAN OUELLETTE,
President.

LA SOLIDARITÉ,
COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE

Notice of change of address of head office

Notice is hereby given that "La Solidarité, Compagnie d'Assurance sur la Vie", whose head

dont le siège social est situé à Québec, a changé l'adresse de son siège social du numéro 71, rue St-Pierre au numéro 925, chemin St-Louis, Québec, en conformité d'une résolution adoptée par le bureau de direction de la compagnie le 29 janvier 1960.

Donné à Québec, ce premier jour du mois de mars 1960.

53354-o Le Secrétaire,
GABRIEL-M. PELLETIER.

**LES PLACEMENTS BOMARC LTÉE—LTD
BOMARC INVESTMENTS LTD**

Avis est donné que la compagnie "Les Placements Bomarc Ltée—Ltd—Bomarc Investments Ltd" constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 août 1959, et ayant son bureau principal à Montréal, district de Montréal, a établi son bureau au N° 9920 rue Lajeunesse, à compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 15 mars 1960.

53355-o Le Secrétaire,
FRANÇOIS BOISCLAIR.

REGENT AGENCIES LTD.

Avis est donné que la compagnie "Regent Agencies Ltd." constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 novembre 1958 et ayant son bureau principal à Montréal, a établi son bureau au numéro 6725, Ave Darlington, Suite 250.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 22e jour de février 1960.

53356-o Regent Agencies Ltd.,
Par: ROLAND IMBLEAU.

**BOUCHERVILLE LIMITED
DIVIDEND COMPANY**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Boucherville Limited Dividend Company", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 23e jour d'octobre 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 2081 rue Aylmer, Montréal, Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 16e jour de mars 1960.

53373 Le Président,
AZAR GOLDIN.

FORTUNE CONSTRUCTION LTÉE — LTD

Avis est donné que la compagnie "Fortune Construction Ltée—Ltd", constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 septembre 1959, et ayant son bureau principal à Montréal, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 170 est boulevard Dorchester, suite 310.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 4 mars 1960.

53375-o Le Secrétaire,
H. LABARRE.

office is situate in Quebec, has changed its address from 71, St. Peter Street to 925 St. Louis Road, Quebec, pursuant to a resolution adopted by the board of directors of the company on the 29th of January, 1960.

Given at Quebec, this first day of March, 1960.

53354-o GABRIEL-M. PELLETIER,
Secretary.

**LES PLACEMENTS BOMARC LTÉE—LTD
BOMARC INVESTMENTS LTD**

Notice is given that the company, "Les Placements Bomarc Ltée—Ltd—Bomarc Investments Ltd", incorporated by letters patent bearing date the twenty-eighth day of August, 1959, and having its head office in Montreal, district of Montreal has established its office at No. 9920 Lajeunesse street. From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, March 15, 1960.

53355 FRANÇOIS BOISCLAIR,
Secretary.

REGENT AGENCIES LTD.

Notice is given that the company "Regent Agencies Ltd.", incorporated by letters patent dated November 14, 1958 and having its head office at Montreal, has established its office at number 6725 Darlington Avenue, Suite 250.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 22nd day of February, 1960.

53356 Regent Agencies Ltd.,
By: ROLAND IMBLEAU.

**BOUCHERVILLE LIMITED
DIVIDEND COMPANY**

Notice is hereby given that "Boucherville Limited Dividend Company", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 23rd day of October 1959, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 2081 Aylmer street, Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal this 16th day of March, 1960.

53373-o AZAR GOLDIN,
Secretary.

FORTUNE CONSTRUCTION LTÉE — LTD

Notice is given that the company, "Fortune Construction Ltée—Ltd", incorporated by letters patent bearing date September 23rd, 1959, and having its head office in Montreal, district of Montreal, has established its office at number 170 Dorchester boulevard, east, suite 310.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, March 4, 1960.

53375 H. LABARRE,
Secretary.

CITY CENTRE CONSTRUCTION CO. LTD.

Avis est par les présentes donné que "City Centre Construction Co. Ltd.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec le 8e jour de mai 1959, et ayant son siège social dans la cité d'Outremont, dans ladite province, a établi son bureau à 492 avenue Bloomfield, Outremont, district de Montréal, province de Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 16e jour de mars 1960.

Le Président,
DAVID GREENFELD.

53374

CITY CENTRE CONSTRUCTION CO. LTD.

Notice is hereby given that "City Centre Construction Co. Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 8th day of May, 1959, and having its head office in the city of Outremont, in the said Province, has established its office at 492 Bloomfield Avenue, Outremont, district of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal this 16th day of March, 1960.

DAVID GREENFELD,
President.

53374-o

HAVENSHELL INVESTMENT CORP.

Avis est par les présentes donné que "Havenshell Investment Corp.", cinstituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec le 21e jour d'août 1959, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, dans ladite province, a établi son bureau à chambre 420, 5757 avenue Decelles, Montréal, province de Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce seizième jour de mars 1960.

Le Président,
ELI BROWN.

53376

HAVENSHELL INVESTMENT CORP.

Notice is hereby given that "Havenshell Investment Corp." incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 21st day of August, 1959, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at Room 420, 5757 Decelles Avenue, Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this sixteenth day of March, 1960.

ELI BROWN,
President.

53376-o

NATHAN SCHREIBER CORP.

Avis est par les présentes donné que "Nathan Schreiber Corp.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 29e jour d'octobre 1959, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, dans ladite province, a établi son bureau au 132 rue St-Jacques ouest, suite 905, Montréal, province de Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 16e jour de mars 1960.

Le Président,
NATHAN SCHREIBER.

53377

NATHAN SCHREIBER CORP.

Notice is hereby given that "Nathan Schreiber Corp.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 29th day of October, 1959, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 132 St. James Street West, Suite 905, Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 16th day of March, 1960.

NATHAN SCHREIBER,
President.

53377-o

(P.G. 16138-59)

RESTAURANT CHEZ VICTOR INC.

Avis est donné que la compagnie "Restaurant Chez Victor Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 25 novembre 1959, et ayant son bureau principal dans Grand'Mère a établi son bureau au numéro 222 de la 6ième Avenue.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Grand'Mère, ce 26ième jour de février 1960.

(Sceau)
Le Président,
LIONEL GAGNON.

53378-o

(A.G. 16138-59)

RESTAURANT CHEZ VICTOR INC.

Notice is given that the company "Restaurant Chez Victor Inc.", incorporated by letters patent dated November 25, 1959, and having its head office at Grand'Mère, has established its office at number 222, 6th Avenue.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Grand'Mère, this 26th day of February, 1960.

(Seal)
LIONEL GAGNON,
President.

53378

TANGLEWOOD INVESTMENT CORP.

Avis est par les présentes donné que "Tanglewood Investment Corp.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première

TANGLEWOOD INVESTMENT CORP.

Notice is hereby given that "Tanglewood Investment Corp.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies

partie de la Loi des compagnies de Québec, le 21e jour d'août 1959, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, dans ladite province, a établi son bureau au 5757 avenue Decelles, chambre 420, Montréal, province de Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 15e jour de mars 1960.

53379

Le Président,
ELI BROWN.

Act on the 21st day of August, 1959, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 5757 Decelles Avenue, Room 420, Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 15th day of March, 1960.

53379-0

ELI BROWN,
President.

Soumissions

PAROISSE DE NOTRE-DAME-DU-SACRÉ-COEUR (Rimouski)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné Raymond Casgrain, secrétaire-trésorier, rue de la Sapinière, Notre-Dame-de-Rimouski, comté de Rimouski, P.Q., jusqu'à 8.00 heures du soir, mardi, le 5 avril 1960, pour l'achat de \$210,000.00 d'obligations de la paroisse de Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, comté de Rimouski, datées du 1er avril 1960 et remboursables par séries du 1er avril 1961 au 1er avril 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement, les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 98: \$210,000.00 — construction d'un système d'aqueduc et d'égouts dans la section Nazareth de la municipalité.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mai 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$210,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1961.....	\$ 3,000.00
1er avril 1962.....	3,000.00
1er avril 1963.....	3,000.00
1er avril 1964.....	3,000.00
1er avril 1965.....	4,000.00
1er avril 1966.....	4,000.00
1er avril 1967.....	4,000.00
1er avril 1968.....	4,000.00
1er avril 1969.....	4,000.00
1er avril 1970.....	5,000.00
1er avril 1971.....	5,000.00
1er avril 1972.....	5,000.00
1er avril 1973.....	6,000.00
1er avril 1974.....	6,000.00
1er avril 1975.....	6,000.00
1er avril 1976.....	7,000.00
1er avril 1977.....	7,000.00
1er avril 1978.....	7,000.00
1er avril 1979.....	8,000.00
1er avril 1980.....	116,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rimouski.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de

Tenders

PARISH OF NOTRE-DAME-DU-SACRÉ-COEUR (Rimouski)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Raymond Casgrain, Secretary-treasurer, De la Sapinière St., Notre-Dame-de-Rimouski, county of Rimouski, P.Q., until 8.00 o'clock p.m., Tuesday, April 5, 1960, for the purchase of an issue of \$210,000.00 of bonds for the parish of Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, county of Rimouski, dated April 1st, 1960, and redeemable serially from April 1st 1961 to April 1st 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5½% nor more than 6% per annum payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-law No. 98: \$210,000.00 — Construction of an aqueduct and sewers system in the Nazareth Section of the Municipality.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1st, 1960.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$210,000.00 — 20 years

Year	Capital
April 1st, 1961.....	\$ 3,000.00
April 1st, 1962.....	3,000.00
April 1st, 1963.....	3,000.00
April 1st, 1964.....	3,000.00
April 1st, 1965.....	4,000.00
April 1st, 1966.....	4,000.00
April 1st, 1967.....	4,000.00
April 1st, 1968.....	4,000.00
April 1st, 1969.....	4,000.00
April 1st, 1970.....	5,000.00
April 1st, 1971.....	5,000.00
April 1st, 1972.....	5,000.00
April 1st, 1973.....	6,000.00
April 1st, 1974.....	6,000.00
April 1st, 1975.....	6,000.00
April 1st, 1976.....	7,000.00
April 1st, 1977.....	7,000.00
April 1st, 1978.....	7,000.00
April 1st, 1979.....	8,000.00
April 1st, 1980.....	116,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderers agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Rimouski.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the Bank

la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er avril 1967 inclusivement, si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er avril 1968 inclusivement, si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er avril 1970 inclusivement, si elles sont émises à courte échéance vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté éral à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 5 avril 1960 à 8.00 heures du soir, en la salle municipale à Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, comté de Rimouski.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, (Comté de Rimouski), ce 17 mars 1960.

Le Secrétaire-trésorier,
RAYMOND CASGRAIN.

Rue de la Sapinière,
Notre-Dame-de-Rimouski, (Rimouski), P.Q.
Téléphone: Bureau: RAY. 3-5525.
Résidence: RAY. 3-6326. 53357-0

MUNICIPALITÉ DE LESAGE
(Terrebonne)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Oscar Beauséjour, secrétaire-trésorier, R.R. N° 2, St-Jérôme, comté de Terrebonne, jusqu'à 8.00 heures du soir, lundi, le 4 avril 1960, pour l'achat de \$42,000.00 d'obligations de la municipalité de Lesage, comté de Terrebonne, datées du 1er avril 1960 et remboursables par séries du 1er avril 1961 au 1er avril 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 33 — \$42,000.00 — Amélioration des chemins.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mai seulement.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$42,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1961	\$1,000.00
1er avril 1962	1,000.00
1er avril 1963	1,000.00
1er avril 1964	1,000.00
1er avril 1965	1,000.00
1er avril 1966	1,500.00
1er avril 1967	1,500.00
1er avril 1968	1,500.00
1er avril 1969	1,500.00
1er avril 1970	1,500.00
1er avril 1971	2,000.00
1er avril 1972	2,000.00
1er avril 1973	2,500.00

mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to April 1st 1967 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to April 1st, 1968 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to April 1st, 1970 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, April 5th, 1960, at 8.00 o'clock p.m., at municipal Hall of Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, county of Rimouski.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, (County of Rimouski), March 17, 1960.

RAYMOND CASGRAIN,
Secretary-Treasurer.

De la Sapinière Street,
Notre-Dame-de-Rimouski, (Rimouski), P.Q.
Telephone: Office: RAY. 3-5525.
Residence: RAY. 3-6326 53357

MUNICIPALITY OF LESAGE
(Terrebonne)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Oscar Beauséjour, secretary-treasurer, R.R. No. 2, St-Jérôme, county of Terrebonne, until 8.00 o'clock p.m. Monday, April 4, 1960, for the purchase of an issue of \$42,000.00 of bonds for the municipality of Lesage, county of Terrebonne, dated April 1st, 1960, and redeemable serially from April 1st, 1961 to April 1st, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5½% nor more than 6% per annum payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 33 — \$42,000.00 — Improvement of roads.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1st, only.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$42,000.00 — 20 years

Year	Capital
April 1st, 1961	\$1,000.00
April 1st, 1962	1,000.00
April 1st, 1963	1,000.00
April 1st, 1964	1,000.00
April 1st, 1965	1,000.00
April 1st, 1966	1,500.00
April 1st, 1967	1,500.00
April 1st, 1968	1,500.00
April 1st, 1969	1,500.00
April 1st, 1970	1,500.00
April 1st, 1971	2,000.00
April 1st, 1972	2,000.00
April 1st, 1973	2,500.00

1er avril 1974.....	\$2,500.00
1er avril 1975.....	2,500.00
1er avril 1976.....	3,000.00
1er avril 1977.....	3,000.00
1er avril 1978.....	3,500.00
1er avril 1979.....	4,000.00
1er avril 1980.....	4,500.00

April 1st, 1974.....	\$2,500.00
April 1st, 1975.....	2,500.00
April 1st, 1976.....	3,000.00
April 1st, 1977.....	3,000.00
April 1st, 1978.....	3,500.00
April 1st, 1979.....	4,000.00
April 1st, 1980.....	4,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Jérôme.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er avril 1967 inclusivement, si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er avril 1968 inclusivement, si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er avril 1970 inclusivement, si elles sont émises pour un terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 4 avril 1960, à 8.00 heures du soir, en la salle de la commission scolaire, R.R. N° 2, St-Jérôme, comté de Terrebonne, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lesage, (Comté de Terrebonne), ce 15 mars 1960.

Le Secrétaire-trésorier,
OSCAR BEAUSÉJOUR.

R.R. N° 2,

St-Jérôme, (Terrebonne), P.Q.

Téléphone: CA. 4-2098.

53358-0

LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE SHERBROOKE (Sherbrooke)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné Majella Vigneault, secrétaire-trésorier, 121 ouest, rue King, Sherbrooke, comté de Sherbrooke, P.Q., jusqu'à 4.00 heures de l'après-midi, lundi, le 4 avril 1960, pour l'achat de \$256,500.00 d'obligations de la Commission des Écoles Catholiques de Sherbrooke, datées du 1er mars 1960 et remboursables par séries du 1er mars 1961 au 1er mars 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolutions d'emprunt: 30 octobre 1959, telle que modifiée — \$80,000.00 — travaux de construction et d'amélioration à l'école de la paroisse

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year, short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Jérôme.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to April 1st, 1967 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, and prior to April 1st, 1968 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to April 1st, 1970 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest, accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Monday, April 4, 1960, at 8.00 o'clock p.m., in the school commission hall, R.R. No. 2, St-Jérôme, county of Terrebonne, P.Q.

The council not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Lesage, (County of Terrebonne), March 15, 1960.

OSCAR BEAUSÉJOUR,
Secretary-Treasurer.

R.R. No. 2,

St-Jérôme, (Terrebonne), P.Q.

Telephone: CA. 4-2098.

51158

THE CATHOLIC SCHOOL COMMISSION OF SHERBROOKE (Sherbrooke)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Majella Vigneault, Secretary-Treasurer, 121 King Street, West, Sherbrooke, county of Sherbrooke, P.Q., until 4.00 o'clock p.m. Monday, the 4th of April, 1960, for the purchase of an issue of \$256,500.00 of bonds for the Catholic School Commission of Sherbrooke, dated March 1st, 1960, and redeemable serially from March 1st, 1961 to March 1st, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5½% nor more than 6% per annum payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolutions: October 30, 1959, as amended — \$80,000.00 — work on construction and improvements for the school of the parish of

St-Esprit; 21 mai 1959, telle que modifiée — \$176,500.00 — travaux à l'école Marie Reine du Monde, Bussières, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mai 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$256,500.00 — 20 ans

Année	Capital
1er mars 1961	\$ 7,000.00
1er mars 1962	7,500.00
1er mars 1963	8,000.00
1er mars 1964	8,000.00
1er mars 1965	9,000.00
1er mars 1966	9,500.00
1er mars 1967	10,000.00
1er mars 1968	11,000.00
1er mars 1969	11,000.00
1er mars 1970	11,500.00
1er mars 1971	12,500.00
1er mars 1972	13,000.00
1er mars 1973	14,000.00
1er mars 1974	15,000.00
1er mars 1975	16,000.00
1er mars 1976	16,500.00
1er mars 1977	17,500.00
1er mars 1978	19,000.00
1er mars 1979	19,500.00
1er mars 1980	21,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sherbrooke.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de cette banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er mars 1967 inclusivement, si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er mars 1968 inclusivement, si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er mars 1970 inclusivement, si elles sont émises pour un terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles catholiques qui sera tenue lundi, le 4 avril 1960 à 4.00 heures p.m., à 121 ouest, rue King, Sherbrooke, comté de Sherbrooke.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions. Sherbrooke, (Comté de Sherbrooke), ce 15 mars 1960.

Le Secrétaire-trésorier,
MAJELLA VIGNEAULT.

121 ouest, rue King,
Sherbrooke, (Sherbrooke), P.Q.
Téléphone: LO 9-5541.

53360-0

St-Esprit; May 21, 1959, as amended — \$176,500.00 — work on the Marie Reine du Monde School, Bussièrre, etc.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1st, 1960.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$256,500.00 — 20 years

Year	Capital
March 1st, 1961	\$ 7,000.00
March 1st, 1962	7,500.00
March 1st, 1963	8,000.00
March 1st, 1964	8,000.00
March 1st, 1965	9,000.00
March 1st, 1966	9,500.00
March 1st, 1967	10,000.00
March 1st, 1968	11,000.00
March 1st, 1969	11,000.00
March 1st, 1970	11,500.00
March 1st, 1971	12,500.00
March 1st, 1972	13,000.00
March 1st, 1973	14,000.00
March 1st, 1974	15,000.00
March 1st, 1975	16,000.00
March 1st, 1976	16,500.00
March 1st, 1977	17,500.00
March 1st, 1978	19,000.00
March 1st, 1979	19,500.00
March 1st, 1980	21,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Sherbrooke.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of this bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to March 1st, 1967, inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to March 1st, 1968, inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to March 1st, 1970, inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Catholic School Commissioners to be held on Monday, April 4, 1960, at 4.00 o'clock p.m., at 121 King Street, West, Sherbrooke, county of Sherbrooke.

The Commissioners not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Sherbrooke, (County of Sherbrooke), March 15, 1960.

MAJELLA VIGNEAULT,
Secretary-Treasurer.

121 King Street, West,
Sherbrooke, (Sherbrooke), P.Q.
Telephone: LO 9-5541.

53360

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES
POUR LA MUNICIPALITÉ
DE SAINT-JUDE
(Comté de St-Hyacinthe)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé P.-Ernest L'Heureux, N.P., secrétaire-trésorier, Saint-Jude, comté de St-Hyacinthe, P.Q., jusqu'à 8.00 heures du soir, mardi, le 5 avril 1960, pour l'achat de \$200,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Jude, comté de St-Hyacinthe, P.Q., datées du 1er mars 1960 et remboursables par séries du 1er mars 1961 au 1er mars 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement, les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 11 février 1960 — \$200,000.00 — reconstruction de l'école du village.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mai 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$200,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er mars 1961.....x	\$36,500.00
1er mars 1962.....x	39,000.00
1er mars 1963.....x	41,500.00
1er mars 1964.....	3,000.00
1er mars 1965.....	3,000.00
1er mars 1966.....	3,500.00
1er mars 1967.....	3,500.00
1er mars 1968.....	3,500.00
1er mars 1969.....	4,000.00
1er mars 1970.....	4,000.00
1er mars 1971.....	4,500.00
1er mars 1972.....	4,500.00
1er mars 1973.....	5,000.00
1er mars 1974.....	5,500.00
1er mars 1975.....	5,500.00
1er mars 1976.....	6,000.00
1er mars 1977.....	6,500.00
1er mars 1978.....	6,500.00
1er mars 1979.....	7,000.00
1er mars 1980.....	7,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$122,307.54, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements de \$40,769.18 chacun, de 1961 à 1963 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à 2288, Avenue Ste-Anne, à St-Hyacinthe.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er mars 1967 inclusivement, si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er mars 1968 inclusivement, si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er mars 1970 inclusivement, si elles

THE SCHOOL COMMISSIONERS
FOR THE MUNICIPALITY
OF SAINT-JUDE
(County of St-Hyacinthe)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned P.-Ernest L'Heureux, N.P., Secretary-Treasurer, Saint-Jude, county of St-Hyacinthe, P.Q., until 8.00 o'clock p.m., Tuesday, April 5, 1960, for the purchase of an issue of \$200,000.00 of bonds for the municipality of Saint-Jude, county of St-Hyacinthe, P.Q., dated March 1st, 1960, and redeemable serially from March 1st, 1961 to March 1st, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5½% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated February 11, 1960 — \$200,000.00 — reconstruction of the village school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1st, 1960.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$200,000.00 — 20 years

Year	Capital
March 1st, 1961.....x	\$36,500.00
March 1st, 1962.....x	39,000.00
March 1st, 1963.....x	41,500.00
March 1st, 1964.....	3,000.00
March 1st, 1965.....	3,000.00
March 1st, 1966.....	3,500.00
March 1st, 1967.....	3,500.00
March 1st, 1968.....	3,500.00
March 1st, 1969.....	4,000.00
March 1st, 1970.....	4,000.00
March 1st, 1971.....	4,500.00
March 1st, 1972.....	4,500.00
March 1st, 1973.....	5,000.00
March 1st, 1974.....	5,500.00
March 1st, 1975.....	5,500.00
March 1st, 1976.....	6,000.00
March 1st, 1977.....	6,500.00
March 1st, 1978.....	6,500.00
March 1st, 1979.....	7,000.00
March 1st, 1980.....	7,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$122,307.54, granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments of \$40,769.18 each, from 1961 to 1963 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at 2288 Ste-Anne Avenue, at St-Hyacinthe.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to March 1st 1967, inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to March 1st, 1968 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to March 1st, 1970, inclusively, if issued for a twenty-year

sont émises pour un terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 5 avril 1960, à 8.00 heures du soir, au bureau du secrétaire, à Saint-Jude, comté de St-Hyacinthe.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Jude, (Comté de St-Hyacinthe), ce 16 mars 1960.

Le Secrétaire-trésorier,

P-ERNEST L'HEUREUX, N.P.

Saint-Jude, (St-Hyacinthe), P.Q.,

Téléphone: 63.

53359-0

VILLE DE ST-FRANÇOIS

(Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, F. Gallet, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 6308, boulevard des Mille Iles, St-François, comté de Laval, jusqu'à 7.30 heures du soir, à l'Hôtel de Ville, 6308 boulevard des Mille Iles, et jusqu'à 8.00 heures du soir, à 7100 boulevard des Mille Iles, lundi, le 4 avril 1960, pour l'achat de \$174,000.00 d'obligations de la ville de St-François, comté de Laval, datées du 1er avril 1960 et remboursables par séries du 1er avril 1961 au 1er avril 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement, les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt Nos 237 — \$5,200.00 — travaux d'aqueduc; 238 — \$5,900.00 — travaux d'aqueduc; 239 — \$109,000.00 — travaux d'égouts; 241 — \$8,100.00 — travaux d'aqueduc et d'égouts; tels qu'amendés; et la résolution d'emprunt du 10 février 1959, N° 1010 — \$46,000.00 — travaux d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mai 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$174,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1961	\$ 4,500.00
1er avril 1962	5,000.00
1er avril 1963	5,500.00
1er avril 1964	6,000.00
1er avril 1965	6,000.00
1er avril 1966	6,000.00
1er avril 1967	6,500.00
1er avril 1968	7,000.00
1er avril 1969	7,500.00
1er avril 1970	8,000.00
1er avril 1971	8,500.00
1er avril 1972	9,000.00
1er avril 1973	9,500.00
1er avril 1974	10,000.00
1er avril 1975	11,000.00
1er avril 1976	11,000.00
1er avril 1977	12,000.00

term, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, April 5, 1960, at 8.00 o'clock p.m., at the office of the Secretary, at Saint-Jude, county of St-Hyacinthe.

The commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Jude, (County of St-Hyacinthe), March 16, 1960.

P-ERNEST L'HEUREUX, N.P.,

Secretary-Treasurer.

Saint-Jude, (St-Hyacinthe), P.Q.,

Telephone 63.

53359

TOWN OF ST-FRANÇOIS

(Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds", will be received by the undersigned, F. Gallet, Secretary-Treasurer, Town Hall, 6308 des Mille Iles boulevard, St-François, county of Laval, until 7.30 o'clock p.m. Monday, April 4, 1960, at the Town Hall, 6308 des Mille Iles boulevard, and until 8.00 o'clock p.m. at 7100 des Mille Iles boulevard for the purchase of an issue of \$174,000.00 of bonds for the town of St-François, county of Laval, dated April 1st, 1960, and redeemable serially from April 1st, 1961 to April 1st, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5½% nor more than 6% per annum payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos 237 — \$5,200.00 — work on aqueduct; 238 — \$5,900.00 — work on aqueduct; 239 — \$109,000.00 — work on sewers; 241 — \$8,100.00 — work on aqueduct and sewers; as amended; and the loan resolution of February 10, 1959, No. 1010 — \$46,000.00 — work on aqueduct.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1st, 1960.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$174,000.00 — 20 years

Year	Capital
April 1st, 1961	\$ 4,500.00
April 1st, 1962	5,000.00
April 1st, 1963	5,500.00
April 1st, 1964	6,000.00
April 1st, 1965	6,000.00
April 1st, 1966	6,000.00
April 1st, 1967	6,500.00
April 1st, 1968	7,000.00
April 1st, 1969	7,500.00
April 1st, 1970	8,000.00
April 1st, 1971	8,500.00
April 1st, 1972	9,000.00
April 1st, 1973	9,500.00
April 1st, 1974	10,000.00
April 1st, 1975	11,000.00
April 1st, 1976	11,000.00
April 1st, 1977	12,000.00

1er avril 1978.....	\$13,000.00	April 1st, 1978.....	\$13,000.00
1er avril 1979.....	13,500.00	April 1st, 1979.....	13,500.00
1er avril 1980.....	14,500.00	April 1st, 1980.....	14,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er avril 1967 inclusivement, si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er avril 1968 inclusivement, si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er avril 1970 inclusivement, si elles sont émises pour un terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 4 avril 1960, à 8.00 heures du soir, en l'école Boileau, 7100, boulevard des Mille Îles, St-François, comté de Laval, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-François, (Comté de Laval), ce 16 mars 1960.

Le Secrétaire-trésorier,
F. GALLET.

Hôtel de Ville,
6308, boulevard des Mille Îles,
St-François, (Laval), P.Q.
Téléphone: No-6-3153. 53361-o

CITÉ DE ST-MARTIN (Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé, Alphonse Goyer, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 1520, rue Principale, St-Martin, comté de Laval, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, lundi, le 4 avril 1960, pour l'achat de \$456,000.00 d'obligations de la cité de St-Martin, comté de Laval, P.Q., datées du 1er avril 1960 et remboursables par séries du 1er avril 1961 au 1er avril 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement, les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt Nos: 88 — première tranche de \$400,000.00 sur le règlement N° 88 au montant de \$700,000.00 — construction d'égouts, d'aqueduc, pavages et trottoirs; 96 — \$35,000.00 — construction d'égouts, d'aqueduc, pavages et trottoirs; 97 — \$21,400.00 — aqueduc, pavage, et trottoirs.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Terrebonne.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to April 1st, 1967 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to April 1st, 1968 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to April 1st, 1970 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, April 4th, 1960, at 8.00 o'clock p.m., at the Boileau School, 7100 des Mille Îles, boulevard, St-François, county of Laval, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St. Francis, (County of Laval), March 16, 1960.

F. GALLET,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
6308 des Mille Îles boulevard,
St-François, (Laval), P.Q.
Telephone: No-6-3153. 53361

CITY OF ST-MARTIN (Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Alphonse Goyer, Secretary-Treasurer, City Hall, 1520 Principale Street, St-Martin, county of Laval, P.Q., until 8.30 o'clock p.m., Monday, April 4, 1960, for the purchase of an issue of \$456,000.00 of bonds for the city of St-Martin, county of Laval, dated April 1st, 1960, and redeemable serially from April 1st, 1961 to April 1st, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5½% nor more than 6% per annum payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos. 88 — first instalment of \$400,000.00 on by-law No. 88 for an amount of \$700,000.00 — construction of sewers, aqueduct, pavements and sidewalks; 96 — \$35,000.00 — construction of sewers, aqueduct, pavements and sidewalks; 97 — \$21,400.00 — aqueduct, pavement, and sidewalks.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mai 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$456,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1961	\$18,500.00
1er avril 1962	19,500.00
1er avril 1963	19,500.00
1er avril 1964	19,500.00
1er avril 1965	19,500.00
1er avril 1966	19,500.00
1er avril 1967	19,500.00
1er avril 1968	22,000.00
1er avril 1969	22,000.00
1er avril 1970	22,000.00
1er avril 1971	23,000.00
1er avril 1972	23,000.00
1er avril 1973	23,000.00
1er avril 1974	23,000.00
1er avril 1975	23,000.00
1er avril 1976	24,000.00
1er avril 1977	26,500.00
1er avril 1978	26,500.00
1er avril 1979	30,000.00
1er avril 1980	32,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Martin.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la Province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de cette banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er avril 1967 inclusivement, si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er avril 1968 inclusivement, si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er avril 1970 inclusivement, si elles sont émises pour un terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 4 avril 1960 à 8.30 heures du soir, à l'Hôtel de Ville, 1520, rue Principale, St-Martin, comté de Laval, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Martin, (Comté de Laval), ce 16 mars 1960.

Le Secrétaire-trésorier,
ALPHONSE GOYER.

Hôtel de Ville, 1520, rue Principale,
St-Martin, (Laval), P.Q.

Téléphone: MU-1-3316.

53362-0

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1st, 1960.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$456,000.00 — 20 years

Year	Capital
April 1st, 1961	\$18,500.00
April 1st, 1962	19,500.00
April 1st, 1963	19,500.00
April 1st, 1964	19,500.00
April 1st, 1965	19,500.00
April 1st, 1966	19,500.00
April 1st, 1967	19,500.00
April 1st, 1968	22,000.00
April 1st, 1969	22,000.00
April 1st, 1970	22,000.00
April 1st, 1971	23,000.00
April 1st, 1972	23,000.00
April 1st, 1973	23,000.00
April 1st, 1974	23,000.00
April 1st, 1975	23,000.00
April 1st, 1976	24,000.00
April 1st, 1977	26,500.00
April 1st, 1978	26,500.00
April 1st, 1979	30,000.00
April 1st, 1980	32,500.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only.

Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Martin.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of this bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to April 1st, 1967 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to April 1st, 1968 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to April 1st, 1970 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, April 4th, 1960, at 8.30 o'clock p.m., at the City Hall, 1520 Principale Street, St-Martin, county of Laval, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Martin, (County of Laval), March 16, 1960.

ALPHONSE GOYER,
Secretary-Treasurer.

City Hall, 1520 Principale Street,
St-Martin, (Laval), P.Q.

Téléphone: MU 1-3316.

53362

Vente par licitation

MARCOTTE-HOUEDE ET AL
VS MARCOTTE ET AL

Province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure N° 97,866. Dame Emilia Marcotte-Houde et al, demandereses, vs Albert Marcotte et al, défendeurs.

Avis de licitation

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Québec, dans le district de Québec, et rendu par l'Honorable Juge William Morin, le 29 février 1960, dans une cause dans laquelle EMILIA MARCOTTE, ménagère et épouse contractuellement séparée de biens de Antonio Houde, plombier de Québec, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et MARIE-LOUISE MARCOTTE, ménagère et épouse contractuellement séparée de biens de Jules Gamache, cordonnier de Québec, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, sont demandereses, et ALBERT MARCOTTE, cordonnier de Québec, GEORGIANNA MARCOTTE, ménagère et épouse contractuellement séparée de biens de Joseph Picard, employé civil de Québec, ce dernier mis en cause pour autoriser son épouse aux fins des présentes, ALINE MARCOTTE, ménagère et épouse contractuellement séparée de biens de René Gauthier, agent d'assurances de Québec ouest, ce dernier mis en cause pour autoriser son épouse aux fins des présentes, COLETTE MARCOTTE, ménagère et épouse contractuellement séparée de biens de Fernand Caron, livreur de Québec, ce dernier mis en cause pour autoriser son épouse aux fins des présentes, RÉGINALD MARCOTTE, tailleur de cuir de Québec, ROBERT MARCOTTE, ouvrier de Québec, FLORENT MARCOTTE, ouvrier de Québec et ANDRÉ MARCOTTE, militaire de Québec, sont défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble connu et désigné comme suit:

"Un immeuble connu et désigné comme étant le lot treize cent quarante-huit (1348) du cadastre officiel de la paroisse St-Sauveur, cité de Québec, avec les maisons dessus érigées, circonstances et dépendances, portant plus particulièrement les numéros civiques 502, 504, 520 et 522 de la rue Arago ouest en la cité de Québec."

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-DEUX AVRIL 1960, à DIX heures de l'avant-midi à la Cour Supérieure séant à Québec, Cour Tenante dans la salle de la Division de Pratique au Palais de Justice de cette ville ou à toute autre salle, tel que requis par les circonstances, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes,

Sale by Licitaton

MARCOTTE-HOUEDE ET AL
VS MARCOTTE ET AL

Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court No. 97,866 Mrs Emilia Marcotte-Houde et al, plaintiffs, vs Albert Marcotte et al, defendants.

Notice of licitation

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting in Quebec, in the district of Quebec, and rendered by the Honourable Justice William Morin, on the 29th day of February 1960, in a case in which EMILIA MARCOTTE, housewife and wife contractually separated as to property of Antonio Houde, plumber of Quebec City, the said Antonio Houde to authorize and assist his wife for the purposes of these presents, and MARIE-LOUISE MARCOTTE, housewife and wife contractually separated as to property of Jules Gamache, shoemaker of Quebec City, the said Jules Gamache to authorize and assist his wife for the purposes of these presents, are plaintiffs, and ALBERT MARCOTTE, shoemaker of Quebec City, GEORGIANNA MARCOTTE, housewife and wife contractually separated as to property of Joseph Picard, civil employee of Quebec City, the said Joseph Picard to authorize and assist his wife for the purposes of these presents, ALINE MARCOTTE, housewife and wife contractually separated as to property of René Gauthier, insurance agent of Quebec West, the said René Gauthier, to authorize and assist his wife for the purposes of these presents, COLETTE MARCOTTE, housewife and wife contractually separated as to property of Fernand Caron, deliverer of goods of Quebec City, the said Fernand Caron to authorize and assist his wife for the purposes of these presents, RÉGINALD MARCOTTE, leather tailor of Quebec City, ROBERT MARCOTTE, workman of Quebec City, FLORENT MARCOTTE, workman of Quebec City and ANDRÉ MARCOTTE, soldier of Quebec City, are defendants, ordering the licitation of the immoveable described as follow:

"An immoveable known and designated as being lot No. one thousand three hundred and forty-eight (1348) upon the official cadastre of the Saint-Sauveur Parish, City of Quebec, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and more particularly bearing civic numbers 502, 504, 520 and 522 of Arago West street, in the city of Quebec."

The above described immoveable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTY-SECOND day of APRIL 1960, at TEN o'clock in the forenoon, at the Superior Court sitting in Quebec City, in the room of the Practice Division in the Court House of this City or in any other room as circumstances may require, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the Superior Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and failing the interested parties to file the said oppositions within the

elles seront forcloses du droit de la faire.

delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Un dépôt de mille cinq cents dollars sera exigé avant la vente de tout offrant ou enchérisseur.

A deposit of one thousand five hundred dollars shall be exacted before the sale, from each and every bidder.

Québec, le 7 mars 1960.

Quebec, March, 7th, 1960.

Le Procureur des demandereses,

JULES ROYER,

53258-11-2-o

JULES ROYER.

53258-11-2-o

Attorney for Plaintiffs.

Ventes pour taxes

Sales for Taxes

VILLE DE MALARTIC

TOWN OF MALARTIC

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la Ville de Malartic, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, au bureau du Conseil Municipal à l'Hôtel de Ville de la susdite municipalité, MERCREDI, le SIXIÈME (6) jour du mois d'AVRIL 1960, à ONZE heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires et intérêts mentionnés dans l'état ci-dessous, et les frais qui seront subséquemment encourus à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente:

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the Town of Malartic, that the properties hereinafter described will be sold by public auction, at the office of the Municipal Council at the Town Hall aforesaid municipality, WEDNESDAY, the SIXTH (6) day of APRIL 1960, at ELEVEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of municipal and school taxes with interest mentioned in the following statement and the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before this sale:

Noms Names	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Int. et frais Int. and costs	Total
Donat Lavallée.....	Ptie nord-north part, lot No. 125, bloc-block 2 canton-township Fournière, Ville de-Town of Malartic.....	\$ 39.05	\$ 40.14	\$ 5.22	\$ 84.41
Donat Lavallée.....	Lot No. 170, bloc-block 3, canton-township Fournière, Ville de-Town of Malartic.....	90.00	92.50	11.37	193.87
Donat Lavallée.....	Lot No. 171, bloc-block 3, canton-township Fournière, Ville de-Town of Malartic.....	93.60	96.20	11.88	201.68
Donat Lavallée.....	Lot No. 605-14, bloc-block 3, canton-township Fournière, Ville de-Town of Malartic.....	97.13	99.82	12.77	209.72
Lavallée Automobile Limitée..	Lot No. 62, bloc-block 16, canton-township Fournière, Ville de-Town of Malartic.....	90.00	7.51	97.51
Lavallée Automobile Limitée..	Lot No. 80, bloc-block 19, canton-township Fournière, Ville de-Town of Malartic.....	126.22	129.72	16.37	272.31

Donné à Malartic, P.Q., le 1er jour du mois de mars 1960.

Given at Malartic, P.Q., this 1st day of the month of March 1960.

(Sceau)
53279-11-2-o

Le Secrétaire-trésorier,
L.-C. SAVARD.

(Seal)
53279-11-2-o

L.-C. SAVARD,
Secretary-Treasurer.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE SAINT-AURICE

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF SAINT-AURICE

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Oscar Leclerc, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que les immeubles ci-après décrits seront vendus à l'enchère publique, en la salle publique au village de Yamachiche, lieu où le Conseil dudit comté tient ses sessions, JEUDI, le DOUZIÈME jour du mois de MAI, mil neuf cent soixante, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales, scolaires et autres redevances, dues aux municipalités ci-dessous mentionnées, à moins qu'elles ne soient payées avec les frais encourus avant la vente, savoir:

Public notice is hereby given by the undersigned, Oscar Leclerc, Secretary-Treasurer of the abovementioned municipality, that the immoveables hereinafter described shall be sold by public auction in the Public Hall, in the village of Yamachiche, where the Council of said council holds its sittings, THURSDAY, the TWELFTH day of the month of MAY, one thousand nine hundred and sixty, at TEN o'clock in the forenoon, in payment of municipal and school taxes, and other amounts, owing to the municipalities mentioned hereinunder, unless they shall have been paid together with costs incurred, prior to the sale, to wit:

Municipalité de la paroisse de St-Boniface de Shawinigan
Municipality of the parish of St-Boniface de Shawinigan

Noms Names	Nos du cadastre Cadastral Nos.	Rang Range	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Ephrem Juneau	P. 259, P. 260	6	\$ 9.60	\$76.78	\$ 86.38
Un terrain connu et désigné comme faisant partie des lots numéro deux cent cinquante-neuf et deux cent soixante (P. 259, P. 260) aux plan et livre de renvoi officiel de la paroisse de St-Boniface de Shawinigan, borné comme suit: en front vers le sud-est au boulevard Shawinigan-Yamachiche, en profondeur vers le nord-ouest à la ligne de division des lots Nos deux cent soixante et deux cent soixante et un (260 et 261), d'un côté vers le nord-est par la ligne de division des municipalités de la paroisse et du village de St-Boniface de Shawinigan et de l'autre côté vers le sud-ouest à un terrain appartenant à M. Fernando Blais, le tout sans garantie de mesure précise.					
A lot of land known and designated as forming part of lots number two hundred and fifty-nine and two hundred and sixty (Pt. 259, Pt. 260) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Boniface de Shawinigan, bounded as follows: in front on the southeast by the Shawinigan Yamachiche Boulevard, in depth, on the northwest, by the dividing line of lots Nos. two hundred and sixty and two hundred and sixty-one (260 and 261), on one side on the northeast by the dividing line of the municipalities of the parish and of the village of St-Boniface de Shawinigan and on the other side, on the southwest by a lot of land belonging to Mr. Fernando Blais, the whole without guarantee of precise measurement.					
Willie Lefebvre	320, 321, 322, 323, 324, P. 325	7	\$60.57	\$45.27	\$105.84

Municipalité de St-Mathieu — Municipality of St-Mathieu

Jeanne Crips Juneau	P. 9-B	13	\$79.63	\$87.37	\$167.00
Superficie 3 arpents, canton Caxton, borné au Lac Goulet au sud et à l'ouest, au nord au cordon du 14e rang, à l'est par Alphonse Fortin.					
Area 3 arpents, township of Caxton bounded by Lake Goulet on the south and on the west, on the north by the cordon of the 14th range, on the east, by Alphonse Fortin.					
Wilfrid Crips	P. 9B	13	2.30	2.23	4.53
Petite île sur le Lac Goulet loué du Gouvernement.					
Small island on Lake Goulet rented from the Government.					
Ephrem Juneau	1 et-and 2	18	7.17	8.17	15.34
Ephrem Juneau	3	18	7.68	7.92	15.60
Lucien-F. Lafrenière	P. 50	6	28.58	18.31	46.89
Borné à l'ouest par le lac Vert, à l'est par le chemin public, au nord par Albert Trudel, au sud par Arthur Lupien.					
Bounded on the west by Lake Vert, on the east by the public road, on the north, by Albert Trudel, on the south, by Arthur Lupien.					

Municipalité scolaire de Yamachiche — School Municipality of Yamachiche

Richard Gélinas	P. 760		16.40	16.64	33.04
Henri-Paul Noël	P. 1155		9.95	14.85	24.80
Gérard Juneau	10		0.90	1.35	2.25
Gérard Juneau	11		0.90	0.85	1.75

Donné à Yamachiche, ce septième jour du mois de mars, mil neuf cent soixante.

53341-12-2-o Le Secrétaire-trésorier,
OSCAR LECLERC.

Given at Yamachiche, this seventh day of the month of March, one thousand nine hundred and sixty.

53341-12-2 OSCAR LECLERC,
Secretary-Treasurer.

Ventes par shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Terris
District d'ArthabaskaCour Supérieure, { ALFRED POULIOT,
N° 14,451. { ouvrier de Victoria-ville, demandeur; vs LAURENT DUFRESNE, défendeur, et FERNAND MORIN & GARNEAU & NADEAU, mis-en-

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Terris
District of ArthabaskaSuperior Court, { ALFRED POULIOT,
No. 14,451. { workman of Victoria-ville, plaintiff, vs LAURENT DUFRESNE, defendant and FERNAND MORIN & GARNEAU & NADEAU, mis-en-

cause et ALBERT BERGERON, huissier de Victoriaville, es-qualité de Curateur au délaissement.

Un terrain faisant partie de l'immeuble connu et désigné au cadastre officiel du canton de Warwick, sous le numéro deux cent soixante-dix-sept (277), mesurant trois quarts d'arpent sur la route, sur une profondeur de deux cent soixante et un pieds (261') le tout mesure anglaise, et plus ou moins, et tel que clôturé, borné en front à ladite route, au sud-est au chemin de front et des deux autres côtés à Onil Laroche, y compris les bâtisses y érigées, notamment une fabrique de beurre et fromage et maison d'habitation, ainsi que toutes machines et machineries, tous outils, et outillages et accessoires s'y trouvant, et servant à l'exploitation de ladite fabrique qui sont devenus immeubles par destination. Tel que le tout existe actuellement, avec toutes les servitudes actives, passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble, et notamment avec tous les droits et privilèges existant relativement à des sources ou aqueducs sur les terrains voisins, suivant titres antérieurs.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Médard de Warwick, comté d'Arthabaska, le TRENTE ET UNIÈME jour de MARS 1960, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FÉLIX HOULE.
23 février 1960. 53183-9-2-o

cause and ALBERT BERGERON, bailiff of Victoriaville, in his quality of Curator to the surrender.

A lot of land forming part of the immoveable known and designated on the official cadaster of the township of Warwick, under number two hundred and seventy-seven (277), measuring three-quarters arpent on the road, by a depth of two hundred and sixty-one feet (261'), the whole English measure, and more or less, and as fenced-in, bounded in front by the said road, on the southeast by the front road and on the other two sides by Onil Laroche, the buildings erected thereon comprised, particularly a butter and chesse factory and dwelling house, as well as all machines and machinery, all tools and equipment and accessories to be found thereon, and serving in the operation of the said factory which have become immoveables by destination. As the whole presently exists, with all the servitudes, active and passive, apparent and unapparent attached to the said immoveable, and especially with all the existing rights and privileges relative to springs or aqueducts on the neighboring grounds, according to previous titles.

To be sold at the parochial church door of St-Médard of Warwick, county of Arthabaska, on the THIRTY-FIRST day of MARCH, 1960, at THREE o'clock in the afternoon.

FÉLIX HOULE,
Sheriff's Office, Sheriff.
February 23, 1960. 53183-9-2

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Québec

Cour Supérieure, à savoir: N° 97,417. UNITED LOAN CORPORATION, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires à 420, rue du Pont, Québec, contre GÉDÉON THIBODEAU, résidant et domicilié à rang St-Charles, Beauceville-Est, district de Beauce, à savoir: Un lopin de terre portant le N° 155 du cadastre officiel pour la municipalité de St-François, le tout avec dépendances et circonstances et bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de Beauceville, comté de Beauce, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AVRIL prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. S. POULIOT.
St-Joseph-de-Beauce, 53342-12-2-o
15 mars 1960.
[Première insertion: 19 mars 1960]
[Seconde insertion: 2 avril 1960]

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Quebec

Superior Court, to wit: No. 97,417. UNITED LOAN CORPORATION, a body politic and corporate, having its principal place of business at 420 du Pont Street, Quebec, against GÉDÉON THIBODEAU, residing and domiciled in range St-Charles, Beauceville-East, district of Beauce, to wit: A strip of land bearing No. 155 of the official cadaster for the municipality of St-François, the whole with dependencies and circumstances and buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door in the parish of Beauceville, county of Beauce, on the TWENTY-SECOND day of APRIL next at TEN o'clock in the forenoon.

J. S. POULIOT,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-Joseph de Beauce, 53342-12-2
March 15, 1960.
[First insertion: March 19, 1960]
[Second insertion: April 2, 1960]

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Cour de Magistrat, à savoir: N° 35,111. OMER ET YVON LÉVESQUES, de l'endroit appelé Cap Chat, district de Gaspé, et y faisant affaires ensemble sous la raison sociale de "Lévesques et Frères"; vs JEAN-BAPTISTE DESCHÊNES de l'endroit appelé St-Joachim de Tourelles, district de Gaspé.

La propriété à vendre est la suivante:
"Un terrain sis et situé au ler rang de la paroisse de St-Joachim de Tourelles ayant une

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court, to wit: No. 35,111. OMER AND YVON LÉVESQUES, of Cap Chat, district of Gaspé, and there doing business together under the firm name of "Lévesques et Frères"; vs JEAN-BAPTISTE DESCHÊNES of St-Joachim de Tourelles, district of Gaspé.

The property for sale is the following:
"A lot of land situated on the 1st range of the parish of St-Joachim de Tourelles measuring

largeur de deux arpents devant cependant être distraite de cette profondeur, de deux arpents, la partie située entre le fleuve St-Laurent et le pied de la côte, avec bâtisses étant connu comme partie de la subdivision A du lot numéro neuf (Ptie 9-A) au cadastre officiel du canton de Tourelle borné vers l'est à Jos D. Lévesque, au nord à Jos D. Lévesque et Paul E. Lévesque au pieds de la côte à l'ouest par Omer St-Laurent et au sud par Jos Lévesque."

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Joachim de Tourelles le MARDI, VINGT-NEUVIÈME jour de MARS 1960 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Percé, le 22 février, 1960.

Le Shérif,

J. F. MEAGHER,
53134-9-2-0

two arpents in width, in front, however, to be withdrawn from this depth of two arpents, the part situated between the St. Lawrence River and the foot of the cliff, with the buildings known to be part of the subdivision A of lot number nine (P. 9-A) of the official cadaster of the township of Tourelle, bounded on the east by Jos D. Lévesque, on the north by Jos. D. Lévesque and by Paul E. Lévesque at the foot of the cliff, on the west by Omer St-Laurent and on the south by Jos Lévesque."

To be sold at the door of the church of St-Joachim de Tourelle on TUESDAY, MARCH TWENTY-NINTH, 1960 at TEN a.m.

Sheriff's Office, Percé, February 22, 1960.

J. F. MEAGHER,

Sheriff,
53134-9-2

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, N° 8713. { **BERNARD NORMAND**, plâtrier, domicilié en la cité d'Ottawa, Province d'Ontario, demandeur, vs **HENRI BERGERON**, domicilié à Ste-Rose de Lima, district de Hull, défendeur.

"Un emplacement connu et désigné comme étant la subdivision non-officielle soixante-quinze du lot originaire treize "C" un (13C-1-75 N.O.) du deuxième rang du canton de Templeton, mesurant cinquante pieds de largeur (50') sur la rue Guigues, par cent pieds de profondeur (100') mesures anglaises, plus ou moins, et bornée comme suit: Au nord, par le lot 13C-1-74, propriété de Monsieur Israël Giroux ou représentants; à l'est, par la rue Guigues; au sud, par la rue Dollard et à l'ouest par le lot 13-C-176, propriété de monsieur Israël Giroux, ou représentants, avec maison dessus érigée, circonstances et dépendances".

Pour être vendu à la porte de l'église Ste-Rose de Lima, district de Hull, le VINGT et UNIÈME jour du mois d'AVRIL, 1960, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Hull, ce 15 mars, 1960.

Le Shérif,

R. ST-PIERRE,
53363-12-2-0

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 8713. { **BERNARD NORMAND**, plasterer, domiciled in the city of Ottawa, Province of Ontario, plaintiff, vs **HENRI BERGERON**, domiciled at Ste-Rose de Lima, district of Hull, defendant.

"An emplacement known and designated as being the unofficial subdivision seventy five of the original lot thirteen "C" one (13C-1-75 N. W.) of the second range of the township of Templeton, measuring fifty feet in width (50') on Guigues Street, by one hundred feet in depth (100'), English measure, more or less and bounded as follows: on the north by lot 13C-1-74 property of Mr. Israël Giroux or representatives; on the east by Guigues Street; on the south by Dollard Street and on the west by lot 13-C-176 property of Mr. Israël Giroux or representatives, with the house thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the Church door of Ste-Rose de Lima, district of Hull, on the TWENTY-FIRST day of APRIL 1960, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Hull, March 15, 1960.

R. ST-PIERRE,

Sheriff,
53363-12-2

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour de Magistrat, N° 9151. { **INTERPROVINCIAL BUILDING CREDITS LTD.**, corps

politique légalement incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la province de Québec, des cité et district de Montréal, demanderesse, vs **ROGER CHEVRIER**, domicilié et résidant à Limbour, district de Hull, défendeur.

"Un immeuble sis dans le canton de Hull, comté de Gatineau, province de Québec, appartenant au défendeur Roger Chevrier et consistant en toute cette propriété connue et désignée comme étant formée d'une partie du lot sept (Ptie. 7) dans le neuvième rang dudit canton, aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton et ledit emplacement mesurant cinquante pieds (50') de largeur ayant front sur le chemin public sur cent quarante pieds (140') de profondeur, mesures anglaises, et plus ou moins et bornée au nord par une autre partie du même lot propriété de Daniel Avon et tel qu'acquise par ce dernier

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Magistrate's Court, No. 9151. { **INTERPROVINCIAL BUILDING CREDITS LTD.**, a body

politic legally incorporated having its head office in the Province of Quebec, of the city and district of Montreal, plaintiff, vs **ROGER CHEVRIER**, domiciled and residing at Limbour, district of Hull, defendant.

"An immoveable situated in the township of Hull, county of Gatineau, Province of Quebec, belonging to the defendant Roger Chevrier and consisting in all that property known and designated as being formed of a part of lot seven (Pt. 7) in the ninth range of the said township, on the official plan and in the book of reference of the said township and the said emplacement measuring fifty feet (50') in width having frontage on the public road by one hundred and forty-feet (140') in depth, English measure, and more or less and bounded on the north by another part of the same lot, property of Daniel Avon and as

aux termes d'un contrat exécuté devant Me Henri DesRosiers, notaire, sous le numéro 39871 de ses minutes dont copie enregistrée au bureau d'enregistrement de Gatineau à Maniwaki, sous le numéro 23732; au sud par une autre partie du même lot étant la propriété de Madame John A. Bart, acquise par cette dernière aux termes d'un contrat exécuté devant le notaire soussigné, sous le numéro 1405 de ses minutes dont copie enregistrée audit bureau d'enregistrement de Gatineau, à Maniwaki, sous le numéro 25504; à l'ouest par une autre partie du même lot propriété du Collège Apostolique St. Alexandre de la Gatineau, ou ses ayants droit, et à l'est par le chemin public; les lignes nord et sud de l'emplacement présentement vendu étant approximativement à l'angle droit avec les lignes est et ouest dudit emplacement; la limite sud dudit emplacement étant approximativement parallèle et à cent quatre-vingt-dix pieds (190'), plus ou moins, au nord de la ligne de division entre les rangs 8 et 9 dudit canton. Ledit emplacement indiqué par un poteau à chaque coin et bien connu des parties aux présentes. Avec toutes les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances".

Pour être vendu à la porte de l'église St. Alexandre, à Limbour, district de Hull, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AVRIL, 1960, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Hull, ce 15 mars, 1960. Le Shérif, R. ST-PIERRE. 53372-12-2-o

purchased by the latter under the terms of a contract executed before Me Henri DesRosiers, notary, under number 39871 of his minutes of which is a registered copy at the registry office of Gatineau at Maniwaki, under number 23732; on the south by another part of the same lot being the property of Mrs. John A. Bart, purchased by the latter under the terms of a contract executed before the undersigned notary, under number 1405 of his minutes of which is a registered copy at the said registry office of Gatineau, at Maniwaki, under number 25504; on the west, by another part of the same lot, property of the Collège Apostolique St. Alexandre de la Gatineau, or under its nominees, and on the east, by the public road; the north and south lines of the emplacement presently sold being approximately on a right angle with the east and west lines of the said emplacement; the southern limit of the said emplacement being approximately parallel and at one hundred and ninety feet (190'), more or less, north of the dividing line between ranges 8 and 9 of the said township. The said emplacement shown by a post at each corner and well known by the parties of these presents. With all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the door of the church of St. Alexandre, at Limbour, district of Hull, on the TWENTY-SECOND day of APRIL, 1960, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Hull, March 15, 1960. R. ST. PIERRE, Sheriff. 53372-12-2

LABELLE

Fieri Facias

Canada — Province de Québec
District de Labelle

Cour Supérieure, No. 5653. { J. A. DUMONTIER, courtier en assurances, résident et domicilié à Labelle, district de Labelle, demandeur; vs GERMAIN MORIER, résident et domicilié à La Minerve, district de Labelle, défendeur.

Savoir: Le lot cinquante-deux (52) au complet, rang C, canton Marchand, district de Labelle; avec dépendances et bâtisses.

Pour être vendu "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de La Minerve, dans le district de Labelle, le TRENTE-ET-UNIÈME jour de MARS 1960, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Mont-Laurier, 22 février 1960. Le Shérif, ADRIEN LAROSE. 53149-9-2-o

MONTMAGNY

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec
District de Montmagny

Cour Supérieure, No. 8363. { MARCEL LAVERDIÈRE, chirurgien-dentiste, domicilié sur la rue Collin, à Montmagny, demandeur, vs ADELARD LABRANCHE, demeurant à St-Vallier, comté de Bellechasse, défendeur.

"Un lot portant le N° 137 du cadastre de St-Vallier étant une subdivision du lot 137, de figure irrégulière borné vers l'est et le sud par une partie non subdivisée du lot 137 vers l'ouest

LABELLE

Fieri Facias

Canada — Province of Quebec
District of Labelle

Superior Court, No. 5653. { J. A. DUMONTIER, insurance broker, resident and domiciled at Labelle, district of Labelle, plaintiff, vs GERMAIN MORIER, resident and domiciled at La Minerve, district of Labelle, defendant.

To wit: The entire lot number fifty-two (52), range C, Marchand township, district of Labelle; with dependencies and buildings.

To be sold "en bloc" at the door of the parish church of La Minerve, in the district of Labelle, the THIRTY-FIRST day of MARCH, 1960, at TWO p.m.

Sheriff's Office, Mont-Laurier, February 22, 1960. ADRIEN LAROSE, Sheriff. 53149-9-2

MONTMAGNY

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Montmagny

Superior Court, No. 8363. { MARCEL LAVERDIÈRE, surgeon-dentist, domiciled on Collin street, at Montmagny, plaintiff, vs ADELARD LABRANCHE, residing at St-Vallier, county of Bellechasse, defendant.

"A lot bearing No. 137 of the cadaster of St-Vallier, being a subdivision of lot 137, of irregular figure, bounded on the east and on the south by an undivided part of lot 137, on the

par une partie du lot 144 et vers le nord par la route Nationale, mesurant soixante-neuf pieds et cinq dixième dans sa ligne est, cent dix-neuf pieds et cinq dixième dans sa ligne sud et cent dix-sept pieds dans sa ligne ouest, contenant en superficie dix mille sept cent quatre-vingts pieds carrés, mesure anglaise."

"Un lot portant le N° 137-2, étant une subdivision d'une partie des lots 137 et 144 du cadastre de St-Vallier, de figure irrégulière, borné au nord-est et au sud-est par la partie non subdivisée du lot 137, au sud-ouest par le lot 137-1 au nord-ouest par la route N° 2, mesurant soixante pieds au nord-est, douze pieds et demi au sud-est, soixante-neuf pieds et demi au sud-ouest, vingt-trois pieds de front, contenant en superficie mille deux cent trois pieds carrés, mesure anglaise."

"Un lot portant le N° 137-5, étant une subdivision d'une partie du lot 137 du cadastre de St-Vallier, de figure irrégulière borné au nord-est par le lot 137-1, au sud-est par le lot 137 n.s., au sud-ouest par le lot 137 n.s., au nord-ouest par la route N° 2, mesurant quatre-vingt-dix-sept pieds au nord-est, cent quarante-cinq pieds au sud-est, soixante-seize pieds au sud-ouest, cent quarante-deux pieds et cinq-dixième en front, contenant en superficie douze mille cinq cent trente-deux pieds carrés, mesure anglaise avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Vallier, comté de Bellechasse, district de Montmagny, VENDREDI le VINGT-DEUXIÈME jour d'AVRIL 1960 à DEUX heures de l'après-midi. Lesdits immeubles seront vendus "en bloc", comme formant qu'un seul immeuble.

Le Shérif.

Bureau du Shérif, CHS-OMER BERNIER.
Montmagny, le 15 mars 1960. 53364-12-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Montmagny

Cour Supérieure, { DAME LUCIA THIBAUT
N° 8338. { NORMAND, domicili-
liée à l'Islet, veuve non rema-
riée de feu Elzéar Normand, en son vivant plom-
bier, domicilié au dit endroit de l'Islet, deman-
deresse vs M. PAUL H. LAMARRE, demeurant
à l'Islet-ville, défendeur.

"Une partie du lot étant la subdivision onze du lot originaire cinq cent quatre-vingt-un (581-11) du cadastre officiel pour la paroisse de l'Islet-Ville, borné au nord-est par un chemin public, au sud-est par la subdivision dix du lot originaire cinq cent quatre-vingt-un (581-10), au sud-ouest par la subdivision sept A du même lot originaire (581-7A) et au nord-ouest par la subdivision douze du lot originaire cinq cent quatre-vingt-un (581-12), mesurant en superficie six mille sept cent quarante-quatre pieds carrés, mesure anglaise, avec bâtisses ci-dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendue à la porte de l'église de l'Islet (l'Islet-village) JEUDI le VINGT et UNIÈME jour d'AVRIL 1960, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du shérif, CHS-OMER BERNIER.
Montmagny, le 15 mars 1960. 53365-12-2-o

west, by a part of lot 144 and on the north by the National road, measuring sixty-nine feet and five/tenths in its eastern line, one hundred and nineteen feet and five/tenths in its southern line and one hundred and seventeen feet in its western line, containing in area ten thousand seven hundred and eighty square feet, English measure."

"A lot bearing No. 137-2, being a subdivision of part of lots 137 and 144 of the cadaster of St-Vallier, of irregular figure, bounded on the northeast and on the southeast by the unsubdivided part of lot 137, on the southwest by lot 137-1, on the northwest by route No. 2, measuring sixty feet on the northeast, twelve feet and one-half on the southeast, sixty-nine feet and one-half on the southwest, twenty-three feet in front containing in area one thousand two hundred and three square feet, English measure."

"A lot bearing No. 137-5, being a subdivision of a part of lot 137 of the cadaster of St-Vallier, of irregular figure, bounded on the northeast by lot 137-1, on the southeast by lot 137 n.s., on the southwest by lot 137 n.s., on the northwest, by route No. 2, measuring ninety-seven feet on the northeast, one hundred and forty-five feet on the southeast, seventy-six feet on the southwest, one hundred and forty-two feet and five/tenths in front, containing in area twelve thousand five hundred and thirty-two square feet, English measure, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of St-Vallier, county of Bellechasse, district of Montmagny, FRIDAY, the TWENTY-SECOND day of APRIL, 1960, at TWO o'clock in the afternoon. The said immovables shall be sold "en bloc", as forming but one immovable.

CHS-OMER BERNIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, March 15, 1960. 53364-12-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Montmagny

Superior Court, { DAME LUCIA THIBAUT
No. 8338. { NORMAND, domiciled
at l'Islet, widow, not remar-
ried, of the late Elzéar Normand, in his lifetime,
plumber, domiciled at said place of l'Islet, plain-
tiff vs Mr. PAUL H. LAMARRE, living in
l'Islet town, defendant.

"A part of lot being of subdivision eleven of the original lot five hundred and eighty-one (581-11) of the official cadaster of the parish of l'Islet-Town, bounded on the north-east by the public road, on the south-east by subdivision ten of the original lot five hundred and eighty-one (581-10), on the south-west by subdivision seven A of the same original lot (581-7A) and on the north-west by subdivision twelve of original lot five hundred and eighty-one (581-12), having an area of six thousand seven hundred and forty-four square feet, English measure with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies."

To be sold at the door of the church of l'Islet (l'Islet-village) on THURSDAY the TWENTY-FIRST day of APRIL, 1960, at THREE o'clock p.m.

CHS-OMER BERNIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, March 15, 1960. 53365-12-2

MONTREAL

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Montréal

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Montreal

Montréal, à savoir: { J. PHILIPPE PELLE-
Cour supérieure, { J. TIER, demandeur, vs
N° 487 526. { JOHN N. BARRY, défendeur.

Montreal, to wit: { J. PHILIPPE PELLE-
Superior Court, { J. TIER, plaintiff, vs
No. 487 526. { JOHN N. BARRY, defendant.

Un emplacement ayant front sur l'avenue Du Mail (antérieurement connue comme avenue Du Parc) à Ville d'Anjou, district de Montréal, connu comme étant la subdivision numéro dix du lot originaire, numéro quatre cent trente-cinq (435-10) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longue-Pointe.

"An emplacement fronting on Du Mail Avenue (formerly known as Du Parc Ave) in Ville d'Anjou, district of Montreal, known as subdivision lot number ten of original lot number four hundred and thirty-five (435-10) on the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe.

Avec le "Bungalow" d'un étage dessus érigé portant le numéro civique 7621 dans ladite avenue Du Mail.

With the one storey bungalow there on erected bearing civic number 7621 in said Du Mail Avenue.

Sujet à une servitude en faveur de la compagnie de Telephone Bell du Canada, tel qu'établi en vertu d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal sous le numéro 1172684.

Subject to the servitude in favour of the Bell Telephone Company of Canada, as established under deed, registered at Montreal registry Office under number 1172684.

Comme ladite propriété subsiste présentement, avec tous ses droits, membres et dépendances, sans exception ou réserve d'aucune sorte.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind."

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le PREMIER jour du mois d'AVRIL 1960, à DIX heures de l'avant-midi.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the FIRST day of the month of APRIL, 1960, at TEN o'clock in the forenoon.

Le Shérif,
CAISSE &

CAISSE &
LAURENCELLE,

Bureau du Shérif,
Montréal, le 23 février 1960. 53151-9-2

Sheriff's Office,
Montreal, February 23, 1960. 53151-9-2-0

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Montréal

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Montreal

Montréal, à savoir: { RAYMOND LACHA-
Cour supérieure, { PELLE, demandeur,
N° 475 451. { vs NICHOLAS FRASCA-
RELLI, défendeur.

Montreal, to wit: { RAYMOND LACHA-
Superior Court, { PELLE, plaintiff, vs
No. 475 451. { NICHOLAS FRASCA-
RELLI, defendant.

Un certain lot de terre ayant front sur la rue Bélanger, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro un de la resubdivision officielle numéro cinq cent soixante et onze de la subdivision officielle du lot originaire numéro huit (8-571-1) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte St-Louis, mesurant, ledit lot de terre, trente pieds de largeur en front sur la rue Bélanger et quarante-deux pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins:

A certain lot of land with frontage on Bélanger Street, in the city of Montreal, known and designated as being lot number one of the official resubdivision number five hundred and seventy-one of the official subdivision of the original lot number eight (8-571-1) on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of the "Côte St-Louis", measuring, the said lot of land, thirty feet in width in front, on Bélanger Street and forty-two feet in depth, English measure and more or less:

Avec un droit de passage à perpétuité à pied et en voiture sur une lisière de terrain adjacent audit lot de terre et décrit comme suit: savoir:

With a right of way in perpetuity on foot and by carriage along a strip of land adjacent to the said lot of land and described as follows: to wit:

La partie nord-est du lot numéro cinq cent soixante et onze de la subdivision officielle du lot originaire numéro huit (8-571 part n.-e.) aux susdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant cette dite lisière dix pieds de largeur environ par quarante-deux pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit: en front par ladite rue Bélanger en arrière par le lot numéro 8-570 desdits plan et livre de renvoi officiels, d'un côté nord-est par le lot susdésigné 8-571-1 et de l'autre côté par le résidu dudit lot 8-571; et avec droit de construire et de garder à perpétuité dans la maison qui pourra et réérigée sur le lot 8-571-1, des ouvertures donnant vue directe ou indirecte sur ladite lisière de terrain plus haut décrite et ce à des distances non permises par la loi;

The northeast part of lot number five hundred and seventy-one of the official subdivision of the original lot number eight (8-571 n.-e. part) on the above said official plan and in the book of reference, this said strip measuring about ten feet in width by about forty-two feet in depth, English measure and more or less and bounded as follows: in front, by the said Bélanger Street, in rear, by lot number 8-570 on the said official plan and in the book of reference on one side, on the northeast, by the lot above described 8-571-1 and on the other side, by the residue of the said lot 8-571; and with right to build and to keep in perpetuity in the house which may be erected on the lot 8-571-1, openings with direct or indirect view on the said strip of land above described and such at distances not allowed by law:

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes circonstances et dépendances, toutes servitudes actives et passives, apparentes et

As the whole is to be found presently with all circumstances and dependencies, all servitudes, active and passive, apparent and unapparent,

occultes, se rattachant audit immeuble, et avec toutes bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le PREMIER jour du mois d'AVRIL 1960, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
CAISSE &

Bureau du Shérif, LAURENCELLE.
Montréal, le 23 février 1960. 53152-9-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { THE MACCABEES, de-
N° 482 840. { manderesse, vs
GEORGE MENK, défendeur.

"Un emplacement ayant front sur le côté nord-est de la rue Boisvert, en la ville de St-Elzéar, dans le comté de Laval, en la province de Québec, connu et désigné comme étant la subdivision quatre-vingt-six du lot originaire, numéro six cent cinquante-sept (657-86) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin, ledit lot mesurant soixante pieds (60') de largeur en front et en arrière, par cent vingt-neuf pieds et trois-dixièmes d'un pied (129.3') de profondeur sur sa ligne nord-ouest, et cent trente pieds et sept-dixièmes d'un pied (130.7') de profondeur sur sa ligne sud-est, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la résidence dessus érigée et portant le numéro civique 1745 de ladite avenue Boisvert, et garage y attaché.

Comme ladite propriété subsiste présentement, avec tous ses droits, membres et dépendances y appartenant, sans exception ou réserve.

Sujet à une servitude en faveur de la compagnie de Téléphone Bell du Canada, en vertu d'un acte enregistré sous le N° 110460."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Elzéar, comté de Laval, le TRENTE-ET-UNIÈME jour de MARS 1960, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
CAISSE &

Bureau du Shérif, LAURENCELLE.
Montréal, le 23 février 1960. 53153-9-2-o

Fieri Facias de Terris
District de Montréal

Montréal, à savoir: { SIMONNE TANMAN,
Cour Supérieure, { épouse d'Édouard Scho-
N° 493 193. { uela, et ledit ÉDOUARD
SCHOUELA ici présent

personnellement aussi bien que pour autoriser son épouse; CELY DOUEK épouse d'Ezekiel Schouela et ledit EZEKIEL SCHOUELA ici présent personnellement aussi bien que pour autoriser son épouse; RACHEL SASOON, épouse de Gamil Schouela et ledit GAMIL SCHOUELA ici présent personnellement aussi bien que pour autoriser son épouse; et SHEILA HALLAC, épouse de MAURICE SCHOUELA ici présent personnellement aussi bien que pour autoriser son épouse, exerçant ensemble un commerce sous les nom et raison sociale de Schouela Bros. & Co. of Canada, demandeurs; vs ANDRÉ BELEC, défendeur, et S. B. FREED, ès-qualité, mis-en-cause, comme appartenant au défendeur.

"a) Un emplacement situé dans Ville Lasalle, sur la rue Carroll, connu et désigné comme étant la subdivision un, subdivision cinq cent huit du lot originaire numéro neuf cent quatre-vingt-treize (993-508-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, avec les bâtisses dessus construites portant les numéros civiques

which are attached to the said immovable, and with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the FIRST day of the month of APRIL, 1960, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE &
LAURENCELLE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 23, 1960. 53152-9-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { THE MACCABEES
No. 482 840. { plaintiff, vs GEOR-
GE MENK, defendant.

"An emplacement fronting on the northeast side of Boisvert Street, in the town of St-Elzéar, in the county of Laval, in the Province of Quebec, known and designated as subdivision eighty-six of the original lot number six hundred and fifty-seven (657-86) on the official plan and book of reference of the parish of St-Martin, said lot measuring sixty-feet (60') in width in front and in rear, by one hundred and twenty-nine feet and three tenths of a foot (129.3') in depth in its northwest line, and one hundred and thirty feet and seven tenths of a foot (130.7') in depth in its southeast line, English measure and more or less.

With the dwelling house thereon erected bearing civic No. 1745 of said Boisvert Avenue, and attached garage.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances thereunto belonging without exception or reserve.

Subject to a servitude in favour of the Bell Telephone Company of Canada under deed registered under No. 110460."

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Elzéar, county of Laval, on the THIRTY-FIRST day of MARCH, 1960, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE &
LAURENCELLE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 23, 1960. 53153-9-2-o

Fieri Facias de Terris
District of Montreal

Montreal, to wit: { SIMONNE TANMAN,
Superior Court, { wife of Édouard Scho-
No. 493 193. { uela, and the said
ÉDOUARD SCHOUELA,

hereto present personally as well as to authorize his wife; CELY DOUEK, wife of Ezekiel Schouela and the said EZEKIEL SCHOUELA hereto present personally as well as to authorize his wife; RACHEL SASOON, wife of Gamil Schouela and the said GAMIL SCHOUELA hereto present personally as well as to authorize his wife; and SHEILA HALLAC, wife of MAURICE SCHOUELA hereto present personally as well as to authorize his wife, carrying on business together under the firm name and style of Schouela Bros. & Co. of Canada, plaintiffs, vs ANDRÉ BELEC, defendant, and S. B. FREED, es-qual. mis-en-cause, as belonging to the defendant.

"a) An emplacement situated in Ville Lasalle, on Carroll street, known and designated as resubdivision one, subdivision five hundred and eight of original lot number nine hundred and ninety-three (993-508-1) of the official plan and book of reference of the parish of Lachine, with the buildings thereon erected bearing civic

806, 808 et 810 rue Carroil, le tout tel que ladite propriété subsiste présentement, ensemble avec toutes servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes, attachant à ladite propriété, sans exception ou réserve; et

b) Un emplacement situé dans Ville LaSalle sur la rue Carrol, connu et désigné comme étant la resubdivision deux, subdivision cinq cent huit du lot originaire numéro neuf cent quatre-vingt-treize (993-508-2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, avec les bâtisses dessus construites portant les numéros 812, 814 et 816 rue Carroil, le tout tel que ladite propriété subsiste, ensemble avec toutes servitudes passives et actives, apparentes ou occultes, attachant à ladite propriété sans exception ou réserve."

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT et UNIÈME jour du mois d'AVRIL 1960, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
CAISSE &

Bureau du Shérif, LAURENCELLE.
Montréal, 16 mars 1960. 53366-12-2-o

Fieri Facias de Terris
District de Montréal

Montréal, à savoir: { LA CAISSE POPULAIRE NOTRE-DAME
Cour Supérieure, No. 480 037. { DE LOURDES D'EASTVIEW LIMITÉE, demanderesse; vs RAOUL GUÉRIN, défendeur.

Un emplacement situé à Terrasse Vaudreuil, Ile Perrot, borné en front par le quatrième boulevard, et formant partie du lot numéro cent quatre-vingt-deux (182) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Ste-Jeanne, tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble, ledit immeuble connu comme la subdivision numéro quatre cent vingt-huit (428) et mesurant soixante-cinq pieds (65') de largeur par une profondeur de cent trente-deux pieds (132') mesures anglaises, avec maison dessus érigée, circonstances et dépendances, tel que le tout se trouve présentement, avec tous les droits inhérents audit immeuble."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse Ste-Jeanne de Chantal, Ile Perrot, le VINGT et UNIÈME jour du mois d'AVRIL 1960, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
CAISSE &

Bureau du Shérif, LAURENCELLE.
Montréal, le 16 mars 1960. 53370-12-2-o

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { LA CORPORATION MUNICIPALE DE LA PAROISSE DE L'ANGE-GARDIEN, avec siège sur son territoire, dans le comté de Montmorency, district de Québec, contre J. A. COULOMBE, domicilié à 126 rue St-Pierre, district de Québec.

"1.— Un lot de forme irrégulière, borné au nord-est et au nord-ouest par la Rivière Lottinville, au sud-est par une partie non subdivisée du lot numéro un et au sud-ouest par le lot numéro trois-deux et contenant en superficie environ seize mille quatre cent soixante-douze pieds (16472') mesure anglaise, et maintenant connu et désigné sous le numéro un des subdivisions du lot un (1-1) des plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de l'Ange-Gardien, en le comté de Montmorency.

numbers 806, 808 and 810 Carroll street, the whole as said property subsists, together with all active and passive servitudes, apparent or hidden, attaching to the said property, without exception or reserve; and

b) An emplacement situated in Ville LaSalle on Carroll street, known and designated as resubdivision two, subdivision five hundred and eight of original lot number nine hundred and ninety-three (993-508-2) of the official plan and book of reference of the parish of Lachine, with the buildings thereon erected bearing civic numbers 812, 814 and 816 Carroll street, the whole as the said property subsists, together with all active and passive servitudes, apparent or hidden, attaching to the said property without exception or reserve."

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIRST day of the month of APRIL, 1960, at TEN o'clock in the forenoon.

CAISSE &
LAURENCELLE,

Sheriff's Office, Montreal, March 16th, 1960. Sheriff. 53366-12-2

Fieri Facias de Terris
District of Montreal

Montreal, to wit: { LA CAISSE POPULAIRE NOTRE-DAME Superior Court, No. 480 037. { DE LOURDES D'EASTVIEW LIMITÉE, plaintiff, vs RAOUL GUÉRIN, defendant.

An emplacement situated at Terrasse Vaudreuil, Ile Perrot, bounded in front by the fourth Boulevard, and forming part of lot number one hundred and eighty-two (182) on the official plan and book of reference of the parish of Ste-Jeanne, as the whole now subsists with all the active, passive apparent or unapparent servitudes attached to said immoveable, the said immoveable known as being subdivision number four hundred and twenty-eight (428) and measuring sixty-five feet (65') in width by one hundred and thirty-two feet (132') in depth, English measure, with the house thereon erected, circumstances and dependencies, as the whole now subsists, with all rights incidental to said immoveable.

To be sold at the parochial church door of the parish of Ste-Jeanne de Chantal, Ile Perrot, on the TWENTY-FIRST day of APRIL, 1960, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE &
LAURENCELLE,

Sheriff's Office, Montreal, March 16, 1960. Sheriff. 53370-12-2

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { THE MUNICIPAL CORPORATION OF THE PARISH OF L'ANGE-GARDIEN, with head office in its territory, in the county of Montmorency, district of Quebec, against J. A. COULOMBE, domiciled at 126 St-Peter Street, district of Quebec.

"1.— A lot of irregular form, bounded on the northeast and on the northwest by the Lottinville River, on the southeast by an undivided part of lot number one and on the southwest by lot number three-two and containing in area about sixteen thousand four hundred and seventy-two feet (16472') English measure, and presently known and designated under number one of the subdivisions of lot one (1-1) on the official plan and in the book of reference of the cadaster for the parish of l'Ange-Gardien, in the county of Montmorency.

2.— Un terrain formant partie non subdivisée du lot connu sous le numéro trois (3) sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de l'Ange-Gardien, et un chemin privé le long du lot trois-un subdivision de ce lot numéro (3-1) sur la partie ouest partant du chemin public et gagnant le nord; ce chemin connu sous le numéro trois-quatre (3-4) subdivision du lot numéro trois; borné vers le sud, partie par l'acquéreur, et partie par l'emplacement de Joseph Fecteau et le chemin du Roi, vers le nord par le trait carré à la profondeur des terres, interceptée par des subdivisions dudit lot numéro trois appartenant déjà; à l'acquéreur, vers l'est par les lots numéro un et un-un (1 et 1-1) subdivision du lot numéro un du même cadastre, ce dernier lot un-un étant la propriété de l'acquéreur, et vers l'ouest par la grande ligne et quelques lots appartenant à l'acquéreur; le chemin en question devant rester à l'endroit actuel." Cette partie du lot numéro trois sujette à des servitudes en faveur de Hydro-Québec, en vertu des enregistrements numéros 35112 et 39255, et aussi à une servitude en faveur de Quebec Power Company enregistrée sous le numéro 37542.

3.—

4.— Un lot de terre de forme irrégulière, borné au nord-est par le lot numéro un-un (1-1) au sud est par une partie non subdivisée du lot numéro trois (3) et par le chemin numéro trois-quatre (3-4), au sud-ouest par une partie non subdivisée du lot numéro cinq (5) et par les lots numéros cinq-deux (5-2), trois-trois (3-3) et cinq-trois (5-3) au nord-ouest par une partie non subdivisée du lot numéro trois (3) et par la Rivière de Lottinville et contenant en superficie cent vingt mille quatre cent quarante-huit (120448') pieds, mesure anglaise et maintenant connu et désigné sous le numéro deux des subdivisions du lot numéro trois (3-2) des plan et livre de renvoi officiel pour la paroisse de l'Ange-Gardien . . . circonstances et dépendances;

5.— Un lot de forme triangulaire borné au nord et au nord-est par le lot numéro trois-deux (3-2) finissant en pointe au sud et borné vers le sud-ouest par le lot numéro cinq (5) contenant en superficie un mille six cent quatre-vingts pieds (1680') mesure anglaise, et maintenant connu et désigné sous le numéro trois des subdivisions du lot numéro trois (3-3) des plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de l'Ange-Gardien.

6.— Une lisière de terrain, mesurant une longueur de huit cent trente-sept pieds et six pouces, sur une largeur irrégulière de treize pieds et demi à vingt pieds et contenant en superficie douze mille trois cents pieds, mesure anglaise, et connu et désigné sous le numéro quatre des subdivisions du lot numéro trois (3-4) des plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de l'Ange-Gardien.

7.— Une terre à l'Ange-Gardien, bornée vers le sud au fleuve St-Laurent, à basse-amarée, vers le nord au trait carré des terres du premier rang; vers l'est partie à la terre numéro trois et partie au fonds de terre numéro quatre et enfin vers l'ouest par la terre numéro six; connu et désignée ladite terre ici vendue sous le numéro cinq (5), cadastre officiel de la paroisse de l'Ange-Gardien avec les constructions y érigées, la chaussée et le système d'aqueduc qui s'y trouvent et tous autres droits réels y attachés; cette mesure dix-sept perches de front sur une longueur

2.— A lot of land forming the unsubdivided part of lot known under number three (3) on the official plan and in the book of reference of the cadaster for the parish of l'Ange-Gardien, and a private road along lot three-one subdivision of this lot number (3-1) on the west part starting from the public road and going toward the north; this road known under number three-four (3-4) subdivision of lot number three; bounded on the south, partly by the purchaser, and partly by the emplacement of Joseph Fecteau and the King's highway, on the north by the "trait-carré" of the depth of the land, intercepted by subdivisions of the said lot number three belonging already to the purchaser, on the east, by lots number one and one-one (1 and 1-1) subdivision of lot number one of the same cadaster, this last lot one-one being the property of the purchaser, and on the west by the big line and a few lots belonging to the purchaser; the road in question having to stay in the present place." This part of lot number three subject to servitudes in favor of Hydro-Quebec, under registrations numbers 35112 and 39255, and also to a servitude in favor of Quebec Power Company registered under number 37542."

3.—

4.— A lot of land of irregular form, bounded on the northeast by lot number one-one (1-1) on the southeast by an unsubdivided part of lot number three (3) and by the road number three-four (3-4), on the southwest by an unsubdivided part of lot number five (5) and lots numbers five-two (5-2), three-three (3-3) and five-three (5-3) on the northwest by an unsubdivided part of lot number three (3) and by the Lottinville River and containing in area one hundred and twenty thousand four hundred and forty-eight (120448') feet, English measure and presently known and designated under number two of the subdivisions of lot number three (3-2) on the official plan and in the book of reference for the parish of l'Ange-Gardien, circumstances and dependencies.

5.— A lot of triangular form bounded on the north and on the northeast by lot number three-two (3-2) finishing in a point on the south and bounded on the southwest by lot number five (5) containing in area one thousand six hundred and eighty feet (1680') English measure and presently known and designated under number three of the subdivisions of lot number three (3-3) of the official plan and in the book of reference of the cadaster for the parish of l'Ange-Gardien.

6.— A strip of land, measuring a length of eight hundred and thirty-seven feet and six inches, on an irregular width of thirteen feet and one-half to twenty-feet and containing in area twelve thousand three hundred feet, English measure, and known and designated under number four of the subdivision of lot number three (3-4) on the official plan and in the book of reference of the cadaster for the parish of l'Ange-Gardien.

7.— A farm at l'Ange-Gardien, bounded on the south by the St. Lawrence River, at low tide, on the north by the "trait-carré" of the farms of the first range; on the east, partly by the farm number three and partly by the piece of land number six; known and designated the said farm here sold under the number five (5) official cadaster for the parish of l'Ange-Gardien with the buildings thereon erected, the dam and the water-system to be found thereon and all other real rights attached thereto; this measure of seventeen rods in front along a length of about a league and one/

d'environ une lieue et demie de longueur; mais à distraire les emplacements du Quebec Railway, l'emplacement où se trouve érigé le Château-Richard et connu comme étant le lot numéro cinq-un (5-1); à distraire également le terrain vendu à la Voirie Provinciale pour la confection du boulevard Ste-Anne (Enr.: numéro 27534); sujette ladite terre aux servitudes en faveur de Hydro-Québec (Enr. numéros 35112 et 29355) et en faveur de Quebec Power Company (Enr. numéro 37542);

8.— Un lot borné vers le nord-est par le lot numéro trois-deux, au sud-est, au sud-ouest et au nord-ouest par une partie non subdivisée du lot numéro cinq, mesurant cinquante pieds et six pouces (50'6") dans la ligne sud-ouest, soixante-douze pieds (72') dans la ligne nord-ouest et soixante et quinze pieds (75') dans la ligne sud-est et contenant en superficie trois mille sept cent trois pieds (3703') mesure anglaise, et connu et désigné sous le numéro deux des subdivisions du lot numéro cinq des plan et livre de renvoi officiel pour ladite paroisse de l'Ange-Gardien, et avec les bâtisses dessus construites et dépendances;

9.— Un lot de forme irrégulière borné vers le nord-est par le lot numéro trois-deux (3-2) au sud-ouest et au nord-ouest par une partie non subdivisée du lot numéro cinq (5) et contenant en superficie onze mille trois cent soixante dix-sept pieds (11,377') mesure anglaise et maintenant connu et désigné sous le numéro trois des subdivisions du lot numéro cinq des plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de l'Ange-Gardien, et avec les bâtisses y érigées;

10.— Une lisière de terrain à distraire de la terre numéro 8, mesurant vingt pieds (20') de largeur sur une profondeur égal à celle qu'il faudra pour conduire l'eau de la chaussée qui se trouve sur la terre numéro 8, la propriété de dame Richard numéro 5 du susdit cadastre par un ou des tuyaux, le tout tel que plus emplement décrit dans un acte de vente en date du 2 juillet, 1903, entre dame Jos. Girard et dame Louis Richard, et enregistré à Château-Richer, sous le numéro 4492;

11.— Un lot de terre borné en front au sud par la ligne entre le premier rang et le deuxième rang, en profondeur au nord par la ligne entre le deuxième et le quatrième rang, à l'est par le lot numéro 346, à l'ouest par le lot numéro 348; mesurant en front un arpent et cinq perches sur cinquante arpents de profondeur; contenant en superficie soixante-quinze arpents (75), et maintenant connu et désigné sous le numéro trois cent quarante-sept (347) des plan et livre de renvoi officiel pour la paroisse de l'Ange-Gardien;

12.— Tous les droits et privilèges que ledit Louis-E. Richard a et peut avoir dans le pouvoir d'eau faisant mouvoir les moulins ci-dessus mentionnés, ce pouvoir d'eau étant fourni par ladite Rivière Lottinville ou Petit-Pré et les retenues, chaussée, et ladite Rivière, pour l'entretien desdits moulins; aussi tous les droits de passage, de prendre le bois pour les ponts et pavés et autres droits en et sur ladite Rivière et sur les terrains désignés et plus amplement mentionnés dans un acte de Cession de partie des droits par Richard Tremblay à Dame Zoé Turgeon-Richard, passé devant Chs. Grenier, notaire, le 5 mai 1897 et enregistré à Château-Richer sous le numéro 5783";

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de l'Ange-Gardien, comté de Montmorency,

half in length; but to withdraw the emplacements of the Quebec Railway, the emplacement where is found erected the Château-Richard and known as being lot number five-one (5-1); to also withdraw the land sold to the Provincial Roads Department for the construction of the Ste-Anne Boulevard (Enr. No. 27534); subject the said farm to the servitudes in favor of Hydro-Quebec (Enr. Nos. 35112 and 29355) and in favor of Quebec Power Company (Enr. No. 37542);

8.— A lot bounded on the northeast by lot number three-two, on the southeast, on the south west and on the northwest by an unsubdivided part of lot number five, measuring fifty feet and six inches (50'6") in the southwest line, seventy-two feet (72') in the northwest line and seventy-five feet (75') in the southeast line and containing in area three thousand seven hundred and three feet (3703') English measure, and known and designated under number two of the subdivisions of lot number five on the official plan and in the book of reference for the said parish of l'Ange-Gardien, and with the buildings thereon erected and dependencies;

9.— A lot of irregular form bounded on the northeast by lot number three-two (3-2) on the southwest and on the northwest by an unsubdivided part of lot number five (5) and containing in area eleven thousand three hundred and seventy-seven feet (11,377') English measure and presently known and designated under number three of the subdivisions of lot number five on the official plan and in the book of reference of the official cadaster for the parish of l'Ange-Gardien, and with the buildings thereon erected;

10.— A strip of land to be withdrawn from farm number 8, measuring twenty feet (20') in width on a depth equal to that needed for lead water from the dam which is to be found on farm number 8, the property of Dame Richard number 5 of the said cadaster by one or more pipes, the whole as more amply described in a deed of sale dated July 2, 1903, between Dame Jos. Girard and Dame Louis Richard, and registered at Château-Richer, under number 4492;

11.— A lot of land bounded in front on the south by the line between the first range and the second range, in depth on the north by the line between the second and the fourth range, on the east by lot number 346, on the west by lot number 348; measuring in front an arpent and five rods by fifty arpents in depth; containing in area seventy-five arpents (75), and presently known and designated under number three hundred and forty-seven (347) on the official plan and in the book of reference for the parish of l'Ange-Gardien;

12.— All the rights and privileges that the said Louis-E. Richard has and may have in the water-power operating the mills above mentioned, this water-power being supplied by the said Lottinville River or Petit Pré and the retaining walls, dam and the said River, for the maintenance of the said mills; as well as also all rights-of-way, to take lumber for the bridges and pavements and other rights in and on the said River and on the lots designated and more amply mentioned in a deed of transfer of part of rights of Richard Tremblay to Dame Zoé Turgeon-Richard, passed before Chs. Grenier, notary, on May 5, 1897, and registered at Château-Richer under number 5783";

To be sold at the parochial church door of l'Ange-Gardien, county of Montmorency, on the

le VINGT-DEUXIÈME jour d'AVRIL prochain à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, Dr J. R. GOBEIL,
Québec, le 16 mars 1960. 53367-12-2-o
[Première insertion: 19 mars 1960.]
[Deuxième insertion: 9 avril 1960.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: { **DION & FRÈRES LTÉE**,
N° 102-580. { corps politique et in-
corporé, ayant son siège social
à St-Raymond, dans le district de Québec, contre
PAUL-EUGÈNE CANTIN, hôtelier de St-
Raymond, comté de Portneuf, P.Q.

Les lots numéros quarante et un-quinze (41-14), quarante et un-quinze (41-15), quarante et un-seize (41-16), quarante et un-dix-sept (41-17), quarante et un-dix-huit (41-18), quarante et un-dix-neuf (41-19), quarante et un-vingt (41-20), quarante et un-vingt et un (41-21), quarante et un-vingt-deux (41-22), quarante et un-vingt-trois (41-23), quarante et un-vingt-quatre (41-24), quarante et un-vingt-cinq (41-25), quarante et un-vingt-six (41-26), quarante et un-vingt-sept (41-27), quarante et un-vingt-huit (41-28), quarante et un-vingt-neuf (41-29), quarante et un-trente (41-30), quarante et un-trente et un (41-31), quarante et un-trente-deux (41-32), quarante et un-trente-trois (41-33), quarante et un-trente-quatre (41-34), quarante et un-trente-cinq (41-35), quarante et un-trente-six (41-36), quarante et un-trente-sept (41-37), quarante et un-trente-huit (41-38), quarante et un-trente-neuf (41-39), quarante et un-quarante (41-40), quarante et un-quarante et un (41-41), quarante et un-cinquante-trois (41-53), quarante et un-cinquante-quatre (41-54), quarante et un-soixante-trois (41-63), quarante et un-soixante-quatre (41-64), du cadastre officiel pour la paroisse de St-Raymond, comté de Portneuf.

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Raymond, comté de Portneuf, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AVRIL prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, Dr J. R. GOBEIL,
Québec, le 15 mars 1960. 53368-12-2-o
[Première insertion: 19 mars 1960]
[Deuxième insertion: 9 avril 1960]

Fieri Facias

Québec, à savoir: { **PIERRE GRECO**, fai-
N° 100-317. { sant affaires à Québec au
N° 297, rue St-Paul, comme
commerçant d'accessoires en électricité et chau-
fage, sous les nom et raison sociale de "GRECO
ENR", contre **LÉO PERRON**, 135 Myrand
Sud, Ste-Foy, opérant au Lac St-Charles un
hôtel connu sous le nom de "AUBERGE DU
CHEVAL BLANC" et le registrateur du district
de Québec, mis-en-cause.

Un terrain et emplacement faisant partie du lot mille deux cent soixante-quatorze (1274) du cadastre officiel de St-Ambroise, comté de Québec, mesurant cent vingt-cinq à cent cinquante pieds (125' à 150'), plus ou moins de largeur sur le chemin public, c'est-à-dire toute la largeur qu'il peut y avoir entre la rivière St-Charles au nord et un chemin de sortie privée appartenant à M. C.-P. Renaud, au sud, sur toute la profondeur qu'il peut y avoir entre le chemin public à l'est, et la clôture de la propriété de M. Donat Vaillancourt, à l'ouest, c'est-à-dire une distance de deux cent vingt-sept pieds (227'), plus ou moins, borné en front à l'est par le chemin

TWENTY-SECOND day of APRIL next at TWO o'clock in the afternoon.

Dr J. R. GOBEIL,
Sheriff's Office, Sheriff,
Quebec, March 16, 1960. 53367-12-2
[First insertion: March 19, 1960.]
[Second insertion: April 9, 1960.]

Fieri Facias

Quebec, to wit: { **DION & FRÈRES LTÉE**,
No. 102-580. { a body politic and cor-
porate, having its head office
at St-Raymond, in the district of Québec, vs
PAUL-EUGÈNE CANTIN, hotelkeeper, of
St-Raymond, county of Portneuf, P.Q.

Lots numbers forty-one-fourteen (41-14), forty-one-fifteen (41-15), forty-one-sixteen (41-16), forty-one-seventeen (41-17), forty-one-eighteen (41-18), forty-one-nineteen (41-19), forty-one-twenty (41-20), forty-one-twenty-one (41-21), forty-one-twenty-two (41-22), forty-one-twenty-three (41-23), forty-one-twenty-four (41-24), forty-one-twenty-five (41-25), forty-one-twenty-six (41-26), forty-one-twenty-seven (41-27), forty-one-twenty-eight (41-28), forty-one-twenty-nine (41-29), forty-one-thirty (41-30), forty-one-thirty-one (41-31), forty-one-thirty-two (41-32), forty-one-thirty-three (41-33), forty-one-thirty-four (41-34), forty-one-thirty-five (41-35), forty-one-thirty-six (41-36), forty-one-thirty-seven (41-37), forty-one-thirty-eight (41-38), forty-one-thirty-nine (41-39), forty-one-forty (41-40), forty-one-forty-one (41-41), forty-one-fifty-three (41-53), forty-one-fifty-four (41-54), forty-one-sixty-three (41-63), forty-one-sixty-four (41-64), of the official cadastre for the parish of St-Raymond, county of Portneuf.

To be sold at the parochial church door of St-Raymond, county of Portneuf, on the TWENTY-SECOND day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Dr J. R. GOBEIL,
Sheriff's Office, Sheriff,
Quebec, March 15, 1960. 53368-12-2
[First insertion: March 19th, 1960]
[Second insertion: April 9th, 1960]

Fieri Facias

Quebec, to wit: { **PIERRE GRECO**, car-
No. 100-317. { rying on business in
Québec at No. 297 St. Paul
St., as dealer in electric and heating accessories,
under the name and style of "GRECO ENR.",
vs **LÉO PERRON**, 135 Myrand South, Ste.
Foy, operating an Hotel at Lake St. Charles
known under the name of "AUBERGE DU
CHEVAL BLANC" and the registrar of the
district of Québec, mis-en-cause.

A piece of land an emplacement forming part of lot one thousand two hundred and seventy-four (1274), on the official cadastre of Ste. Ambroise, county of Québec, measuring one hundred and twenty-five to one hundred and fifty feet (125' to 150') more or less in width on the Public Road, that is to say the whole width that may be between St. Charles River on the north and a private exit road belonging to Mr. C.-P. Renaud on the south by the whole depth that may be between the public road to the east, and the fence of Mr. Donat Vaillancourt's property, on the west a distance of two hundred and twenty-seven feet (227'), more or less, bounded in front to the

public, en profondeur à l'ouest, par la propriété de M. Donat Vaillancourt au nord de la rivière St-Charles, et au sud par le chemin de sortie privée de M. C.-P. Renaud, sujet au droit de passage existant sur ledit emplacement. Avec maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Françoise Cabrini (Lac St-Charles), comté de Québec, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Dr J. R. GOBEIL.
 Québec, le 15 mars 1960. 53369-12-2-0
 [Première insertion, 19 mars 1960.]
 [Deuxième insertion, 9 avril 1960.]

Le Shérif,

Dr J. R. GOBEIL.

Québec, le 15 mars 1960. 53369-12-2-0
 [Première insertion, 19 mars 1960.]
 [Deuxième insertion, 9 avril 1960.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: { LES INDUSTRIES PHIL-
 N° 239-951. { LIAS FLAMAND
 LTÉE, corporation légale-
 ment constituée ayant son siège social à St-Agapit, comté de Lotbinière, P.Q., contre BARTHÉ-
 LÉMY ROGER, domicilié à St-Apollinaire, comté de Lotbinière, P.Q.

"Un emplacement situé dans le village de St-Apollinaire, du côté ouest d'une nouvelle rue, mesurant (133') cent trente-trois pieds de largeur en bordure du chemin public, (102') cent deux pieds également de largeur au bout de la profondeur dudit emplacement qui est de (90') quatre-vingt-dix pieds dans la ligne nord et (100') cent pieds dans la ligne sud, le tout mesure anglaise, connu et désigné comme étant partie du lot (P. 173) cent soixante-treize du cadastre officiel pour la paroisse de St-Apollinaire, comté de Lotbinière. Borné à l'est par la rue projetée et de tous autres côtés au vendeur avec la maison dessus érigée circonstances et dépendances."

"Une lisière de terrain acquise par l'acheteur pour agrandir son emplacement actuel, de la contenance de quatorze (14') pieds de largeur, plus ou moins, sur quatre-vingt-dix (90') pieds de profondeur, connu et désigné comme étant partie du lot (P. 173) cent soixante-treize du cadastre officiel pour la paroisse de St-Apollinaire, comté de Lotbinière. Borné vers l'est par le chemin public, vers le nord, le sud-ouest par le vendeur et vers le sud par l'acheteur."

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de St-Apollinaire, comté de Lotbinière, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AVRIL prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Dr J. R. GOBEIL.
 Québec, le 15 mars 1960. 53371-12-2-0
 [Première insertion: 19 mars 1960]
 [Deuxième insertion: 9 avril 1960]

Le Shérif,

Dr J. R. GOBEIL.

Québec, le 15 mars 1960. 53371-12-2-0
 [Première insertion: 19 mars 1960]
 [Deuxième insertion: 9 avril 1960]

ROBERVAL

Fieri Facias

Canada — Province de Québec
 District de Roberval

Cour Supérieure, { GHISLAINE HÉBERT,
 N° 20,957. { épouse contractuelle-
 ment séparée de biens de
 Bertrand Allard, ménagère, de Normandin,
 demanderesse; vs ROSAIRE CLOUTIER, de
 Normandin, défendeur.

east by the public road, in depth to the west by the property of Mr. Donat Vaillancourt, on the north of Ste. Charles River, and on the south by the private exit road of Mr. C.-P. Renaud, subject to a right of way existing on said emplacement. With the house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Ste-Françoise Cabrini (Lake St. Charles), county of Quebec, on the TWENTY-SECOND day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Dr J. R. GOBEIL, Sheriff.
 Québec, March 15, 1960. 53369-12-2
 [First insertion: March 19, 1960.]
 [Second insertion: April 9, 1960.]

Dr J. R. GOBEIL,

Québec, March 15, 1960. 53369-12-2
 [First insertion: March 19, 1960.]
 [Second insertion: April 9, 1960.]

Fieri Facias

Québec, to wit: { LES INDUSTRIES PHIL-
 No. 239-951. { LIAS FLAMAND
 LTÉE, a corporation legally
 incorporated having its head office at St-Agapit, county of Lotbinière, P.Q., against BARTHÉ-
 LÉMY ROGER, domiciled at St-Apollinaire, county of Lotbinière, P.Q.

"An emplacement situated in the village of St-Apollinaire, on the west side of a new street, measuring (133') one hundred and thirty-three feet in width on the edge of the public road, (102') one hundred and two feet also in width at the end of the depth of the said emplacement which is (90') ninety feet in the north line and (100') one hundred feet in the south line, the whole English measure, known and designated as being part of lot (Pt. 173) one hundred and seventy-three of the official cadaster for the parish of St-Apollinaire, county of Lotbinière. Bounded on the east by the projected street and on all other sides by the vendor, with the house thereon erected, circumstances and dependencies."

"A strip of land acquired by the purchaser to enlarge his present emplacement, containing fourteen (14') feet in width, more or less, by ninety (90') feet in depth, known and designated as being as being part of lot (Pt. 173) one hundred and seventy-three of the official cadaster for the parish of St-Apollinaire, county of Lotbinière. Bounded on the east by the public road, on the north, the southwest by the vendor and on the south, by the purchaser."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Apollinaire, county of Lotbinière, on the TWENTY-SECOND day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Dr J. R. GOBEIL, Sheriff.
 Québec, March 15, 1960. 53371-12-2
 [First insertion: March 19, 1960]
 [Second insertion: April 9, 1960]

Dr J. R. GOBEIL,

Québec, March 15, 1960. 53371-12-2
 [First insertion: March 19, 1960]
 [Second insertion: April 9, 1960]

ROBERVAL

Fieri Facias

Canada — Province of Quebec
 District of Roberval

Superior Court, { GHISLAINE HÉBERT,
 No. 20,957. { housewife, wife contrac-
 tually separate as to property
 of Bertrand Allard, of Normandin, plaintiff;
 vs ROSAIRE CLOUTIER, of Normandin,
 defendant.

Avis de vente

"Une terre mesurant deux arpents et quart de largeur sur la profondeur du rang six de Normandin, étant la juste demi nord-ouest du lot numéro trente-huit, du sixième (VI) rang, du cadastre officiel du canton Normandin, borné en front, au nord-est, au chemin public passant entre les rangs six et sept dudit canton; en profondeur au cinquième rang; du côté nord-ouest, au lot numéro trente-neuf (39), et au sud-est, à la demie sud-est dudit lot numéro trente-huit (38), le tout avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances."

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Normandin, dans le comté Roberval, le TRENTE-ET-UNIÈME (31) jour de MARS, 1960, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

LÉON-MAURICE LAVOIE.

Bureau du Shérif,

Roberval, le 22 février 1960. 53150-9-2-0

[Première insertion, samedi le 27 février, 1960.]

Fieri Facias

Canada — Province de Québec

District de Roberval

Cour Supérieure, { MUNICIPAL ACCÉP-
N° 23,103. TANCE CORPORATION
TION LTÉE, un corps poli-
tique et incorporé, dûment constitué en corpora-
tion, conformément à la Loi, et ayant son siège
social et principale place d'affaires en les cité et
district de Montréal, demanderesse vs EDMOND
PAQUET, de Notre-Dame de la Doré, district
de Roberval, défendeur.

Avis de vente

"Un terrain-emplacement, situé en le village de Notre-Dame de la Doré, mesurant soixante pieds (60) de largeur sur cent pieds (100) de profondeur, faisant partie du lot numéro huit-A (Pt. No. 8-A), du sixième (VI) rang, du cadastre officiel du canton Dufferin, maintenant connu et désigné sous le numéro cinq, subdivision cadastrale dudit lot numéro huit-A, (N° 8-A-5) du sixième (VI) rang, du cadastre officiel du canton Dufferin, avec maison dessus construite, appartenances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de la Doré, dans le comté Roberval, le VINGT et UNIÈME jour du mois d'AVRIL, 1960, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,

Le Shérif,

Palais de Justice, LÉON-MAURICE LAVOIE.

Roberval, le 14 mars, 1960. 53331-12-2-0

[Première insertion, samedi le 19 mars, 1960.]

SAGUENAY

District de Saguenay

Cour de Magistrat, { LES COMMISSAIRES
N° 11,785. D'ÉCOLE POUR
LA MUNICIPALITÉ
DE LA PAROISSE DE MAGPIE, comté de
Saguenay, corps politique et incorporé ayant leur
siège social à Magpie, comté de Saguenay,
demandeurs; vs GENERAL SEA PRODUCTS
(QUEBEC) LTD, corps politique et incorporé
ayant son siège social à 57 ouest, rue St-Jacques,
Montréal; défenderesse.

Notice of sale

"A farm measuring two and one quarter arpents in width on the sixth range of Normandin in depth, being the exact north-west half of lot number thirty-eight, of the sixth (VI) range, of the official cadaster of the township of Normandin, bounded in front, on the north-east, by the public road passing between the sixth and seventh ranges of the said township; in depth by the fifth range; on the north-west side, by lot number thirty-nine, (39) and on the south-east, by the south-east half of the said lot number thirty-eight (38), the whole with buildings constructed thereon, appurtenances and dependencies."

To be sold at the door of the parish church of Normandin, in the county of Roberval, the THIRTY-FIRST (31) day of MARCH, 1960, at TWO o'clock p.m.

LÉON-MAURICE LAVOIE.

Sheriff.

Sheriff's Office,

Roberval, February 22, 1960. 53150-9-2

[First insertion, Saturday, February 27th, 1960.]

Fieri Facias

Canada — Province of Quebec

District of Roberval

Superior Court, { MUNICIPAL ACCÉP-
No. 23,103. TANCE CORPORATION
TION LTÉE, a body politic
and corporate, duly incorporated according to
law, and having its head office and principal place
of business in the city and district of Montreal,
plaintiff vs EDMOND PAQUET, of Notre-Dame
de la Doré, in the district of Roberval, de-
fendant.

Notice of sale

"An emplacement-lot, situated in the village of Notre-Dame de la Doré, measuring sixty feet (60) in width by one hundred feet (100) in depth, forming part of lot number eight-A (Pt. No. 8-A), of the sixth (VI) range, of the official cadaster for the Dufferin Township, presently known and designated under number five, cadastral subdivision of the said lot number eight-A, (No. 8-A-5) of the sixth (VI) range, of the official cadaster of the Dufferin township, with house thereon erected, appurtenance and dependencies."

To be sold at the door of the church of Notre-Dame de la Doré, in the county of Roberval, on the TWENTY-FIRST day of the month of APRIL, 1960, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, LÉON-MAURICE LAVOIE.

Court House, Sheriff.

Roberval, March 14, 1960. 53331-12-2

[First insertion, Saturday, March 19, 1960.]

SAGUENAY

District of Saguenay

Magistrate's Court, { THE SCHOOL COM-
No. 11,785. MISSIONERS FOR
THE MUNICIPALITY
OF THE PARISH OF MAGPIE, county of
Saguenay, a body politic and incorporated having
its head office at Magpie, county of Saguenay,
plaintiffs, vs GENERAL SEA PRODUCTS
(QUEBEC) LTD, a body politic and incorpo-
rated having its head office at 57 St-James Street,
West, Montreal, defendant;

"Un immeuble situé à la Baie des Moutons, étant un emplacement connu et désigné comme étant le lot numéro vingt (20) du Village de Baie des Moutons, dans le canton Bois-Hébert, comté de Saguenay tel qu'indiqué sur le plan de Baie des Moutons, numéro quinze (15) pour le canton Bois-Hébert, dressé par l'arpenteur provincial des terres C. E. Lemoine, le 26 novembre 1906, avec tous les droits qui s'y rapportent, avec toutes les circonstances dépendances, immeubles et autres bâtisses dessus construites;

Un immeuble situé à Magpie étant un morceau de terre borné à l'est par la limite de la propriété du département du Ministère des Pêcheries du Gouvernement de la Province de Québec, acquise de la Cie Robin, Jones & Withman, au sud par la mer, à l'ouest par une ligne droite passant entre les bâtisses Nos 12 et 13, tel que figurant sur le plan du Département des Pêcheries préparé par Chs. Robin Collas & Co, annexé à la minute des présentes, reconnu véritable et signé comme tel par les parties, et au nord par une ligne droite située à mi-chemin entre la bâtisse N° 13 et la ligne nord des lots 1 et 2; avec droit de sortie au nord dudit terrain pour se rendre à la route principale; ledit terrain n'est pas cadastré et est situé dans le comté de Saguenay; avec toutes les circonstances, dépendances, immeubles et autres bâtisses dessus construites".

Pour être vendus au bureau du shérif de La Malbaie, district de Saguenay, le TROISIÈME jour de MAI 1960, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, PIERRE NÉRON.
La Malbaie, le 11 mars 1960. 53332-12-2-0

"An immoveable situated at Baie des Moutons, being an emplacement known and designated as being lot number twenty (20) of the village of Baie des Moutons, in the Bois-Hébert township, county of Saguenay, as shown on the plan of Baie des Moutons, number fifteen (15) for the Bois-Hébert township, prepared by the provincial land surveyor C. E. Lemoine, on November 26, 1906, with all rights pertaining thereto, with all the circumstances, dependencies, immoveables and other buildings thereon erected;

"An immoveable situated at Magpie being a lot of land bounded on the east by the limit of the property of the Department of Fisheries of the Province of Quebec, acquired from the Robin, Jones & Whitman Co., on the south, by the sea, on the west, on a straight line passing between the buildings 12 and 13, as figuring on the plan of the Department of Fisheries prepared by Chs. Robin Collas & Co. annexed at the Minutes of these presents, recognized as true and signed as such by the parties and on the north by a straight line situated midway between building No. 13 and the north line of lots 1 and 2; with right of way on the north of the said land to get to the main highway; the said land is not cadastrated and is situated in the county of Saguenay; with all the circumstances, dependencies, immoveables and other buildings thereon erected."

To be sold at the Sheriff's Office at Malbaie, district of Saguenay, on the THIRD day of MAY 1960, at TWO o'clock in the afternoon.

PIERRE NÉRON,

Sheriff's Office, Sheriff.
La Malbaie, March 11, 1960. 53332-12-2

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
N° 20,465. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et in-
corporé, ayant son siège social à Québec, deman-
deur, vs GÉRARD ROY, ci-devant domicilié à
Lac Mégantic, comté de Frontenac, P.Q. et
aujourd'hui à St-Victor, comté de Beauce, P.Q.
défendeur.

1° Le lot de terre numéro cent quarante-et-un (N° 141) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Marston, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sauf et à distraire de ce lot, une partie de terrain d'une contenance de cinquante acres et appartenant à Alfred Brulotte, suivant titre enregistré à Frontenac sous N° 45,079.

2° "Une autre lisière de terrain mesurant une largeur de deux cent huit pieds (208') sur la profondeur du lot, à prendre et à distraire du côté sud du lot de terre numéro cent quarante-deux (Ptie 142) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Marston, sauf et à distraire de ce terrain un emplacement de 200' pieds par 200' pieds, situé au bout est de cette lisière et appartenant à Sébastien Leclerc, suivant titre enregistré à Frontenac sous N° 54,566, le tout borné comme suit: à l'ouest au chemin public, d'un côté au sud, à la ligne de division entre les lots 141 et 142; de l'autre côté, au résidu dudit lot cent quarante-deux appartenant à J. C. Roy et Fernande Dion et à l'est au Lac Mégantic."

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St-Francis

Superior Court, { QUEBEC FARM CREDIT
No. 20,465. { BUREAU, body politic
and incorporated, having its
corporate seat in Quebec, plaintiff, vs GÉRARD
ROY, formerly domiciled at Lake Mégantic,
county of Frontenac, P.Q., and now at St-Victor,
county of Beauce, P.Q., defendant.

1. The lot of land number one hundred and forty-one (No. 141) upon the official cadastral plan and book of reference of the township of Marston, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, save and to distract from this lot, a part of land containing fifty acres and belonging to Alfred Brulotte, according to title registered at Frontenac under No. 45,079.

2. Another strip of land measuring two hundred and eight feet (208') in length on the depth of the lot, to take and to distract on the south side of the lot of land number one hundred and forty-two (Pt 142) upon the official cadastral plan and book of reference of the township of Marston, save and to distract from this piece of ground a parcel of land of 200' feet by 200' feet, situate at the east end of that strip of land and belonging to Sébastien Leclerc, according to title registered at Frontenac under number 54,566, the whole bounded as follows: to the west to the public road, on one side to the south, to the division line between lots 141 and 142; on the other side, to the residue of said lot one hundred and forty-two belonging to J. C. Roy and Fernande Dion and to the east to Lake Mégantic."

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de St-René-Goupil de Marsboro, MERCREDI, le VINGTIÈME jour d'AVRIL 1960, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JOSEPH LABRECQUE,
Sherbrooke, ce 14 mars 1960. 53343-12-2-0
[Première insertion, le 19 mars 1960]

To be sold "en bloc" at the door of the parochial church of St-René-Goupil de Marsboro, WEDNESDAY, the TWENTIETH day of APRIL 1960, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOSEPH LABRECQUE,
Sheriff's Office, Sheriff,
Sherbrooke, March 14th, 1960. 53343-12-2-0
[First insertion the 19th of March, 1960]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 12

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Monette vs Brosseau	1270
Taillebois vs Parisel	1270

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

168 — Loi des monuments et sites historiques ou artistiques (Maison Malenfant)	1270
287 — Loi des monuments et sites historiques ou artistiques (Maison Fargues)	1271
287 — Loi des monuments et sites historiques ou artistiques (Maison Labadie)	1273
313 — Concernant la Régie des loyers et la cité de Sillery	1272

ASSEMBLÉE:

Québec Central Railway Company	1273
--------------------------------------	------

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1159

AVIS DIVERS:

Alma Investment Corp. (Directeurs)	1282
Bills sanctionnés	1274
British Titan Products (Canada) Limited (Directeurs)	1280
Domaine du Lac Archambault Inc. (Directeurs)	1283
Fleetwood Corporation (Directeurs)	1276
Foyer d'Youville (Nom changé)	1280
Hillvale Investment Corp. (Directeurs)	1283
Jasmor Construction Inc. (Directeurs)	1281
KCS (Quebec) Limited (Directeurs)	1277
Knowlton Grove Inc. (Dist. de l'actif)	1281
La Baie Construction Co. Ltd. (Directeurs)	1283
La Corporation de l'Hôpital St-Ambroise de Loretteville (Règlements)	1284
L'Association des Employés de Fruits et Légumes de Montréal Inc. (Formation)	1280
Leon Investments Ltd. (Directeurs)	1280
Le Palais des Sports Inc. (Directeurs)	1281
Les Entreprises Fleury Inc. (Directeurs)	1283
Les Placements du Vallon Inc. (Directeurs)	1282
Loran Electric Ltd. (Directeurs)	1277
Mansions Radio Limited (Directeurs)	1278
Morin Mining Exploration Ltd. (Directeurs)	1279
Québec Pop Corn Inc. (Directeurs)	1285
Ross Transport Technical Services Inc. (Directeurs)	1279
Sixty-Eight Development Inc. (Directeurs)	1277
Sorel Steel Foundries Limited (Directeurs)	1284

Index of the Quebec Official Gazette, No. 12

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Monette vs Brosseau	1270
Taillebois vs Parisel	1270

ORDERS IN COUNCIL:

168 — Historic or Artistic Monuments and Sites Act (Malenfant house)	1270
287 — Historic or Artistic Monuments and Sites Act (Fargues)	1271
287 — Historic or Artistic Monuments and Sites Act (Labadie)	1273
313 — Concerning the regulations of rentals and the city of Sillery	1272

MEETING:

Quebec Central Railway Company	1273
--------------------------------------	------

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1159

MISCELLANEOUS NOTICES:

Alma Investment Corp. (Directeurs)	1282
Bills sanctioned	1274
British Titan Products (Canada) Limited (Directeurs)	1280
Domaine du Lac Archambault Inc. (Directeurs)	1283
Fleetwood Corporation (Directeurs)	1276
Foyer d'Youville (Name changed)	1280
Hillvale Investment Corp. (Directeurs)	1283
Jasmor Construction Inc. (Directeurs)	1281
KCS (Quebec) Limited (Directeurs)	1277
Knowlton Grove Inc. (Dist. of assets)	1281
La Baie Construction Co. Ltd. (Directeurs)	1283
La Corporation de l'Hôpital St-Ambroise de Loretteville (By-Laws)	1284
L'Association des Employés de Fruits et Légumes de Montréal Inc. (Formation)	1280
Leon Investments Ltd. (Directeurs)	1280
Le Palais des Sports Inc. (Directeurs)	1281
Les Entreprises Fleury Inc. (Directeurs)	1283
Les Placements du Vallon Inc. (Directeurs)	1282
Loran Electric Ltd. (Directeurs)	1277
Mansions Radio Limited (Directeurs)	1278
Morin Mining Exploration Ltd. (Directeurs)	1279
Québec Pop Corn Inc. (Directeurs)	1285
Ross Transport Technical Services Inc. (Directeurs)	1279
Sixty-Eight Development Inc. (Directeurs)	1277
Sorel Steel Foundries Limited (Directeurs)	1284

St. Lawrence Plastering Ltd. — Plâtrage St-Laurent Ltée (Directeurs) ..	1279
Syndicat Coopératif Décarie (Fondation) ..	1279
Syndicat des Professeurs d'Iberville (Nom changé) ..	1278
The Royal Quebec Golf Club (Règlement) ..	1284
Town of Mount Royal Baptiste Church (Nom changé) ..	1282

CHARTES — ABANDON DE:

Entreprises Sportives Trifluviennes Inc.	1286
Glass Company Limited ..	1286
Knowlton Grove Inc. ..	1286
Laprairie Insurance Agencies Ltd — Les Agences d'Assurances de Laprairie Ltée ..	1285
L. P. Thibault Ltée ..	1285
Monnord Land Corporation ..	1285
South Shore Seaway Sites Limited ..	1286
St. Charles Heights Development Co. ..	1286

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:

Ordonnances 4, 39, 40, 41 ..	1248
------------------------------	------

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

Irlande-Sud ..	1286
Laval-des-Rapides, Protestant ..	1287
Les Écores ..	1287
St-Adolphe ..	1287
St-Joachim-de-Shefford, paroisse ..	1287
Ste-Rose, protestant ..	1287
St-Sylvestre-Sud ..	1288
St-Wilfrid-de-Barnston ..	1288

TERRES ET FORÊTS:

Service du cadastre:

St-Antoine de Longueuil, paroisse ..	1288
--------------------------------------	------

TRAVAIL:

Industries ou métiers de:

Barbiers et coiffeurs, comté de Stanstead (Prélèvement) ..	1293
Barbiers et coiffeurs, St-Hyacinthe (Prélèvement) ..	1295
Boîte de carton, Québec (Prélèvement) ..	1296
Cercueils, Province (Modification) ..	1288
Chemise, Province (Prélèvement) ..	1292
Construction, Drummondville (Prélèvement) ..	1298
Fourrure, détail, Montréal et district (Prélèvement) ..	1290

VOIRIE:

Entretien de certaines routes discontinuées ..	1299
--	------

LETTRES PATENTES:

Aberman Investments Inc. ..	1160
Acadia Investments Ltd. ..	1161
Addington Development & Construction Ltd. ..	1161
Agences d'Assurance Brien Inc. ..	1161
Agences d'Assurance J. P. Marcoux Inc. ..	1162
Aimé Dumas Inc. ..	1162

St. Lawrence Plastering Ltd. — Plâtrage St-Laurent Ltée (Directeurs) ..	1279
Syndicat Coopératif Décarie (Fondation) ..	1279
Syndicat des Professeurs d'Iberville (Name changed) ..	1278
The Royal Quebec Golf Club (By-law) ..	1284
Town of Mount Royal Baptist Church (Name changed) ..	1282

CHARTERS — SURRENDER OF:

Entreprises Sportives Trifluviennes Inc.	1286
Glass Company Limited ..	1286
Knowlton Grove Inc. ..	1286
Laprairie Insurance Agencies Ltd — Les Agences d'Assurances de Laprairie Ltée ..	1285
L. P. Thibault Ltée ..	1285
Monnord Land Corporation ..	1285
South Shore Seaway Sites Limited ..	1286
St. Charles Heights Development Co. ..	1286

MINIMUM WAGE COMMISSION:

Ordinances, 4, 39, 40, 41 ..	1248
------------------------------	------

DEPARTMENT NOTICES:

EDUCATION:

School Municipality of:

Irlande-Sud ..	1286
Laval-des-Rapides, Protestant ..	1287
Les Écores ..	1287
St-Adolphe ..	1287
St-Joachim-de-Shefford, parish ..	1287
Ste-Rose, protestant ..	1287
St-Sylvestre-Sud ..	1288
St-Wilfrid-de-Barnston ..	1288

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:

St-Antoine de Longueuil, parish ..	1288
------------------------------------	------

LABOUR:

Industry or Trades of:

Barbers and Hairdresser, county of Stanstead (Levy) ..	1293
Barbers and Hairdressers, St. Hyacinthe (Levy) ..	1295
Paper Box, Quebec (Levy) ..	1296
Caskets, Province (Amendment) ..	1288
Shirt, Province (Levy) ..	1292
Building, Drummondville (Levy) ..	1298
Retail Fur, Montreal and District (Levy) ..	1290

ROADS:

Maintenance of certain roads discontinued ..	1299
--	------

LETTERS PATENT:

Aberman Investments Inc. ..	1160
Acadia Investments Ltd. ..	1161
Addington Development & Construction Ltd. ..	1161
Agences d'Assurance Brien Inc. ..	1161
Agences d'Assurance J. P. Marcoux Inc. ..	1162
Aimé Dumas Inc. ..	1162

Allied Colour Film Service (Quebec) Limited.....	1162	Allied Colour Film Service (Quebec) Limited.....	1162
Allied Radio-Electronics Ltd.....	1163	Allied Radio-Electronics Ltd.....	1163
Amicale des Frères de la Charité (Drummondville) Inc.....	1163	Amicale des Frères de la Charité (Drummondville) Inc.....	1163
Anatole Denis et Fils Ltée.....	1163	Anatole Denis et Fils Ltée.....	1163
André & Bruno Metal Works Inc.....	1164	André & Bruno Metal Works Inc.....	1164
Antenna Sales & Service Ltd.....	1164	Antenna Sales & Service Ltd.....	1164
A & P Cartage Co. Ltd.....	1164	A & P Cartage Co. Ltd.....	1164
Artercraft Paper Co. Ltd.....	1165	Artercraft Paper Co. Ltd.....	1165
Asphalt Maintenance Co. Inc.....	1165	Asphalt Maintenance Co. Inc.....	1165
Association des Arbitres de Hockey du Québec — Association of Hockey Referees.....	1165	Association of Hockey Referees — Association des Arbitres de Hockey du Québec.....	1165
Association des Bureau Médicaux des Hôpitaux de la Province de Québec Incorporée — Association of Medical Boards of Hospitals of the Province of Quebec Incorporated.....	1166	Association of Medical Boards of Hospitals of the Province of Quebec Incorporated — Association des Bureau Médicaux des Hôpitaux de la Province de Québec Incorporée.....	1166
Avenue Advertising Art Inc.....	1166	Avenue Advertising Art Inc.....	1166
Azad Realities Investment Estate Services Inc.....	1166	Azad Realities Investment Estate Services Inc.....	1166
Babco Chemicals Ltd.....	1167	Babco Chemicals Ltd.....	1167
Barclay Lumber Inc.....	1167	Barclay Lumber Inc.....	1167
Baron Films Corp.....	1167	Baron Films Corp.....	1167
Base Maintenance Inc.....	1168	Base Maintenance Inc.....	1168
Belosa Realty Inc.....	1168	Belosa Realty Inc.....	1168
Bettano Investments Ltd.....	1168	Bettano Investments Ltd.....	1168
Blais Transport Ltée.....	1169	Blais Transport Ltée.....	1169
Blucrest Realities Co.....	1169	Blucrest Realities Co.....	1169
Bocar Building Corp.....	1169	Bocar Building Corp.....	1169
Boivin Auto Electrique Inc.....	1170	Boivin Auto Electrique Inc.....	1170
Boulevard Pie IX Plaza Inc.....	1170	Boulevard Pie IX Plaza Inc.....	1170
B. Perreault Service Station Inc.....	1170	B. Perreault Service Station Inc.....	1170
Britannia Enterprises Ltd.....	1171	Britannia Enterprises Ltd.....	1171
Brentray Investment Inc.....	1171	Brentray Investment Inc.....	1171
Brighton Developments Ltd.....	1171	Brighton Developments Ltd.....	1171
Brookman Packers Inc. — Salaison Brookman Inc.....	1172	Brookman Packers Inc. — Salaison Brookman Inc.....	1172
Brunet Phillips Ltd.....	1172	Brunet Phillips Ltd.....	1172
Cambridge Motors Limited.....	1172	Cambridge Motors Limited.....	1172
Camille Ouellet Inc.....	1173	Camille Ouellet Inc.....	1173
Canex Realty Limited.....	1173	Canex Realty Limited.....	1173
Central Frosting Ltd.....	1173	Central Frosting Ltd.....	1173
Cathy Realities Ltd.....	1174	Cathy Realities Ltd.....	1174
Chapleau Street Plumbing & Heating Ltd.....	1174	Chapleau Street Plumbing & Heating Ltd.....	1174
Chatham Realty Corp.....	1174	Chatham Realty Corp.....	1174
Charland Ave. Iron Works Company Ltd.....	1175	Charland Ave. Iron Works Company Ltd.....	1175
Chez Ma Hutte Inc.....	1175	Chez Ma Hutte Inc.....	1175
Clarendon Realty Limited.....	1175	Clarendon Realty Limited.....	1175
Classic Investment Inc.....	1176	Classic Investment Inc.....	1176
Club de Loisirs de Cowansville.....	1176	Club de Loisirs de Cowansville.....	1176
Comité Sportif de Donnacona Inc.....	1176	Comité Sportif de Donnacona Inc.....	1176
Compagnie Textile de L'Estrie Limitée.....	1177	Compagnie Textile de L'Estrie Limitée.....	1177
Construction St-Régis Ltée — St. Régis Construction Ltd.....	1177	St. Régis Construction Ltd — Construction St-Régis Ltée.....	1177
Constructive Realities Ltd.....	1177	Constructive Realities Ltd.....	1177
Coronet Electronics Supply Ltd.....	1177	Coronet Electronics Supply Ltd.....	1177
Coronette Handbag Ltd.....	1178	Coronette Handbag Ltd.....	1178
Corvair Creations Inc.....	1178	Corvair Creations Inc.....	1178
Crown Motor Parts Ltd.....	1179	Crown Motor Parts Ltd.....	1179
De Giovanni Inc.....	1179	De Giovanni Inc.....	1179
Daffodil Investment Corp.....	1179	Daffodil Investment Corp.....	1179
Dave Ross Inc.....	1179	Dave Ross Inc.....	1179
Davrose Investment Corp.....	1180	Davrose Investment Corp.....	1180
Day-Park Service Station Ltd.....	1180	Day-Park Service Station Ltd.....	1180
Decarie Blvd Provisions Limited.....	1180	Decarie Blvd Provisions Limited.....	1180
D Luxe Specialities Limited.....	1183	D Luxe Specialities Limited.....	1183
Deschalets Électrique Cie Ltée.....	1183	Deschalets Électrique Cie Ltée.....	1183
Dormac Associates Company.....	1183	Dormac Associates Company.....	1183
Durand Transport Incorporée.....	1182	Durand Transport Incorporée.....	1182
Duvalan Co. Ltd.....	1182	Duvalan Co. Ltd.....	1182
Edsa Enterprises Limited.....	1182	Edsa Enterprises Limited.....	1182
Edsall Research Ltd.....	1183	Edsall Research Ltd.....	1183
Edward Rossy Ltd.....	1183	Edward Rossy Ltd.....	1183
Edward Saykaly Inc.....	1183	Edward Saykaly Inc.....	1183

Elba Construction Ltée — Elba Construction Ltd.	1184	Elba Construction Ltd. — Elba Construction Ltée	1184
Elliot & Jacob Sales Ltd.	1184	Elliot & Jacob Sales Ltd.	1184
El Morocco (1960) Inc.	1184	El Morocco (1960) Inc.	1184
El Morocco Realities Ltd.	1185	El Morocco Realities Ltd.	1185
Emandel Realty Ltd.	1185	Emandel Realty Ltd.	1185
Émile Construction Company Ltd.	1185	Émile Construction Company Ltd.	1185
Entreprises Pierrefonds Inc.	1186	Entreprises Pierrefonds Inc.	1186
Estelle Lingerie Ltée	1186	Estelle Lingerie Ltée	1186
Femina Fur Company	1186	Femina Fur Company	1186
Festival de l'Érable, Inc.	1187	Festival de l'Érable, Inc.	1187
Fhalmi Enterprises Ltd.	1187	Fhalmi Enterprises Ltd.	1187
Fine Arts Furniture Showrooms Inc.	1187	Fine Arts Furniture Showrooms Inc.	1187
Franmor Development Ltd.	1188	Franmor Development Ltd.	1188
F. Vigneron, Construction Générale Inc.	1188	F. Vigneron, Construction Générale Inc.	1188
Garage Blanchette Inc.	1188	Garage Blanchette Inc.	1188
Garage Roberge Ltée	1189	Garage Roberge Ltée	1189
Gariépy Mon Tailleur Cie Ltée	1189	Gariépy Mon Tailleur Cie Ltée	1189
Gaston McNeil Inc.	1189	Gaston McNeil Inc.	1189
Genser Salvage Co. Ltd.	1190	Genser Salvage Co. Ltd.	1190
Georges Brabant Inc.	1190	Georges Brabant Inc.	1190
Gérard Tétrault Ltée	1190	Gérard Tétrault Ltée	1190
Germat Realities Inc.	1191	Germat Realities Inc.	1191
Gervais Petroleum Inc.	1191	Gervais Petroleum Inc.	1191
Gezed Realty & Investment Corp.	1191	Gezed Realty & Investment Corp.	1191
Globus Tours Inc.	1192	Globus Tours Inc.	1192
Guy Charette Limitée — Guy Charette Limited.	1192	Guy Charette Limited — Guy Charette Limitée	1192
Habitant Gas & Oil Limited.	1192	Habitant Gas & Oil Limited.	1192
Hakoah Football Club Inc.	1193	Hakoah Football Club Inc.	1193
Hamil Textiles Ltd.	1193	Hamil Textiles Ltd.	1193
Hélène de Paris Cie Ltée	1193	Hélène de Paris Cie Ltée	1193
Highgate Realty & Development Inc.	1194	Highgate Realty & Development Inc.	1194
Homesteads-on-the-Green, Inc.	1194	Homesteads-on-the-Green, Inc.	1194
Hospital Construction Company of Montreal Ltd.	1194	Hospital Construction Company of Montreal Ltd.	1194
Hôtel Central Malartic Ltée — Central Hotel Malartic Ltd.	1195	Hôtel Central Malartic Ltée — Central Hotel Malartic Ltd.	1195
Houston Press Co. Ltd.	1195	Houston Press Co. Ltd.	1195
Imprimerie Montclair Press Inc.	1195	Imprimerie Montclair Press Inc.	1195
International Devices Incorporated.	1196	International Devices Incorporated.	1196
Install-O-Matic Water Conditioners Corp.	1196	Install-O-Matic Water Conditioners Corp.	1196
Institut de Métiers Industriels Inc.	1196	Institut de Métiers Industriels Inc.	1196
International Heating & Gas Appliances Ltd.	1197	International Heating & Gas Appliances Ltd.	1197
Interprovincial Steel Co. Ltd.	1197	Interprovincial Steel Co. Ltd.	1197
Jack Miller Inc.	1197	Jack Miller Inc.	1197
Jack Inc.	1198	Jack Inc.	1198
Jalmar Realty Co.	1198	Jalmar Realty Co.	1198
Jaycee Agencies Inc.	1198	Jaycee Agencies Inc.	1198
Jean Automobile Inc.	1199	Jean Automobile Inc.	1199
Jean Bergeron Ltée — Jean Bergeron Ltd.	1199	Jean Bergeron Ltd. — Jean Bergeron Ltée	1199
Jest Investments Corp.	1199	Jest Investments Corp.	1199
Jet Snack Bar Inc.	1200	Jet Snack Bar Inc.	1200
J.-Gérard Jobin Inc.	1200	J.-Gérard Jobin Inc.	1200
J. M. Arcand Inc.	1200	J. M. Arcand Inc.	1200
Jogol Investment Corp.	1201	Jogol Investment Corp.	1201
John Toth Fur Corp.	1201	John Toth Fur Corp.	1201
Jos Ste-Croix & Fils Limitée — Jos Ste-Croix & Sons Limited.	1201	Jos Ste-Croix & Sons Limited — Jos Ste-Croix & Fils Limitée	1201
J. P. Villeneuve Ltée	1202	J. P. Villeneuve Ltée	1202
J. Roger Lamarche Limitée	1202	J. Roger Lamarche Limitée	1202
J. R. Vézina Ltée	1202	J. R. Vézina Ltée	1202
Kaffko Pants Co. Ltd.	1203	Kaffko Pants Co. Ltd.	1203
Kelman Investments Inc.	1203	Kelman Investments Inc.	1203
Kemp Equipment & Supply Ltd.	1203	Kemp Equipment & Supply Ltd.	1203
Kiddie Kobler, Inc.	1204	Kiddie Kobler, Inc.	1204
Klara Investment Corp.	1204	Klara Investment Corp.	1204
Klem Automotive Inc.	1204	Klem Automotive Inc.	1204
Krakower Investment Corp.	1205	Krakower Investment Corp.	1205
Kruger Bros. Investments Inc.	1205	Kruger Bros. Investments Inc.	1205
La Brique du Saguenay Ltée	1205	La Brique du Saguenay Ltée	1205
Lachute Foodliner Inc.	1206	Lachute Foodliner Inc.	1206
La Compagnie Eldorado Café Ltée	1206	La Compagnie Eldorado Café Ltée	1206
La Compagnie de Téléphone Le Gardeur Inc.	1206	La Compagnie de Téléphone Le Gardeur Inc.	1206

La Corporation Génimex Ltée.....	1207	La Corporation Génimex Ltée.....	1207
La Fédération des Oeuvres de Loisirs du Diocèse de Saint Jean de Québec...	1207	La Fédération des Oeuvres de Loisirs du Diocèse de Saint Jean de Québec...	1207
L'Agence de Crédit Lafayette Inc. — Lafayette Credit Agency Inc.....	1207	Lafayette Credit Agency Inc. — L'A- gence de Crédit Lafayette Inc.....	1207
La Perfection (St. Jean) Ltée.....	1208	La Perfection (St. Jean) Ltée.....	1208
Lark Development Corp.....	1208	Lark Development Corp.....	1208
La Sarre Forest Products Ltd.....	1208	La Sarre Forest Products Ltd.....	1208
L'Association des Citoyens de la Ville d'Anjou Inc. — Citizens' Association of the Town of Anjou Inc.....	1208	Citizens' Association of the Town of Anjou Inc. — L'Association des Ci- toyens de la Ville d'Anjou Inc.....	1208
L'Association des Gardes-Bébés de la Province de Québec.....	1209	L'Association des Gardes-Bébés de la Province de Québec.....	1209
L'Association des Gardes-Malades Auxi- liaires de la Province de Québec.....	1209	L'Association des Gardes-Malades Auxi- liaires de la Province de Québec.....	1209
Latreille & Frère Inc.....	1210	Latreille & Frère Inc.....	1210
Laurier Development Co. Ltd.....	1210	Laurier Development Co. Ltd.....	1210
Lawmark Investments Ltd.....	1210	Lawmark Investments Ltd.....	1210
Le Comité des Loisirs de Labelle.....	1211	Le Comité des Loisirs de Labelle.....	1211
Lefay Investments Inc.....	1211	Lefay Investments Inc.....	1211
Les Agences d'Assurance LaFayette Inc. — LaFayette Insurance Agencies Inc.....	1211	LaFayette Insurance Agencies Inc. — Les Agences d'Assurance LaFayette Inc.....	1211
Les Entreprises D & D Cie Ltée — D & D Enterprises Co. Ltd.....	1212	D & D Enterprises Co. Ltd. — Les En- treprises D & D Ltée.....	1212
Les Entreprises Ducasse Limitée.....	1212	Les Entreprises Ducasse Limitée.....	1212
Les Huiles Valmont Limitée — Valmont Oils Limited.....	1212	Valmont Oils Limited — Les Huiles Val- mont Limitée.....	1212
Les Immeubles Arno Inc. — Arno Real Estate Inc.....	1213	Arno Real Estate Inc. — Les Immeu- bles Arno Inc.....	1213
Les Immeubles Bouffard Inc.....	1213	Les Immeubles Bouffard Inc.....	1213
Les Immeubles Châteauguay Inc.....	1213	Les Immeubles Châteauguay Inc.....	1213
Les Immeubles LaFayette Inc. — La- Fayette Realities Inc.....	1214	LaFayette Realities Inc. — Les Immeu- bles LaFayette Inc.....	1214
Les Meubles Modèles Ltée.....	1214	Les Meubles Modèles Ltée.....	1214
Les Placements LaFayette Inc. — La- Fayette Investments Inc.....	1215	LaFayette Investments Inc. — Les Placements LaFayette Inc.....	1215
Les Placements Populaires Laval Inc.....	1215	Les Placements Populaires Laval Inc.....	1215
Les Potins Sportifs Inc.....	1215	Les Potins Sportifs Inc.....	1215
Les Publications Financières Inc.....	1216	Les Publications Financières Inc.....	1216
Les Services Polac Limitée.....	1216	Les Services Polac Limitée.....	1216
Levi Dress Shoppes Inc.....	1216	Levi Dress Shoppes Inc.....	1216
Linden Corp.....	1216	Linden Corp.....	1216
Lisette et Renée Lingerie Fine Limitée.....	1217	Lisette et Renée Lingerie Fine Limitée.....	1217
Litho Plate Service Inc.....	1217	Litho Plate Service Inc.....	1217
Liverid Medicinal Drug (1960) Ltd.....	1217	Liverid Medicinal Drug (1960) Ltd.....	1217
Louis Tucker Inc.....	1218	Louis Tucker Inc.....	1218
L. P. Royer Inc.....	1218	L. P. Royer Inc.....	1218
Lucien Vincent Ltée.....	1219	Lucien Vincent Ltée.....	1219
Lydia Gardens Development Corp.....	1219	Lydia Gardens Development Corp.....	1219
Maison Zenith Incorporée.....	1219	Maison Zenith Incorporée.....	1219
Major Aluminium Products Ltd.....	1220	Major Aluminium Products Ltd.....	1220
Major Enterprises Inc.....	1220	Major Enterprises Inc.....	1220
Marcar Investment Corp.....	1220	Marcar Investment Corp.....	1220
Marro Inc.....	1221	Marro Inc.....	1221
Matmill Land & Investment Co. Inc.....	1221	Matmill Land & Investment Co. Inc.....	1221
Melbar Investments Co. Ltd.....	1221	Melbar Investments Co. Ltd.....	1221
Miss Rosemere Inc.....	1222	Miss Rosemere Inc.....	1222
M.M.R. Econ-O-Was Ltd.....	1222	M.M.R. Econ-O-Was Ltd.....	1222
Modern Auto Electric Inc.....	1222	Modern Auto Electric Inc.....	1222
Monarch Merchandising Service Cor- poration.....	1223	Monarch Merchandising Service Cor- poration.....	1223
Monark Sales Inc.....	1223	Monark Sales Inc.....	1223
Montreal Automobile Storage Inc.....	1223	Montreal Automobile Storage Inc.....	1223
Mont-Royal Autorama Ltée.....	1224	Mont-Royal Autorama Ltée.....	1224
Mountain Sights Investments Ltd.....	1224	Mountain Sights Investments Ltd.....	1224
Mountview Plaza Inc.....	1224	Mountview Plaza Inc.....	1224
Mt-Royal Store Fixtures Inc.....	1224	Mt-Royal Store Fixtures Inc.....	1224
National Printing Company Limited.....	1225	National Printing Company Limited.....	1225
Nédas Construction Inc.....	1225	Nédas Construction Inc.....	1225
New Shefford Hotel Inc.....	1225	New Shefford Hotel Inc.....	1225
Noël Plumbing & Heating Limited.....	1226	Noël Plumbing & Heating Limited.....	1226
Norge Investment Corp.....	1226	Norge Investment Corp.....	1226
Norman Industries Inc.....	1226	Norman Industries Inc.....	1226
Nouvelles "Express" News (Inc.).....	1227	Nouvelles "Express" News (Inc.).....	1227
Omer Duquette Inc.....	1227	Omer Duquette Inc.....	1227
Ontario Street West Holdings Ltd.....	1227	Ontario Street West Holdings Ltd.....	1227

Pandora Dress Inc.	1228	Pandora Dress Inc.	1228
Phil Rivard Inc.	1228	Phil Rivard Inc.	1228
Pizza Pan Inc.	1228	Pizza Pan Inc.	1228
Plomberie Dorval Limitée — Dorval Plumbing Limited.	1229	Dorval Plumbing Limited — Plomberie Dorval Limitée.	1229
Prudential Home Improvement Corp.	1229	Prudential Home Improvement Corp.	1229
Railroad Men's Benevolent Fund — Fonds d'Entre-Aide des Cheminots.	1229	Railroad Men's Benevolent Fund — Fonds d'Entre-Aide des Cheminots.	1229
Ranger Construction Limitée.	1230	Ranger Construction Limitée.	1230
Raoul Martineau Inc.	1230	Raoul Martineau Inc.	1230
Raymond Fabien Inc.	1230	Raymond Fabien Inc.	1230
R. Brouillette Inc.	1231	R. Brouillette Inc.	1231
Realmont Builders Supply Inc.	1231	Realmont Builders Supply Inc.	1231
Realty House Metropolitan Corporation	1231	Realty House Metropolitan Corporation	1231
Rémillard, Johnson and Rémillard Inc.	1232	Rémillard, Johnson and Rémillard Inc.	1232
René Faucher Limitée.	1232	René Faucher Limitée.	1232
Restaurant le Louvre Inc.	1232	Restaurant le Louvre Inc.	1232
Rex Plumbing & Heating Inc.	1233	Rex Plumbing & Heating Inc.	1233
Richer Transport Ltée.	1233	Richer Transport Ltée.	1233
Richford Construction Inc.	1233	Richford Construction Inc.	1233
Riviera Fashions Inc.	1234	Riviera Fashions Inc.	1234
Rivière des Prairies Development Inc.	1234	Rivière des Prairies Development Inc.	1234
Robert Choquette Incorporé.	1234	Robert Choquette Incorporé.	1234
Roger Bergeron Inc.	1235	Roger Bergeron Inc.	1235
Roméo Peloquin & Fils Ltée.	1235	Roméo Peloquin & Fils Ltée.	1235
Rosemount Decorators Supply Ltd.	1235	Rosemount Decorators Supply Ltd.	1235
Rothmar Investment Corp.	1236	Rothmar Investment Corp.	1236
Roy Soda Bar Ltd.	1236	Roy Soda Bar Ltd.	1236
Safeway Farm Equipment Co. Ltd.	1236	Safeway Farm Equipment Co. Ltd.	1236
Salomon Holdings Inc.	1237	Salomon Holdings Inc.	1237
St. Chrysostome Gaz Propane Gas Inc.	1237	St. Chrysostome Gaz Propane Gas Inc.	1237
St. George Enterprises Ltd.	1237	St. George Enterprises Ltd.	1237
Scierie Petite Nation Ltée.	1238	Scierie Petite Nation Ltée.	1238
Seaport Realities Corp.	1238	Seaport Realities Corp.	1238
Société Lecta Inc.	1238	Société Lecta Inc.	1238
Specta-Color-Advertising Ltd.	1239	Specta-Color-Advertising Ltd.	1239
Stylish Pants Contractors Inc.	1239	Stylish Pants Contractors Inc.	1239
Sun Development Corporation.	1239	Sun Development Corporation.	1239
Tait Realities Inc.	1240	Tait Realities Inc.	1240
Technos Inc.	1240	Technos Inc.	1240
The Greek Restaurant Inc.	1240	The Greek Restaurant Inc.	1240
The Kiltie Co. Ltd.	1241	The Kiltie Co. Ltd.	1241
The Upward Trail Camp, The United Church of Canada.	1241	The Upward Trail Camp, The United Church of Canada.	1241
Thomas Fecteau & Fils Ltée.	1242	Thomas Fecteau & Fils Ltée.	1242
Three Up Investments Ltd.	1242	Three Up Investments Ltd.	1242
Tulip Investment Corp.	1242	Tulip Investment Corp.	1242
University Dining House Inc.	1243	University Dining House Inc.	1243
Vilbert Limitée.	1243	Vilbert Limitée.	1243
Villa Development Corp.	1243	Villa Development Corp.	1243
Vinco Development Corporation.	1243	Vinco Development Corporation.	1243
V. Lacasse Ltée.	1244	V. Lacasse Ltée.	1244
Waga Realty Co.	1244	Waga Realty Co.	1244
Walker Manufacturing Co. Ltd.	1244	Walker Manufacturing Co. Ltd.	1244
Walsh — Quebec — Construction Com- pany Limited.	1245	Walsh — Quebec — Construction Com- pany Limited.	1245
Wardellan Dress Co. Ltd.	1245	Wardellan Dress Co. Ltd.	1245
Warwick Potato Chips Inc.	1245	Warwick Potato Chips Inc.	1245
Weider Sports Equipment Co. Ltd.	1246	Weider Sports Equipment Co. Ltd.	1246
West Shore Development Corp. Ltd.	1246	West Shore Development Corp. Ltd.	1246
Westword Industries Ltd.	1247	Westword Industries Ltd.	1247
Wise Investments Ltd.	1247	Wise Investments Ltd.	1247
Woolshire Investment Co. Ltd.	1247	Woolshire Investment Co. Ltd.	1247
Zelka Investment Corp.	1248	Zelka Investment Corp.	1248

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Fleetwood Corporation. 1248

SIÈGES SOCIAUX:

Amador Investment Incorporated. 1303
Boucherville Limited Dividend Com-
pany. 1304
Bowl-O-Rama Val Royal Inc. 1302
City Centre Construction Co. Ltd. 1305
Elba Construction Ltée. 1301
Fortune Construction Ltée-Ltd. 1304

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Fleetwood Corporation. 1248

HEAD OFFICES:

Amador Investment Incorporated. 1303
Boucherville Limited Dividend Com-
pany. 1304
Bowl-O-Rama Val Royal Inc. 1302
City Centre Construction Co. Ltd. 1305
Elba Construction Ltée. 1301
Fortune Construction Ltée-Ltd. 1304

Gervais Petroleum Inc.	1301	Gervais Petroleum Inc.	1301
Havenshill Investment Corp.	1305	Havenshill Investment Corp.	1305
J. René Hébert Ltée.	1301	J. René Hébert Ltée.	1301
La Solidarité Compagnie d'Assurance sur la Vie.	1303	La Solidarité Compagnie d'Assurance sur la Vie.	1303
Lemoyne Oil Co. Inc.	1300	Lemoyne Oil Co. Inc.	1300
Les Placements Bomarc Ltée — Bomarc Investments Ltd.	1304	Bomarc Investments Ltd. — Les Place- ments Bomarc Ltée.	1304
Lisette et Renée Lingerie Fine Limitée.	1301	Lisette et Renée Lingerie Fine Limitée.	1301
Lithographie Saint-Michel Inc.	1303	Lithographie Saint-Michel Inc.	1303
Nathan Schreiber Corp.	1305	Nathan Schreiber Corp.	1305
P. Marinier Frères Limitée.	1302	P. Marinier Frères Limitée.	1302
Regent Agencies Ltd.	1304	Regent Agencies Ltd.	1304
Restaurant Chez Victor Inc.	1305	Restaurant Chez Victor Inc.	1305
Summit Realty Corporation.	1303	Summit Realty Corporation.	1303
Tanglewood Investment Corp.	1305	Tanglewood Investment Corp.	1305
Vitrierie Bouchard Glass Inc.	1302	Vitrierie Bouchard Glass Inc.	1302
Warwick Patato Chips Inc.	1302	Warwick Patato Chips Inc.	1302
W. D. Armstrong & Company Ltd.	1302	W. D. Armstrong & Company Ltd.	1302
Zinc Oxide Company of Canada Li- mited.	1303	Zinc Oxide Company of Canada Li- mited.	1303
SOUMISSIONS:		TENDERS:	
Lesage, munic.	1307	Lesage, munic.	1307
Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, paroisse.	1306	Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, parish.	1306
Sherbrooke, comm. écoles cath.	1308	Sherbrooke, Cath. school comm.	1308
Saint-Jude, munic. comm. d'écoles.	1310	Saint-Jude, munic. school comm.	1310
St-François, ville.	1311	St-François, town.	1311
St-Martin, cité.	1312	St-Martin, city.	1312
VENTE PAR LICITATION :		SALE BY LICITATION:	
Marcotte <i>et al</i> vs Marcotte <i>et al</i>	1314	Marcotte <i>et al</i> vs Marcotte <i>et al</i>	1314
VENTES POUR TAXES:		SALES FOR TAXES:	
Malartic, ville.	1315	Malartic, town.	1315
St-Maurice, munic. du comté.	1315	St-Maurice, munic. of county.	1315
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
ARTHABASKA:		ARTHABASKA:	
Pouliot vs Dufresne.	1316	Pouliot vs Dufresne.	1316
BEAUCE:		BEAUCE:	
United Loan Corporation vs Thibodeau.	1317	United Loan Corporation vs Thibodeau.	1317
GASPÉ:		GASPÉ:	
Lévesque <i>et al</i> vs Deschênes.	1317	Lévesque <i>et al</i> vs Deschênes.	1317
HULL:		HULL:	
Interprovincial Bldg. Credit Ltd vs Chevrier.	1318	Interprovincial Bldg. Credit Ltd. vs Chevrier.	1318
Normand vs Bergeron.	1318	Normand vs Bergeron.	1318
LABELLE:		LABELLE:	
Dumontier vs Morier.	1319	Dumontier vs Morier.	1319
MONTMAGNY:		MONTMAGNY:	
Laverdière vs Labranche.	1319	Laverdière vs Labranche.	1319
Normand vs Lamarre.	1320	Normand vs Lamarre.	1320
MONTRÉAL:		MONTREAL:	
La Caisse Populaire N.-D. de Lourdes d'Eastview Limitée vs Guérin.	1323	La Caisse Populaire N.-D. de Lourdes d'Eastview Limitée vs Guérin.	1323
Lachapelle vs Frascarelli.	1321	Lachapelle vs Frascarelli.	1321
Pelletier vs Barry.	1321	Pelletier vs Barry.	1321
Tanman <i>et al</i> vs Belec.	1322	Tanman <i>et al</i> vs Belec.	1322
The Maccabees vs Menk.	1322	The Maccabees vs Menk.	1322

QUÉBEC:

Dion & Frères Ltée vs Cantin.....	1326
Greco vs Perron.....	1326
La Corp. Munic. paroisse de l'Ange-Gardien vs Coulombe.....	1323
Les Industries Philiias Flamand Ltée vs Roger.....	1327

ROBERVAL:

Hébert vs Cloutier.....	1327
Municipal Acceptance Corporation Ltée vs Paquet.....	1328

SAGUENAY:

Magpie, comm. d'écoles vs General Sea Products (Quebec) Ltd.....	1328
--	------

SAINT-FRANÇOIS:

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Roy.....	1329
---	------

QUEBEC:

Dion & Frères Ltée vs Cantin.....	1326
Greco vs Perron.....	1326
Munic. Corp. parish of l'Ange-Gardien vs Coulombe.....	1323
Les Industries Philiias Flamand Ltée vs Roger.....	1327

ROBERVAL:

Hébert vs Cloutier.....	1327
Municipal Acceptance Corporation Ltée vs Paquet.....	1328

SAGUENAY:

Magpie, school comm. vs General Sea Products (Quebec) Ltd.....	1328
--	------

SAINT FRANCIS:

Quebec Farm Credit Bureau vs Roy...	1329
-------------------------------------	------

